

Un pas vers l'Europe des citoyens

L'échéance de 1993 n'est pas un simple rendez-vous que l'Europe ait pris avec le libéralisme économique sans entraves. La résolution, adoptée mercredi 15 mars par le Parlement de Strasbourg, recommande que le droit de vote soit accordé aux étrangers ressortissants des pays membres de la CEE pour les élections municipales en est une illustration : l'Europe du « grand marché » appelle la construction d'une Europe des citoyens. Il serait paradoxal en effet que, au moment où les Douze reconnaissent mutuellement à leurs ressortissants le droit de s'installer librement et de travailler dans un pays voisin du leur, ils les privent du même coup d'un droit antérieur : celui de participer à la vie de la localité dans laquelle ils auront choisi de résider.

Les parlementaires de Strasbourg ont fait preuve d'un bel enthousiasme - le texte a été voté par 244 voix pour, 55 contre et 13 abstentions, - et ils sont allés plus loin que ne le préconisait la Commission de Bruxelles. Ainsi proposent-ils que le délai de résidence ouvrant le droit de vote soit fixé à cinq ans, et non à la durée d'un mandat municipal (six ans en France). De même, Bruxelles avait prévu qu'un gouvernement pourrait différer la directive si les « immigrés » de la Communauté représentaient plus de 20 % de la population. Ce pourcentage a été maintenu, mais pas rapport au corps électoral, ce qui revient à abolir la dérogation.

Les députés luxembourgeois - le grand-duché compte 26 % d'étrangers - se sont montrés hostiles au projet. L'opposition est également venue du Front national, bien sûr, mais aussi d'une partie des libéraux, des démocrates-chrétiens (après les élections à Berlin et à Francfort, les Allemands de la CDU n'ont pas voulu prêter le flanc à l'extrême droite) et du RPR, les gaullistes invoquant l'article 3 de la Constitution française, qui réserve le droit de vote aux nationaux et qui devra être révisé si le projet européen arrive à son terme.

Il y avait, au dernier recensement, un peu plus d'un million et demi d'étrangers de la CEE résidant en France (surtout Portugais, Espagnols et Italiens). Même si l'on en déduit ceux qui ne sont pas en âge de voter et ceux qui habitent la France depuis moins de cinq ou six ans, l'effet ne serait sans doute pas négligeable sur un scrutin du type de celui qui se déroule actuellement en France.

A Strasbourg, les parlementaires ont eu la sagesse de ne pas sortir du sujet : ils ont rejeté la proposition des socialistes allemands, des communistes et des écologistes français, italiens et portugais tendant à élargir cette facilité à tous les étrangers installés en Europe. Même si le Danemark, les Pays-Bas, l'Irlande et le Land de Hambourg vont déjà jusqu'à, c'est été mettre la charrue devant les bœufs alors que la Communauté n'a pas encore sérieusement commencé à s'interroger sur une éventuelle harmonisation des politiques d'immigration.

Le rôle du Parlement européen n'est que consultatif. Le projet reviendra dans quelques semaines devant le conseil des ministres de la Communauté, où il doit recueillir l'unanimité. Si l'Europe des citoyens est en marche, l'Europe des patries reste bien gardée.

M 0147 - 03170 - 4,50 F

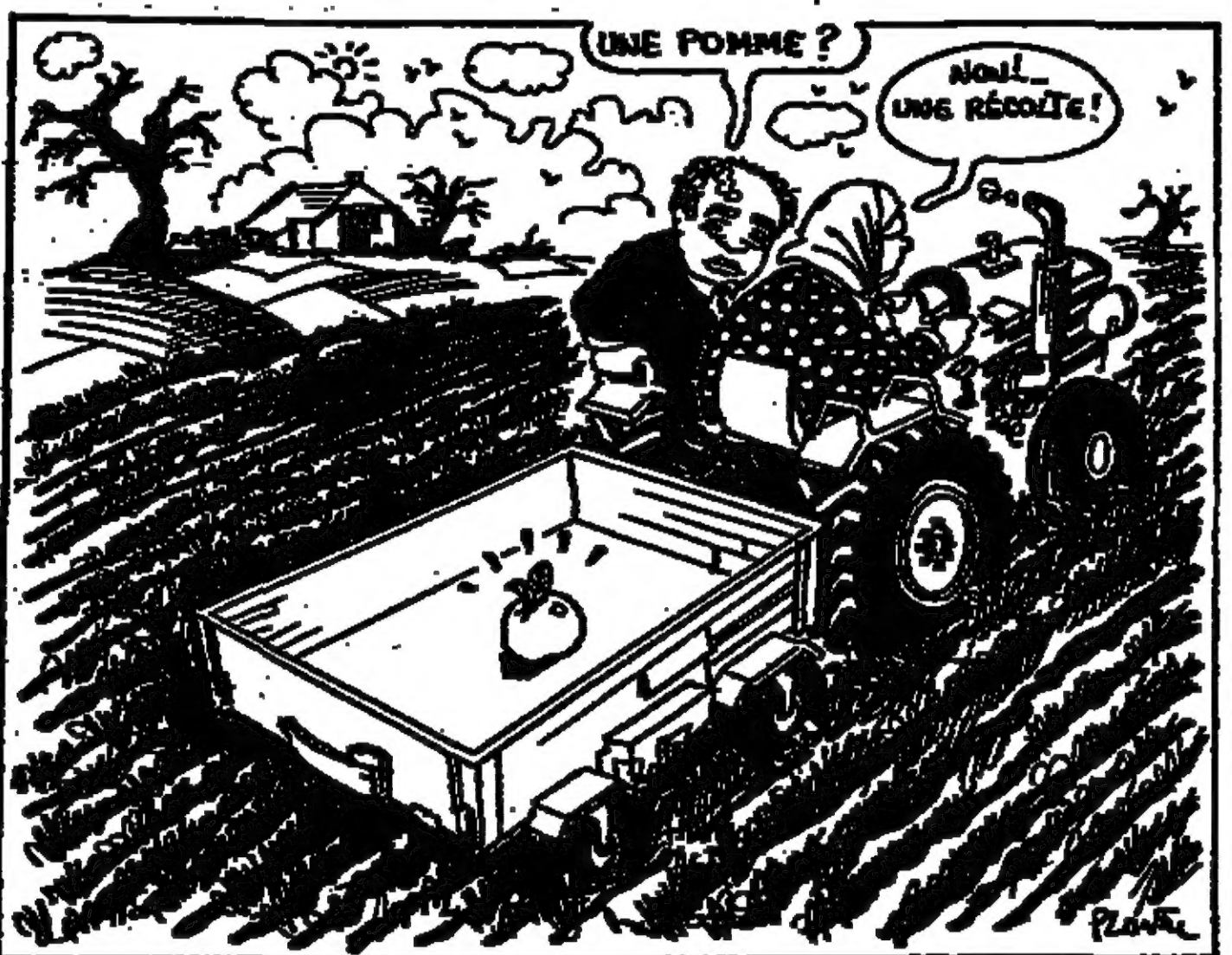


3790147004500 03170

Devant le comité central

M. Gorbatchev dresse un tableau catastrophique de l'agriculture

M. Gorbatchev a dressé, mercredi 15 mars, devant le comité central du PC soviétique, un tableau catastrophique de l'agriculture en URSS, des pénuries qu'entraînent incurie, gaspillage et mauvaise gestion. Il a annoncé une « réorganisation fondamentale des rapports économiques » qui permettra le développement du système des baux à long terme, sans pour autant supprimer les exploitations collectives là où elles sont viables.



(Lire nos informations page 4 et le dernier volet de l'enquête de notre correspondant BERNARD GUETTA : « L'URSS de Gorbatchev, au V », page 5.)

Fermeté du gouvernement face à l'agitation

Les grèves de fonctionnaires paralysent la Corse

La Corse est paralysée par les grèves de la fonction publique. Le gouvernement devait publier, jeudi 16 mars, un communiqué à ce sujet. Sans céder aux revendications immédiates (la prime d'insularité), se propose de traiter les causes profondes du malaise (formation des prix, continuité territoriale, parafiscalité, etc.). M. Robert Toulemon, inspecteur général des finances, devra remettre son rapport sur l'île plus tôt que prévu.

AJACCIO de notre envoyée spéciale

Sur le port d'Ajaccio, jeudi 16 mars, à 7 h 15, le soleil est livide. N'en déplaie au continent, qui croit que la Corse a tort de se plaindre puisqu'on y fait des économies de chauffage, il fait froid : deux petits commandos de la CGT et de FO sont en place, avançant les navires. « La CGT prend le Cynos, nous, on prend le cargo », annonce M. Raymond Lasbonygues, de la direction régionale de Force ouvrière. Le syndicaliste, qui est aussi directeur d'une école automobile amateur participant au Rallye de Corse, est venu avec son 4x4, un haut-parleur et un magnétophone.

Dans la nuit de mardi à mercredi, un sympathisant FO, M. Jules Ottavi, et un membre de l'union départementale ont composé ce qui devient l'hymne de la grève, sur l'air du Déserteur de

Boris Vian : « Monsieur le président, nous gagnons la prime, vos gendarmes, on s'en fout. » L'objectif est de bloquer le port, l'aéroport étant déjà paralysé par la grève des contrôleurs aériens, des pompiers et des bagagistes. Un bateau de touristes allemands restera au large, les passagers débarqueront en chaloupes.

Puisque les camarades se sont levés de si bon matin, les trente-trois dockers décident de se mettre en grève aussi. La prime d'insularité, ils l'ont déjà. « Une prime de localité. » Mais « le patron, lui, ne la touche pas », alors ils font grève « pour lui ». Les syndicalistes sortent les banderoles des voitures, mais pas encore les matraques qu'ils ont fabriquées avec de gros câbles téléphoniques.

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 31 et nos informations page 36.)

Importantes manifestations pour l'anniversaire de la révolution de 1848

Liesse nationaliste à Budapest

Le rétablissement de la fête nationale le 15 mars, jour anniversaire de l'insurrection de 1848 contre les Autrichiens, a été célébré dans la liesse, mercredi 15 mars à Budapest. Pouvoir et opposition ont marqué l'événement chacun de son côté.

BUDAPEST de notre envoyée spéciale

En cherchant bien, mercredi 15 mars, on pouvait trouver un drapeau rouge à Budapest, pudiquement accroché à la façade de l'immeuble du comité central, dernier refuge des symboles du pouvoir communiste. C'était le seul drapeau rouge, perdu dans l'orgie de tricolore que se sont offerte les Hongrois pour marquer leur fête nationale toute neuve, l'anniversaire du début de la révolution hongroise contre la domination autrichienne, le 15 mars

1848, dans la foulée de la Commune de Paris.

Rouge, blanc, vert, les couleurs hongroises étaient partout, accrochées sur les murs, flottant sur les ponts du Danube, en corolles à la boutonnière des policiers, retenant les cheveux des jeunes filles, enrubannées sur les câbles des tramways, portées en écharpe, brandies en fanion, et tout simplement épinglées sur le revers des vestes des dizaines de milliers de Hongrois qui ont défilé toute la journée dans le centre de Budapest. Les mauvaises langues disaient que même les matraques seraient tricolores pour l'occasion, et l'on a entendu une dame d'un certain âge, vétérane du Parti communiste, maugréer que, à cette allure, « on allait se mettre à piser tricolore ».

Mais il n'y a pas eu de matraques, et les vétérans du parti ont laissé leur mauvaise humeur au vestiaire. Budapest a vécu, mercredi, le plus sereinement du

monde, sous un frais soleil de printemps, les heures historiques de l'épanouissement, en toute légalité, de la « société civile » et des mouvements indépendants.

Pour la première fois, le 15 mars était chômé et les manifestations non officielles autorisées. Dans une ultime tentative de fraternisation, le PSHO - le Parti communiste au pouvoir - avait proposé à la multitude de groupes indépendants qui ont écloso en Hongrie depuis un an de célébrer ensemble cette date chère aux cœurs magyars, mais l'offre fut poliment déclinée comme prématurée. « Nous ne pouvons pas oublier les agressions policières » des dernières années, lorsque les Budapestois s'étaient à braver l'interdiction de manifester, a expliqué mercredi l'un des nombreux orateurs de l'opposition, Karoly Kis. « Ils ont toujours voulu se garder la fête pour eux. »

SYLVIE KAUFFMANN.

(Lire la suite page 4.)



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,85 \$; Danemark, 2,20 F ; Espagne, 165 pes. ; Grèce, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 236 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 F. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

Le dérapage du procès Jobic

L'affrontement entre le juge Hayat et la PJ.
PAGE 14

Les élections municipales

Reportages à Marseille, Dunkerque, Strasbourg, Mulhouse, Nanterre et Noisy-le-Grand.
PAGES 9 à 12

Islam et société

■ Une rencontre à Paris sur la sexualité et le monde musulman ; ■ Jeunes Maghrébines en France : les fragiles « beurettes ».
PAGE 23

Les otages au Liban

Terry Anderson, depuis quatre ans...
PAGE 3

Les assureurs face au sida

Les compagnies s'inquiètent de l'épidémie.
PAGE 23

Le sommaire complet se trouve en page 36

La Tête-Défense et la Caisse des dépôts

La Caisse des dépôts et consignations n'a pas seulement le rôle financier qu'on a pu mesurer à travers la Société générale, elle est aussi un puissant opérateur sur le marché de la construction. Un opérateur qui a permis le développement considérable du parc HLM français à partir de la fin des années 50, et qui a également construit l'Arche de la Défense, un des monuments les plus spectaculaires de l'architecture contemporaine.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, explique et justifie ses choix architecturaux à la Tête-Défense, et notamment le projet de « tour sans fin » de Jean Nouvel.

(Lire l'entretien avec M. Robert Lion page 26.)

Le Monde

LIVRES

■ La grande traque de Simon Wiesenthal. ■ La belle sorcière de Jean-Noël Schifano. ■ La bande à Boudard. ■ Le dix-huitième siècle des femmes. ■ L'histoire, par Jean-Pierre Rioux : Béhémot et Léviathan ; Le puzzle français. ■ Stephen Hawking et la nature de l'univers. ■ Georges Seféris, l'homme messé ; Avrom Sutzkever ou le verbe contre l'antéchristianisme ; La chronique de Nicole Zand : Irina Ratoushinskaya. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Pascal Pis », de Roger Grenier.

Pages 15 à 22

« Le Golfe de Gascogne », de Bertrand Poirot-Delpech

Un mec, deux garces et un rafiau

par San-Antonio

Y a des trépanés de la gamberge qui croient qu'un bateau sert à naviguer. Ces empués du cap Horn, ces terre-neuvas de la moulinette farceuse s'imaginent campés à l'avant d'un pimpant voilier : figure de proue, figure de poupe, partant dompter vents et marées.

Ces conquérants du bras d'honneur ignorent que les barbus de rêve ne prennent jamais la mer et que tout ce que leurs heureux propriétaires leur demandent, c'est de ne pas prendre l'eau non plus. Ils font seulement du caravanning flottant en buvant des whiskies à l'ombre d'un taud, car seuls naviguent vraiment les gens qui n'ont pas de bateau.

Ou alors quelques doux frapadingues, style Tabarly, Kersaudon, style aussi Poirot-Delpech.

Que je l'imagine, mon illustre, portant son sac de matelot dans le dos à l'aide de son académique épée ; l'imagine sur le port de Gibraltar par un matin de janvier dernier ; l'imagine le grand bougre à frime d'archange polisson, en train de faire du rafiau-stop pour traverser les Atlantiques ; l'imagine, râclant des baskets le bitume du môle, tant tellement il a hâte de niquer l'océan.

C'est qu'il a un compte à régler, Poirot, ou, plus exactement, un défi à relever. Un défi qu'il a lancé à ce qui pourrait n'être que des ombres mais qui, par la vertu de son style, est devenu des personnages : ceux de son dernier roman *Le Golfe de Gascogne*, dont il a signé le bon à tirer avant de partir, comme on paraphe un testament.

(Lire la suite page 18.)

Débats

Le projet de loi sur la bioéthique

Embryons : l'inacceptable

TOUT moraliste le sait, un texte de loi est toujours une forme de compromis. Tenant compte de la pluralité souvent conflictuelle des éthiques vécues par les citoyens, l'élaboration d'une législation cherche dans un secteur précis de la vie sociale à ce que soient sauvegardés au mieux les droits essentiels de l'être humain. Il serait donc malvenu de la part d'un moraliste chrétien de réclamer que l'avant-projet de loi sur les sciences de la vie (élaboré sous la direction de M. Brabant) traduise en termes juridiques toutes les exigences éthiques des chrétiens et elles seules.

Ce projet, au vu de la réalité française, me semble trouver, en bien des points, le compromis éthique le meilleur qui évite que des valeurs fondamentales ne soient bafouées dans le domaine de la recherche médicale. Il est cependant des articles qui ne manquent pas de heurter gravement les convictions éthiques de beaucoup de nos concitoyens, chrétiens ou non d'ailleurs ; notamment les articles régissant l'usage des embryons humains vivants.

Le projet de loi prend acte que la fécondation *in vitro* et transfert d'embryons (FIVETE) va continuer à se banaliser avec son corollaire : la procréation d'embryons excédentaires. On sait en effet que, malgré la recommandation au 1987 du Comité national d'éthique d'éviter la fécondation de tels embryons, beaucoup de biologistes et de médecins ont continué à pratiquer la fécondation *in vitro* en ponctionnant sur la femme plus de trois ovocytes et en fécondant ceux-ci. Comme un cycle de FIVETE requiert seulement le plus souvent trois embryons, on se retrouve ainsi devant plusieurs milliers de « personnes humaines potentielles » congelées qui sont actuellement « en banque ». Le projet Brabant a donc raison d'essayer de réguler socialement ce phénomène, dont

par XAVIER THÉVENOT (*) les enjeux éthiques sont extrêmement graves.

Reconnaissons d'abord un point positif : toute fécondation doit avoir pour but exclusif d'aider des couples stériles à surmonter leurs difficultés à procréer. De même le projet cherche (de façon trop timide à mes yeux) à réduire quelques-uns des effets pervers de la congélation en n'autorisant pas un délai de conservation au-delà de cinq ans.

Mais ce texte introduit une tolérance à laquelle les chrétiens, parmi bien d'autres, ne peuvent dire qu'un non vigoureux : la tolérance envers la recherche scientifique sur les embryons vivants excédentaires. Cette recherche est, il est vrai, encadrée : « Elle ne peut en aucun cas être susceptible de porter atteinte à l'intégrité du genre humain ou de conduire à des pratiques eugéniques » ; « Il est interdit de laisser se développer un embryon au-delà de sept jours ». Enfin, tout protocole de recherche devra avoir l'aval du Comité national d'éthique, qui dans certains cas pourra d'ailleurs permettre qu'on laisse se développer l'embryon jusqu'à quatorze jours.

Qui ne voit que les rédacteurs du projet ont mis le doigt dans un engrenage éthiquement redoutable : celui qui consiste à traiter la « personne humaine potentielle » qu'est l'embryon comme un simple matériel de laboratoire ? La présentation du projet a beau déclarer de façon solennelle : « A aucun des stades de sa vie *in vitro* l'embryon ne peut être traité comme une chose », et rappeler que le Comité national d'éthique a voulu nommer l'embryon comme « personne humaine potentielle » afin précisément de le différencier d'un simple tissu cellulaire, que réalise d'autre, en fait, la recherche.

(*) Professeur de théologie morale à l'Institut catholique de Paris.

che scientifique sinon de classer totalement l'embryon humain ?

Voici qu'un être d'espèce humaine dont la procréation a exigé tant d'amour et d'effort de la part des géniteurs et tant de génie inventif de la part des chercheurs, voici qu'un être dont chacun de nous a un jour partagé la condition (nous avons tous été zygote) et qui peut devenir une personne humaine, voici qu'un tel être peut légalement être réduit, vivant, à un simple matériel d'étude !

Si le projet Brabant venait à être accepté par le Parlement, la logique d'une morale utilitariste prête à bafouer le respect fondamental envers un être humain singulier, depuis sa conception jusqu'à sa mort, au nom de la plus grande somme totale de satisfaction pour l'ensemble des individus, se trouverait approuvée par la loi française.

Il faut se battre pour qu'il n'en soit pas ainsi. Il faut sortir des fascinations excessives qu'exerce sur nos contemporains l'approche technicienne de l'homme. Il faut continuer à rappeler sans cesse que l'être humain n'est pas un problème qu'il faut résoudre, mais un mystère qui ne peut être approché et « compris » que par un respect éthique infini.

Dans une nation laïque et pluraliste, où bien des Français ne partagent pas la foi au Dieu de Jésus-Christ, je pense qu'il est bon, au minimum, que l'impératif catégorique de Kant serve de référence à tous : « Agis de telle sorte que tu traites l'humanité aussi bien dans la personne que dans celle de tout autre toujours en même temps comme une fin et jamais simplement comme un moyen ».

Sous peine d'ouvrir grand la porte à de graves respects de l'humanité (et donc de Dieu), je pense que cet impératif doit être élargi à cette « personne humaine potentielle » qu'est l'embryon.

Procréation assistée : la reconnaissance

VINGT MILLE enfants sont nés en France après insémination avec sperme de donneurs. Neuf mille hommes ont donné leur sperme. Quarante-cinq mille embryons humains sont obtenus tous les ans par fécondation *in vitro*, dix mille d'entre eux sont chaque année conservés par congélation, en France. Ces quelques chiffres montrent à l'évidence que l'activité de procréation médicalement assistée, si elle reste mineure par rapport aux sept cent cinquante mille naissances « naturelles », n'en est pas moins une activité importante.

La loi, dont l'avant-projet a été soumis au gouvernement (*Le Monde* du 3 mars), est attendue par beaucoup de médecins, en particulier par ceux qui travaillent dans les centres de conservation des ovules et du sperme (CECOS). Ils s'étaient eux-mêmes fixés des règles éthiques et s'étaient, depuis trois législatures, dans une loi, les grandes règles de leur activité dont ils assumaient seuls la responsabilité en dehors de tout cadre juridique.

Les techniques de procréation médicalement assistée sont faites pour les couples stériles, dit le projet de loi. C'est la demande de ces couples en détresse qui à toujours déterminé notre démarche médicale. Pour nous, il ne s'agit pas de procréer « autrement » pour accéder à une « nouvelle liberté », mais d'un traitement. Nous avons toujours soutenu cette démarche à la Fédération des CECOS et refusé, malgré les pressions, les femmes célibataires ou les couples d'homosexuels, pensant qu'il n'y avait, dans ces cas, aucun problème de procréation d'ordre médical. La future loi reconnaît le couple parental hétérosexuel. C'est lui qui décide du projet d'enfant. Si le couple se sépare, le rôle du médecin s'arrête et l'insémination ne peut être faite. Rappelons que les juges en avaient décidé autrement dans l'affaire Parpalais, et que le CECOS de Bicêtre avait dû remettre à cette dame les pilules de sperme de son défunt mari.

Consentement éclairé

Les embryons non plus ne pourront être remis à un seul membre du couple. Ils doivent être détruits, comme c'est le cas pour le sperme en matière d'autoconservation. Il n'y a pas, dans la nouvelle loi, de possibilité de procréation *post mortem*. La décision de procréer ne peut être prise que par le dépositaire du sperme ou les géniteurs de l'embryon. Le médecin, en l'espèce, ne fait que protéger la possibilité de procréer en conservant les cellules nouvelles ou les embryons. Il ne peut décider de la date de l'insémination ou du transfert. La loi précise en outre que les produits du corps ne peuvent faire l'objet d'un droit patrimonial. Le sperme n'appartient fort heureusement pas à la veuve ou l'embryon à son père. La disposition prise par le projet de loi va ainsi une fois encore à l'encontre de la décision prise par les juges dans l'affaire Parpalais déjà citée.

Le document écrit que nous faisons signer aux couples pour concrétiser leur consentement éclairé, qui jusqu'ici n'avait aucune valeur, devient une obligation légale. Ici encore, la loi ira à l'encontre des décisions des tribunaux de Nice ou Toulouse, qui avaient accepté le désaveu de paternité et conseillaient même, dans le jugement de Toulouse, à la femme laissée seule avec son enfant de se retourner contre le médecin qui avait fait un acte illicite : l'insémination.

Le don de cellules sexuelles ou d'embryons devient légal. Il doit, dit le projet de loi, être anonyme et bénévole. Cela nous paraissait depuis longtemps indispensable sur le plan éthique mais aussi souhaitable pour permettre le recueil d'informations médicales importantes de la part du don-

neur coopérant. En effet, un donneur rétribué pourrait cacher volontairement des informations indispensables (maladie héréditaire, toxicomanie, etc.) ; puisque la motivation n'est pas uniquement de rendre service mais de toucher une rétribution.

Il nous a toujours semblé que l'anonymat était indissociable de l'idée de don bénévole et que la filiation biologique ne devait pas pouvoir être retrouvée. Le projet de loi confirme cette notion, à la différence de ce qui a été décidé par la législation médoise. Le don d'embryons pour raison médicale est prévu par le projet.

Un cadre précis

Nous sommes heureux de voir que les dossiers que nous avions soumis au Comité national d'éthique vont permettre à des couples porteurs de maladies héréditaires sans traitement actuel d'avoir des enfants sains grâce à des couples qui, ayant eu un ou plusieurs enfants par procréation médicalement assistée, acceptent de les aider en donnant des embryons surnuméraires. Le législateur

(*) Président de la Fédération française des Centres de conservation des ovules et du sperme (CECOS).

insiste fort utilement sur le fait que le couple qui a donné l'embryon doit avoir résolu son problème de procréation pour ne pas se trouver dans la situation d'avoir permis la naissance d'un enfant dans un autre couple alors qu'ils ont échoué dans leur propre tentative.

Nous avions toujours attaché beaucoup d'importance à ce point. C'est pourquoi, comme donneurs de sperme, nous n'acceptons que des pères de famille. Enfin, la recherche dans le projet de loi n'est pas entravée. Les recherches sur l'embryon sont possibles pendant sept, voire quatorze jours après la fécondation si elles ont pour finalité de résoudre des problèmes médicaux et non de permettre des pratiques eugéniques ou pouvant nuire à l'intégrité du genre humain.

Ainsi, les médecins des CECOS retrouvent dans le projet de loi les règles qu'ils se sont fixées pour guider leur pratique pendant maintenant quinze ans. Nous avons pris de lourdes responsabilités et nous sommes heureux de voir que le travail quotidien que nous avons fait en équipes pluridisciplinaires permet aujourd'hui à la loi de définir un cadre clair et précis à cette activité médicale, mais surtout permet aux couples ainsi qu'aux donneurs de voir se dessiner clairement leurs droits ainsi que ceux de leurs enfants.

Les habits neufs de la politique.

... Rarement les livres sur la vie publique auront été aussi intelligents...

J.C. Casanova - L'Express

... Rapide et d'une agréable clarté...

F. Roland-Levy - Libération

... Le rythme est soutenu et le trait souvent acéré...

J.M. Colombani - Le Monde

... Brillant, nourri de bonnes formules, réconfortant...

J.D. Bredin - Le Point

... La dimension décapante et défrichée place son auteur au cœur des choses...

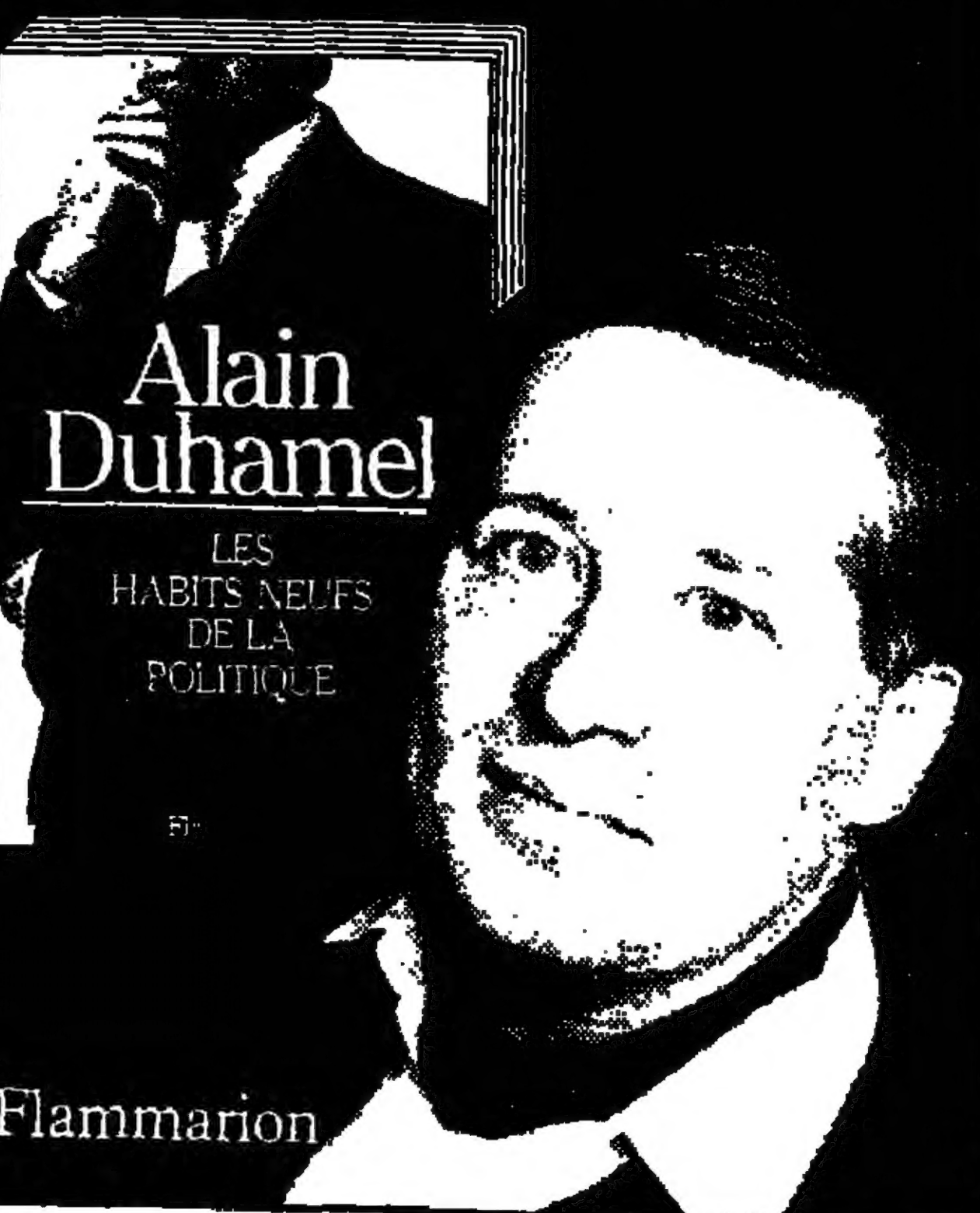
J. Daniel - Le Nouvel Observateur

... Alain Duhamel écrit merveilleusement bien.

B. Pivrot - Apostrophes

... Courageux et à contre-courant

J.P. Elkabbach - Europe 1



Flammarion

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 46-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 46-55-91-01 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Type LEMONDE
ou 36-15 - Type LEM

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS vols normaux
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs en prévision : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Au courrier du Monde

VERSETS

Des gants ?

J'ai lu *The Satanic Verses*, en entier, et je peux en dire ce qu'on voudra, sauf deux choses :

— que c'est un livre blasphématoire. Il faut pour l'affirmer une dose de mauvaise foi qui me stupéfie ;

— que c'est un livre « plutôt » ennuyeux. Je l'ai trouvé pour ma part « plutôt » passionnant et y ai pris sans cesse un profond plaisir. L'avis de « la plupart de ceux qui l'ont lu » m'indiffère.

Quand bien même le livre de M. Rushdie serait un monument d'ennui et M. Rushdie un homme plus antipathique encore qu'il n'est, dans les circonstances présentes, notre devoir et notre intérêt de citoyens libres et de lecteurs de tous deux, sans faire de manières, en évitant le ridicule de paraître prendre des gants au moment le moins opportun.

FABRIEN MEYSEMBOURG
(Nîmes.)

DESK

Le « Dictionnaire des néologismes »

L'initiative, commentée par M. Bertrand Le Gendre, du Commissariat général de la langue française est très louable.

Il y aura peut-être moins de *sponsor* et de *panel* dans les écrits de la fonction publique et les propos ministériels.

Mais l'invasion du français par les ondes n'en sera vraisemblablement pas endiguée. Il y aura toujours autant de *hit-parade* — et de *nomads* (!) — les soirs de *show*.

Et l'information continuera de passer du *scoop* au *flash* via les *desks* et les *news rooms*.

Le soir de la catastrophe de Lockerbie, il a été répété à satiété que le Boeing s'était *scraché* au sol. Il est étonnant de constater, bien sûr, de dire qu'il s'était *écrasé*.

Serait-il exorbitant de souhaiter que le *Dictionnaire des néologismes* officiels soit mis à portée des utilisateurs de micros et que ceux-ci consentent à y jeter un coup d'œil ?

GEORGES RIOND,
(Grolay, Haute-Savoie.)

552 من الأصل

ISRAËL

Nouvelle tentative d'infiltration palestinienne pour torpiller le dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP

Le secrétaire d'Etat James Baker a estimé, mercredi 15 mars, que les actions de factions de l'OLP qui échappent au contrôle de son chef, Yasser Arafat, ne justifiaient pas une rupture du dialogue entre Washington et la centrale palestinienne. Lors d'une audition devant une sous-commission de la Chambre des représentants, il a, d'autre part, défendu l'idée qu'Israël pourrait un jour avoir à négocier directement avec l'OLP. M. Arafat, le chef de la diplomatie israélienne, a,

pour sa part, au cours d'une rencontre avec des sénateurs américains, critiqué le dialogue entamé en décembre entre Washington et l'OLP, estimant qu'il confierait à la centrale palestinienne une « légitimité » dangereuse et avait provoqué l'intensification des opérations anti-Israéliennes de commandos palestiniens. A Tunis, M. Yasser Arafat a précisé que le dialogue entre l'OLP et les Etats-Unis reprendrait le 22 mars dans cette ville.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Pour la troisième fois depuis le début de la semaine, un groupe palestinien a tenté d'infiltrer un commando en Israël : opération qui, une fois de plus, paraissait tout autant destinée à torpiller le dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP qu'à Israël.

A l'aube du mercredi 15 mars, quelques heures à peine avant qu'Israël ne restitue l'enclave de Taba aux autorités égyptiennes, deux Palestiniens ont franchi la frontière israélienne à Rafah, à l'extrême sud de la bande de Gaza. Ils venaient de « Camp-David », ce camp de réfugiés situé tout au bout du territoire de Gaza et coupé en deux par la frontière depuis qu'Israël s'est retiré du Sinaï en 1982.

Les deux Palestiniens se sont approchés d'un poste de l'armée et ont jeté une grenade dont les éclats n'ont blessé personne sinon l'un d'eux. Pris en chasse, ils ont été rapidement arrêtés, en possession d'un fusil argument, d'une pistolet-mitrailleur, d'un pistolet-mitrailleur et d'un pistolet-mitrailleur. Ils avaient quinze et dix-sept ans et, selon les autorités, ont déclaré appartenir au Djihad islamique mais aussi avoir participé à cette opération avec l'approbation de Yasser Arafat, le chef de l'OLP.

C'est la première fois qu'un commando franchit la frontière égyptienne depuis mars 1988, date à laquelle des Palestiniens avaient attaqué un autobus transportant des civils dans la région de Dimona, dans le Néguev. Les autorités israéliennes ont affirmé que le gouvernement égyptien n'était aucunement en cause, qu'il faisait tout son possible pour empêcher ce genre d'opération et que c'était pure coïncidence si celle-ci avait eu lieu le jour même de la restitution de l'enclave de Taba, à l'autre frontière avec l'Egypte, sur la mer Rouge.

Les deux opérations précédentes avaient eu lieu à la frontière nord du pays, au sud du Liban, dimanche et lundi. Elles s'étaient soldées par le mort des Palestiniens lors d'accrochages avec l'armée. Selon les chefs militaires israéliens, il s'agissait de véritables opérations-suicides commanditées par des groupes hostiles à Yasser Arafat — notamment le Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawatmeh et le Front de libération de la Palestine (FLP) de Talat Yousof.

A chaque fois, selon les autorités israéliennes, des documents ont été retrouvés sur les Palestiniens expliquant avec précision leur appartenance politique et leur désaccord avec la décision de M. Arafat de renoncer au terrorisme. Que les deux Palestiniens interceptés mercredi aient mentionné qu'ils avaient l'approbation de M. Arafat n'est, de

ce point de vue, pas forcément convaincant et pourrait même manifester la volonté des commanditaires de l'opération d'embarrasser le chef de l'OLP.

Depuis le début du dialogue entre les Etats-Unis et l'OLP, en décembre, une vingtaine de Palestiniens ont été tués lors de tentatives d'infiltration à la frontière nord d'Israël. Ce sont des chiffres rarement atteints ces dernières années et la situation à la frontière commence à préoccuper sérieusement les responsables militaires. Le ministre de la Défense israélien, Itzhak Rabin, fait remarquer cette semaine que même avant l'invasion du Liban, en 1982, il n'y avait pas eu autant de harcèlements dans cette région.

Selon la plupart des observateurs, cette répétition quasi hebdomadaire de tentatives à la frontière libanaise a pour objet de saboter le dialogue palestinien-américain que les Etats-Unis n'ont accepté d'amorcer qu'à la condition que l'OLP renonce au terrorisme. Les groupes radicaux opposés à la ligne de M. Arafat veulent infliger une défaite à ce dernier en interrompant les conversations palestino-américaines. Le fait qu'une seule de ces tentatives d'infiltration réussisse et se soldent par des victimes civiles pourrait décider les Etats-Unis à suspendre le dialogue avec l'OLP.

ALAIN FRACHON.

Le sort des otages au Liban

L'Institut international de la presse lance un appel en faveur de Terry Anderson

L'Institut international de la presse a lancé un appel en faveur de l'un des treize otages occidentaux au Liban, Terry Anderson, détenu depuis quatre ans : « Aujourd'hui, 16 mars 1989, ce journaliste américain, âgé de quarante ans, direc-

teur du bureau de Beyrouth de l'agence Associated Press, entame sa cinquième année de captivité au Liban. Nous appelons les gouvernements du monde libre à poursuivre leurs efforts afin d'obtenir la libération de M. Anderson. »

Les autres Occidentaux détenus

Outre Terry Anderson, le plus ancien des otages au Liban, dont le Jihad islamique a revendiqué l'enlèvement, sont toujours détenus dans ce pays :

• Huit Américains, dont cinq membres de l'université américaine de Beyrouth (AUB) : Thomas Sutherland, cinquante-six ans, doyen de la faculté d'agronomie ; Joseph Cioppio, cinquante-sept ans, comptable ; ainsi que trois enseignants, Jesse Turner, quarante-sept ans ; Alan Stoen, quarante-six ans ; Robert Pohl, cinquante-six ans. Un commer-

çant, Edward Tracy, cinquante-sept ans ; le directeur de la Lebanese International School ; Frank Reed, cinquante-cinq ans ; et le lieutenant-colonel William Richard Higgins, commandant en chef adjoint d'une force des Nations unies, l'ONUST, au Liban, figurent également parmi les otages américains.

• Trois Britanniques : Terry Waite, quarante-huit ans, envoyé spécial de l'archevêque de Canterbury ; John Mac Carthy, trente et un ans, cameraman ; Brian Keenan, trente-six ans, enseignant.

• Un Italien : Alberto Molinari, soixante-huit ans, cadre commercial.

• Un Belge : Jan Coole, médecin.

En outre, cinq Belges, la famille Houtekins, et deux Français, M^{rs} Jacqueline Valente ainsi que son bébé (né en captivité) — dont le lieu de détention n'est pas connu avec certitude — sont aux mains du groupe terroriste palestinien Abou Nidal qui a revendiqué leur enlèvement en Méditerranée en novembre 1987. Les deux filles de M^{rs} Valente ont été libérées fin décembre 1988 en Libye.

Christian Joubert, l'oublié

ORLÉANS
de notre correspondant

C'est un modeste pavillon s'élevant sur la campagne beauceronne. Christian Joubert monte à l'étage et en redescend avec un pyjama, le seul « souvenir » que lui ont laissé ses ravisseurs, après six ans et un jour de détention au milieu des ruines de Beyrouth en 1984.

Christian Joubert fut le premier otage français au Liban (1). Un otage oublié, aujourd'hui à la recherche d'un emploi, vivant chichement dans une petite commune de l'agglomération orléanaise. « Dans le quartier, dit-il, on ne connaît pas mon histoire, sauf le maire de la commune. A l'époque,

on ne parlait pas encore d'otage. Pour l'opinion, j'avais été la victime d'un enlèvement tout bête, à la limite crapuleux. »

Le 15 février 1984, Christian Joubert, conducteur de travaux dans une entreprise orléanaise, Borbauer-Molinari, qui a des chantiers à Beyrouth, sort de l'ambassade de France. Il n'a pas fait 200 mètres qu'il est précipité et couché sur le plancher arrière d'une voiture, un revolver sur la tempe. Pendant deux mois, il sera ballotté d'un lieu de détention à un autre, mais toujours enchaîné à un lit de fer ou à un radiateur, un bandeau sur les yeux. A proximité il devine la présence d'un autre otage, américain. Il s'agit de Franck Régier, un universitaire. Mais la communication est impossible. « Mes gendres étaient de très jeunes gens qui écoutaient des cassettes de prières en pleurant. J'ai compris qu'ils étaient dangereux. » On lui ôte son bandeau pour le photographier au polaroid et lui faire signer des chèques qu'on lui a soustrait de ses poches.

Prisonnier du Jihad islamique

Ce que Christian Joubert ignore alors, c'est la revendication de son enlèvement par le Jihad islamique, dont la « montée en puissance » est en train de modifier la donne médiatique dans le Beyrouth de l'époque. L'ambassade, qui a reçu le cliché signé du Jihad, s'interroge sur ce type nouveau de menace, venant d'une organisation qui n'a, jusqu'ici, semblé-t-il, enlevé personne (1). L'enlèvement du chef de chantier passe quasiment inaperçu en France. « Est-ce que j'ai servi de cobaye, s'interroge aujourd'hui Christian Joubert ? En tout cas, j'ai senti qu'il allait y avoir un engrenage. »

Au fond de sa prison, il est persuadé qu'on s'active pour sa libération mais, à Paris, il ne semble pas que l'affaire mobilise les plus hautes instances de l'Etat. Son épouse, depuis Orléans, donne des coups de fil, et l'on s'efforce presque, avoue-t-elle maintenant, de son insistance. L'Elysée finira par envoyer une let-

tre à la famille Joubert, indiquant que tout le nécessaire est fait pour libérer le captif. La lettre est datée du 25 avril 1984, alors que Christian Joubert est libre depuis dix jours.

En effet, le 15 avril, des pas précipités et des coups de feu dans le couloir l'ont tiré de sa torpille. « Deux costards armés de M16 ont fait irruption et m'ont lancé en français : « Pas peur, fini ! » Les libérateurs sont des miliciens d'Amal qui le transportent, alors qu'il est victime d'une crise de tétanie, dans les bureaux de leur chef Nabih Berri. Franck Régier et Christian Joubert, dans une mise en scène bien réglée devant la presse internationale, sont remis à leurs ambassadeurs respectifs.

A Orléans, Christian Joubert apprend que son entreprise a déposé son bilan. Il sera effectivement licencié en août. Sa femme a eu toutes les peines du monde à récupérer son salaire durant sa détention : on lui a opposé que son mari avait « disparu ». Assulés à Beyrouth par un médecin militaire, il souffre du « syndrome subjectif des captifs » et de multiples traumatismes physiques, ankylose, troubles oculaires... « Je suis retombé dans l'anonymat, aux prises avec l'administration. » Pour la Sécurité sociale, cette parenthèse de soixante et un jours équivaut à un accident de travail. « C'était comme si j'avais attrapé une mauvaise grippe », ajoute Christian Joubert, qui touche aujourd'hui de petites indemnités, dont le total avoisine le SMIC. La loi sur les victimes du terrorisme, votée en 1986 mais rétroactive d'une année seulement, ne peut s'appliquer à son cas. Il vient de s'inscrire à l'ANPE.

« Je ne regrette pas de ne pas avoir été accueilli comme un héros, dit-il, soixante et un jours, j'ai eu de la chance. Mon histoire est presque ridicule à côté de celle de Carton, Fontaine et Kauffmann... Jean-Paul ? J'aimerais bien qu'on ignore quelque chose ensemble. »

RÉGIS GUYOTAT.

(1) Beyrouth, les Soldats de l'islam, de Gilles Delafont, Ed. Stock.

Devant la Conférence islamique à Ryad

L'Iran réitère la « condamnation à mort » de Salman Rushdie

RYAD
de notre envoyée spéciale

Calme, froid, s'exprimant dans un arabe châtié, c'est à une véritable « profession de foi » que s'est livré, mercredi 15 mars, devant les ministres des affaires étrangères des pays islamiques l'homme de l'islamisme Mohamed Ali Taghdiri, chef de la délégation iranienne à la dix-huitième session ministérielle de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Salman Rushdie, l'auteur britannique des Versets sataniques, est un apostat, dont il doit mourir, conformément au jugement de Dieu et de la jurisprudence islamique réaffirmée le 14 février par l'imam Khomeiny, a-t-il déclaré en substance.

Conscient sans aucun doute de l'isolement de l'Iran sur ce point, « doctrinal » pour l'imam, M. Taghdiri a poursuivi par une attaque implicite contre ses pairs : « Il est du devoir de l'Iran de défendre les valeurs islamiques, sans tenir compte des considérations politiques ni des intérêts économiques. L'Iran s'honore d'avoir rompu tout lien avec le chef de file du complot », c'est-à-dire la Grande-Bretagne, a-t-il ajouté, invitant les ministres de l'OCI à adopter « une attitude ferme et concertée reflétant les sentiments du monde islamique face à l'agression culturelle dont il est l'objet ». Pour cela, le délégué iranien a demandé « le boycottage politique, économique et culturel des pays qui favorisent le développement de la culture anti-islamique. Si nous nous taisons devant le premier pas, a-t-il encore dit, l'Occident va faire un film du livre de Rushdie, puis des vidéos. Il faut réagir avec force. L'Occident, en se prévalant de la liberté d'expression, ne peut imposer ses vues sans tenir compte de la foi religieuse d'un milliard de croyants ».

C'est sur un autre plan que s'est placé mardi soir le prince Saoud Al Fayçal, ministre saoudien des affaires étrangères, porte-parole de la conférence. « L'OCI, a-t-il dit, n'est pas un conseil de jurisprudence. Ce n'est pas son rôle. Nous condamnons le contenu du livre à cause des erreurs historiques qu'il contient et des informations viles qui portent atteinte à la foi des musulmans. » La résolution finale qui sera adoptée par la conférence sur cette affaire va sans doute condamner le livre, dont l'auteur pourrait être qualifié d'apostat, interdire sa publication dans les pays islamiques, ce qui est déjà largement le cas, boycotter les maisons d'édition qui l'ont imprimé, interdire

leurs livres dans les pays musulmans. Demander enfin aux ambassades dans les pays non islamiques de faire des démarches auprès des gouvernements pour qu'ils interdisent la publication de ce livre.

En obligeant les pays islamiques à prendre une position officielle et globale sur le livre de Salman Rushdie, l'Iran a, quoi qu'il en soit, déjà marqué un point. Même si la résolution ne répondra, selon toute vraisemblance, comme l'a déclaré mercredi l'homme de l'islamisme Taghdiri, qu'à une partie des revendications de Téhéran, l'Iran s'est présenté devant le monde musulman comme le seul et vrai défenseur d'un islam pur et dur, au mépris des conséquences politiques et économiques qui en découlent pour lui. En laissant se dérouler le débat à deux niveaux différents, les pays islamiques ont offert, malgré eux sans doute, une tribune à l'Iran.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Le drapeau égyptien flotte sur Taba

TABA (Sinaï)
de notre envoyé spécial

C'est au cri de Allahou Akbar (Dieu est le plus grand) que des milliers de soldats égyptiens ont retourné à l'Egypte de Taba, minuscule enclave sur la grotte d'Alake. Quand le drapeau noir, blanc et rouge frappé de l'aigle de Saladin a été hissé sur une colline dominant Taba, près de deux cents égyptiens se sont mis à danser et à chanter l'hymne national, Biladi (Mon pays). Portés sur les épaules, drapeau à la main, de jeunes ouvriers hurlaient à en perdre la voix : « Taba est égyptienne ! »

On n'avait pas vu un tel déferlement de joie lors du retrait israélien du Sinaï en avril 1982. Le drapeau noir, blanc et rouge, symbole d'une longue bataille juridique et diplomatique, avait en effet acquis une dimension symbolique et sentimentale.

Emportés par l'enthousiasme, les manifestants, filmés par la télévision israélienne, ont scandé : « Aujourd'hui Taba, demain le

Palestine ! » Le contraste était fort avec la manifestation de mécontentement organisée par une cinquantaine d'Israéliens quelques jours avant midi. Ceux-ci étaient pour la plupart des employés de l'hôtel Avis Sonesta qui avaient choisi de quitter ce cinq-étoiles racheté pour 40 millions de dollars par l'Egypte. « Nous ne nous opposons pas à la restitution de Taba à l'Egypte, mais nous ne voulons pas travailler avec les Egyptiens, car ils ont tardé à nous remettre la porte », déclarait un syndicaliste, ajoutant que l'employé israélien touchait en moyenne près de 1 000 dollars par mois alors que l'Egyptien se contentait de 100.

M. Allon Liel, porte-parole du ministère des affaires étrangères, a répondu : « C'est un jour triste pour ceux qui abordent la question émotionnellement », mais c'est une journée d'espoir pour les officiels israéliens car, avec la restitution de Taba, un obstacle qui entravait nos relations avec l'Egypte vient d'être levé. »

ALEXANDRE BUCCIANTI.

LIBAN

Trêve fragile entre les deux Beyrouth

Une trêve tacite, en l'absence de tout accord négocié, a prévalu, mercredi 15 mars, à Beyrouth où les bombardements de la veille entre le secteur musulman et le secteur chrétien de la capitale ont fait quarante morts et plus de cent soixante blessés, le plus grand nombre de victimes ayant été dénombré à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane).

Le conflit s'est cantonné, tout au long de cette journée de calme tendu, au domaine politique, les deux parties se livrant à une guerre de communications. A l'ouest, les partis libanais pro-syriens ont demandé au chef du gouvernement musulman, M. Selim El Hoss, de « démettre le général Aoun [chef du cabinet militaire chrétien] de ses fonctions, le dégrader et le traduire en justice en sa qualité de criminel de guerre ». De leur côté, les deux principaux chefs de milice de l'ouest, le druze Walid Joumblatt et le chiite Nabih Berri, ont accusé le général Michel Aoun d'avoir « déclaré la guerre au peuple libanais, et non à la Syrie, comme il le prétend » (le Monde du 16 mars).

A l'est, le camp chrétien a proclamé son appui au général Aoun qui a, mardi, annoncé une « guerre de libération » contre la Syrie. Le Front libanais, qui regroupe tous les partis du « rédit chrétien », a accusé Damas d'ouvrir au « sabotage des solutions à la crise du Liban afin d'être seul maître du sort

de ce pays ». Cette unanimité de parole n'a toutefois pas empêché qu'une « tension », selon l'expression d'une source proche des milices chrétiennes des Forces libanaises (FL), ne se manifeste à nouveau entre celles-ci et les unités militaires du général Aoun. Des miliciens chrétiens se sont, en effet, déployés dans certains quartiers de Beyrouth-Est mercredi, malgré l'accord intervenu entre les deux forces « alliées » à la suite des violents combats qui les avaient opposés en février pour la suprématie sur le « rédit ». Selon une source au sein des FL, « aucun problème n'a été réglé sur le fond, et les discussions se poursuivent ».

A Ryad, où il assiste à la session ministérielle de la conférence islamique, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Farouk El Charah, a imputé la responsabilité de la « détérioration de la situation au Liban » à une « minorité qui collabore avec Israël », mais qu'il n'a pas nommée. D'autre part, le chef de la diplomatie koweïtienne, le cheikh Sabah, qui préside le « comité de bons offices » de la Ligue arabe sur le Liban, a eu des entretiens téléphoniques, mercredi, avec le vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, ainsi qu'avec les chefs des deux gouvernements rivaux au Liban, M. Hoss et le général Aoun, pour leur demander de tout mettre en œuvre afin de faire cesser les combats. — (AFP.)

réation assistée : reconnaissance

Le secrétaire d'Etat James Baker a estimé, mercredi 15 mars, que les actions de factions de l'OLP qui échappent au contrôle de son chef, Yasser Arafat, ne justifiaient pas une rupture du dialogue entre Washington et la centrale palestinienne. Lors d'une audition devant une sous-commission de la Chambre des représentants, il a, d'autre part, défendu l'idée qu'Israël pourrait un jour avoir à négocier directement avec l'OLP. M. Arafat, le chef de la diplomatie israélienne, a,

De cadre précis

Le secrétaire d'Etat James Baker a estimé, mercredi 15 mars, que les actions de factions de l'OLP qui échappent au contrôle de son chef, Yasser Arafat, ne justifiaient pas une rupture du dialogue entre Washington et la centrale palestinienne. Lors d'une audition devant une sous-commission de la Chambre des représentants, il a, d'autre part, défendu l'idée qu'Israël pourrait un jour avoir à négocier directement avec l'OLP. M. Arafat, le chef de la diplomatie israélienne, a,

Les habits neufs de la politique.

Le secrétaire d'Etat James Baker a estimé, mercredi 15 mars, que les actions de factions de l'OLP qui échappent au contrôle de son chef, Yasser Arafat, ne justifiaient pas une rupture du dialogue entre Washington et la centrale palestinienne. Lors d'une audition devant une sous-commission de la Chambre des représentants, il a, d'autre part, défendu l'idée qu'Israël pourrait un jour avoir à négocier directement avec l'OLP. M. Arafat, le chef de la diplomatie israélienne, a,



Europe

La réunion du comité central à Moscou

M. Gorbatchev dresse un bilan catastrophique de l'agriculture

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev veut refaire des paysans soviétiques les « maîtres de la terre » et rompre ainsi avec la collectivisation des terres imposée par Staline à la fin des années vingt. Brossant devant le comité central le mercredi 15 mars un tableau apocalyptique de la crise agricole et de la situation sociale dans les campagnes, il a notamment appelé à l'adoption « immédiate » par le présidium du Soviet suprême d'un décret offrant de « solides garanties légales » aux agriculteurs tentés de prendre des terres en bail de longue durée, de recréer, autrement dit, une agriculture privée.

Une loi définissant le statut de ces terres agricoles devrait ensuite être mise au point. « Ici la fin de l'année », a-t-il ajouté, après avoir expliqué — ce que chacun sait en URSS — que le manque de « confiance dans le sérieux et la permanence de notre politique » avait jusqu'à présent retenu les paysans de se lancer dans cette aventure.

Il s'agit là d'un tournant capital non seulement pour les conséquences économiques qu'il pourrait avoir à terme, mais aussi pour l'évolution socio-politique générale de l'Union soviétique. Loin de passer sur cet aspect de la question, M. Gorbatchev l'a d'ailleurs au contraire souligné en déclarant que l'insécurité du collectivisme dans

les campagnes avait très largement contribué à l'établissement dans tout le pays du système de « commandement administratif » (le stalinisme) et que « l'élaboration d'une politique agricole moderne » était aujourd'hui « inséparable de la formulation de nouvelles conceptions du socialisme ».

La clarté avec laquelle a été exposée l'ampleur de l'enjeu ne doit cependant pas laisser croire à une soudaine accélération du cours actuel. « Ne planifions pas les objectifs, ne nous fixons pas de délais impératifs », s'est même exclamé M. Gorbatchev qui s'exprimait au nom du bureau politique et ne manquant pas de le rappeler, a joué là comme jamais les cartes tristes.

Il avait une droite, le chef de file des conservateurs et ancien responsable de l'idéologie, M. Ligatchev, qui aurait dû normalement présenter le rapport puisqu'il est depuis septembre en charge de l'agriculture. Il avait une gauche : les nombreux économistes, sociologues et journalistes réformateurs qui réclament à cor et à cri le démantèlement immédiat des fermes collectives. Le premier s'est entendu dire qu'une « réorganisation fondamentale des rapports économiques » était indispensable aux campagnes car il est l'un de prétendre qu'on pourrait résoudre leurs problèmes en leur fournissant simplement plus de moyens techniques.

« Le village a besoin de plus. Nous devons lui donner plus et il serait difficile de le contester », s'est écrit M. Gorbatchev en expliquant, chiffres à l'appui, que les investissements les plus massifs restaient improductifs car on était en face d'un problème structurel. Sans le limoger, il aurait été difficile d'humilier plus M. Ligatchev qui expliquait la semaine dernière encore que tout était affaire de meilleurs engrais.

Le désaccord avec les seconds est ainsi apparu beaucoup moins profond, car si M. Gorbatchev a contesté que les fermes collectives soient par définition inefficaces et jugé « infondées », la volonté de les fermer sans plus attendre, il n'a opposé à cette analyse que la nécessité d'une période de « transition ».

Tout laisse penser que le bureau politique n'aurait en tout état de cause pas accepté d'aller plus vite et que cette période de transition relève donc d'une nécessité politique objective. On se tromperait pourtant à penser que M. Gorbatchev n'a fait que céder à un rapport de forces, car une autre signification objective joue également : l'impossibilité absolue de remodeler du jour au lendemain le visage des campagnes.

Si catastrophiques que soient leurs résultats, les fermes collectives produisent néanmoins, et il serait inimaginable de commencer par détruire avant même d'avoir reconnu. Et qui dit développement du

secteur privé et de l'initiative individuelle dit enfin libéralisation des prix. Or s'il s'agit là, le secrétaire général l'a répété, d'une inévitable échec, le très bas niveau de la population interdit de purement et simplement laisser jouer le marché d'un coup.

Dès le 1^{er} janvier prochain, a-t-il dit à ce propos, les prix d'achat des produits agricoles bénéficieront d'une « flexibilité » nouvelle. En clair, ils seront libérés et dépendront des régions, des saisons, de l'offre et de la demande, et non plus d'un décret de Moscou. « Cela pourrait certainement conduire à une augmentation des prix de détail », a dit

M. Gorbatchev, mais en indiquant que les assemblées locales auraient le droit de limiter les augmentations sur les pommes de terre, les fruits et les légumes, et que les prix des autres produits de base resteraient inchangés « pour les deux ou trois prochaines années ».

Autre mesure immédiate, le comité d'Etat pour l'agro-industrie, créé par M. Gorbatchev lui-même en 1985, est supprimé et remplacé par une commission d'Etat chargée, auprès du premier ministre, de l'approvisionnement.

Les choses, à n'en pas douter, vont se faire lentement et dans d'énormes difficultés, mais elles devraient se faire car le mécontentement provoqué par les pénuries gronde, a rappelé le secrétaire général, et que la « réalité » présente n'est tout simplement pas tenable.

« Nous sommes toujours en arrière des pays développés, grands et petits », a dit M. Gorbatchev, et l'écart s'élargit au lieu de se resserrer. Les pénuries alimentaires ne suscitent pas seulement la critique mais un mécontentement concret.

« La situation, a-t-il poursuivi, est extrêmement insatisfaisante, plus que 22 millions d'hectares de terre arable ont été perdus au cours des vingt-cinq dernières années », tandis que d'énormes sommes étaient investies dans le développement de millions d'hectares de terres nouvelles. Une mauvaise gestion « est responsable aussi de pertes représentant jusqu'à 20 % de tout ce qui est cultivé dans le pays ».

Les campagnes, a encore dit M. Gorbatchev, sont loin derrière les villes pour ce qui est du développement social et culturel.

« La situation est si grave dans de nombreuses régions », a conclu le secrétaire général, que les gens désertent la campagne, abandonnent les villages, et que la migration de la population rurale a atteint un niveau critique.

Au cours de ce rapport, M. Gorbatchev a également longuement dénoncé les horreurs de la collectivisation et la ruine qu'elle avait entraînée.

Electeurs critiques

Moscou. — A l'occasion de l'élection des cent candidats du Parti communiste au Congrès des députés du peuple, des lettres reçues pendant la campagne électorale ont été portées mercredi 15 mars à la connaissance des membres du comité central.

Trois de ces lettres concernent M. Gorbatchev lui-même, qui est, selon l'agence Tass, « blâmé pour la situation actuelle dans le pays parce qu'il était membre de la direction du parti dans les années qui ont précédé

la perestroïka ». Mais vingt-cinq auteurs de ces missives « n'approuvent pas certains arguments du discours prononcé à la conférence nationale du parti », en juin dernier, par M. Ligatchev.

Parmi les autres membres de la direction soviétique qui font ainsi l'objet de critiques, figurent encore M. Zaskov, chef du PC à Moscou (neuf lettres), et M. Iakovlev pour ses prises de position en faveur de la démocratisation et d'une économie de marché (deux lettres). — (AFP).

HONGRIE : importantes manifestations pour l'anniversaire de la révolution de 1848

Liesse nationaliste à Budapest

(Suite de la première page.)

L'occasion devait aussi permettre aux trente et un groupes, mouvements, amicales, clubs et autres associations indépendantes qui décidèrent de célébrer ensemble le 15 mars de montrer leurs forces.

De ce point de vue, le PSOH a nettement perdu. Selon la presse, 60 000 personnes étaient attendues au meeting organisé à 11 heures du matin par le Parti et les Jeunesses communistes (KISZ) dans les jardins du Musée national. On fut loin du compte, malgré la participation du Parti social-démocrate et du Parti des petits propriétaires, deux formations anciennes qui viennent de se réactiver. Le discours de M. Reszo Nyers, membre du bureau politique, pourtant respecté pour sa fidélité aux idées réformatrices, ne suscita que de maigres applaudissements. Une heure plus tard, devant la statue du poète Sandor Petöfi, symbole des journées de mars 1848, sur les bords du Danube, l'ambiance était tout à fait différente, la foule plus nombreuse, plus compacte et plus fervente, chantant avec application l'hymne national.

C'était le début d'une longue journée de défilés, de rassemblements, d'allocutions, de serments repris en chœur. On se transporta, plus nombreux encore (30 000 à 40 000 selon des estimations officielles, 80 000 à 100 000 selon l'opposition), place de la Liberté, devant le siège de la télévision, surmonté pour combien de temps encore ? d'une étoile rouge. Pour rééditer symboliquement l'exploit des révolutionnaires du 15 mars 1848, qui occupèrent une imprimerie, puis de 1956, qui voulurent prendre d'assaut la radio, on

« saisit » la télévision. Cette opération, qui avait soulevé les plus vives inquiétudes au sein du gouvernement, fut en fait menée à bien par une douzaine d'enfants qui se contentèrent d'élever une immense banderole : « Télévision hongroise libre », sous laquelle un acteur célèbre, György Serhaty, look à la Depardieu et barbe de trois jours, déclama d'une voix puissante les douze revendications des groupes indépendants.

Celles qui provoquèrent les applaudissements les plus enthousiastes furent, dans l'ordre : une « Hongrie neutre et indépendante » avec le départ des troupes soviétiques ; le démantèlement de la milice

ouvrière ; le rétablissement des archives originales de la nation (voir encadré) et la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour

la vérité sur 1956. Puis l'un des dirigeants du Forum démocratique (FDH), le principal mouvement indépendant, l'écrivain Deacs Csengey, grand barbe blond, prit la parole pour rassurer le public : « Nous allons bien protéger la télévision, car elle est à nous ! La Hongrie aussi, et c'est pour ça qu'on y fait attention », s'écria-t-il, avant de défendre « la priorité aux valeurs de la culture nationale », un thème qui fait recette aujourd'hui en Hongrie.

On se transporta à nouveau, toujours dans une ambiance très familiale, saluant au passage les connaissances retrouvées dans la foule, découvrant des banderoles pour



هكذا من الأصل

Europe

et les mutations en Union soviétique

Mikhaïl Gorbatchev, an V

IV. - Le chaos créateur

Dans trois précédents articles (le Monde des 14, 15 et 16 mars), notre correspondant à Moscou a décrit les changements profonds de mentalité intervenus en quatre années de perestroïka, ainsi que le trouble qu'ils ont engendré dans la société comme au sein du parti. Il conclut aujourd'hui en évoquant les risques qui menacent M. Gorbatchev, mais aussi les chances qui s'offrent à lui.

MOSCOU
de notre correspondant

Longtemps, M. Gorbatchev eut un côté petit scout, trois cents pas en avant du parti et avant-garde à lui tout seul. C'était l'époque où il cherchait à sonner le changement en frappant les imaginations, où on l'entendait menacer un jour de « balayer » ses adversaires conservateurs et, franchement égaré un autre jour, répondre à une dame qui lui avait, de très près, demandé d'être près du peuple : « Plus près... on ne peut pas ».

Aujourd'hui, le petit scout a des airs de sénateur tranquille, rond et rassurant. L'homme qui deviendra le mois prochain le premier chef d'Etat de l'histoire de l'URSS et de la Russie à tenir un mandat de député, cet homme-là joue déjà la carte de tout bon président - intérêt national, hauteur et bonhomie.

A la voir maintenant, on le croirait presque à l'abri de tout danger, comme si soudain rien ne le menaçait, ni la faillite économique, ni les tensions nationales, ni la résistance acharnée de l'appareil. Et de fait, quelque chose a changé.

Rien n'est gagné. Tout ne cesse, au contraire, de se compliquer chaque jour, mais les réformes politiques que M. Gorbatchev a fait avaliser en juin dernier par la conférence du parti n'ont pas seulement secoué la torpeur générale, convainquant les Soviétiques de sa volonté de changement. Elles l'ont aussi mis à l'abri d'une révolution de palais.

Encore un mois et il ne suffira plus aux conservateurs d'une réunion du bureau politique ou du comité central pour se débarrasser du père de la perestroïka. Sauf à destituer un secrétaire général qui resterait chef de l'Etat (et avec des pouvoirs désormais étendus), il leur faudrait aussi convoquer les deux mille cinq cents députés du Congrès du peuple - se lancer, autrement dit, dans un complot autrement plus hasardeux.

La vieille garde balayée

Le spectre de la chute soudaine de Krouchtchev s'estompe ainsi, et cela dans un moment où la position personnelle de M. Gorbatchev est devenue moins fragile. A l'automne, la vieille garde du bureau politique, M. Gromyko en tête, a été promue balayée. Isolés, ceux des conservateurs patentés qui y siègent encore, MM. Ligatchev, Tchebrikov et Zaitkov sont condamnés à plus de prudence. La politique étrangère est entre les mains de deux brillants fidèles, MM. Jakovlev, au secrétariat du comité central, et Chevardnadze au ministère. Un troisième fidèle, M. Razoumovski, supervise toute la pyramide de l'appareil.

L'idéologie, c'est-à-dire le contrôle de la presse et des milieux intellectuels, a été confiée à un homme, Vadim Medvedev, assez autoritaire pour imposer aux apparatchiks et totalement acquis cependant à la nécessité de sa révision. Le nouveau patron du KGB, M. Krioukhov, vient du secteur international de la sécurité.

rité d'Etat, celui où l'on est réputé conscient du besoin d'ouverture.

Quant aux appareils intermédiaires et inférieurs, outre que les sièges y sont devenus instables dès 1985, ils sont en campagne électorale depuis le printemps dernier. Il y a d'abord eu la préparation mouvementée de la dix-neuvième conférence. Puis, à la rentrée, les nouvelles élections internes du parti, qui se sont soldées par le remplacement de près de 170 000 secrétaires de cellule, de 62 % des

responsables de quartiers et de villes et de 59 % des élus régionaux. Puis il y a eu - 2 901 candidats pour 1 500 circonscriptions - la campagne en cours pour l'élection des députés du Congrès. Et l'on sera à peine sorti de cet historique premier scrutin à candidatures multiples qu'on remettra ça à l'automne prochain avec les élections locales.

La fragilité solide

L'appareil enrégime. La résistance est suffisamment forte et efficace pour que la multiplicité des candidatures demeure souvent symbolique et ne soit imposée que dans trois circonscriptions sur quatre, mais c'est sur la défensive qu'est aujourd'hui l'appareil et non l'inverse. Chaque fois l'épreuve est présentée - ce qu'elle est d'ailleurs également - comme une bataille du parti, comme une bataille dans laquelle il faut serrer les rangs. Ce n'est pas « *feu sur l'appareil* », mais c'est un coup de boutoir après l'autre : le renouvellement des effectifs par l'épreuve.

Et, tandis qu'il prend ainsi le parti d'assaut (à partir, c'est l'originalité, du donjon), M. Gorbatchev a si bien mis les bouchées doubles en politique étrangère, enterré la bataille des euro-missiles, quitté l'Afghanistan et repris le dialogue avec la Chine, engagé une négociation prometteuse sur la réduction des armements conventionnels en Europe, laissé la Hongrie se rallier au multipartisme et le général Jaruzelski négocier un partage du pouvoir avec Solidarité, entreouvert les frontières et dépeuplé les prisons, renoué avec Israël et l'Iran d'un même voyage de M. Chevardnadze, bref, si rapidement réajusté le « *come back* » international de l'URSS, qu'il est devenu indispensable.

Il est, à lui seul, la politique étrangère soviétique. Il incarne son pays pour le monde entier et, à force de lier l'URSS à coups d'accords bilatéraux, multilatéraux et internationaux, il rend chaque mois les changements intérieurs un peu moins réversibles.

Tout le menace, c'est certain, mais tout comme on peut avoir une mauvaise santé de fer, il a la fragilité solide. En quatre ans, la situation alimentaire s'est à peu améliorée qu'elle est l'objet depuis mercredi d'un plénum du comité central et que les Soviétiques sont persuadés qu'il y a même une dégradation de la situation. Vrai ou faux, qu'importe, l'important est que la frustration populaire grandit et que, tôt ou tard, éclateront, dans une région ou l'autre, des manifestations de protestation.



Ce n'est pas une probabilité. C'est une certitude, et il est tout aussi évident qu'on ne résoudra pas ce problème du jour au lendemain. La pénurie, c'est tout le problème de ce système : la centralisation et l'irresponsabilité, la gabegie et la corruption, le vol à grande échelle et les canions en panne, les tracteurs pourrissant dans les champs et la casse-tête politique des formes de propriété. La liste n'est pas exhaustive, et il faudra de très nombreuses années pour obtenir mieux que de légères améliorations. C'est grave, cela empêche de dormir tous les partisans de la perestroïka, mais il ne faut pas oublier pour autant que l'actuel régime soviétique est tout à fait capable de survivre à des manifestations et même des troubles.

Hier, sous le brejnevisme et, plus encore, le stalinisme, toute manifestation était une atteinte directe à l'autorité du pouvoir, un mortel et donc inéluctable signe de faiblesse. Aujourd'hui, la situation de crise est reconnue, quotidiennement analysée, décrite dans le détail et les manifestations, autorisées ou non, ne sont plus des événements exceptionnels. M. Gorbatchev vit avec et vitra avec, de même qu'il vitra avec les grèves dont la multiplication est tellement attendue que la presse y prépare l'opinion en écrivant qu'à bien regarder la loi soviétique n'interdit pas les arrêts de travail.

Nationalisme et pénurie

La crise des nationalités n'en est, de même, qu'à ses débuts. Il sera notamment très difficile à M. Gorbatchev de faire face à la montée du nationalisme en Lituanie où les indépendantistes se préparent très sérieusement à conquérir, en novembre prochain, la majorité au Parlement républicain et à demander ensuite... à sortir de l'Union. Or, cette majorité, ils l'obtiendraient sans l'ombre d'un doute puisque leur pression a déjà fait éclater de fait le parti lituanien et qu'ils sont de très loin la force dominante de la République (1). Crise il y aura, mais la crise dure depuis plus d'un an

en Arménie où les élites locales ont nettement moins de sens politique et d'art du compromis que celles des pays baltes.

L'URSS ne s'en est pas écroulée pour autant, tant il est vrai que la Grande-Bretagne vit avec l'Irlande et l'Espagne avec l'ETA et que si M. Gorbatchev s'évertue, depuis quatre ans, à créer des soupapes de sécurité et à recruter des corps intermédiaires en libérant la presse et en démocratisant les élections, c'est qu'il sait ce qu'il attend.

sance : d'un très large crédit de confiance et, avant tout, d'une situation de fait qui est l'un des éléments majeurs de ce je politique. Mieux que lui, il n'y a pas.

D'Esthonie en Arménie, chez tout ceux qui savent que le *statu quo* est impossible, on le sait, tout comme au bureau politique, dans les capitales étrangères, au Vatican, en Pologne, on bien encore dans les banques allemandes. Puisqu'il n'a pas en face de lui, ni à gauche, ni à droite, de forces cohérentes, M. Gorbatchev a le temps de jouer le temps, de jouer le chaos créateur en laissant s'ouvrir les bouches et s'affirmer des forces organisées indépendantes, en suscitant l'apparition d'hommes nouveaux, en sachant reculer pour mieux redémarrer, en ébranlant, mais sans le casser, le parti de fond en comble, en appelant, concessions à l'appui, les Eglises à la rescousse - en martelant inlassablement, avec une foi d'instituteur de la III^e République, qu'il n'y a pas d'autre voie, que la perestroïka.

Les premiers pas d'une évolution pacifique

En quatre ans de ce chaos, beaucoup de choses - et toutes pour le meilleur - ont déjà changé en URSS. Il ne faut pas aujourd'hui répéter, vis-à-vis de ce pays, l'erreur commise par les communistes lorsqu'ils s'aveuglaient à prophétiser que le capitalisme mourrait de ses contradictions. Le stalinisme est mort, mais les pays, eux, meurent rarement. Sans même s'en rendre compte, ils se battent pour survivre et peut-être serait-il temps de voir que, depuis l'après-guerre, l'histoire de l'Europe communiste a été un long combat pour la liberté, et que, dans chacune des défaites, il y est quand même des avancées.

Il faut cesser de penser en termes de « *dégel* » et de « *regel* » : se souvenir qu'après Staline il y eut Krouchtchev ; réaliser enfin que le brejnevisme n'a jamais été un retour au stalinisme et que le gorbatchevisme est autrement plus radical que le krouchtchevisme. Il faut, il en est plus que temps, accepter de voir que, sous toutes les latitudes, le stalinisme rend les armes tandis que sous nos yeux, la Chine, la Hongrie et la Pologne se lassent - bien obligées - aux premiers pas d'une évolution pacifique vers un post-totalitarisme encore inconnu.

L'entreprise gorbatchévienne n'est en rien obligatoirement désespérée. Ses chances de réussite sont infimes, mais réelles, et dépendent avant tout d'une question de rythme. La renaissance de la société civile s'accélérera-t-elle si fort pour les « *conservateurs* », que le parti de l'ordre jugera indispensable, alors qu'il en aura encore les moyens, de jouer son va-tout ? Cette renaissance tardera-t-elle trop à trouver sa maturité pour permettre au secrétaire général d'imposer le réalisme au parti ?

Le mouvement s'emballera-t-il, tant en Pologne et en Hongrie, que M. Gorbatchev sera sommé de réagir ? Les succès du compromis s'y feront-ils tant attendre qu'on contraindra l'exemple deviendra contre-exemple ? Vivra-t-on l'étape superflue du coup d'arrêt brutal, temporaire mais, par définition, bien trop long ? Ou bien - le pire n'étant pas toujours certain - le miracle se produira-t-il : *allegro ma non troppo*.

Tout le monde l'ignore, et M. Gorbatchev le premier, mais la certitude est qu'il faut lui souhaiter bonne chance, car si le chaos peut être créateur il peut aussi être sanglant.

BERNARD GUETTA.

FIN

(1) Le Monde a publié dans son numéro du 18 février un long reportage sur la situation en Lituanie.

RÉSULTAT DU DERNIER SONDAGE MÉDIAMÉTRIE

JANVIER / FÉVRIER (ENQUÊTE 36 000)



1^{ERE} RADIO DE FRANCE

* DEPUIS JANVIER 1982
RTL A GAGNÉ LES 52 SONDAGES
SUR L'AUDIENCE DES RADIOS
(CESP ET MÉDIAMÉTRIE)

du comité central à Moscou
me de l'agriculture

tiques

la révolution de

est

LEMENT LEADER

Europe

GRÈCE

La gauche mobilise ses troupes contre le gouvernement

Plusieurs dizaines de milliers de Grecs ont manifesté, mercredi 15 mars, à travers le pays, à l'appel de la coalition des forces de gauche et de progrès pour exiger l'assainissement de la classe politique, un nouveau système électoral et la sauvegarde des institutions démocratiques. Cette coalition regroupe le Parti communiste et diverses autres formations politiques.

Au cours d'un important rassemblement au centre d'Athènes, M. Harilaos Florakis, secrétaire général du PC, a réclamé le « départ » du premier ministre, M. Andreas Papandréou. Il a accusé le gouvernement d'être directement responsable des scandales économiques et politiques qui secouent actuellement le pays. Répondant à M. Papandréou, qui rejette la responsabilité des « affaires » sur les

« centres étrangers », M. Florakis a affirmé : « Ces centres existent, mais les scandales sont bien grecs et le gouvernement en est pleinement responsable. » « Les socialistes, a-t-il ajouté, ne peuvent pas garantir les institutions et constituer une source d'anomalie pour le pays. »

A Salonique, dans le nord du pays, M. Leonidas Kyriakos, président de la gauche hellénique, a réclaté devant quelque cinquante mille personnes une réforme de la loi électorale et l'instauration de la proportionnelle simple avant les législatives du 18 juin. Au total, l'opposition de gauche a organisé, mercredi, trente-deux meetings et défilés auxquels ont pris part plusieurs milliers de personnes. À Athènes, le mouvement socialiste panhellénique au pouvoir. — (AFP.)

SUISSE

Mort de Jean Vincent pionnier du mouvement communiste

Jean Vincent, l'une des figures de proue du communisme suisse, est décédé mercredi 15 mars, à Genève, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

BERNE
de notre correspondant

Fils d'un pasteur originaire des Cévennes, Jean Vincent était né en 1906 dans le quartier populaire des Pâquis, à Genève.

A dix-sept ans, Jean Vincent est parmi les premiers à adhérer au jeune PC helvétique : alors que la montée du fascisme se précise, il sera de toutes les batailles, en Suisse comme à l'étranger. Élu député en 1936, il siégera pendant cinquante ans au Parlement du canton de Genève avec une interruption de quatre ans à la suite de l'interdiction du PC de 1940 à 1944. À partir de 1947, il aura été pendant trente-trois ans l'un des représentants de Genève au Conseil national à Berne.

Jean Vincent s'est parfois distingué par des positions peu orthodoxes, notamment à l'occasion du pacte germano-soviétique, puis du procès de Prague. Il n'avait d'ailleurs jamais renié son amitié pour le dissident tchécoslovaque Artur London, qu'il a hébergé chez lui pendant deux ans. Dans les années 50, il parviendra à s'imposer comme le chef incontesté du Parti suisse du travail, issu d'une fusion de l'alle gauche du Parti socialiste et du PC. Longtemps secrétaire général, il en deviendra ensuite président puis président honoraire.

Dans un pays peu porté sur l'art oratoire, Jean Vincent était un tribun hors pair dont chacun s'accordait à reconnaître le talent. À l'étranger, dans le cadre helvétique où les communistes n'ont plus qu'un seul député au Parlement fédéral, Jean Vincent aura réussi à se faire respecter aux côtés de la droite qu'il qualifiait de « bourgeois ». À la fin de sa vie, il aura été pendant trente-trois ans l'un des représentants de Genève au Conseil national à Berne.

J.-C. B.

(Publicité)

POLITIQUE RÉGIONALE DANS L'EUROPE DES ANNÉES 90.

UNE EUROPE INTEGRÉE EST-ELLE POSSIBLE À PARTIR DE L'INÉGALITÉ DE SES RÉGIONS?

Les effets économiques et sociaux d'un marché unique entre les zones géographiques d'inégal développement soulèvent cette question et bien d'autres.

LA POLITIQUE RÉGIONALE DANS L'EUROPE DES ANNÉES 90. Un Congrès international patronné par le Ministère de l'Économie et des Finances espagnol et la C.C.D.E. pour enrichir, à partir de différents points de vue, le débat autour de l'application de l'Acte Unique.

A Madrid, du 30 Mai au 2 Juin, des économistes, des sociologues, des urbanistes et des spécialistes en analyse régionale, provenant du monde entier discuteront avec des experts de prestige international, sur :

• LES EFFETS RÉGIONAUX DE L'ACTE UNIQUE
• LES MOUVEMENTS DE POPULATION EN EUROPE

Il est demandé aux participants de soumettre un résumé de leur intervention au plus tard le 15 Avril à :

CONGRESO INTERNACIONAL "POLÍTICA REGIONAL EN LA EUROPA DE LOS AÑOS 90"

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

Organizado por el Ministerio de Economía y Hacienda de España

CHILI : l'affaire du « raisin au cyanure »

L'opinion soupçonne un « boycottage camouflé » de la part de Washington

SANTIAGO
de notre correspondant

Premières victimes de la « crise du raisin », trente mille ouvriers agricoles ont été mis à pied, mercredi 15 mars, quarante-huit heures après la décision des autorités américaines de suspendre les importations de raisins et légumes en provenance du Chili.

L'accusation formulée par le gouvernement du général Pinochet contre les communistes — qui seraient responsables de l'empoisonnement au cyanure de plusieurs grappes de raisin d'un chargement destiné à Philadelphie — n'est guère reprise que par l'extrême droite.

Ajoutant à la confusion, un groupe inconnu, le « mouvement ultra-nationaliste israélien », a revendiqué le sabotage, le présentant comme une action de représailles contre le changement d'attitude de la Maison Blanche envers l'OLP (1).

En fait, ce sont les États-Unis qui font ici l'objet des critiques les plus acerbes : la découverte d'une quantité infime de substance toxique injectée dans deux grappes de raisin justifie-t-elle une mesure qui peut être catastrophique pour l'économie nationale ? Le ressentiment est d'autant plus grand que le Japon et la CEE, estimant, après de nouveaux contrôles, que les fruits chiliens sont parfaitement consommables, sont revenus sur leur décision d'en bloquer l'importation.

« Boycottage camouflé !... Protectionnisme honteux !... », s'indignent la presse pro-gouvernementale et les partis de droite. L'opposition condamne aussi l'attitude américaine : « Une telle mesure, si elle est plus mesurée, se sachant mieux en cour à Washington que le gouvernement, et propose ses bons offices aux agriculteurs. »

S'efforçant de rassurer l'opinion, le directeur de la Banque centrale a fait valoir que les réserves monétaires du Chili permettraient d'absorber les pertes, qui pourraient atteindre 800 millions de dollars : cet optimisme n'est pas partagé par tous les banquiers.

De cette transition, il en a été question lors des quarante-cinq minutes d'entretien entre M. Carlos Caceres, ministre de l'Intérieur, et Patricio Aylwin, président du Parti démocrate-chrétien. Suivant les instructions du général Pinochet, M. Caceres prend contact avec les partis « démocratiques », afin de mettre au point le projet de réforme constitutionnelle qui sera soumis à référendum. M. Aylwin est aussi le premier démocrate-chrétien à être invité au palais de la Moneda depuis le coup d'État de 1973. « Nous sommes ouverts à la recherche d'un accord »,

invité, « à titre personnel », par M. Caceres, M. Aylwin a-t-il représenté son seul parti ou bien les dix-sept formations de la Concertación démocratique, dont il est le porte-parole ? La réponse n'est pas simple. Seuls neuf représentants des partis de la coalition s'étaient réunis la veille avec M. Aylwin pour préparer l'entretien. Prenant de plus en plus ses distances, son allié... et concurrent, M. Ricardo Lagos, président du Parti pour la démocratie, a tenu à mettre les choses au point : « La Concertación n'ayant pas été invitée, M. Patricio Aylwin n'a pu représenter que la démocratie chrétienne. »

GILLES BAUDIN.

(1) Le gouvernement israélien a aussitôt demandé, par son ambassadeur à Santiago, une enquête sur ce point. « Un tel mouvement n'existe pas », a déclaré celui-ci, M. Zvi Teumy.

Une « force de paix » de l'ONU pourrait être déployée entre le Honduras et le Nicaragua

Les délégations auprès des Nations unies de cinq pays d'Amérique centrale, Costa-Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Salvador, sont tombées d'accord, mercredi 15 mars à New-York, sur l'essentiel d'un document préparé par le secrétariat de l'ONU en vue de créer une « force de paix » dans l'isthme. Les quelques deux cents hommes qui la composeraient auraient pour principale tâche de vérifier à la frontière hondurico-nicaraguayenne la cessation des incursions de la Contra. La décision de principe d'éloigner les quelques dix mille « contras » installés dans des camps au Honduras avait été prise le 16 février dernier lors d'un sommet des présidents centro-américains à San Salvador.

Pour parachever l'accord du 15 mars, les ministres des affaires étrangères des cinq pays devraient se rencontrer en mars à San José au Costa-Rica, qui avait pris l'initiative, en 1987, d'élaborer le plan de paix dit « Arce » (du nom du président du pays) devenu, après sa signature au Guatemala, « l'accord d'Esquipulas ».

La moitié au moins du « contingent de paix » devrait être fournie par le Canada, l'Espagne et la République fédérale d'Allemagne — trois pays que leurs activités dans la région ont rendu acceptables pour tous les protagonistes. C'est évidemment le conseil de sécurité de

l'ONU qui devra donner le feu vert définitif. L'accord devra en particulier, se faire sur le règlement financier de l'opération. Outre l'entretien des soldats, il faudra pourvoir aux moyens en matériel — nécessairement importants pour surveiller une frontière d'accès difficile (avec des hélicoptères, en particulier). Chaque des cinq membres permanents du Conseil peut opposer un veto. Le débat pourrait avoir lieu en mai.

Déjà, les États-Unis, par la bouche de leur actuel ambassadeur à l'ONU, le général Vernon Walters, ont manifesté des réserves. Le représentant américain a souligné que, selon les dispositions envisagées, les « contras » nicaraguayens devraient quitter le Honduras dans les prochains mois, alors que les élections libres et démocratiques promises par Managua, « en échange », n'auront lieu qu'en février 1990. « L'importance du décalage entre les deux événements m'inquiète », a déclaré M. Walters.

Ces derniers jours, le sous-secrétaire d'État aux affaires inter-américaines, M. Robert Kimmit, s'était rendu au Honduras afin d'obtenir des autorités de ce pays une autorisation de stationnement pour une année encore de la Contra sur leur territoire. Cette démarche auprès d'un pays contre-américain, très dépendant de l'aide de Washington, se heurte à la position, récemment exprimée par le président hondurien, M. José Azcona.

ÉTATS-UNIS

Un Libanais reconnu coupable d'un détournement d'avion en 1985

Accusé d'avoir détourné en 1985 un avion de la compagnie jordanienne Alia, un chélib libanais, Fawaz Younes, trente ans, a été reconnu coupable, mardi 14 mars à Washington, d'avoir pris soixante-dix passagers en otage — parmi lesquels des Américains. Il encourt la prison à vie. La date du verdict n'a pas encore été fixée.

C'est la première fois qu'un avion américain est jugé pour avoir détourné, à l'étranger, un avion étranger. Ce n'est qu'en 1984 qu'est entrée en vigueur une loi autorisant cette procédure lorsque des Américains figurent parmi les victimes.

Membre de la milice Amal, Younes avait détourné l'appareil jordanien en juin 1985, au départ de Beyrouth. Trente heures après, l'avion était revenu sur l'aéroport de Beyrouth (contrôlé par Amal). Les otages étaient libérés, l'avion détruit et les pirates de l'air accusés d'inquies, ce qui devait inciter, en septembre 1987, le FBI à enlever Younes, après l'avoir attiré dans un piège, et à l'arrêter dans les eaux territoriales de la Méditerranée. — (AFP.)

L'attentat contre la femme du commandant du « Vincennes » est revendiqué par un groupe pro-iranien

Un correspondant anonyme, se réclamant des Gardiens de la révolution islamique, a revendiqué, mercredi 15 mars, l'attentat à la bombe commis, vendredi dernier, contre la voiture conduite par l'épouse du commandant du navire américain « Vincennes » (M^{re} Sharon Rogers était sortie indemne du véhicule détruit).

Parlant avec un fort accent proche-oriental, l'inconnu s'est adressé à une station de radio à Los Angeles en menaçant de commettre de nouveaux attentats contre le commandant Will Rogers, sa famille et d'autres militaires américains. Il a précisé qu'il s'agissait d'une opération de représailles après la destruction, en juillet 1988, au-dessus du Golfe, d'un Airbus iranien (ayant à son bord 290 passagers) par un missile du « Vincennes ».

Les Gardiens de la révolution islamique avaient déjà revendiqué l'attentat à la bombe contre un Boeing de la PanAm, qui a fait 270 morts, en décembre, à Lockerbie, en Écosse. — (AFP, AP, Reuters.)

Offensive de la guérilla avant les élections au Salvador

Cependant, à quatre jours de l'élection présidentielle du 19 mars au Salvador, la guérilla du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) a vivement intensifié ses actions militaires dans le cadre de sa campagne annoncée de boycottage du scrutin. Deux roquettes ont été tirées mercredi contre le palais présidentiel. Un garde a été blessé, ainsi que six passants.

Environ 60 % du pays a souffert, le même jour, d'une privation de courant, en raison du sabotage de pylônes de lignes haute tension. Et la nuit précédente, quelque deux cents rebelles avaient lancé une attaque contre la caserne de Chalatenango, située à 70 kilomètres au nord de San Salvador, cette installation est le pilier de la défense d'une région stratégique. Selon des sources militaires, les rebelles auraient eu dix-huit morts contre deux aux forces armées.

L'ensemble des troupes salvadoriennes, soit cinquante mille hommes, ont été placées en « alerte totale » en prévision du scrutin. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)

Diplomatie

L'AELE veut établir de nouveaux liens avec la CEE

Les convoitises de l'Europe non communautaire pour le grand marché

OSLO
de notre envoyé spécial

Les six pays de l'Association européenne de libre-échange (1), réunis les 14 et 15 mars à Oslo, ont adopté une déclaration dans laquelle ils souhaitent resserrer leurs liens avec la CEE. Ils veulent aussi renforcer les institutions de l'AELE, afin de permettre un dialogue plus efficace avec les Douze et, chaque fois que nécessaire, une véritable gestion collective du marché unique en cours de formation. Un marché unique auquel ils aspirent, bien sûr, à accéder dans des conditions très voisines, voire identiques, à celles dont bénéficieront les Douze.

« Le 20 mars, nos ministres des affaires étrangères n'ont pas à Bruxelles les mains vides pour attendre des révélations de la part de la Communauté », s'est exclamé à l'issue de la réunion, M. Jean-Pascal Delamuraz, le président de la Confédération helvétique. Les Six ont en effet le sentiment d'avoir répondu sans désemparer au défi que leur avait lancé M. Jacques Delors, en janvier, à Strasbourg, en les invitant à accompagner l'effort d'intégration des Douze. C'est à leurs yeux à la CEE qu'il revient désormais de faire des propositions d'indiquer comment donner plus de chair, sinon plus d'âme, à la coopé-

ration avec ses six partenaires alpins et nordiques. Dans l'atmosphère consensuelle de la fin de la réunion, les frictions de la phase préparatoire étaient comme oubliées.

Des contradictions sous-jacentes

La partie suivante pourrait être plus difficile à jouer. Les Six ont chargé leurs représentants permanents à Genève de réfléchir, d'ici à juin, à la manière de renforcer et de rendre plus efficaces les institutions de l'AELE, mais en continuant à ne leur accorder qu'une dose tout à fait réduite, voire insignifiante, de pouvoir supra-national.

Les institutions de l'AELE sont aujourd'hui celles d'un club. La réforme à opérer est à la mesure des ambitions affichées par les pays membres : ils entendent que les négociations à venir conduisent, autant que possible, à une pleine libération des échanges de biens, de services, de capitaux et de personnes, avec l'idée de créer « un espace économique européen dynamique et homogène ». Un objectif, nul ne l'ignore, en partie hors de portée : les pays de l'AELE n'ont ainsi l'intention d'ouvrir leurs marchés agricoles à la concurrence communautaire, et le président de la

Confédération helvétique a constaté qu'il n'est pas possible pour son pays — dont la main-d'œuvre est déjà à 20 % étrangère — de renoncer à un strict contrôle de l'immigration.

Les Six devront préciser les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cette quasi-intégration au marché unique. Différentes options sont possibles, mais un problème demeure : comment trancher les divergences sur l'opportunité de parvenir à une union douanière avec la CEE ? La Norvège et la Suède y sont favorables, à condition d'avoir leur mot à dire sur la conduite de la politique commerciale commune. La Suisse y est hostile.

Aucune des formes de coopération entreprises ou envisagées par la Communauté ne rebute les partisans de l'AELE : la recherche, les échanges d'étudiants, la défense de l'environnement et même — domaine qui suscite souvent plus de prudence — la coopération économique et monétaire. Ainsi, les Suédois n'excluent pas d'adhérer au mécanisme de défense du système monétaire européen (SME), après que le Royaume-Uni aura montré la voie.

PHILIPPE LEMAITRE.

(1) L'Autriche, la Suisse, la Suède, la Norvège, la Finlande et l'Islande.

50 من الأصل

LA RADIO

riques

Une « force de paix » de l'ONU pourrait être déployée entre le Honduras et le Nicaragua

Les négociations de paix entre le Honduras et le Nicaragua ont pris un tournant décisif. Une force de paix de l'Organisation des Nations Unies (ONU) pourrait être déployée entre les deux pays, ce qui permettrait de mettre fin à la violence qui a persisté depuis des années. Les deux gouvernements ont accepté de participer à des négociations de paix sous l'égide de l'ONU. Cette initiative est considérée comme une avancée majeure dans le processus de réconciliation entre les deux pays. Les négociations ont été menées à huis clos, mais les deux parties ont montré une certaine flexibilité. L'ONU a exprimé sa satisfaction et a promis de fournir toute l'assistance nécessaire pour que la force de paix soit mise en place rapidement. Les deux pays ont également accepté de respecter les principes de non-violence et de coopération. Cette décision est vue avec espoir par les observateurs internationaux, qui espèrent que cela permettra de mettre fin à la violence et de commencer à construire une paix durable entre le Honduras et le Nicaragua.

L'attentat contre la femme du commandant de l'armée
Un attentat a été perpétré contre la femme du commandant de l'armée d'un pays. L'attaque a eu lieu dans une zone résidentielle. La victime a été blessée et est actuellement sous traitement médical. Les autorités ont lancé une enquête pour identifier les auteurs de cet acte de violence. Des rumeurs ont couru selon lesquelles l'attentat était lié à des conflits internes au sein de l'armée. Les autorités ont affirmé qu'elles ne pouvaient pas confirmer ces rumeurs. Elles ont promis de faire justice et de poursuivre les responsables de l'attentat.

La victime avait retiré sa plainte
Lors de la première audience, la victime avait retiré sa plainte. Elle a déclaré qu'elle ne voulait pas poursuivre les auteurs de l'attentat. Cependant, les autorités ont insisté sur le fait que cet acte de violence méritait d'être poursuivi. Elles ont affirmé que la justice devait être faite, quelle que soit la volonté de la victime. Les autorités ont également déclaré qu'elles ne pouvaient pas laisser impunis de tels actes de violence. Elles ont promis de poursuivre les auteurs de l'attentat, même si la victime a retiré sa plainte.

Diplomatie

de l'Europe non communautaire pour le grand marché
Les négociations de l'Europe non communautaire pour le grand marché ont pris un tournant décisif. Les pays non membres de la Communauté économique européenne (CEE) ont accepté de participer à des négociations de libre-échange. Cette initiative est considérée comme une avancée majeure dans le processus de libéralisation des échanges commerciaux. Les négociations ont été menées à huis clos, mais les deux parties ont montré une certaine flexibilité. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a exprimé sa satisfaction et a promis de fournir toute l'assistance nécessaire pour que les négociations aboutissent rapidement. Les deux parties ont également accepté de respecter les principes de non-discrimination et de coopération. Cette décision est vue avec espoir par les observateurs internationaux, qui espèrent que cela permettra de mettre fin à la violence et de commencer à construire une paix durable entre les deux pays.

Les négociations de l'Europe non communautaire
Les négociations de l'Europe non communautaire ont pris un tournant décisif. Les pays non membres de la Communauté économique européenne (CEE) ont accepté de participer à des négociations de libre-échange. Cette initiative est considérée comme une avancée majeure dans le processus de libéralisation des échanges commerciaux. Les négociations ont été menées à huis clos, mais les deux parties ont montré une certaine flexibilité. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a exprimé sa satisfaction et a promis de fournir toute l'assistance nécessaire pour que les négociations aboutissent rapidement. Les deux parties ont également accepté de respecter les principes de non-discrimination et de coopération. Cette décision est vue avec espoir par les observateurs internationaux, qui espèrent que cela permettra de mettre fin à la violence et de commencer à construire une paix durable entre les deux pays.

Les négociations de l'Europe non communautaire
Les négociations de l'Europe non communautaire ont pris un tournant décisif. Les pays non membres de la Communauté économique européenne (CEE) ont accepté de participer à des négociations de libre-échange. Cette initiative est considérée comme une avancée majeure dans le processus de libéralisation des échanges commerciaux. Les négociations ont été menées à huis clos, mais les deux parties ont montré une certaine flexibilité. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a exprimé sa satisfaction et a promis de fournir toute l'assistance nécessaire pour que les négociations aboutissent rapidement. Les deux parties ont également accepté de respecter les principes de non-discrimination et de coopération. Cette décision est vue avec espoir par les observateurs internationaux, qui espèrent que cela permettra de mettre fin à la violence et de commencer à construire une paix durable entre les deux pays.

Afrique

AFRIQUE DU SUD : malgré le désaveu de son parti
Le président Botha a repris ses activités

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Après pratiquement deux mois de convalescence, le président Pieter Botha a repris ses fonctions, mercredi 15 mars. Il a présidé le conseil des ministres et a assisté, sans intervenir, à la présentation du budget au Parlement. Son retour sur la scène politique n'a été marqué par aucun communiqué, ni aucune indiscretion. On ignore même si la crise politique a été évoquée au cours de la réunion du cabinet. Rien n'a filtré de cette journée annoncée comme cruciale. Aucun indice ne permet de savoir dans quelle direction le conflit entre le Parti national et le chef de l'Etat va évoluer. Après le désaveu cinglant infligé, lundi 13 mars, à M. Botha (le Monde du 15 mars), la seule réaction de la présidence est, pour l'instant, un « pas de commentaire ».

Sachant parfaitement que la halle est désormais dans son camp, le président est en train de préparer sa riposte. En principe, il devrait très prochainement faire valoir sa position devant le conseil fédéral du parti et le groupe parlementaire de la majorité. Dans les milieux du Parti national, on insiste, à présent,

sur le fait qu'il n'a pas été demandé expressément au chef de l'Etat de se retirer, mais plutôt de transférer une partie de ses pouvoirs au nouveau leader du Parti national, M. Frederik De Klerk, dans l'attente des élections et de la nomination de son successeur. Le groupe parlementaire de la majorité met l'accent principalement sur deux points. D'une part, que M. Botha accepte de se retirer avant les élections générales pour laisser à M. De Klerk le soin de conduire la bataille électorale. D'autre part, que la date du scrutin soit décidée d'un commun accord avec le chef du parti. En outre, les parlementaires de la majorité souhaitent qu'il y ait consultation entre les deux hommes sur les questions importantes de politique générale.

M. Botha est-il prêt à accepter cette voie moyenne qui lui permettrait d'achever son mandat honorablement ? Il a refusé une première fois, ce qui a entraîné sa mise à l'index. Une démission semble en tout cas exclue dans l'immédiat, et il est probable que l'on s'écartera désormais vers une prolongation du conflit, dont l'issue est toujours incertaine.

MICHEL BOLE-RICHARD.

CAMEROUN

Un Français condamné pour l'agression d'un avocat

Impliqué dans une agression contre un ancien bâtonnier camerounais, un Français, M. Jean-Claude Noble, a été condamné mardi 14 mars à trois ans de prison ferme par un tribunal de Douala à l'issue d'un procès qui s'est déroulé dans un climat très tendu. Gérant d'une boîte de nuit de Douala et, selon la rumeur, protégé du commandant camerounais de la gendarmerie de la province côtière, M. Noble était accusé d'avoir roué de coups M. Yondo Black, avec l'aide de quelques « videurs » fin décembre.

La victime avait retiré sa plainte lors de la première audience, non pas en raison d'un arrangement avec l'accusé mais pour signifier son manque de confiance en la justice. Le barreau camerounais avait organisé une grève des plaideries dans tout le pays pour protester contre ce qu'il appelle les « manipulations » de ce procès. Les avocats camerounais sont très nerveux depuis le mort d'un des leurs, M. Nguendo Oton, décédé en novembre après avoir été agressé à son domicile. La lumière n'a jamais été faite sur cette affaire, mais des bruits ont circulé selon lesquels un militaire haut placé serait impliqué.

L'affaire Noble a suscité un mouvement de xénophobie dans la presse privée (la presse officielle n'en fait pas état). Le journal le Messager s'en prend par exemple aux « expatriés de tout acabit, souvent commandités par des dignitaires nationaux », dont les commerces « sont souvent des couvertures idéales pour des activités d'espionnage, de drogue, de recyclage de l'argent volé ».

Asie

CHINE

La guérilla entre le pouvoir et les dissidents s'intensifie

PÉKIN
de notre correspondant

La guérilla entre le pouvoir et les intellectuels dissidents s'intensifie à la veille de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, le parlement vitrine du régime, dont les deux Chambres se réunissent le 18 mars. La police a interdit, le 14 mars, une réception marquant le lancement d'une nouvelle revue, légale mais non officielle, destinée à servir de forum à des intellectuels non conformistes. Le penseur devait être publié par une maison d'édition de Shanghai liée à un groupe industriel spécialisé dans la chimie, faute d'autres sources de financement.

La réception, dans un hôtel de Pékin, a été interdite à la dernière minute, les organisateurs se voyant signifier qu'un tel « rassemblement public » devait recevoir l'autorisation préalable de la police. L'attribution électrique de l'hôtel avait, comme par hasard, en un défaut, lancé à l'heure où commençaient à arriver les invités.

D'autre part, certains organisateurs de la récente exposition d'avant-garde controversée qui s'est tenue à Pékin, en février, avec la bénédiction du vice-ministre de la culture, M. Ying Ruocheng, se sont vus condamnés à une amende et

interdiction d'organiser d'autres manifestations de ce genre pour deux ans, a-t-on appris. Une demi-douzaine de revues d'art publiées légalement avaient apporté leur soutien aux artistes qui s'étaient cotisés pour louer les salles du Palais des beaux-arts de la capitale (le Monde du 7 février). Les autorités n'ont pas apprécié les « happenings » auxquels se sont livrés certains artistes, en particulier les coups de feu tirés par une expositrice sur sa propre œuvre sous prétexte d'accomplir un « acte d'art destructeur ».

L'opération d'intimidation menée par la police contre l'astrophysicien Fang Lizhi lors de la visite du

président Bush à Pékin, le 26 février, n'a pas eu l'effet dissuasif qu'on escomptait peut-être en haut lieu. Une semaine plus tard, quarante-deux scientifiques et écrivains de renom adressaient une lettre ouverte aux principaux dirigeants, pour s'associer à l'appel en faveur d'une amnistie des prisonniers politiques et d'une libéralisation du régime. La pétition — la deuxième sur ce thème depuis la lettre ouverte de M. Fang à M. Deng Xiaoping au début de l'année — a été rédigée à l'initiative d'un membre de l'Académie des sciences, le professeur Xu Liangying, plus connu pour sa réputation de « droitiste » acquise dans les années 50

que pour ses recherches en physique. Interrogé sur l'attitude des autorités à l'égard de ces pétitions, le porte-parole du gouvernement, M. Yuan Mu, a répété, le 14 mars, la ligne officielle selon laquelle « il n'y a pas de prisonniers politiques en Chine », puisque les intéressés ont été condamnés pour avoir enfreint le code pénal.

Pas de questions embarrassantes

Mais il s'est montré relativement prudent quant au sort qui risquait d'être réservé aux signataires de ces lettres ouvertes, se bornant à constater que le gouvernement « n'est pas favorable » à cette méthode d'interpellation, surtout si le soutien de l'étranger est suscité pour faire pression sur Pékin.

Le pouvoir cherche à canaliser ce mécontentement intellectuel sans faire preuve de trop de sévérité. Deux dissidents invités comme M. Fang Lizhi au banquet du président Bush étaient parvenus à s'y rendre sans encombre. La police avait fermé peu avant une librairie privée, La Joie de lire, qui avait, elle aussi, tenté de lancer une revue contestataire, les Nouvelles Lumières. Aucune arrestation de dissident n'a cependant été signalée pour le moment, même si certains des contestataires en vue bénéficient depuis quelque temps d'une sollicitude policière particulière.

FRANCIS DERON.

CAMBODGE : la recherche d'un règlement

Washington ne s'oppose plus à une participation des Khmers rouges au pouvoir

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a déclaré, mercredi 15 mars, que les Etats-Unis étaient prêts à accepter une participation des Khmers rouges au pouvoir à Phnom-Penh, tout en précisant que son gouvernement demeurerait favorable à un Cambodge « libéré de l'occupation vietnamienne et des Khmers rouges ». M. Baker a ajouté que les Etats-Unis s'opposeraient à la présence, au sein du gouvernement, de Pol Pot, principal responsable des massacres perpétrés au Cambodge de 1975 à 1978.

un rôle dans un nouveau gouvernement cambodgien », a-t-il répondu au sénateur Mark Hatfield (républicain, Oregon).

Mais M. Baker ne s'est apparemment pas prononcé sur l'éventuelle intégration d'une partie des forces des Khmers rouges au sein d'une armée quadripartite, sujet sur lequel s'opposent le prince Sihanouk et M. Hun Sen, l'actuel premier ministre de Phnom-Penh. Le premier veut une intégration militaire, pour mieux « neutraliser » les Khmers rouges tandis que le second s'y oppose, craint au « loup dans la bergerie ».

Il n'en reste pas moins que le changement d'attitude américain risque d'ouvrir un débat à Washington, de nombreux experts estimant que les méthodes des Khmers rouges, armés par la Chine, n'ont pas changé depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir. Par sa déclaration, M. Baker a peut-être voulu anticiper sur une solution quadripartite, qui n'est pas exclue et à laquelle Washington pourrait difficilement s'opposer.

L'ANGLAIS POUR TOUS
Pour moins de 250 F
vous pouvez apprendre l'anglais ou vous perfectionner avec
LES COURS DE LA BBC
Deux cassettes et un livre avec explications en français
Documentation gratuite :
ÉDITIONS BBC OMNIVOX (IM)
8, rue de Belfort, 75008 Paris
Tél. (1) 43-59-80-05

TIENS! UN NOUVEAU COMMUNICANT.

Les oreilles du nouveau communicant entendent toujours le signal sonore l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Le nouveau communicant a l'esprit libre. Stockage, un nouveau service Alphapage, conserve durant 24 h minimum tous les messages qui lui ont été envoyés.

Le nouveau communicant aime la souplesse d'Alphapage. Son inscription payée une fois pour toutes, il recevra sa facture d'abonnement tous les 2 mois.

Les yeux du nouveau communicant lui permettent de voir le signal lumineux l'avertissant de l'arrivée d'un message en toutes lettres sur son Alphapage.

Les doigts du nouveau communicant lui servent à taper 3614 code Alphapage sur son Minitel pour tout connaître sur les différents services Alphapage.

La poche du nouveau communicant contient systématiquement un récepteur Alphapage, parfois les clés de chez lui, éventuellement d'autres accessoires.

Au fond de lui, le nouveau communicant sait qu'il n'est jamais seul. Il a inscrit son numéro d'appel Alphapage sur sa carte de visite et peut ainsi être joint 24 h sur 24.

Sans être près de ses sous, le nouveau communicant ne déteste pas que les messages qu'il reçoit sur son Alphapage soient payés par celui qui les envoie par Minitel.

Chaque nouveau communicant a 2 poches arrière. Au total, cela fait déjà plus de 60000 poches arrière réparties dans toute la France (soit 30000 récepteurs Alphapage).

Alphapage, le secret du nouveau communicant.

Sigier Courcelle

TELECOM SYSTEMES MOBILES
filiale de COSECOM - groupe FRANCE TELECOM

ALPHAPAGE, LA RADIOMESSAGERIE EN TOUTES LETTRES



(Publicité)

ST-GERMAIN ODÉON

LE poète chante qu'il n'y a plus d'après ! Mais Saint-Germain-des-Prés, Odéon, Saint-Sulpice, Mabillon, Saint-Michel, réunis autour d'un des plus vieux clocher de Paris, vous offrent leur générosité.

Berceaux de la vraie mode masculine en 1950, ce quartier vous propose maintenant la mode de tous les temps, de tous les rêves, de toutes les tentations ! Nous avons rassemblé dans cette page quelques adresses de boutiques qui, de nos jours, perpétuent l'esprit de Saint-Germain si cher à Aragon, Sartre, Vian...

• ARNOULD : BIJOUX DE QUALITÉ !

La maison Arnould, experte en pierres de couleur et qui fut créée en 1890, est en fait une très jeune entreprise puisque elle est aujourd'hui dans les mains de deux jeunes joailliers et créateurs qui savent très bien marier la modernité et la tradition. Une preuve : leurs bagues en or, travaillées selon l'art du métier mais dans des formes tout à fait inédites. De superbes bagues de fiançailles par exemple ! Ou alors, faites-vous faire votre bague sur mesure ! Chez Arnould, les conseils sont précieux et vous n'en partirez jamais autrement que satisfait... et avec un rare et beau bijou ! Arnould, 7, rue Racine, 75006 Paris.

• THE THOMAS, BURBERRY COLLECTION

C'est tout nouveau et elle est très jolie, la ligne Thomas Burberry que l'on trouve, désormais, dans les boutiques Burberry's. C'est une collection destinée aux jeunes voulant s'habiller décontractés tout en restant élégants, par le style et par les matériaux. Pour hommes, voici des gilets en daim à 1230 F, des pantalons en coton à 615 F, des chemises en lin à 495 F. Pour femmes, des pantalons « coupe jean » à 535 F, des jupes droites en coton à 735 F, et, bien sûr, les chemises chambray, mixtes à 440 F. Rue de Rennes, 75006 Paris.

• MARIE MOOR, UNE MODE COMPOSÉE

Derrière Marie Moor se cachent deux sœurs, stylistes, architectes, designers, peintres... Mais, leur passion, c'est la mode. Elles aiment bien rendre service, écouter les clientes, créer un dialogue afin de trouver son style per-

sonnel. Marie Moor propose, en fait, une mode qui se conjugue avec votre garde-robe. Leurs vêtements, en effet, ne se démodent pas, déjà par le style, mais ils sont aussi de très bonne qualité. Voici une veste superbe, beige surpiquée d'après un dessin anglais du XVI^e siècle, 1300 F seulement, sac et ceinture assortis. Et encore, les tailleurs en lin mélangé à partir de 800 F ou les imperméables 100 % coton à 1500 F. Marie Moor, 74, rue Notre-Dame-des-Champs 75006 Paris.

• COBBLER, LE REMÈDE DES PIEDS

La bonne adresse pour être chaussé, c'est chez Cobbler ! Une fois encore il va vous surprendre et peut-être même créer l'événement de l'année ! Figurez-vous que Cobbler propose quatre nouveaux modèles révolutionnaires ! D'abord, ils ont la fameuse semelle « ridgeway » en caoutchouc, connue pour ses qualités depuis 1924. Quant à la chaussure, elle est du meilleur cuir du monde, vraiment ! Un cuir qui s'appelle « pivo-calf » à double tannage végétal, teint dans la masse et qui est d'une qualité extraordinaire ! 950 à 995 F, noir ou prune. C'est encore ici que vous trouverez les vraies chaussures de bateau à double semelle d'usure. 11, rue Monsieur-Le-Prince 75006 Paris.

• MARIEZ VOUS POUPETTE OU DIAMANT NOIR

Votre mariage en vue ? Et vous n'avez pas de robe de mariée ? Heureusement, Jeanne Sfez est à votre disposition avec ses deux collections « Poupette » et « Diamant Noir ». Sa spécialité ? Surtout les draperies,

qu'elle réussit à merveille, comme, par exemple, sur le modèle « Divins », entièrement drapé en crêpe marocain, 10900 F. Aussi travaille-t-elle les soies sauvages, les organzas et autres matières nobles, à partir de 3500 F pour une robe « Poupette » et 6000 F pour une « Diamant Noir ». Pas de délai si vous commandez maintenant. 66, bd Raspail, 75006 Paris.

• LES PLUS BEAUX, MANTEAUX CHEZ O'HARA

Spécialiste de tout ce qui est imperméables et autres manteaux depuis longtemps, O'Hara saura satisfaire votre demande en vu du grand choix qu'il propose ! On aime Anne-Marie Beretta et ses trenchs depuis toujours et on a raison chez O'Hara ! Il y en a, ici, de très stylés, des ultra-légers pour le voyage, mais, surtout, les imperméables dans un tissu « peau de pêche » sont absolument fantastiques au toucher : très doux, très légers et d'une grande résistance aux averse de printemps. Ce tissu japonais existe en plusieurs coloris, toujours griffés Anne-Marie Beretta et fabriqués par Ramoport. Pour hommes et femmes à partir de 3200 F. O'Hara, 52, rue du Four, 75006 Paris.

• L'ÉLÉGANCE À 40 % MOINS CHER !

Après avoir découvert Stéphane Mon, vous y reviendrez ! Il n'y a pas de vendeurs ici, seulement des conseillers qui vous proposeront, par exemple, deux importantes promotions et alors même que les prix qui se pratiquent sont déjà si avantageux ! Le costume pure laine à 895 F et le blazer à 595 F ! Si vous cherchez autre chose encore : des pulls, des pantalons, par exemple, vous en trouverez aussi, de 30 à 40 % moins chers et pourtant griffés Courrèges, Férard, Lapidus, Balmain, Laroche, etc. 130, bd Saint-Germain, 75006 Paris.

• NOUVEAU CHEZ MARIE-MARTINE

Cela fait trente-cinq ans que les plus belles femmes de la rive gauche et du monde viennent s'habiller chez Marie-Martine, et cela n'est pas près de changer. C'est pour cela qu'on y trouve la marque allemande Escada dont le succès est fulgurant avec ses

1000 modèles hyper-chics, tous confectionnés, vestes, jupes, sacs, foulards, etc. Voici encore le sportswear de Jean-Charles de Castelbajac et ses fameux pulls dont tout le monde rêve ! Côté fourrures, en voici signées Christian Dior, avec 20 % sur toutes les pelisses, 8, rue de Stéves, 75006 Paris.

• ART ET LITTÉRATURE NE FONT QU'UN

Depuis les meilleures années de Saint-Germain-des-Prés, c'est-à-dire en 1958, l'atelier de Jacques Gautier est un espace artistique et culturel. Oui, Jacques et Andrée Gautier amment des tables rondes avec des gens célèbres des arts et lettres ! Mais Jacques Gautier est aussi, comme vous le savez, un créateur de bijoux géométriques. Et, bien sûr, tricolores, commandés d'après un extraordinaire travail d'émaux dont seul Jacques Gautier a le secret. 36, rue Jacob, 75006 Paris.

• L'ART DE JOUER

En entrant dans la boutique de Pici, on a l'impression de pénétrer dans un monde de conte de fées. Il n'y a que des merveilles et en forme de jouets, fabriqués, comme autrefois, avec des matériaux naturels, les peluches sont en moiré et remplies de paille, les maisons de poupées sont ravissantes et en bois ! Voici encore toute la ligne Béatrix Potter et des jouets espagnols en tôle « Paya ». Des soldats de style colonial et des figurines « pixie » en plomb, créés par Alexis Poliakoff. Plus une exposition de Jean Clerf, « 20 ans de jouets », à partir du 22 mars. 95, rue de Seine, 75006 Paris.

• LUNETTES ADAPTÉES À VOTRE VISAGE

La boutique « Latex Optique » est minuscule mais mondialement connue, même le chanteur américain Prince y a acheté ses lunettes ! Tout le Café de la Gare est aussi client ici ! Pourquoi ? C'est simple ! Samuel Raymond prend chaque visage individuellement, suggère une monture, une couleur, fait réfléchir le client, trouve le style adéquat et donne exactement les lunettes qui conviennent. Toutes ses lunettes sont fabriquées par la maison. Enfin le regard, votre regard, respecté et personnalisé. 31, bd Saint-Michel, 75005 Paris.

Ça vient de sortir

Trivial Pursuit et la douce France !

Quand tout le monde se met à l'heure de l'Europe, Trivial Pursuit édite une version spéciale « chaussons » consacrée uniquement à la France. Trois mille questions « very french » donc, et autant de celles du genre (1), « Quelle est la profession d'Ives Montand dans le Sauvage » ? ou encore (2) « Quelle est la largeur d'un terrain de pétanque ? ». Amusez-vous bien. 180 F. Réponses : 1, nez, dans le parfum ; 2, 3 mètres.

Le Modulo-Phone fait le max !

Que je vous parle d'un téléphone ! Oh, rassurez-vous, pas si simple que cela, bien que j'aie. Bien sûr, vous pouvez appeler Brigodan avec et à toute heure, mais figurez-vous que ce Modulo-Phone a plusieurs cordes à son arc, puis-que c'est aussi une radio, une horloge et un réveil, ce qui veut dire que vous pouvez vous réveiller avec un concerto proposé par Radio-Classique tout en dormant un coup de fil ! En blanc, 450 F environ.

Cuisinez design

Voici la première gamme européenne de moules à pâtisseries en verre, avec revêtement anti-adhérent signé Pyrex de Corning. Il y a là vraiment de quoi être fier, me direz-vous ! Oui, mais ce n'est pas tout, puisque toute la gamme est noire ! Donc, ultra-design, même les plus froids avec leurs mobiliers Starck ne peuvent plus ignorer les Pyrex ! De 49 F à 63 F selon la taille.

Louis Féraud : artiste complet

Les deux D's d'Or haute couture française qu'a obtenus ce jour Louis Féraud témoignent de son talent dans le chiffon, mais sachez-vous que ce diable d'homme a du talent avec les pinceaux aussi ! Tout comme sa mode, sur ses toiles, il aime les femmes avec une silhouette laque, très longue et colorée. Bref, cet autre charisme signé Féraud est enfin sorti de son atelier et est exposé à la Galerie Urban, 22, avenue Matignon, 75008 Paris.

Ladurée, pourvu que ça dure !

C'est dans un décor fin de siècle, avec de ravissantes angelas peintes en platine que vous trouverez les meilleurs macarons de Paris, donc du monde ! Cela est bien connu depuis 1890, mais on aurait pu l'oublier depuis le temps, ce qui serait tout à fait impardonnable, tout comme ces macarons devraient être interdits, tant ils sont bons ! 15 F la pièce ! Ladurée, 16, rue Royale, 75008 Paris. - Tél. : 43-60-21-79.

La Chine dans le luxe !

Le Comité international pour la sauvegarde de Venise et de la Grande Muraille de Chine poursuit ses bonnes actions et propose, encore une fois, un week-end flétrié à Pékin pour tous ceux qui ne sont pas dans le besoin ! Voici, du 4 au 8 mai, cocktails et banquets dans la Cité impériale, gala de la liberté, avec stars internationales, retransmis par la télévision chinoise et la 5... Cette fête continuera ensuite chez Maxim's de Pékin, puis dans un « pique-nique » sur la Grande Muraille avec concert et champagne, une autre nuit « Blanc et Or »... Quelques brochettes pour vous donner une idée de ce merveilleux voyage. A partir de 53 000 F, différentes options de prolongation et de golf sont proposées. Carrefour de la Chine, 45, rue Sainte-Anne, 75001 Paris. - Tél. : 42-61-38-67.

Soins qui bronzent

Encore une merveille signée Clarins, les soins bronzants qui vous permettront non seulement de bronzer en toute sécurité, mais, en plus, ils évitent le vieillissement prématuré de la peau et luttent contre les radicaux libres ! Le dernier cri dans le monde de la beauté, avec un plus : un effet raffermi grâce à un dérivé de la tyrosine ! 75 à 95 F selon le tube.

G.P.

Ohara

La peau de pêche :
Les plus beaux trenchs
nouvelle collection
prêt-à-porter
10 coloris

**ramosport
ramowear**

Remise 10% à la caisse
sur présentation
de ce bon

52, rue du Four - 6^e
45.48.26.04

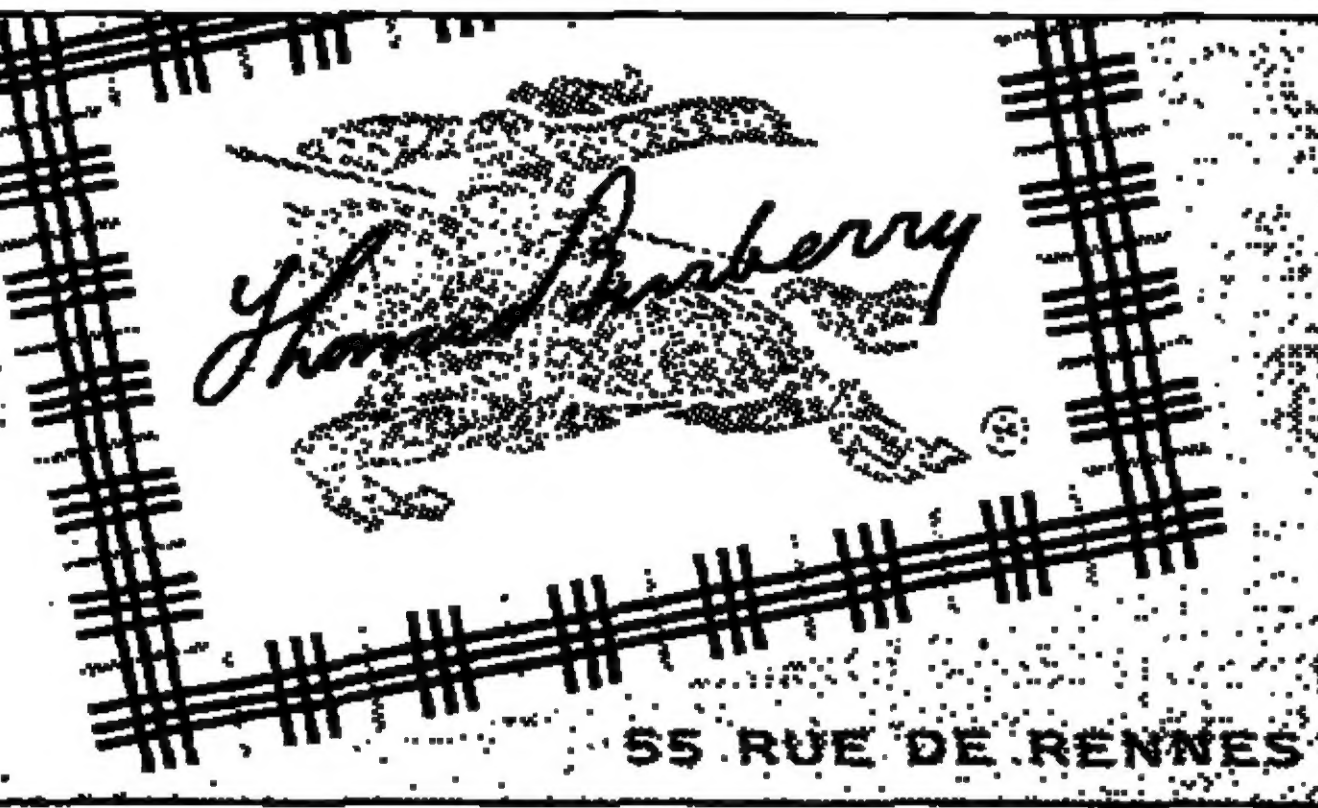
ARNOLD
JOAILLIER DEPUIS 1890

7, RUE RACINE 75006 PARIS
TEL. 43.54.77.98

JACQUES GAUTIER



Broche cristal sur argent
émaillé noir et bronze argent
Boucles d'oreilles : 1900 F
36, rue Jacob, 75006 PARIS
Tél. 42-88-84-33



L'opticien dont on arrête les clients

Naguère, je lisais dans un célèbre « digest » des articles intitulés « L'homme le plus extraordinaire que j'aie rencontré ». A mon tour j'ai rencontré le plus extraordinaire des opticiens de Paris et sans doute de France et de Navarre. Sa minuscule boutique « Latex Optique » est, à toute heure, boudée d'hommes, de femmes, jeunes et moins jeunes, qui viennent de partout trouver des montures pas comme les autres. Ils sont là qui ouvrent cent tiroirs pour essayer, debout devant les miroirs, les modèles inventés par Samuel Raymond.

Ici on ne trouve pas une seule des montures qui connaissent, à chaque saison, une célébrité éphémère. Pas question pour Sam d'accepter le style d'une mode. Un visage, c'est une architecture. Traits, teint, cheveux, l'ensemble est à étudier : les formes et les coloris doivent s'y harmoniser. L'œil exercé du maître vient au secours du patient : il lui démontre les nécessités morphologiques d'une ligne et se révèle si convaincant que ses clients deviennent d'ardents prosélytes. Des clients qu'on arrête souvent dans la rue pour savoir où ils ont trouvé leurs lunettes.

Les prix pratiqués pour cet artisanat d'art sont étonnants de modération. Lorsque les montures ont reçu des verres de haute précision, parfaitement adaptés, le coût final est identique aux tarifs de tous les opticiens. Du sur mesure au prix de la série. Si vous n'avez nul besoin de changer vos lunettes, n'y allez pas, vous ne sauriez résister à l'envie de porter un modèle fait pour vous.

Latex Optique - 31, bd Saint-Michel (5^e), 43-54-74-83.
Tous les jours 10 h à 19 h 15, le lundi 14 h à 19 h.

**LES MARIÉES
DIAMANT
NOIR**
Poupette
66, bd Raspail - Paris-6^e
Tél. 45-48-26-90
Métro : Sévres-Babylone, Rennes

Marie Moor
SOLDES
ouvert de mardi
à samedi de 11 h à 19 h
74, rue Notre-Dame-des-Champs
75006 Paris
Tél. : (1) 43-25-23-53

STÉPHANE MEN'S
FASHION
DE LUXE
CHAMPS-ÉLYSÉES :
5, rue Washington, 75008 PARIS
42-25-55-85 - M^o et park George-V
RIVE GAUCHE :
130, bd Saint-Germain, 75006 PARIS
46-33-94-55 - M^o et park Odéon

BOWEN
PRÉSENTE SA COLLECTION
ÉTÉ 1989
11, rue Monsieur-le-Prince 75006 14, avenue Mozart, 75016
40, rue Saint-Honoré 75001 50, rue du Bac 75007
30, rue de Miromesnil 75008 5, place des Ternes 75017
Printemps Haussmann - Parly II - Vélizy II, Galeries Lafayette
6, rue des Arts, Toulouse - 4, rue du Commandant Pilot, Neuilly

**PROGRAMME
DE SOINS MAVALA
POUR LES MAINS**
Mains châtées et délicates
CRÈME DE NUIT RÉPARATRICE
la nuit même !
Mains sèches et gercées
LAIT RÉVITALISANT
traitement adoucissant.
Protection des mains, non grasse
EAU ACTIVE
la solution d'appoint-gèle.



ESCADA
à Paris
Marie Martine
en exclusivité
Rive gauche



سكوا من الأصل

Politique

Le Monde • Vendredi 17 mars 1989 • 9

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Sous pression

L'entre-deux-tours se caractérise par l'existence de fortes tensions entre alliés potentiels. La « discipline républicaine » n'étant pas respectée à Sarcelles (Val-d'Oise) ni à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), le Parti socialiste encourage de fortes pressions pour obtenir le retrait des listes communistes dévancées au premier tour. Le Parti communiste accepterait-il de ne pas faire distribuer ses bulletins dans les bureaux de vote ? Rien n'est moins sûr.

L'affaire de Sarcelles, surtout, fâche sérieusement les socialistes. M. Pierre Mauroy s'est rendu sur place jeudi 16 mars au matin, et il a qualifié d'« inacceptable et incompréhensible » le maintien de la liste du PC conduite par Mme Marie-Claude Beaudouin, sénateur, face à celle du PS dirigée par M. Dominique Strauss-Kahn, député, arrivée en tête de la gauche au premier tour avec six points d'avance.

M. Mauroy a ainsi envoyé un message à M. Marchais pour qu'il obtienne des communistes sarcellois — et de ceux de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) — le retrait de leur liste. La menace, à peine voilée, d'une réaction de mauvaise humeur de l'électorat socialiste dans d'autres villes de France n'est-elle une chance d'être entendue ?

Maniant la carotte et le bâton, la direction socialiste a fait savoir à M. Marchais que plusieurs de ses dirigeants et de ses ministres, dont MM. Mauroy, lui-

même, Jospin, Dumas, Fabius, Emmanuelli et Richard étaient prêts à faire des meetings de soutien à Thionville, Bâges, Romilly-sur-Seine et Sarlat, quatre villes communistes où la liste PS-PCF est « piratée » par des dissidents socialistes.

De son côté, le PC reproche à la direction du PS sa mollesse devant le cas de Bâges (Gironde), où la liste de M. Noël Marmère, constituée pour une part de socialistes exclus de leur parti, bénéficie du retrait de la droite face au maire communiste sortant. Dans un autre style, le PC a organisé mardi soir 14 mars, à Saint-Lô (Manche), une manifestation sous les fanions de la fédération départementale du PS pour protester contre la décision du chef de file socialiste de ne pas ouvrir sa liste au PC pour le second tour. Tandis qu'à Quimper (Finistère) le PC demandait à ses électeurs de ne pas voter pour le candidat socialiste, M. Bernard Pignat, accusé de dérive droite face au maire RPR sortant, M. Marc Bécan, et à une liste écologiste.

La droite connaît une situation analogue. La commission d'investiture de l'UDF a « demandé solennel-

lement » au RPR de retirer sa liste à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), où doit avoir lieu une quadrangulaire dont l'issue, en l'état, pourrait être favorable au PS. Toutefois, le maire UDF sortant de cette ville, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, ne fait rien pour s'attirer les bonnes grâces de ses rivaux : « C'est un coup de blitzkrieg des parades du RPR », s'est-il exclamé, mercredi soir 15 mars, au micro d'Europe 1, à propos de l'imbricolage créé la veille au soir lors du dépôt des listes (le Monde du 16 mars). La liste du RPR devait, néanmoins, dans la journée de jeudi, appeler « tous les électeurs à faire échec au candidat socialiste », en annonçant qu'elle ne déposerait pas de bulletins de vote. A Valenciennes (Nord), en revanche, le maire RPR sortant, M. Olivier Marière, devançant le 12 mars, a finalement renoncé à poursuivre la partie de bras-de-fer qu'il avait de toute façon déjà perdue face à M. Jean-Louis Borloo (divers droite).

Le Front national n'est pas absent de ces grandes manœuvres. A Metz, les espoirs de la droite unie de bénéficier de la bienveillance de l'extrême droite se

sont évanouis : le FN préconise le vote blanc, nul ou l'abstention.

L'accord avec le Front national conclu à Béziers par le maire RPR sortant, M. Georges Fontès, menacé par la liste d'union de la gauche conduite par M. Alain Berru, député socialiste, provoque des remous. Responsable régional du parti léniniste, M. Alain Jamet, a déclaré : « J'ai donné mon accord car Béziers est l'une des villes où l'on a répondu à nos exigences. » Or une autre personnalité régionale du FN, M. Jean-Claude Martinez, ancien député de l'Hérault, s'est prononcé pour... « la victoire » du candidat socialiste.

Autre conflit : le mouvement du RECOURS a provoqué des grincements de dents en ayant mis en garde les raptistes contre le vote — « qualité de « médiocratie » — en faveur du Front national. Ce qui conduit M. Pierre Sargant, chef de file du FN à Perpignan (Pyrénées-Orientales), à accuser les dirigeants de cette organisation d'être devenus « les valets de ceux qui ont détruit l'empire de notre pays ».

Sur le front des Verts, le PS se fait de plus en plus conciliant. M. Michel Rocard, dans une interview au *Nouvel Observateur*, affirme que le gouvernement et les écologistes « ont les mêmes préoccupations ». Le premier ministre considère que la pression des écologistes sur les politiques est « stimulante ». M. Pierre Bédaride, jeudi, sur TF 1, n'était pas en reste en souhaitant que le PS « remette ses pendules à l'heure ».

Strasbourg : l'énigme Rudloff, le mystère Trautmann

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

« Pauvre Marcel ! » Qui aurait pu imaginer que les Strasbourgeois lui feraient, dimanche dernier, un premier tour pareil ! 31 % tout rond, 23 % de chute par rapport à son élection de 1983, quand le vieux Pflimlin consentit enfin à lui remettre les clés de la ville. Mais pas un point d'écart avec la liste socialiste. Rude coup pour le père Rudloff, que personne vraiment, observateurs de tout poil, amis, adversaires, n'a vu venir. Les sondages étaient formels : peut-être plus au premier tour, mais en tout cas au second, sa réélection dans un fauteuil était garantie. Frappé dans cette hypothèse, par la loi sur le cumul des mandats, Marcel Rudloff avait déjà fait savoir qu'il abandonnerait son poste de président de la région. La chose paraissait tellement entendue que même les socialistes de cette assemblée ne furent pas les premiers à vouloir lui exprimer par avance leurs sincères regrets.

Depuis dimanche soir il y a véritablement, en Alsace, une énigme Rudloff. Comment, en effet, puisqu'il s'agit bien de cela, un tel phénomène de rejet sur sa personne a pu se produire ? Comment ce maire, qui n'a, lui, aucune affaire sur le dos, aucune grosse dette, qui a la réputation d'être un brave homme, a-t-il pu devenir brutalement l'objet de tant de griefs ? Quand l'imaginaire collectif l'emporte sans résiliation sur la raison politique, toutes les explications deviennent possibles. Elles courent, elles courent en ville.

Pierre Pflimlin était réputé autoritaire, inabordable. Son successeur est devenu « trop mou ». Pour un peu on lui reprocherait de se faire tutoyer, de se faire appeler « Marcel ». Pierre Pflimlin a délégué de la mairie à soixante-seize ans. Marcel Rudloff en a dix de moins. C'était mercredi dernier son anniversaire. Sachant qu'un murmure maintenant

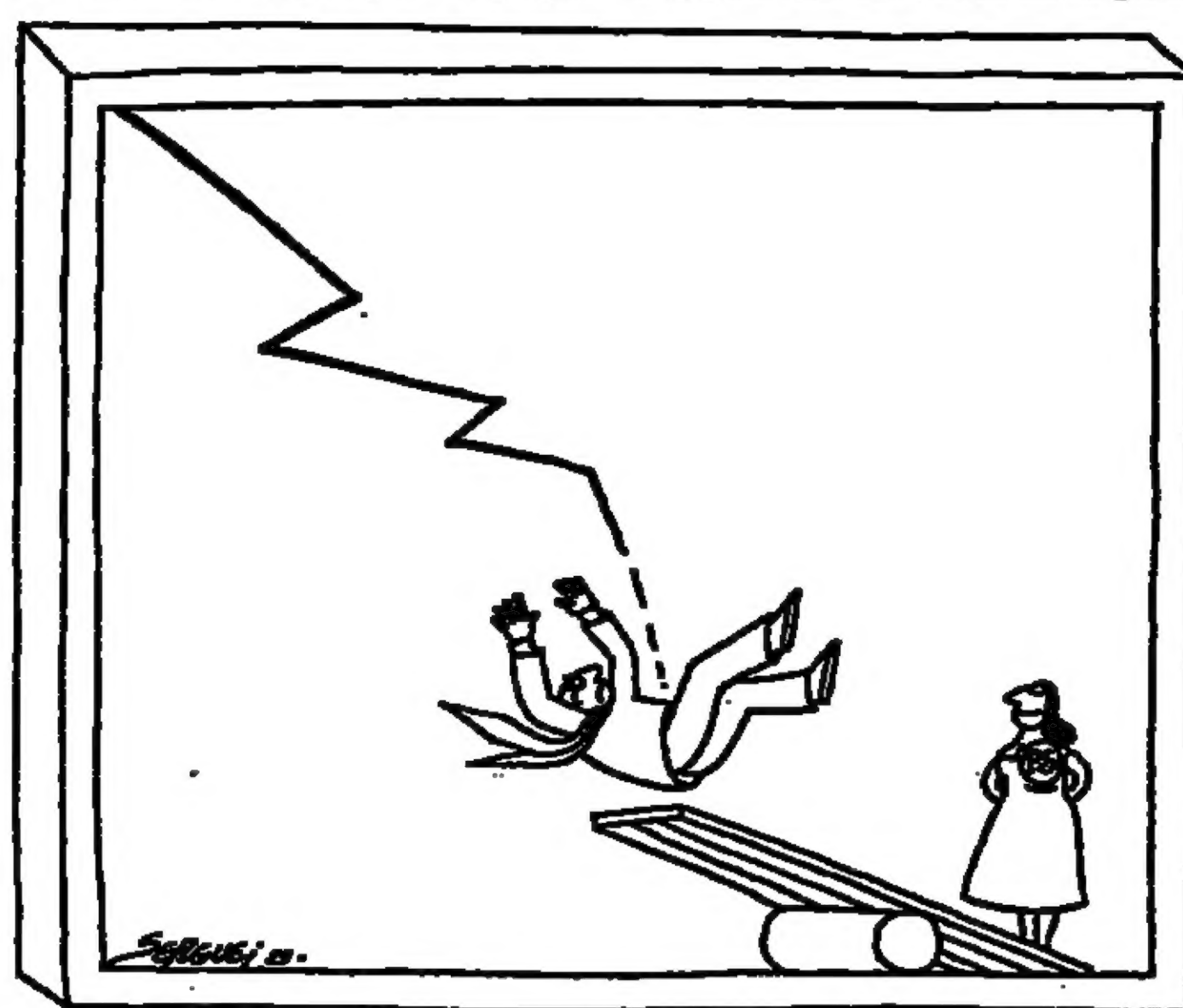
en ville qu'il se fait aussi trop vieux, il en était presque gêné. Pierre Pflimlin était un centriste mais un centriste bien de droite. Marcel Rudloff n'a jamais été hostile à l'ouverture. A la commission des lois du Sénat, il fut toujours plus proche de Badier que de Chateaubert. Certains l'avaient même présenté comme garde des sceaux du gouvernement Rocard. Curieux phénomène. Pour certains il a chassé les boîtes de Pierre Pflimlin, qui seraient devenues trop grandes pour lui. D'autres donnent à penser qu'avec six ans de retard il s'agit, par un réflexe bien freudien, de tuer définitivement le père en trucidant le fils.

Le bon émissaire de l'ennemi

Une chose est sûre en tout cas : Marcel Rudloff n'est pas, lui, un tueur. C'est peut-être son grand tort ! Pourquoi n'a-t-il pas chassé de sa liste, se demande-t-on encore en ville, les vieux dinosaures du centriste alsacien style Emile Koehl ? D'un seul coup, le voici lui-même devenu symbole d'un centriste déférent, même si notables. Pourquoi n'avoir pas réglé son compte au secrétaire général de sa mairie, Daniel Adam, qui aurait, paraît-il, transformé en enfer toute l'administration municipale ? D'un seul coup, lui-même est soupçonné d'être complice de toutes les dérives. Elle court, elle court aussi la rumeur. Comme quoi, convenait de ses adversaires, « on n'a pas intérêt à être un brave homme en politique ».

Strasbourg s'est rappelée qu'elle était frondeuse, qu'elle était exigeante. Strasbourg peut-être aussi ennuyé. Pas de gros problèmes d'emploi. L'insécurité n'y est pas une plaie. Au carrefour naturel de l'Europe, son avenir est presque assuré. Strasbourg se porte plutôt bien, comparée aux autres villes de France. D'où une certaine propen-

sion à se chercher des maîtres. Marcel Rudloff semble devenu le bon émissaire de cet ennemi. Alors tout y passe. Le synchronon, ce fameux feuillet de 1983, démantelé à Grenoble, l'Office des marques européennes qui n'est pas venu, l'école européenne qui ne s'est pas faite, la campagne de presse autour du siège du Parlement européen, en réalité nullement menacé, et puis ce projet



de métro, débat chronique, devenu la principale affaire politique du jour. Strasbourg s'est collé, presque par masochisme, une image de perdante et en veut au fond à son maire de l'avoir laissée faire.

Marcel Rudloff a pourtant beaucoup travaillé. On ne lui reproche pas de n'avoir pas fait. On lui reproche de n'avoir pas su faire savoir. « Ma gestion est bonne, se défend-il. Carignon et Baudis savent peut-être vendre leurs villes, mais qu'on aille donc regarder leurs comptes ! » Différence de générations. Différence surtout de conception de l'action

politique. On touche là sans doute le fond du débat. Maldonne, incompréhension, Marcel Rudloff assiste presque impuissant à la montée de cette vague de mécontentement qui, dimanche dernier, n'a fait que l'atteindre à la ceinture et qui pourrait très bien l'emporter au second tour.

Marée basse, marée haute. Il y a aussi les lois naturelles de la politi-

cel Rudloff qui a perdu. Tout son travail, tout son mérite a été tout de même de se donner tous les atouts pour saisir au moment opportun la chance qui passe. Conseiller municipal depuis 1983, elle s'est attelée aux dossiers financiers de la ville. Aux législatives de 1986, personne ne voulait prendre la place du mort derrière le mitterrandiste Jean Oehler. Elle a accepté. Contre toute attente cette rocardienne sans état d'âme fut élue.

Michel Rocard la fit entrer dans son premier gouvernement. Frontion vite brisée par son échec aux législatives de 1988. D'autres se seraient difficilement remis. Elle, a rebondi de plus belle. Avec une rapidité déconcertante, elle a réussi à sa manière à incarner « un socialisme à visage humain ». D'autant plus humain que son visage ne peut laisser aucun Alsacien indifférent. Un socialisme qui ne fait plus peur, en passe peut-être, comme on l'a vu ces dernières années en Bretagne, de prendre le relais d'un centriste sans doute plus social qu'eux mais peut-être aussi à bout de souffle.

Une femme à poigne

Tout lui réussit. Ce qui aurait été encore, il y a dix ans, des handicaps insurmontables dans cette région se transforme en avantages. Face à l'énigme Rudloff, le mystère Trautmann. Elle est jeune, trente-huit ans. Elle est femme. Ses démolitions sévères avec Jean Oehler pour la constitution de la liste lui ont sans doute coûté des voix. Mais sa façon d'écouter la région lui aura sans doute aussi coûté une image de femme à poigne, qui ne déplaît certainement pas aux Strasbourgeois. Car, entre Marcel Rudloff et Catherine Trautmann, entre lui et elle, tout se résume désormais à une bataille d'images.

Qui les départagera ? Chacun fait et refait ses comptes. Marcel Rudloff s'est découvert beaucoup d'adversaires. Les commerçants du

centre-ville l'ont lâché. Le RPR joue avec lui un drôle de jeu. Les chiraquiens forment la moitié de sa liste mais, dans la tourmente de dimanche soir, certains avaient déjà envisagé un changement de tête de liste au milieu du gué. Fléché avec Jacques Chirac mais en très bons termes avec François Mitterrand, l'ancien patron des gaullistes alsaciens, André Bord, a laissé officiellement filer ses 5 % d'électeurs mais il ne se privera pas de « faire la peau » aux centristes. Le jeune bariste Stourm (4,12 %) a pris date. Son soutien au maire allait de soi. Le Front national a décidé de se maintenir. Avec plus de 14 % au premier tour, il continue de tracer tranquillement son sillon dans la terre alsacienne. Marcel Rudloff s'en est toujours imperturbablement détourné. Les léninistes strasbourgeois rêvent de bâtir, demain, une véritable opposition sur les décombres du centriste.

Autre interrogation : les 12,76 % de la liste des Verts, qui ont pu profiter aussi du phénomène anti-Rudloff. Ses dirigeants ont refusé la main tendue de Catherine Trautmann. « Ce n'était pas une ouverture, c'était de la récupération », ont-ils argué. Toute la question est de savoir si cette liste résistera à la logique du vote utile du second tour, si elle n'empêchera pas d'ici à dimanche. Certains de ses membres ont commencé à contester ce choix qui peut faire rater « la chance historique » de faire tomber Strasbourg à gauche. Enfin et surtout il y a le parti, le gros parti des abstentionnistes, traditionnellement puissant à Strasbourg. Plus de 42 % cette fois. Un record ! Comment les faire bouger ? Tandis que Catherine Trautmann continue de faire une campagne douce, Marcel Rudloff a sorti le gros sel. « Strasbourg ne sera pas socialiste », a-t-il fait placarder partout. Un slogan presque pathétique qui retentit comme un ultime cri de cœur.

DANIEL CARTON.

Mulhouse : le jeu des quatre coins

M. Antoine Waechter, ancien candidat des Verts à l'élection présidentielle (3,8 % au premier tour), a annoncé, mercredi 15 mars à Paris, que sur les cinquante-six villes de plus de trois mille cinq cents habitants où les écologistes avaient fait plus de 10 % au premier tour des municipales, ils se maintenaient au second tour dans cinquante et une d'entre elles et avaient fusionné dans cinq autres, dont Talcen (Gironde), avec la gauche. Dans toutes les villes où ils ont recueilli moins de 10 % des suffrages, les Verts se retirent sans donner de consigne de vote, à l'exception de Lille, Houillies (Yvelines), Aix-en-Provence, Avignon et Millau (Aveyron), villes de plus de vingt mille habitants, où les écologistes fusionnent avec la liste de gauche.

MULHOUSE
de notre envoyé spécial

Bockel ou Klifa ? Nul, à Mulhouse, ne se hasarde à faire un pronostic sans émettre aussitôt un doute. Car si Jean-Marie Bockel, le challenger du PS, avec ses 33 %, ni Joseph Klifa, le tenant du titre UDF, avec 31,3 %, ne peuvent prétendre à coup sûr s'asseoir dans le fauteuil de maire.

Sur le papier, certes, le député socialiste part favori. Arrivé en tête au premier tour contre le maire sortant, disposant en principe d'une petite réserve à gauche — les 1,9 %

du Parti communiste, — Jean-Marie Bockel, ancien ministre, ne devrait rien redouter d'un deuxième tour où se joue une quadrangulaire sans surprise : les Verts, avec 12,5 %, se maintiennent, comme le Front national avec son score exceptionnel de 21 %.

Pourquoi donc tire-t-il si nerveusement sur son cigare, attablé à sa permanence du huitième étage de la Tour Europe — le monstre qui domine Mulhouse de ses trente étages ? « Je suis toujours nerveux avant une élection », avoue-t-il. Sans doute aussi parce qu'il n'a pas la certitude d'emporter ce fauteuil qu'il lorgne avec gourmandise depuis son passage au gouvernement. Il est si peu assuré de son élection qu'il a fait venir Brice Lalonde, le secrétaire d'Etat à l'environnement, mardi 14 mars, pour un déjeuner-débat avec des militants socialistes. « Une provocation », s'écrit Antoine Waechter, l'ancien candidat Vert à la présidence de la République. C'est la troisième fois qu'il le fait venir. Lalonde est vraiment un personnage sans pitié : il passe son temps à appeler à voter PS tout en se félicitant des succès des Verts !

Antoine Waechter, le monstre froid de l'écologie, s'échauffe lorsqu'il entend prononcer les seuls noms de Lalonde ou Bockel. « Bockel ? On lui doit le massacre de la forêt de Neuwald, près de Colmar, en 1986. Il l'a cédée à Nallet, ministre de l'Agriculture, pour faire passer une autoroute. En 1988, il a récidivé en offrant 220 hectares de la forêt de la Hardt pour une opération de promotion immobilière. »

Curieusement, le porte-parole des Verts ne s'en prend pas au maire en

place pour sa gestion de la ville. « Ce sont les gens qui l'entourent qui sont critiqués, à commencer par Marc Schiltz, le RPR opportuniste. Pour le reste, les deux équipes sont procanalistes (partisans du canal à grand gabarit de la liaison Rhin-Rhône), ce que nous ne pouvons pas admettre. »

Pour Jean-Marie Bockel, cette façon d'épargner le maire UDF montre que « Waechter penche à droite ». Et il observe, non sans vachardise, qu'Antoine Waechter et son conservatoire alsacien dépendent pour une bonne part des largesses de la région et du département, tenus par la droite. Le candidat Vert hante les épaules : « Les socialistes, décidément, n'ont rien compris à notre démarche. »

A la permanence des Verts on ironise beaucoup sur les arguments de Jean-Marie Bockel. A commencer par Jacques Riethmüller, professeur de soixante-quatre ans en préfecture, qui a été élu PS en région parisienne jusqu'en 1983 et se retrouve aujourd'hui onzième de liste sans être au parti des Verts. Pour Hayat Merabet, une institutrice d'origine algérienne, née à Mulhouse il y a trente-quatre ans, c'est la déception : « J'ai toujours voté à gauche. Mais je suis aujourd'hui une déçue de la majorité présidentielle et je vais distribuer des tracts verts dans mon quartier des Coteaux. Je suis aussi contre le plan Jospin. »

A quoi bon s'en prendre au candidat arrivé en tête lorsque tout dépend, finalement, des voix du Front national, arrivé troisième ? « Je ne détiens aucune clé, proteste Gérard Freulet, lui aussi ancien député. Je veux seulement dix

sièges au conseil pour défendre les Mulhousiens d'abord. Et je vais les avoir sans même le renfort des abstentionnistes, parce que je vais garder mes 21 %. Les gens ont compris qu'au deuxième tour il s'agit d'une proportionnelle où on ne se fera plus bannir comme autrefois. » Le fidèle de Jean-Marie Le Pen n'a cure de s'en prendre aux écoles, à Lalonde (« s'achaler kalter kaffee », dit-il en alsacien, c'est du café froid) ni même au socialiste. Sa cible, c'est Joseph Klifa, ce maire « tout béton », qui « laisse sept mille logements du centre sans sanitaires mais dépense 6 milliards de centimes pour la cité Brasserie » — sous-entendu les immigrés.

Le maire, par ailleurs peu critiqué pour sa gestion, est surtout accusé par ses trois rivaux de s'être « coupé de la population ». « Depuis 1983, il a perdu la moitié de ses électeurs », observe Jean-Marie Bockel. Il est devenu impopulaire. Il est en tout cas peu enclin à la communication : si nous en jugeons par nous-mêmes : la première fois, il n'avait pas le temps de recevoir l'envoyé spécial du Monde, la seconde fois, il ne voulait pas recevoir quelqu'un qui avait déploré l'aspect de sa ville...

ROGER CANS.

PRÉCISION. — Le PCF a décidé de ne pas apporter son soutien à la liste socialiste conduite par M. Jack Lang, ministre de la culture, au second tour des élections municipales à Blois (Loir-et-Cher). Mais la liste communiste a obtenu 6,21 % des suffrages au premier tour dans cette ville, et non pas moins de 5 % comme nous l'avions indiqué, par erreur, dans nos éditions du 15 mars.

FRANÇOIS

GROS

LA CIVILISATION DU GÈNE




146 p. 68 F.

Le pouvoir des biologistes.

QUESTIONS DE SCIENCE - HACHETTE
Collection dirigée par Dominique Lecourt

Politique

La préparation du deuxième tour

Après la défaite de M. Michel Pezet

La fédération socialiste des Bouches-du-Rhône devient un enjeu local et national

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

Contrôle des identités à l'entrée, contrôle des paquets à la sortie, la collaboration entre vigiles et pézistes à l'hôtel de ville s'achève sans aménité comme sans retard, avant même le second tour des élections. Un futur ex-adjoint, toujours formellement en exercice, M. Jean-Philippe Vignoli, a dû se plier, mardi 14 mars, à l'inventaire, dans sa voiture, des objets qu'il venait d'enlever de son bureau, examen fait, le crayon à la main par une secrétaire gênée. « Pôvre ! » soupire l'une des innombrables « huis-sières » de la maison, sans qu'on sache bien si sa compassion va au contrôle ou à la contrôleuse, d'autant que « notez, ajoutez-elle, il paraît que des machines à écrire ont déjà disparu ».

L'heure, pour les virtuoses nouveaux maîtres du Vieux-Port, n'est pas à la magnanimité. A dix minutes de là, sur la Canebière l'équipe de M. Michel Pezet, encore stupéfaite du premier tour, essaie de trouver un semblant de tactique pour le second. Les communistes, c'est entendu, vont se battre pied à pied dans leur secteur des quinzième et seizième arrondissements, dont ils sont menacés de perdre la mairie, mais leur chef de file M. Guy Herminier, mesure la difficulté de la tâche : une vieille militante l'a congratué, persuadée que la victoire de M. Robert Vigouroux était celle de l'union de la gauche.

Le PCF tente de ramener ses électeurs au bercail ou de leur ouvrir les yeux dans les jours qui restent, mais que peuvent faire les socialistes ? « Votes Pezet pour qu'il y ait, quand même, des conseillers de gauche à la mairie ? » Le slogan en vaut un autre, mais comment croire

qu'il aura plus d'effet en moins d'une semaine que tous les efforts accomplis pour faire passer le même message pendant quatre mois ? Les pézistes craignent de voir, dimanche, leurs maigres 15 % du premier tour s'alléger encore des suffrages qui voleront au secours de la victoire. Quarante ans de défiance ont fait qu'un socialiste qui s'allie avec les communistes contre la mairie détenue par l'un des siens ne recueille guère davantage que les voix communistes.

La rupture du système Defferre

Le socialisme marseillais est à ce point identifié au système municipal que le maire, fût-il exclu du PS, mais héritier de Defferre, détient la légitimité. Les autres élus le sont, en quelque sorte, par délégation de pouvoir. D'ailleurs, certains électeurs de gauche ne peuvent imaginer qu'en votant pour le maire ils ne votent pas, aussi, pour ceux qu'ils ont appris à considérer comme ses représentants locaux — tel conseiller général ou maire d'arrondissement — qui, pourtant, cette fois-ci, s'opposent à M. Vigouroux. Le piège dans lequel s'est enfilé M. Pezet ressemble beaucoup à celui dans lequel M. François Mitterrand avait su prendre M. Jacques Chirac : ce que les pézistes, à l'hôtel de ville, ont pu faire de positif pendant deux ans confortait le maire : ce qu'ils ont fait de négatif, loin de lui nuire, le servait encore et les desservait. A ce mécanisme, qu'ils n'ont pas su déjouer, s'est ajouté le paradoxe, résumé par M. Bastien Loeccia, sénateur, proche de M. Pezet, de la « non-communication communautaire » qui a fait le succès médiatique de M. Vigouroux.

La rupture du système Defferre est achevée. Entre la mairie d'un côté et la fédération de l'autre, les ponts sont coupés. M. Vigouroux, qui peut espérer faire entrer avec lui 70 ou 75 conseillers municipaux sur 102 à l'hôtel de ville, est le maître absolu de Marseille, d'autant plus que, comme l'observe un de ses proches, les élus lui devront leur élection, alors qu'il avait été pendant deux ans tribun du vote de ceux qui l'avaient désigné comme successeur de Gaston Defferre après la mort de celui-ci. La défaite qu'il a infligée à M. Pezet est sans appel. Certains des siens le voudraient, de plus, infamante. Un député péziste s'est entendu menacer d'un sort peu enviable dans les années qui viennent.

La fédération, pour autant, n'est pas anéantie. Ecrasée à Marseille, elle peut se prévaloir de quelques succès dans le reste du département.

Aries, Salon-de-Provence, voire Aix-en-Provence, peuvent être enlevés à la droite au second tour. Il est vrai que, à Berre-l'Étang, ce sont des dissidents socialistes, favorables à M. Vigouroux, qui ont devancé le maire sortant communiste soutenu par le PS. Il est vrai, aussi, que le conseil général, seule institution sur laquelle peut encore peser la fédération — mais pour combien de temps ? — n'a jamais eu beaucoup d'importance dans ce département. L'influence respective de la mairie et de la fédération, si les choses restent en l'état, se mesurera à l'automne prochain, lors des élections sénatoriales. Le conflit sortira, alors, de Marseille, et l'on verra peut-être auquel des deux pôles de la dyarchie se rallieront la majorité des grands électeurs.

S'il n'est pas nécessairement dans l'intérêt de M. Vigouroux de demander sa réintégration au PS et d'accorder ainsi à ses adversaires sinon une turlutte, du moins un droit de regard sur sa gestion, certains, parmi les siens, sont décidés à pousser leur avantage et à prendre, dans la foule des élections municipales, le pouvoir au sein de la fédération. Certains, c'est-à-dire d'abord M. Charles-Emile Loo, ancien premier secrétaire fédéral jusqu'à son éviction par Gaston Defferre, il y a dix ans, au profit de M. Pezet, qui tient, ou croit tenir, sa revanche.

Observant que son exclusion ne lui a pas été formellement notifiée — il note que M. Pierre Mauroy, dont il fut proche, ne lui a même pas téléphoné — M. Loo imagine les termes d'un compromis possible : gel des remises de cartes pour l'année 1989, désignation d'un premier secrétaire convenant aux deux parties, réintégration ou intégration des militants vigouristes, notamment les membres de son association, Carrefour socialiste. Pour le poste de premier secrétaire, M. Loo songe à M. Gilbert Pommeroy son ancien « poulain », qui se trouve être rocardien, ce qui, dans la conjoncture actuelle, ferait un plaisant tableau.

Un PS sans clientèle

Du côté de M. Pezet, on ne l'entend pas de cette oreille. Compromis ? Quel compromis ? Avec des exclus ? Il y a des règles pour cela. Elles seront appliquées. « Nous allons perdre beaucoup d'adhérents à Marseille », prévient M. Frédéric Rosmini, trésorier de la fédération, proche de M. Mauroy. « Les adhésions clientélistes, qui faisaient le gros de nos troupes marseillaises, vont fondre comme neige au soleil, dit-il. Naturellement, on pourra toujours y voir la preuve que nos effectifs étaient surévalués. » Ensuite, M. Pezet croit possible

d'insuffler une nouvelle vie à la fédération, grâce à l'arrivée de « vrais » militants, désireux de s'engager politiquement et de débattre, des « couches nouvelles » menant à Marseille, face à la mairie, un combat pour l'avenir de la ville, et... le préparant.

« Nous avons six ans devant nous », ne peut que constater M. Philippe Sammarco, l'un des quatre députés — avec M^{me} Jeanine Eychard, M. Marius Masse et M. Pezet — désormais coupés de la mairie, comme risquent de l'être aussi les sénateurs, M^{me} Irma Rapuzzi et M. Loeccia. Pour M. Sammarco, qui avait rejoint, avec ses amis, le courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement — seul à lui avoir envoyé un télégramme de soutien, — le moment est venu d'avoir toute leur place dans la fédération. M. Pezet est naturellement disposé à la leur accorder. En tout cas, précise M. Sammarco, qui ne déçoit pas à la pesée des erreurs commises, selon lui, par les responsables parisiens, « qu'on ne compte pas sur moi pour donner le coup de grâce à Michel ».

Il n'est pas question, pour M. Pezet, d'appliquer une tactique de « bunker », selon le mot malheureux prêt à M. Yves Vidal, le premier secrétaire fédéral. M. Rosmini préconise, lui, une « remise à plat des méthodes et de la direction » de la fédération. M. Pezet, sous le coup

de l'échec, ne préjuge pas le rôle qui pourra être le sien à l'avenir. « Nous sommes allés dans le mur. Laissez-nous sortir de la carlingue, compter les survivants et voir comment on peut recoller les morceaux », demande M. Sammarco.

Il n'est pas sûr que, de l'autre côté, on laisse aux vaincus le répit qu'ils réclament. Tout dépend de ce qui va se jouer à Paris. On bien les dirigeants nationaux du PS, débarrassés du fardeau d'un bastion qui représentait 11 % des mandats au sein du parti, vont trouver excellent d'observer comment la mairie et la fédération s'affaiblissent mutuellement dans les années qui viennent, ou bien certains dirigeants vont chercher à favoriser la reconstitution du bastion à leur profit. Telle pourrait être la tentation de M. Laurent Fabius, qui n'a pas pardonné aux dirigeants fédéraux marseillais leur défection lors de la désignation du premier secrétaire du PS, en mai 1988. Déjà M. Pierre Bérégovoy a souligné, mercredi 15 mars, sur RTL, la nécessité de « reconstruire » le PS à Marseille et déclaré qu'il ne verrait « aucun inconvénient » à la réintégration de M. Vigouroux, à supposer que celui-ci la souhaite.

A l'appui de cette thèse, il y a un argument de poids : absent de Paris, de Lyon, de Grenoble, de Toulouse, est-il possible que le PS se prive de Marseille ?

PATRICK JARREAU.

La campagne se durcit à Dunkerque

« Il est important que les Français confirment, à l'occasion des élections municipales, leur superbe vote du 8 mai », a déclaré le mercredi 15 mars, M. Michel Rocard, venu à Dunkerque, soutenir la candidature de M. Michel Delebarre, après avoir fait le même geste pour le candidat socialiste de Sedan et avant d'aller prêter main forte à M. Robert Baldayck à Tourcoing.

A Dunkerque, la campagne a été marquée par le jet d'un cocktail Molotov contre la voiture de M. Delebarre. Ce dernier est indemne.

DUNKERQUE
de notre envoyé spécial

Le premier ministre, après avoir affirmé devant un bon millier de personnes enthousiastes : « Il faut être Michel pour avoir pris le risque d'engager la bataille ici », a insisté sur l'idée que pourraient apporter au gouvernement des élus locaux sensibles aux mêmes préoccupations que lui, des élus qui considèrent que « le libéralisme, ce n'est pas la bonne solution », et que « les communes peuvent faire quelque chose » dans la lutte contre le chômage, contre « les exclusions », dans la protection de l'environnement, mais aussi dans « l'ouverture de l'école sur la vie ». M. Rocard a rappelé le programme du gouvernement en la matière, expliquant : « Notre ami Lionel Jospin ne peut faire cela tout seul, par la loi et le décret ; il lui faut l'aide d'élus locaux combattifs et jouant le même jeu que lui ».

« Nous sommes au milieu du gué », a expliqué pour sa part M. Michel Delebarre à son chef de gouvernement venu le soutenir. L'image est juste, mais le courant n'est pas très porteur, ou plus exactement celui qui pourrait aider le ministre-candidat à gagner la mairie se heurte à un autre courant qui le repousse vers la rive de l'échec. Et en se heurtant, ces deux mouvements contraires entraînent le Dunkerque politique dans un tourbillon où se voit la qualité du débat démocratique.

Avec 46,01 % des suffrages, Michel Delebarre a considérablement amélioré le score de la gauche qui, il y a six ans, n'avait que de peu dépassé les 31 %. Mais il reste en dessous des 50,20 % obtenus par les divers candidats de cette même gauche aux élections législatives du printemps dernier dans la ville. Certes, il obtient un meilleur résultat que celui que lui promettaient les sondages, mais il reste derrière le maire sortant, le sénateur CNI approuvé au RPR, M. Claude Prouvovoy. De quatre cent quatre-vingt-seize voix, c'est vrai, mais cela a suffi pour donner le frisson à ses colistiers et pour faire pousser un « ouf » de soulagement à l'équipe adverse.

Le discours du challenger avait fait très pour au maire sortant, d'autant que les plus lucides des compagnons du maire reconnaissent que la situation économique de la

ville et les erreurs qu'ils avaient commises (le Monde du 11 mars) les mettaient en situation de faiblesse. Aussi, à la mairie, on redoutait le premier tour, craignant que la victoire n'aille à la victoire et le sort se retrouverait en deuxième position. Il n'en a rien été. Le ministre de l'Équipement, ayant réussi, avant le premier tour, à faire cause commune avec les communistes, les écologistes et même des centristes en rupture avec le CDS et passés à l'Association des démocrates, n'a plus de réserves, hormis chez les abstentionnistes. M. Prouvovoy, lui, en dispose puisque la liste du Front national avec deux mille trois cent vingt-deux voix, a recueilli 6,57 % des suffrages. Certes il n'y a pas eu d'accord entre la droite parlementaire et la droite extrême, mais l'appartenance du maire sortant au CNI, passerelle traditionnelle entre l'une et l'autre, peut faciliter le captage des voix de cette dernière.

Aussi les amis de M. Delebarre sont persuadés qu'il y a eu des contacts. Déjà, avant le premier tour, ils avaient largement diffusé un tract reproduisant un article d'un journal libéral, Nord-Matin, affirmant qu'il y avait eu « des négociations en catimini » entre l'une et l'autre. Cette fois, ils assurent que M. Prouvovoy et le leader du Front national se sont rencontrés à l'aube du lundi 13 mars. Le maire dément et ses amis sont persuadés que leurs opposants font courir ce bruit « pour nous forcer à démentir et ainsi nous mettre en difficulté avec les électeurs de l'extrême droite ».

Polémique et ragots

Polémique et ragots ont ainsi libre cours. D'un côté on assure que le ministre étant retenu à Paris, s'il gagne, le vrai maire sera M. Jacques Bialski, questeur socialiste du Sénat et qui n'est guère apprécié en ville ; de plus, on le soupçonne de vouloir fusionner Dunkerque avec une commune riveraine où le PS est puissant, pour se bâtir une place forte. De l'autre, on assure que M. Prouvovoy, que les gens aiment bien, passerait la main à un de ses adjoints RPR moins populaire. D'un côté on diffuse un tract affirmant que M. Delebarre a dit ne pas vouloir vivre à Dunkerque, rappelant qu'elle travaillait à Lille où sa fille est au lycée. De l'autre, on laisse circuler des tracts détaillant la fortune du maire, et s'étonnant qu'un ancien intendait de lycée ait pu gagner autant d'argent.

Le travail vraiment politique n'est pourtant pas oublié. Le candidat socialiste, pour remonter son handicap, s'efforce de convaincre les abstentionnistes. Ils ne sont, c'est vrai, guère nombreux, puisque l'on a voté à près de 75 % à Dunkerque, mais il a bien dû constater que s'il avait fait le plein des voix possibles dans les quartiers « bourgeois » où il a su plaire, il n'a pas fait le plein dans certains bureaux de vote « populaires ». Le porte-à-porte, la visite des cages d'escaliers ont donc repris pour tenter de détacher cette « clientèle » du maire sortant. Les socialistes s'efforcent aussi de

convaincre leurs alliés communistes d'être un peu plus actifs dans la campagne.

Un changement de pied a ainsi été opéré par rapport à la stratégie d'avant le premier tour, où la priorité était donnée à l'ouverture vers le centre et les milieux patronaux. Elle a réussi, mais aujourd'hui, il faut convaincre les habitants des HLM que « le ministre des TUC » peut être aussi porteur de revendications des plus humbles. Le combat est presque revenu au classique gauche-droite, au risque de faire peur aux électeurs sensibles au discours d'ouverture et économiquement promoteur de M. Delebarre. Aussi les visites de personnalités ont repris à un rythme accéléré. M^{me} Georgina Duflo a passé l'après-midi de mercredi à visiter des maisons d'anciens.

Le gouvernement contre les réseaux

M. Bernard Kouchner consacrerait celle de jeudi aux malades et aux handicapés. M. Delelis, l'ancien ministre du commerce, a pris en charge les commerçants et artisans. Et même M. Haroun Tazieff, devenu un fidèle de M. Alain Carignon, à Grenoble, viendra samedi donner un coup de main aux écologistes qui soutiennent M. Delebarre.

En face on se réjouit de cette débâcle : « Tout le gouvernement

défile dans les rues. Cela ne peut que laisser les Dunkerquois horrifiés par cette pression de l'extérieur. Aussi, l'équipe sortante préfère donner la priorité à des réflexes purement locaux en jouant à fond de tous les réseaux qu'elle a su construire en vingt-cinq ans de présence à la mairie. Si elle a fait venir, mardi soir, M. Ambré Guillec, c'est pour montrer que les centristes officiels restent derrière M. Prouvovoy et parce que l'ancien secrétaire d'Etat à la mer pouvait rappeler ce qu'avait fait le gouvernement Chirac pour le port.

L'histoire ne se renouvellera pas. Cette nouvelle bataille de Dunkerque ne s'y terminera pas par l'écrasement d'un des belligérants, même s'il y aura, règle démocratique oblige, un vainqueur et un vaincu. Le sort des armes est encore incertain, chacun en est bien conscient, même si on paraît plus confiant à droite qu'à gauche. Tout le monde, en tout cas, partage l'analyse de M. Rocard : l'affrontement dans la cité de Jean Bart « a pris une valeur symbolique, une valeur nationale ». Les Dunkerquois n'en demandent peut-être pas tant.

THIERRY BRÉHER.

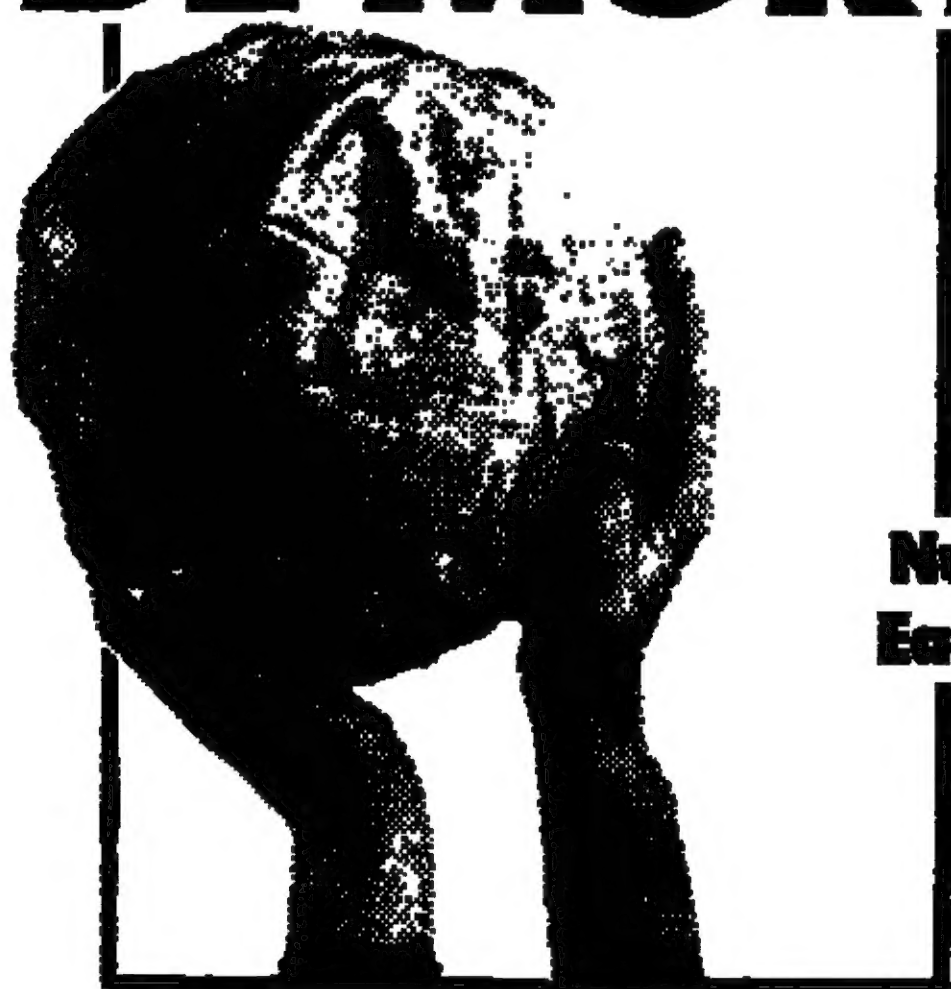
MUNICIPALES : LE VOTE ANTI PARTI

EVENEMENT

Enfin, le sursaut écologiste !

LA TERRE EN DANGER DE MORT

Climat Terre Océan Air Ozone CO₂ Nucléaire Eau douce Forêt etc...



LES GRANDS DEBATS PARLEMENTAIRES

PREFACE DE LAURENT FABIUS, 130 F

LA DOCUMENTATION FRANCAISE

Politique

des élections municipales

Trois arbitres à Avignon : les Verts, le PCF et le FN

AVIGNON
de notre envoyé spécial

Venu, mardi 14 mars, soutenir le candidat socialiste à la mairie, le premier ministre s'en est tenu, dans une petite salle et devant une assistance confidentielle, à des propos économiques d'ordre général (*Le Monde* du 16 mars). Avignon méritait mieux. La physionomie du second tour y est riche et complexe et fait de la cité des Papes une sorte de lieu d'expérimentation *in vivo* de la recomposition du paysage politique français.

Au terme du premier tour, le maire sortant, M. Jean-Pierre Roux (RPR), obtient 36,76 % des suffrages. Il devance d'un cheveu (198 voix) le candidat socialiste, M. Guy Ravier. Malgré l'échec de l'écart, c'est plutôt un bon résultat pour un maire très critiqué, et qui, finalement, n'abandonne pas le balottage dans une position très défavorable : arithmétiquement, M. Ravier a besoin de toutes les voix écologistes et de toutes les voix communistes (7,04 %) pour faire jeu égal avec les deux listes de droite — un dissident CDS, M. Mercury, a obtenu 2,73 % des voix — et la liste d'extrême-droite (10,36 %). Et la guerre féroce qui dévaste les rangs du PS avignonnais ne crée pas les meilleures conditions d'une dynamique de victoire.

Les Verts, le PCF et le FN sont donc les arbitres du second tour. Les deux premiers n'ont pas un score suffisant pour se maintenir. Le dernier, si. Les négociations s'engagent tous azimuts. A gauche, les discussions PS-PC tournent court. Comme avant le premier tour, le PC refuse l'ouverture pratiquée par la liste Ravier et laisse ses électeurs libres de leur choix. « C'est lui, dit M. Landau, qui a pris la responsabilité de ne pas faire le rassemblement à gauche. S'il n'est pas élu, c'est lui qui portera le chapeau. »

Avec les écologistes, tout est plus facile. En une heure et demie, la fusion des deux listes est accomplie. Les Verts obtiennent six candidats dont au moins quatre éligibles. S'ils n'avaient pas fait la fusion, ils n'auraient eu aucun élu. En cas de

victoire, ils pourraient former un groupe autonome au conseil municipal. M. Ravier leur demande une « solidarité de gestion » qui se traduise par le vote du budget. Pour le reste, les Verts pourraient saisir des occasions de « faire apparaître leur différence ». Ils devront aussi faire bon ménage avec un écologiste tendance Brice Lalonde, M. Robert Fidenti, présent sur la liste PS au premier tour, et avec lequel leur chef de file, M. Pélisson, a eu des échanges siges-doux, ce qui alimentera les sarcasmes de la droite.

A droite, M. Roux a publié mercredi un communiqué pour souhaiter le rassemblement autour de lui et expliquer que, pour son équipe, il n'y a « aucune raison de procéder à telle ou telle modification » dans la composition de sa liste. Le cabinet de M. Roux fait savoir que le maire n'ajoutera aucun commentaire à l'annonce de la presse nationale, qu'il refuse de recevoir. Il faut donc se passer de lui pour obtenir des informations qui apportent, sur les journées de lundi et de mardi, un éclairage substantiellement différent.

On apprend ainsi que les écologistes ont été contactés non seulement par le candidat socialiste, mais aussi par le maire, auquel ils ont finalement préféré M. Ravier. On apprend aussi que, notamment dans la journée et la soirée de mardi, d'intenses négociations ont été menées avec le FN pour tenter d'aboutir — en vain — à une fusion ou à un retrait de la liste d'extrême droite. Négociations d'autant plus intéressantes à suivre que M. Roux doit peut-être à l'hostilité du FN la perte de son siège de député en juin, pour avoir refusé tout rapprochement avec l'extrême droite. On évoque encore à Avignon la fameuse phrase prononcée alors : « Je préfère, avait dit M. Roux, un citoyen qui marche la tête haute à un député qui marche la tête basse. »

Puisque négociations il y a eu, pourquoi ont-elles échoué ? En l'absence de la version d'un des deux principaux intéressés, plusieurs explications circulent. M. Raoul Colombe, la tête de liste FN regrette un échec qui risque de faire passer

la gauche), avance que M. Roux a reçu des consignes de Paris : « Le mardi matin, explique-t-il, on était pratiquement d'accord et puis après, ça a craqué ». M. Colombe a aussi tenté d'obtenir de M. Roux qu'il retire purement et simplement sa liste. Mais pour M. Colombe, qui tenait à la présence du FN au conseil municipal, c'était tout simplement « impensable ».

D'autres, enfin, font valoir que la négociation d'Avignon ne pouvait être dissociée des discussions dans d'autres villes du Vaucluse, où que les tentatives de fusion sont le fait de M. Alain Dufaut, numéro deux de M. Roux, tandis que le maire, fidèle à ses principes et à ses déclarations antérieures, aurait seulement voulu négocier un retrait de la liste FN.

Quoi qu'il en soit, le maintien de cette liste est un coup dur pour M. Roux. M. Ravier, à l'inverse, se dit, évidemment, très « optimiste ». Il est vrai que, sur le papier, cette triangulaire prive M. Roux d'une bonne partie de ses chances de victoire. Pourtant, le résultat final dépend de la qualité des reports des uns sur les autres.

A gauche, certains électeurs communistes du premier tour choisiront de voter PS. Mais seront-ils 70 % comme l'espère M. Ravier ? En sens inverse, il n'est pas impossible qu'une partie des électeurs écologistes refusent d'entériner l'accord conclu par M. Pélisson. Mais bien malin qui pourrait chiffrer à l'avance ce pourcentage d'éventuels réfractaires. Dans les rangs mêmes du PS, les vives rivalités internes empêcheront peut-être M. Ravier de faire le plein des voix de sa famille politique.

A droite, une partie des électeurs du FN auront probablement un réflexe de « vote utile » pour M. Roux. M. Colombe lui-même reconnaît que son résultat de dimanche sera un « test » de la fidélité des électeurs du FN. Là encore, le pourcentage de ces transfuges est difficile à estimer. Enfin, nul ne sait où iront les 2,73 % de voix — qui peuvent compter dans un scrutin serré — qui se sont portées au premier tour sur M. Mercury.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

MEGEVE

CHOISIE POUR
LE LANCEMENT
D'UNE NOUVELLE
FORMULE VACANCES !

UNE REVOLUTION DANS LE MONDE
DES LOISIRS ET DE L'INVESTISSEMENT !

Par Jean DUPREZ

LES MEILLEURES CONDITIONS DE SEJOURS

Certains. Résidence
Séjour Hôtel, c'est :

■ Un lieu de séjour privilégié.

Nous ne pouvions pas mieux choisir que MEGEVE :

■ Un cadre et des conditions de vie confortables : Un très bon hôtel aux chambres conçues comme de véritables appartements, avec tous ses services :

■ Un système financier qui permet non seulement d'offrir un rapport qualité-prix inégalable mais aussi, pour la première fois, de rentabiliser ses vacances :

■ Une formule de vacances inédite :

« C'est vrai. Voici le principe :

Vous choisissez la durée et la période de votre séjour. Vous l'achetez pour 12 ans au prix d'aujourd'hui. Une sorte de « capital-vacances » qui vous offre 3 avantages :

■ Des prix fermes et définitifs, à l'abri de toute augmentation du coût de la vie ;

■ Un tarif préférentiel allant jus-



qu'à 25 % de réduction, selon la période choisie :
■ Au terme du contrat de 12 ans, à titre de client privilégié, nous vous reversons les intérêts de votre investissement, soit 50 % de ce « capital-vacances ».

UN CAPITAL - VACANCES QUI RAPORTE !

« Et si, une année, je ne peux pas en profiter, je ne perds rien ! »

■ Résidence Séjour Hôtel MEGEVE se charge de louer votre période à « plein tarif » et pour votre compte. Vous pourriez aussi, bien sûr, échanger un séjour avec d'autres sites, toujours parmi les plus prestigieux.

■ Un financement innovant. Un hôtel MEGEVE, un service irréprochable, le confort, la qualité, le charme, le prestige, tout cela est réuni dans le « capital-vacances ». Une formule unique, inédite, et très intéressante.

■ C'est la réalité. Je comprends que l'on puisse être sceptique. Alors regardez bien nos conditions, juridiques, et sachez que la formule Rési-

dence Séjour Hôtel est totalement garantie par un grand groupe financier européen.

Projet recueilli par Jean DUPREZ.

RÉSIDENCE SEJOUR HOTEL
ROND POINT DE ROCHEBRUNE
74130 MEGEVE
Tél. : 50.21.21.00/50.58.92.07.

Il me serait très agréable d'obtenir sans engagement, de plus amples renseignements sur la formule Résidence Séjour Hôtel.

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

Politique

La préparation du deuxième tour

Avertissement sans frais pour le PCF à Nanterre

Les communistes des Hauts-de-Seine n'en reviennent toujours pas : Nanterre n'est pas passé au premier tour, contrairement à Colombes, Gennevilliers ou Malakoff. Dans un tel fief où la gauche dispose d'un potentiel de voix qui tourne autour des 60 %, la mise en ballottage du maire sortant, le sénateur communiste M^{me} Jacqueline Fraysse-Cazalis, a fait l'effet d'un coup de sonnerie.

Le passage au premier tour a échappé de peu à la liste d'union de la gauche (49,40 %), mais il lui a bien échappé. Ici, comme dans d'autres villes de France, ce sont les écologistes qui ont créé la surprise en frisant les 11 % des voix, alors qu'ils n'en espéraient eux-mêmes, au mieux, que 6 à 7 %. Les habitants de Nanterre se sentent-ils soudainement menacés par le nucléaire ou par les trous dans la couche d'ozone ?

Même si le bureau de vote le plus proche du cabinet du docteur Demercastel, tête de liste des Verts, a enregistré, dimanche dernier, un score de plus de 20 % pour les écologistes, il n'est pas évident que les 2 555 électeurs qui ont voté pour les

Verts soient tous des convertis à la défense de l'environnement. Pour le chef de file des socialistes à Nanterre, le député M. Michel Sapin, la liste écologiste a été une « liste refuge » pour un électoraliste socialiste, évalué à 5 ou 6 % — qui aurait souhaité que le PS se présente sous ses couleurs plutôt que sous celle de l'union avec le PCF.

L'interminable feuilleton des négociations Mauroy-Marchais aurait lassé plus d'un électeur-spectateur socialiste et centre gauche. Le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale ne nie pas toutefois le fait que la liste Demercastel ait également reculé, dans une moindre proportion, des électeurs de gauche (des professeurs par exemple) soucieux de manifester leur refus d'une politique et tout simplement du « système ».

Du côté de la mairie l'analyse sur le contenu composite de l'électorat écologiste du premier tour est la même. En revanche, les motivations sont perçues tout autrement. Pour M^{me} Fraysse-Cazalis, les pertes se sont faites sur le flanc socialiste à cause d'une « déception », d'un

« mécontentement » vis-à-vis de la politique gouvernementale. Pas question pour elle d'incriminer l'alliance PCF-PS : « Nous avons fait un bon score », Socialistes et communistes, qui devraient arriver en tête du second tour (la liste RPR-UDF de M. Montillot a recueilli 37,21 %) (1), se retrouvent pour mobiliser à gauche sur le thème du vote utile et du barrage à la droite.

L'écologie n'est pas à marier

« L'écologie n'est pas à marier ! » : c'est ce que le docteur Demercastel répond quand on lui demande pourquoi il a décidé de se maintenir. « Nous ne voulons pas être récupérés », explique-t-il tout en sachant que les résultats du second tour risquent d'être décevants par rapport à ceux du premier. « Ni droite ni gauche ! », clame-t-il encore en dénonçant au passage la brusque conversion de ses adversaires aux thèses écologistes : « Le PS fait semblant de faire de l'écologie. Brice Lalonde nous dessert car beaucoup de gens l'assimilent aux Verts ».

A l'issue du premier tour, seul le candidat de la liste UDF-RPR, M. Montillot (app. UDF) a pris contact avec lui : « Il m'a proposé de me mettre en troisième position sur sa liste, mais j'ai refusé ».

Pour le deuxième tour, les écologistes de Nanterre s'appuient sur leur dynamique nationale pour tenter de contenir un éventuel reflux des voix. Mais ils font également de la pédagogie électorale pour expliquer qu'ils ne sont pas les fournisseurs de la droite en refusant de se désister, puisque au second tour, c'est la liste arrivée en tête qui rafle la majorité absolue des sièges au conseil municipal. On saura dimanche si, comme l'espèrent les candidats de la gauche, « les électeurs de Nanterre voteront leurs habitudes de vote » (M. Sapin), ou si les Verts conservent toute leur séduction.

PIERRE SERVENT.

(1) La liste div. d. menée par M. Paturey (UDF-CDS) a recueilli 2,86 % des suffrages.

A Noisy-le-Grand : la gauche à vau-l'eau

« Ils n'en ont rien à cirer, des petites gens », lance Max Salomon (PS) à propos de l'attitude des communistes pour le deuxième tour de l'élection municipale à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Le candidat socialiste, chargé de mission au cabinet de Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, est fort déçu. L'union de la gauche, scellée le lundi 13 mars avec le PC, a été défilée le mardi 14. Pour Max Salomon, qui pensait bien chasser la droite de la mairie et s'asseoir dans le fauteuil de maire de cette commune de 53 000 habitants, le rêve passe.

Et pourtant il avait bien fait les choses. D'abord, il s'est « réconcilié » avec son adversaire au sein même de la section socialiste de Noisy-le-Grand, Michel Pejon, qui est deuxième de liste. La lutte entre les deux hommes a été rocambolesque et cruelle. Ubuesque même, au point de mobiliser les instances nationales du parti (le Monde du 26 janvier). Mais, enfin, la victoire municipale étant à portée de la main, la hache de guerre a été enterrée. Ensuite, Max Salomon n'a fait qu'une promesse aux électeurs : s'il est élu maire, « il ne prendra aucune décision sans concertation préalable avec les usagers ».

La paix revenue à la maison, une promesse qui ne mange pas de pain, un excellent score de François Mitterrand au mois de mai 1988, l'élection dans ce secteur, quelques semaines plus tard, de Jacques Méhéeux (PS) à l'Assemblée nationale : le soutien se présentait bien. La mairie était-elle trop belle ?

Dimanche soir, la situation est la suivante : le total des voix de gauche atteint 43,54 % des exprimés contre 43,69 % pour la droite. Le Front national frôle les 13 %. Il y a plus de 38 % d'abstentionnistes.

Lundi, les représentants des listes socialiste et communiste se rencontrent. Deux heures suffisent pour trouver un accord. Le Parti socialiste, qui a gagné la primaire à gauche, aura vingt-deux candidats dignes, le Parti communiste, douze. Sur les treize maires-adjoints, quatre seront communistes (les « affaires scolaires » et « le sport », notamment, tombent dans l'escarcelle des représentants de la place du colonel Fabien).

« C'est un bon accord », affirment les communistes. On a d'autant plus vite trouvé un terrain d'entente que les hommes se connaissent bien. A la veille du premier tour, les champions des deux camps se sont, en effet, rencontrés à quatre reprises pour constituer une liste d'union. Sans résultat. Les communistes réclamaient la tête de cette liste, que leur refusaient les socialistes. Bref, au soir du 13 mars, on touche enfin au but.

« La volaille communiste »

Mardi, tout est remis en cause. Coups de téléphone orageux entre les deux permanences, rencontres agressives, escalades verbales. Dans la soirée, les communistes lancent à leurs « amis » : « Même si ça fait mal, nous irons jusqu'au bout ». La cassure. Pourquoi ? « Dès lors que le Front national annonçait son maintien, la triangulaire aurait tourné à notre avantage », affirme Max Salomon, qui ajoute : « Les communistes n'ont pas voulu de la victoire parce qu'ils ne veulent pas d'un socialiste pour diriger une grande ville de Seine-Saint-Denis, qu'il considère comme leur chasse gardée ».

Emmanuel Goutmann, qui a conduit la liste communiste au premier tour, est, bien sûr, uni-

taire pour deux et réplique : « Le PS doit savoir d'une façon très claire qu'il ne pourra pas continuer longtemps à plumer la volaille communiste ». Il précise : « Rien ne semblait s'opposer à une entente avec la liste dirigée par M. Salomon quand notre fédération nous a informé que le Parti socialiste multipliait les obstacles à la signature d'accords de même type dans les villes où le candidat du PC avait la responsabilité de conduire la liste d'union ».

Pour M. Goutmann, le PS « avait la volonté de faire échouer les camarades » à Clichy-sous-Bois, Villapinte, Aulnay-sous-Bois et Noisy-le-Sec. Et il conclut : « La discipline républicaine doit être réciproque. Un département n'est pas un saucisson que l'on découpe en rondelles. Une gauche qui gagne dans une ville et qui perd dans une autre... » « Nous aurions manqué de fermeté de caractère d'accepter n'importe quoi », conclut Emmanuel Goutmann.

Françoise Richard (RPR), maire sortant, regarde cette zézanie d'un œil amusé. Elle occupe le fauteuil de maire depuis le 13 mai 1984, après que l'élection de Marie-Thérèse Goutmann (PC), la femme d'Emmanuel, eut été invalidée par le tribunal administratif pour fraude. M^{me} Richard attend le résultat du second tour avec sérénité. Elle ne plus ne manque pas de caractère. Ses adversaires l'accusent d'autoritarisme dans la conduite des affaires municipales. Elle répond et se bat sur son bilan de cinq ans. Le Front national se maintient ? « C'est son affaire », réplique-t-elle. Elle espère retrouver sa mairie. L'espoir ne lui est pas en effet interdit face à une gauche qui a laissé l'union sur le bord de la route. « Ensemble », proclame Emmanuel Goutmann sur ses affiches...

JEAN PERRIN.

Orly : des personnalités communistes en faveur de M. Gaston Viens

« Le combat de Gaston Viens est exemplaire. Il concerne l'avenir même du PCF. Nous refusons d'accepter la transformation de notre parti en une machine politique conçue pour sa propre défense d'appareil ». La bataille d'Orly a repris de plus belle. Au nom de l'honneur des communistes, onze anciens dirigeants du PCF viennent d'apporter leur soutien, une nouvelle fois, au maire de cette ville du Val-de-Marne, récemment exclu du PCF et qui sera face à une liste « orbidoxe » au second tour des élections municipales (le Monde du 16 mars).

La direction actuelle du parti, expliquent les opposants à l'équipe de M. Georges Marchais, « a voulu mettre à profit les élections municipales pour procéder à une normalisation générale et remplacer des hommes et des femmes liés au peuple par des

exécutants dociles, fermement tenus par l'appareil ».

Outre les trois principaux animateurs du courant des reconstruiseurs communistes, MM. Félix Damette, Claude Poperen et Marcel Rigout, ce texte est signé par MM. Marcel Caillaud, ancien membre du comité central, Marcel Dufrieux, maire honoraire de Montreuil, Maxime Kalinsky, maire honoraire de Villeneuve-le-Roi, Lucien Lanterrier, maire honoraire de Gennevilliers, qui a été réal conseiller municipal le 12 mars sur la liste de gauche conduite par le maire communiste sortant, M. Jacques Brunhes, Louis Odrin, ancien député, Daniel Prunier, ancien adjoint au maire d'Ivry, Gilbert Schwartz, maire honoraire de Jussy (Meurthe-et-Moselle), et M^{me} Annie Le Cam, ancien conseiller général du Val-de-Marne.

DU 14 AU 20 MARS
7 JOURS
QUI COMPTENT

Crédit 8,9% sur 12 mois*.
Crédit 12 mois au TEG de 8,9% avec apport minimum de 20% sur toute la gamme VP neuve et occasions. Ex. : montant financé 10 000 F, 12 échéances de 874,05 F. Coût total du crédit : 10 488,60 F. Crédit au TEG de 11,9% sur 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois sur les véhicules neufs et 12,9%, 14,9%, 15,9% sur les véhicules d'occasion.

0 F sur 12 mois* sur toute la gamme VP neuve. L.O.A. sur 60 mois. Versement initial de 30% (dont 15% de 1^{er} loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 12 loyers à 0 F, 47 loyers à 2 409 F. Coût total en cas d'acquisition : 143 223 F du prix TTC du véhicule.

Location avec Option d'Achat*
• 326 F/mois la 1^{re} année Supercinq Five, 3 p. (46 600 F**)
• 433 F/mois la 1^{re} année Renault 19 TR, 3 p. (61 900 F**)
• 517 F/mois la 1^{re} année Renault 21 TL (73 900 F**)
• 685 F/mois la 1^{re} année Renault 25 TS (97 900 F**). L.O.A. sur 60 mois sur toute la gamme VP neuve. Versement initial 40% du prix TTC (dont 25% de 1^{er} loyer majoré et 15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale), 11 loyers de 0,7 F, 12 loyers de 1,15 F, et 36 loyers de 1,889 F. Coût total en cas d'acquisition : 129 504 F du prix TTC du véhicule.

Reprise Argus + 5 000 F de votre véhicule, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercinq, 19, 21 ou 21 Nevada. Conditions générales Argus. Diminution des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard. Offre réservée aux particuliers, concernant les VP neufs, non cumulable avec l'offre EQUIPEMENTS.

REPRISE ARGUS + 5000*

Crédit total* 6 à 36 mois sur tous les véhicules d'occasion. Ex. : montant financé 30 000 F sur 36 mois - 1^{re} mensualité de 1 322,31 F (dont 240 F de perceptions forfaitaires) et 35 mensualités de 1 082,31 F - TEG 17,85% - Coût total 39 203,16 F. Crédit total 6 à 48 mois sur tous les véhicules neufs et d'occasion Garantie OR ou OR Privilege de moins de 3 ans.

Reprise 5000 F TTC minimum de votre ancien véhicule quel que soit son état, si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une voiture d'occasion marquée d'un point jaune.

Economisez 90% sur le prix des équipements en option** dans la limite de 3 000 F pour une Supercinq, 4 000 F pour une Renault 19, 21 ou 21 Nevada, 5 000 F pour une Renault 25. Offre réservée aux particuliers concernant les VP neufs, non cumulable avec l'offre REPRISE ARGUS + 5 000 F.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par la DAC-SA au capital de F. 321 480 700 - 27-33 Quai Le Gallou - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221. ** Prix TTC au 01/02/89.

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT

552 من الأصل

Politique

des élections municipales

En Nouvelle-Calédonie

M. Ukeiwé regrette « l'ingratitude » des électeurs

NOUMÉA
de notre correspondant

Le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur, député RPR, a laissé à son collègue du Sénat, M. Dick Ukeiwé, battu dimanche par le maire sortant de Dumbéa, M. Bernard Marant, ex-chu commentant, lundi 13 mars, les résultats du scrutin en Nouvelle-Calédonie. M. Ukeiwé ne s'est pas étendu sur son propre insuccès : « Les électeurs ont pris leurs responsabilités, a-t-il affirmé, et ils ont tranché. La démocratie a parlé et je

me suis trop battu pour cette démocratie pour en contester ses effets même si, en l'occurrence, ils ne paraissent empreints d'ingratitude. Je voudrais simplement dire que dès l'annonce des résultats Jacques Chirac m'a appelé pour me dire combien il était affligé et pour m'assurer, ainsi que Jacques Lafleur, de son amitié et de son affection. »

Le sénateur RPR a préféré souligner que le bilan du premier tour confirme que « le RPCR reste le plus puissant parti du territoire » et apporte « la certitude que le RPCR défendra la majorité absolue, en juin, dans la province sud et au congrès du territoire ».

Analysant les résultats obtenus par le RPCR, et en particulier le désaveu infligé à M. Lafleur par les électeurs de Dumbéa, l'Agence kanak de presse (AKP, proche du FLNKS) écrit notamment, dans son bulletin de lundi : « Ebranlé lors du référendum du 6 novembre 1988, le parti de M. Lafleur a résisté mais se trouve fragilisé par une crise de confiance. Contrairement au discours officiel, ce n'est pas la politique des accords de Matignon qui est remise en cause. C'est l'absence de politique à long terme pour la droite calédonienne. L'affairisme canibale qui caractérise ses responsables est de plus en plus mal supporté. Les incessants changements de discours du député ne trompent plus son monde. Son appel aux sentiments exacerbe le développement excessif du culte de la personnalité qui rend aveugle son entourage et le coupe de ses électeurs. (...) Comme ils ressentent moins le chantage de l'appareil de l'Etat, les Calédoniens n'adhèrent plus à celui qui n'a pas su devenir le chef charismatique qu'il croyait pouvoir être. Il n'était en fait que le moindre mal, en l'absence d'un mieux qui n'émerge pas. (...) Depuis vingt-quatre heures le député se tait. Vraisemblablement, il réfléchit à l'opportunité de se retirer de la scène politique. Le gouvernement socialiste le pressera-t-il une fois de plus de rester en place ? »

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a jugé « sain », pour sa part, à propos de la multiplicité des listes indépendantistes, « que chacun ait fait le point par rapport à sa représentativité ». Il a estimé que son parti, l'Union calédonienne, recueillera aux prochaines élections provinciales environ 53 % des suffrages indépendantistes.

Le communiqué du conseil des ministres

Le président de la République a réuni le conseil des ministres au palais de l'Élysée le mercredi 15 mars 1989. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé le communiqué suivant :

● **ACCUEIL DE PERSONNES AGÉES OU HANDICAPÉES ADULTES**
(Voir nos éditions du 15 mars.)

● **LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA TERRE**

Le premier ministre a informé le conseil des ministres du déroulement du sommet de La Haye sur la protection de l'atmosphère.

C'est une initiative française qui a permis la réunion à La Haye de vingt-quatre pays, dont seize représentés par leur chef d'Etat ou de gouvernement.

Ces vingt-quatre Etats des cinq continents, industrialisés ou en voie de développement, ont adopté une déclaration solennelle appelant tous les Etats du monde à créer une autorité planétaire dotée des pouvoirs qui lui permettront de lutter contre les dangers qui menacent notre atmosphère.

● **GRANDS PROGRAMMES INTERNATIONAUX DE RECHERCHE**

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur les grands programmes internationaux de recherche auxquels la France est associée : en physique des particules, dans les programmes spatiaux, qui ne se conçoivent que dans

le cadre d'une coopération internationale en biologie et dans le domaine des sciences de l'univers.

● **LES RÉSULTATS D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES POUR 1988**

Le ministre délégué auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé du budget a présenté au conseil des ministres une communication sur les résultats d'exécution de la loi de finances pour 1988.

1. — Le déficit d'exécution du budget 1988 est conforme aux prévisions. Il s'élève à 114,8 milliards de francs.

Ce résultat est très proche de la loi de finances initiale (115 milliards de francs). Le déficit budgétaire ne représente plus que 2 % du PIB en 1988 contre 2,3 % en 1987.

2. — Les dépenses du budget ont été maîtrisées. Elles ont progressé à un rythme inférieur à celui des prix (+ 2,7 %) et comparable à celui de 1987 malgré la rebudgétisation de certaines dotations après l'interdiction des privatisations.

3. — Ces résultats ont été obtenus malgré une moindre progression des recettes. Il convient de souligner en effet que les plus-values fiscales réelles de 1988 ont dû être essentiellement consacrées à la forte augmentation des prélèvements au profit de l'Europe et des collectivités locales (+ 15,1 %) et aux remboursements et dégrèvements (+ 16,2 % contre + 4,6 % en 1987), ainsi qu'au financement de dépenses sous évaluées dans la loi de finances initiale (Dette et COFACE notamment).

IMMIGRATION : des ouvrages essentiels pour un débat primordial

■ **IMMIGRATIONS : le devoir d'insertion**
Rapport de la Commission présidée par Stéphane HESSEL
Commissariat Général du Plan
Synthèse, 88 p., 50 F
Analyses et annexes, 620 p., 150 F

■ **L'IMMIGRATION**
Revue française d'administration publique (n° 47) de l'Institut International d'Administration Publique. Avec des contributions de Michel Hannoun, Françoise Gaspard...
172 p., 70 F

■ **L'HOMME EST L'ESPERANCE DE L'HOMME**
Michel Hannoun
Coll. des Rapports officiels
220 p., 80 F

■ **ETRE FRANÇAIS AUJOURD'HUI ET DEMAIN**
Rapport de la Commission présidée par Marceau Long
Coll. des Rapports officiels
Les deux volumes, 1000 p., 95 F

■ **1986-1987. LE POINT SUR L'IMMIGRATION ET LA PRESENCE ÉTRANGÈRE EN FRANCE**
André Labon
Coll. Documents affaires sociales
92 p., 50 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

VENDREDI

17 MARS

20F

Dans tous les kiosques

AU SECOURS ! POLITIS REVIENT.

Politis n'est pas mort !
Seulement fauché...
Pour redresser notre situation financière, nous lançons une grande souscription nationale. Vous êtes partants ? Adressez vos chèques à l'ordre de la SENH, 76, rue Villiers de l'Isle-Adam, 75020 Paris. Merci. Bernard Langlois

PICARD

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

82, rue Bonaparte, PARIS VI^e
Métro : Saint-Sulpice

HISTOIRE - ARCHÉOLOGIE
ARCHITECTURE - BEAUX ARTS
RÉGIONALISME

Livres neufs - Livres anciens

Catalogue bimestriel

Envoi sur simple demande

EDITIONS STH

6, avenue Léon-Henry 75016 Paris. Tél. : 45.27.10.15

Des ouvrages qui font autorité
RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES
« La politique commerciale des grandes puissances face à la crise », de FRANÇOIS DAVID

Dans un livre volontairement didactique et illustré de nombreux tableaux, François David dresse un état des lieux pour permettre à chacun de mieux comprendre des enjeux rendus complexes par de nouveaux rapports de forces. Après une description du « champ de bataille », le chapitre consacré aux acteurs du conflit permet à l'auteur d'effectuer une plongée dans un monde méconnu, celui de la CEE. Directeur de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), il est bien placé pour en décrire les arcanes, les subtilités, les limites aussi. (Le Monde du 28 février 1989). 320 pages, 150 F.

L'auteur : Directeur de la DREE, professeur à l'I.E.P.

OUVERTURE DE LA SOUSCRIPTION NATIONALE

1789

FRAPPÉE PAR LA MONNAIE DE PARIS
(ADMINISTRATION DES MONNAIES ET MÉDAILLES) 1989



Limite mondiale
PLATINE : 5 000
Poids : 9g
OR : 25 000
Poids : 7,5g
ARGENT : 50 000
Poids : 7g
BRONZE : 100 000
Poids : 5,5g
Diamètre : 22 mm.



UNE PAGE DE NOTRE HISTOIRE GRAVÉE POUR L'ÉTERNITÉ

A l'occasion du Bicentenaire de la Révolution, La Monnaie de Paris frappe, à titre exceptionnel, une médaille officielle pour commémorer ce grand événement. Ces heures vibrantes de notre histoire sont ainsi immortalisées.

LE SOUVENIR OFFICIEL EN MÉTAL PRÉCIEUX

L'avers de la médaille officielle du Bicentenaire est illustré par une création spéciale de Jean-Michel Polon. C'est l'emblème officiel de la mission du Bicentenaire. Une œuvre d'art, mais aussi le symbole commémoratif du Bicentenaire.

Le revers reprend le thème de célèbre Serment du Jeu de Paume d'après l'œuvre de David. Une création contemporaine en parfaite harmonie avec l'œuvre de l'époque.

Quel que soit le métal choisi, cette médaille accessible à tous fera demain « référence ». Par son édition très limitée, elle sera recherchée par les collectionneurs les plus avertis.

Commandes Téléphoniques
(16) 32 39 10 62

LA MÉDAILLE OFFICIELLE DU BICENTENAIRE

UN ÉLÉMENT DU PATRIMOINE DE CHAQUE FOYER FRANÇAIS

En saisissant l'occasion unique qui vous est donnée d'acquiescer la médaille officielle du Bicentenaire, vous doterez votre collection d'une pièce « maîtresse » et vous contribuerez à l'enrichissement de votre patrimoine. Vos héritiers seront fiers d'en prendre plus tard possession. Chaque médaille officielle est accompagnée d'un certificat d'authenticité garantissant la limite mondiale et présentée sous pochette, ou écri pour l'or et le platine.

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

La diffusion de la médaille officielle du Bicentenaire est assurée en France par les Editions Jean-Marc Laleta, distributeur agréé de la Monnaie de Paris.

- Les souscriptions seront enregistrées selon leur ordre d'arrivée et dans la limite de l'émission ;

- Les prix seront garantis jusqu'à la livraison qui aura lieu sous 8 semaines maximum après paiement intégral ;

- Garantie de remboursement : si, à réception de votre médaille du Bicentenaire, vous n'êtes pas entièrement satisfait, vous serez alors intégralement remboursé en la retournant dans son emballage d'origine dans les 30 jours.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A retourner aux : Editions Jean-Marc LALETA
Distributeur agréé de la Monnaie de Paris - Tour Franklin - Codex 11 - 92081 Paris La Défense.

Je désire souscrire (sous réserve d'épuisement et conformément aux conditions de vente décrites ci-dessus) à la médaille officielle du Bicentenaire, frappée à tirage limité dans les ateliers de La Monnaie de Paris. Veuillez donc m'adresser, par colis postal assuré à vos frais et risques :

☐ exemplaire(s) en platine pur, au prix unitaire de 3300F (1 exemplaire par foyer maximum).
☐ exemplaire(s) en or 750/000, au prix unitaire de 1950F (5 exemplaires par foyer maximum).
☐ exemplaire(s) en argent 925/1000, au prix unitaire de 270F (10 exemplaires par foyer maximum).
☐ exemplaire(s) en bronze florentin au prix unitaire de 100F

Je régalai le montant de cette souscription dès réception de votre facture avant l'envoi du colis.
☐ en un seul versement
☐ en 4 mensualités égales (sans intérêts ni agios) si ma souscription est supérieure à 1000 F.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Date : _____ Signature : _____

N'ENVOYEZ PAS D'ARGENT MAINTENANT - VOUS RÉGLEREZ À RÉCEPTION DE VOTRE FACTURE.

Crédit Total

REPRISE 5000 MINIMUM

EQUIPEMENTS A PRIX FOU

NAULT

Société

Le commissaire Jobic devant le tribunal de Nanterre

Le juge Hayat et la PJ au paroxysme de l'affrontement

Un procès à deux doigts de l'implosion. Voilà où en est le procès de l'affaire Jobic après la journée du 15 mars. Durant plusieurs heures, un véritable duel a opposé la plus haute hiérarchie de la police judiciaire parisienne au juge d'instruction Jean-Michel Hayat, chacun mettant son honneur en jeu. Le procureur de la République de Nanterre est descendu lui-même dans l'arène pour lancer un appel au calme et l'audience a été suspendue à 23 h 15, elle ne reprendra que vendredi 17.

Si elle craque. Ou plutôt, elle court raconter son histoire à un commissaire « police » de Versailles qui lui rit au nez. Elle insiste, jure de dire la vérité. Finalement, sans qu'elle s'en aperçoive, ce dernier l'enregistre. Voilà donc une cassette terriblement accusatrice au moment où l'affaire du commissaire Jobic prend corps, ce dernier étant alors soupçonné par le juge d'instruction Jean-Michel Hayat de proxénétisme aggravé et de corruption passive de fonctionnaire. Une cassette mais sans procès-verbal. Une cassette en l'air, en somme, sans date, qui arrive bientôt dans les bureaux de la hiérarchie du quai des Orfèvres qui la conserve au cas où...

Une cassette sans P.V.

C'est trop ! Trop pour la magistrature et le premier substitut Daniel Renault, représentant du ministère public, parle d'une affaire « étant de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération d'un magistrat ». Précisément, M. Hayat, pour la seconde fois, va « entrer » dans le procès qu'il a instruit et déposé à son tour à la barre des témoins. Déposition peut-être inévitable mais qui va entraîner le tribunal sur une voie hautement périlleuse. Car au terme d'une très longue et méticuleuse intervention, le juge, jonglant avec les dates et les pièces de sa procédure, assène que la cassette contenant le témoignage scandaleux de Patricia Boschetto est le fruit d'un « montage » policier au plus haut niveau et s'interroge : « Tant qu'à faire, pourquoi n'en fait-on pas l'expertise ? Pourquoi ne vérifie-t-on pas s'il y a une coupure à la fin, au début ? Est-ce un original ? »

Un passage, Jean-Michel Hayat a des mots très durs pour le contrôleur général Olivier Foll, sous-directeur de la police judiciaire parisienne. Après avoir expliqué qu'il s'est rendu dans son bureau, le 27 août 1987, pour s'ouvrir « loyalement » à lui de ses interrogations sur la conduite du commissaire Yves Jobic, il raconte sa surprise quand, trois jours plus tard, il relève sur une « écoute téléphonique » entre Yves Jobic et Jean Monstafa, un indicateur, qu'il ait fait allusion à son rendez-vous qu'il des Orfèvres.

Le juge décroche : « Le commissaire Olivier Foll a trompé ma confiance. Il a informé Yves Jobic de ma démarche qui en a informé aussitôt un homme condamné pour proxénétisme ». Et il résume ses sentiments de l'époque : « Je suis complètement stupéfait et ne comprends plus du tout ce qui se passe ». Puis le juge raconte l'intervention à son cabinet de Me Guy Nicolas, avocat parisien qui se présente comme l'ami du commissaire Yves Jobic, et propose un « arrangement » : un non-lieu pour le policier en échange du retrait d'une plainte

en fornication. « Une démarche honnête », crache le juge. Harcelé par une campagne de presse, menacé de mort au téléphone et par courrier, Jean-Michel Hayat écrit alors au président de la République pour que le Conseil supérieur de la magistrature soit saisi.

Toujours droit dans son costume gris clair, cravate et pochette rouge vermillon, le juge n'a pas lâché son inséparable chemise en carton. Il a parlé avec un mélange de passion contenue (ce dossier l'habite depuis trois ans et hante à l'évidence ses nuits) et de calme froid. Mais le juge Hayat ne veut visiblement pas quitter la barre sans une chute digne de son exposé et conclut :

« Monsieur le président, alors que je discutais avec quelqu'un de cette affaire, un ami m'a fait remar-

quer : « C'est une histoire folle ». Non Monsieur le président, j'ai répondu : « C'est une histoire très, très folle ».

Accusation en tous genres, d'un témoin contre le juge d'instruction, du juge contre une hiérarchie policière attachée à sa perte... Le procès d'Yves Jobic, par la violence de ton et de fond qu'il a déchaînée le 15 mars, est assuré de laisser des traces empoisonnées dans les relations justice-police.

« C'est une histoire folle ». Non Monsieur le président, j'ai répondu : « C'est une histoire très, très folle ».

Le quai des Orfèvres sur la sellette

Le tribunal vient de sortir un procès Jobic pour rentrer dans celui, combien plus difficile et redoutable, du quai des Orfèvres. Le prétoire est sous le coup, incertain, groggy. M. Gilbert Collard, avocat de M. Jobic, se lève :

« Trop de personnes, ici, dans ce prétoire, sont mises en cause. Nous allons réfléchir. Mais après le calvaire que vous avez vécu M. Hayat - vous nous avez dit que vous étiez seul dans le désert - avez-vous sincèrement le sentiment que vous avez conduit l'instruction dans la sérénité nécessaire ? »

« Tout à fait. Même s'il y a eu une violence inouïe durant l'instruction. Je ne suis pas l'auteur de ces attaques, j'en suis la victime. » C'est alors que la défense décide de réagir, jonnant ce que fante de mieux on appellera va-tout. Ne voulant pas accepter la mise en cause du contrôleur général Olivier Foll qui depuis le début s'est porté garant de la moralité et de l'excellence policière du commissaire de Jobic, Me Jehanne Collard extirpe de son dossier une mince feuille de papier qui promet de tordre durablement le cou aux fameuses bonnes relations entre la police et la justice. « Cette feuille, annonce Me Collard,

d'un « mensonge ». Serment contre serment. Cette fois, la défense brandit une note qui fait état des mêmes accusations contre le juge, mais deux mois plus tôt. Cette fois, la défense agit une feuille indiquant que le juge tenait des propos identiques, non plus dans le secret de son cabinet mais dans les couloirs du palais de justice, non plus exclusivement contre Yves Jobic mais aussi contre Philippe Vénère.

Le président Alain Fouquie transmet le document aux parties civiles et au ministère public. La tension, palpable, étrange, étouffante, envahit le prétoire. Cette simple note, en forme de philippique, signale au contrôleur Foll que Jean-Michel Hayat accuse publiquement Yves Jobic et Philippe Vénère d'être des collecteurs de fonds du RPR en pleine campagne présidentielle. Et Philippe Vénère indique qu'il « occuperait une fonction plus importante » au sein du réseau dans l'esprit du juge Hayat dont il souligne la « sensibilité politique » (de gauche). Il est encore question de « félonie », de « comportement maléfique », de « comportement maléfique », de « comportement maléfique », de « comportement maléfique ».

A ce point, on se demande si le tribunal ne va pas perdre la raison. Car la défense du commissaire Jobic essaye tout simplement de prouver que Jean-Michel Hayat, deux mois avant d'avoir, selon elle, proposé à Yves Jobic de lui faire des révélations sur un réseau de financement d'un parti politique d'opposition,

avait déjà cette idée en tête. Or lundi, devant le tribunal, et sous serment, Jean-Michel Hayat a bien précisé que jamais il n'avait posé « la moindre question à orientation politique dans cette procédure ». Le tribunal se prépare donc à un choc frontal, non plus entre un commissaire, aussi brillant soit-il, et un juge d'instruction, mais à l'évidence entre un magistrat et le corps des commissaires.

Le président pose deux ou trois questions sur cette note qu'il tient entre les mains :

« Me Collard, ce document n'est pas signé ».

« Le commissaire Vénère est là ».

« C'est une lettre adressée à M. Foll ? ».

« Oui ».

Le contrôleur général est alors invité à venir à la barre. Le président, déjà sûr de la réponse : « Vous l'avez reçue ? » « Oui ». Reste une ultime vérification auprès de Philippe Vénère : « Vous maintenez les termes de ce document ? Vous en mesurez la portée ? »

« Absolument ».

« Où se trouve l'original ? ».

« A la direction de la police judiciaire, monsieur le président ».

Le point de non-retour ?

Brusquement, sans laisser à qui-conque le temps de réagir, le président Fouquie suspend l'audience où règne une ambiance de serre. Dans les couloirs, toutes les possibilités sont alors envisagées. Le tribunal va-t-il demander que M. Vénère soit poursuivi pour outrage à magistrat ? Va-t-il au contraire être contraint d'interrompre le cours du procès en raison du climat qui règne dans le prétoire et des accusations que chacun se jette à la figure depuis le premier jour (inculpés entre eux, policiers contre magistrat, magistrat contre policiers, gendarmes contre policiers et réciproquement, etc.)

Un rappel à l'ordre du ministère de l'Intérieur

« Venez nombreux soutenir notre action. Chacun de nous peut être un jour concerné. Rappelez-vous au palais de justice de Nanterre à 13 heures le 15 mars, mais aussi les 16 et 17 mars. Métro : Nanterre-Préfecture ». Diffusé ces derniers jours sur le répondeur téléphonique du Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale, cet appel à la mobilisation pour le procès dans lequel est inculpé M. Yves Jobic était accompagné de ce commentaire : « Au-delà de l'honneur d'un homme, c'est tout notre système judiciaire qui est menacé ».

Les avocats des différentes parties, y compris celui de Jean-Michel Hayat, attendent et compulsent leurs codes tant un point de non-retour semble avoir été atteint.

C'était sans compter avec les veretins d'une suspension d'audience. Car en une demi-heure, chacun eut aussi l'occasion de mesurer l'ampleur de la catastrophe et des dégâts à venir si l'on continuait de la sorte. A 20 h 20, le tribunal reprenait ses débats. Le premier substitut s'élevait d'une voix forte, martelante, contre « la volonté délibérée de contraindre à tout prix le juge d'instruction deux jours après sa déposition sur ce point très précis (l'hypothèse d'un réseau de financement d'un parti politique) quand aucune des dix mille copies du dossier n'y fait allusion ». Et aussitôt, le ton redescendit.

Le contrôleur Olivier Foll, d'un ton apaisant : « Faux témoins, mensonge, collecteur de fonds du RPR... J'en entends beaucoup aujourd'hui. J'essaie de garder mon bon sens. Vous avez devant vous un dossier de trafic de stupéfiants qui aurait mérité cinquante procès-verbaux, et un dossier de proxénétisme, qui en aurait mérité une dizaine. C'est une dérive dangereuse. Sommes-nous en présence d'une baudouche montée pour dresser deux institutions l'une contre l'autre ? Dans ces conditions, où allons-nous ? »

Le président : « Vous n'êtes pas là pour poser des questions. Excusez-moi mais je regrette qu'un haut fonctionnaire de la police soit traité de menteur. On en arrive à une situation très malheureuse. J'ai trop de respect pour la justice et je ne répondrai pas sur le même ton ».

Du coup, l'audience reprenait un cours quasi normal. Venu témoigner, le procureur de la République de Nanterre, M. Stéphane Boitiaux, appelait au calme et constatait : « J'ai rarement vu un climat aussi détestable dans le cadre d'un procès ».

Reprise des débats vendredi 17 mars au matin.

LAURENT GRELSAMER.

Pièces à conviction baladeuses

Un pistolet figurant parmi les pièces à conviction d'un dossier criminel concernant des membres du GAL (Groupe armé de libération) a été découvert mercredi 15 mars à Paris, boulevard du Palais, sous une pile de journaux en vente au kiosque de presse qui se trouve à quelques mètres de l'entrée du Palais de justice dans un escalier du Palais, on a trouvé, ouvert, un paquet qui contenait trois autres armes concernant le même dossier.

Ces présences assurément anormales n'ont pas encore pu être expliquées et le parquet général a ordonné une enquête qui a été confiée à la gendarmerie. Ce qui est sûr, c'est que les accusés contre lesquels ces armes sont considérées comme un élément à charge, doivent comparaître à partir du 20 mars devant la cour d'assises de Paris spécialement composée de magistrats professionnels. Ils avaient été à l'origine jugés par la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques, mais l'arrêt de condamnation, prononcé contre eux par cette juridiction en décembre 1987, avait été annulé pour vice de forme en septembre 1988 par la chambre criminelle de la Cour de cassation qui désigna la cour d'assises de Paris pour juger de nouveau les accusés.

C'est pourquoi le dossier, pièces à conviction comprises, devait être acheminé du greffe de la cour d'appel de Pau au parquet général de Paris. Le soin de ce transfert ne fut pas confié à la gendarmerie mais à une société de transport, la SER-NAM.

L'affaire Canson

M^{me} Joëlle Pesnel porte plainte pour escroquerie

Principale inculpée dans l'affaire de captation d'héritage au détriment de Suzanne de Canson, instruite à Toulon, M^{me} Joëlle Pesnel a porté plainte contre X..., mercredi 15 mars, pour escroquerie. Selon ses avocats, M^{me} Jacques Vergès, Louis Bernardi et Marc Rivolet, cette plainte vise les circonstances dans lesquelles M^{me} Pesnel a été amenée à céder au musée du Louvre en 1985, pour 5 millions de francs, un tableau de Murillo, le *Gemilhomme sevilan*. M^{me} Vergès estime que sa cliente fut « entretenue de manière frauduleuse dans des craintes chimériques quant à d'éventuelles poursuites », afin qu'elle renonce à la vente de ce tableau chez Christie's à Londres.

Cette plainte vise à relancer une affaire instruite sans précipitation depuis la mutation et la promotion à Lille, début janvier, du juge d'instruction, M. Jean-Pierre Bernardi, qui a été remplacé par M. Benjamin Rajbaud. Trois avocats, dont M. Paul Lombard, du barreau de Marseille, ainsi qu'un inspecteur général des musées de France, M. Pierre Rosenberg, sont également inculpés dans ce dossier.

« Avec cette plainte, nous voulons prendre le relais du juge Bernardi, dont l'idée était de démonter le trafic international d'œuvres d'art », a déclaré M^{me} Vergès.

DÉFINIR NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
sans visa

POLICE

Dialogues à Gif-sur-Yvette

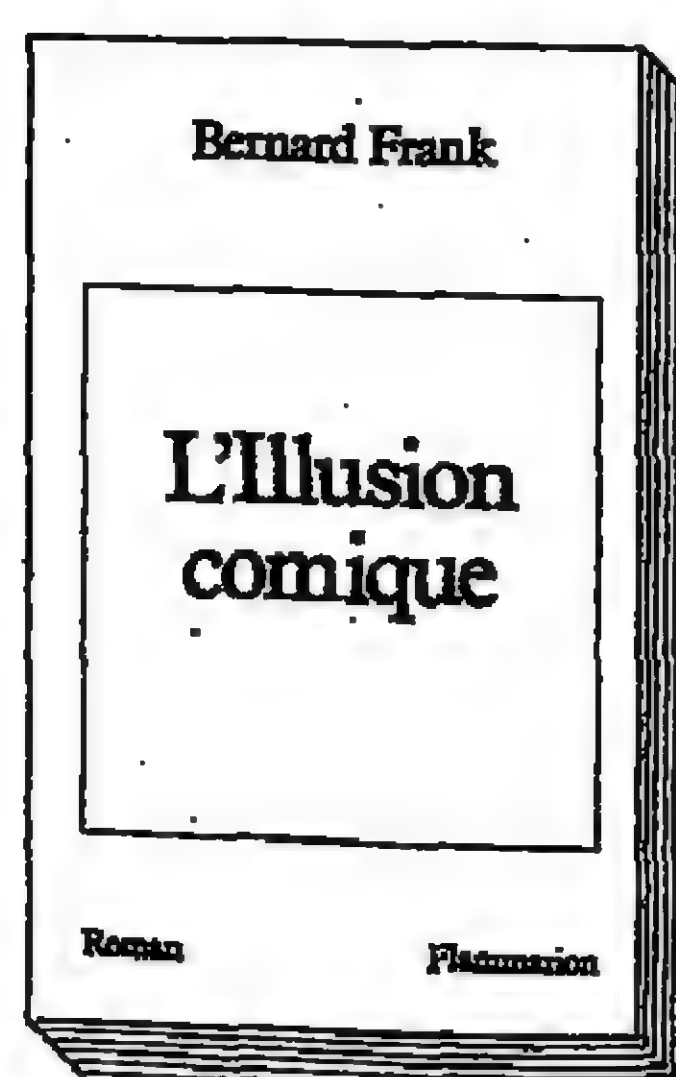
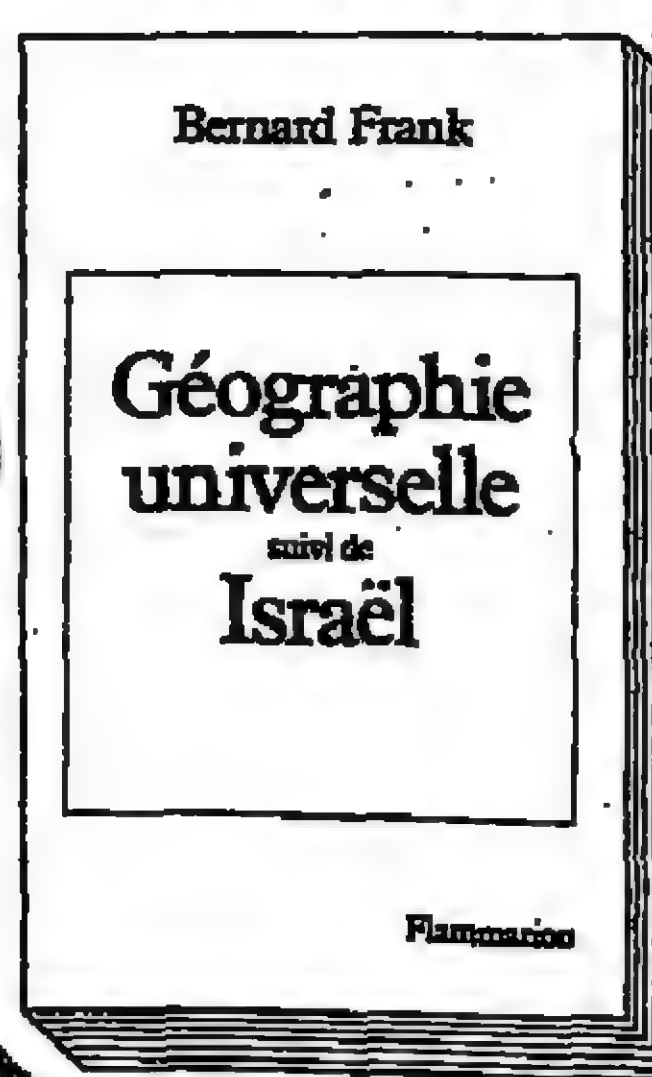
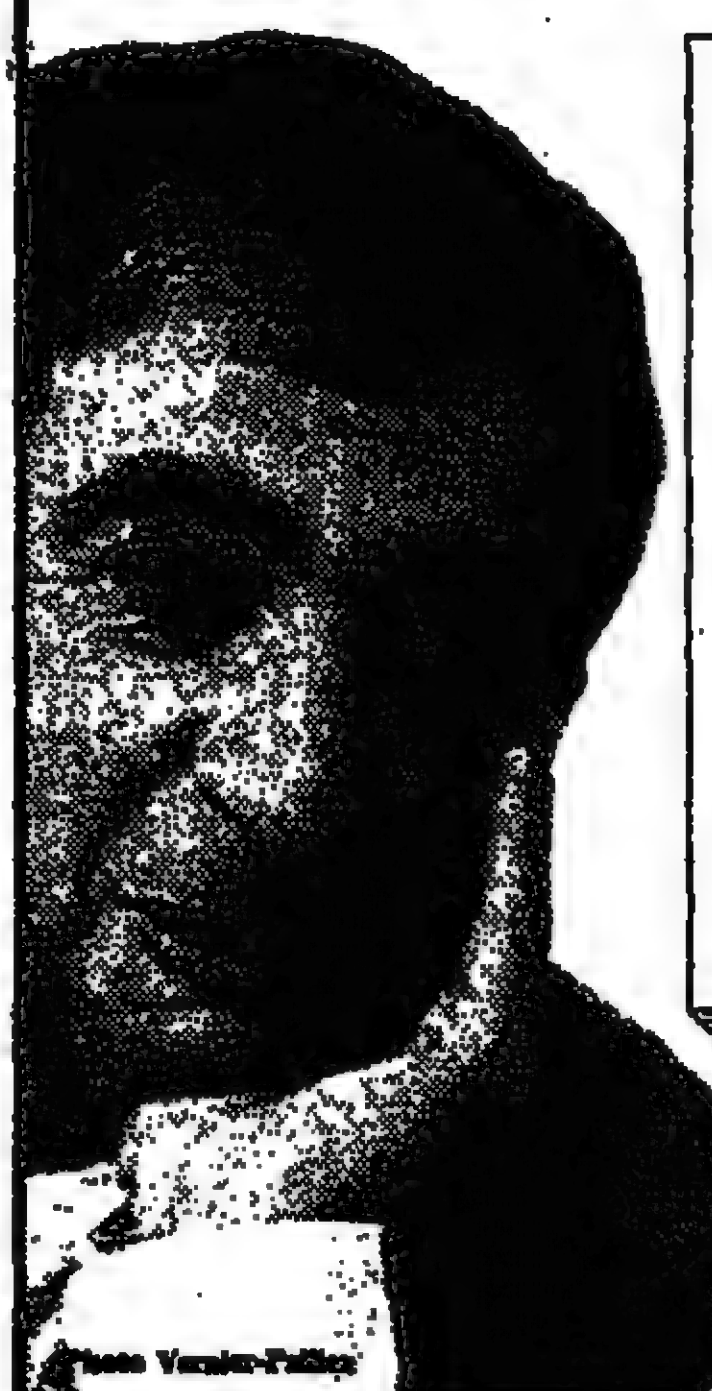
Le ministère de l'Intérieur a présenté à la presse, mercredi 15 mars, les initiatives du Centre national d'études et de formation (CNEF) de la police nationale (Généraliste, Intégrité, Éthique, Esprit), intitulées « Dialogues avec la police nationale ». Mettant en pratique la politique d'ouverture de l'institution policière prônée par M. Pierre Joxe, ce lieu de formation permanente des policiers, qui a accueilli plus de trois mille stagiaires en 1988, propose trois formules de rencontres avec la police nationale : une université d'été, les « mercredis de Gif » et les « rencontres de Gif ».

Regroupant des policiers et des partenaires extérieurs afin de confronter leurs connaissances réciproques, la prochaine université d'été aura lieu du 3 au 12 juillet sur le thème « Famille, famille ». Les « mercredis de Gif » s'adressent essentiellement aux collègues, lycéens et étudiants : les prochains auront pour thème, le 17 mai, « la toxicomanie : repérons-en » et, le 21 juin, « les sectes : attention danger ». Enfin, les « rencontres de Gif » rassemblent des partenaires sociaux confrontés aux mêmes problèmes que les policiers : les sectes (20 avril), les jeunes et la « faucha » (19 octobre), « l'accueil des étrangers dans les services publics » (6 décembre).

* CNEF, Plateau du Monton, 91190 Gif-sur-Yvette, tél. : (1) 69-41-51-18.

Bernard FRANK signera ses livres à la librairie Gallimard, 15 Boulevard Raspail, Paris 7, vendredi 17 mars à partir de 17 h.

Bernard Frank chez Flammarion.



Egalement disponibles : Les Rats - Solde - Un siècle débordé - La Panoplie littéraire.

Flammarion

هكذا من الأصل

DES LIVRES



« Il n'y avait plus de vivants à qui consacrer sa vie. J'ai décidé de vivre pour les morts ».

La grande traque de Simon Wiesenthal

Le célèbre chasseur de nazis raconte quelques-unes de ses enquêtes

A sa naissance, Simon Wiesenthal a reçu un cadeau divin. Dieu, qui avait pris soin de prélever dans la grande fabrique du ciel une pile énergétique miracle, se débrouilla pour la greffer discrètement dans le cœur du petit Simon... Cela fait maintenant quatre fois vingt ans que cette opération, aussi mystérieuse que secrète, a eu lieu et Simon Wiesenthal ne s'en est manifesté que par la moustache comme on la portait avant-guerre est plus actif qu'Antoine Pinay, plus trépidant que Denise Grey et aussi pressé de parler qu'un enfant interdit de parole à table...

Sur son front, il porte une grande étiquette indéchirable : chasseur de criminels nazis. Mais ce qui frappe d'abord chez lui, c'est le globe-trotter impénitent, le grand-père survitaminé qu'aucune journée n'épuise, la star internationale charmée de décorations, le docteur *honoris causa* d'une pellette d'université, l'ami de Reagan et de Bush, de Kohl et de quelques autres. Il arrive de Londres, repart sur Vienne — son port d'attache — mais prévoit aussitôt un crochet par New-York et n'oublie pas le bref séjour prévu en Israël.

Ce « juste » est un battant. Il a appris l'opiniâtreté tout petit dans sa région natale, la Galicie, située à ces temps-là sur la frontière orientale de l'empire austro-hongrois. Alors qu'il n'est qu'un enfant malicieux et volubile, choyé dans une famille juive traditionnelle, sa bonne ville de Bucar n'a-t-elle pas été arrachée, déchirée, disputée par des conquérants multiples et sanguinaires, toujours « libérateurs », évidemment ? Tour à tour, les

« Vivre pour les morts »

En 1939, c'est un homme heureux et pacifique. En 1945, lorsqu'il accueille le premier char américain au camp de concentration de Mathausen, il n'est plus qu'un paquet de haine et d'os fragiles. Il a bourlingué de camp de la mort en camp de la mort et finalement sauvé sa peau. Mais il se considère en sursoi. Que faire ? « Il n'y avait plus de vivants à qui consacrer sa vie. J'ai décidé de vivre pour les morts ».

Ainsi Wiesenthal devient-il un chasseur de criminels nazis. Un emploi à plein temps, qui range et obsède. Jusqu'en 1948, avec l'aide des Américains, il traque les Allemands et les Autrichiens complices, débusque les fonctionnaires de la mort derrière leurs nouveaux masques, gratte le vernis de leurs fausses identités. Sa mémoire prodigieuse se sert : la première liste qu'il dresse en mai 1945, à l'intention du commandant américain Siebel, comporte 91 noms alors qu'il n'est toujours qu'une ombre égarée, sans nouvelles des siens.

Les armes de son combat s'appellent l'audace, l'entêtement, le contact avec des indicateurs avides d'argent ou de vengeance, voire d'une conduite. Ce sont aussi les monceaux de documents saisis dans les administrations allemandes. Mais en 1948, la guerre froide pointe son nez avec obstination. Les Américains expédient leurs archives à Washington et arrêtent les frais.

« Vous vivez sur la Lune », disent-ils à Wiesenthal. *Nous sommes en train de perdre l'après-guerre. La priorité n'est plus d'arrêter les criminels nazis et de mettre des généraux en prison. La priorité consiste à recréer une armée allemande.* Il persiste mais se voit contraint de fermer son bureau en 1954. Le silence derrière le rideau de fer et le désintérêt des Américains ôtent toute efficacité à son travail.

LAURENT GRELSAMER.
(Lire la suite page 20.)

La belle sorcière de Jean-Noël Schifano

L'impitoyable vengeance d'une femme contre les hommes.

UNE femme de quarante ans, vétérinaire à Paris, un peu lasse des toutous et matous névrosés de la capitale, échange pour quelques mois son cabinet contre celui d'une consœur heureuse de fuir son village alsacien, les fermes, les vaches et les cochons. Déroutant, n'est-ce pas, pour un roman de Schifano, le plus napolitain des écrivains français. Aurait-il donc délaissé la ville ardente (1) et sa démesure pour les brumes de l'est de la France, abandonné les couleurs, le sang, le sexe, le soleil, bref, la littérature de l'excess qu'il affectionnait, pour un joli récit à la française, tiré au cordeau et à quatre épingles ?

Certainement pas. Et comme on imagine mal Schifano assagi dès son second roman, où l'on voit immédiatement qu'il a gagné en rigueur et en maîtrise, on guette l'étrange et le sulfureux. Il apparaît dès qu'est nommée son héroïne, le Dr Fausta Vanzi. Le « Dr Fausta » n'est pas du genre à conclure des accords, même troubles, avec qui que ce soit, pas même avec le diable comme son homonyme masculin. C'est avec elle-même qu'elle scelle l'étrange pacte de revoir des hommes qui l'ont séduite et de se venger d'eux. A moins que Fausta ne soit le diable soi-même. Avec les femmes, on ne sait jamais... Si elles ne sont pas mères, elles sont, au moins, sorcières. C'est ce que susurre le village, dans le dos de « l'étrangère ».

Fausta, il est presque superflu de le dire, est superbe. Belle comme une apparition. Comme une pécheresse. Comme les plus magnifiques Marie-Madeleine de toutes les crucifixions de l'histoire de la peinture — le repentir en moins... Grande, les seins bien galbés, la cambrure des reins parfaite, de longs cheveux roux et des yeux verts « volvoce » — de la couleur de cette algue qui vit, en colonie, dans les eaux douces. Une « belle renarde », dit l'un de ses amants. Le mot « renard » est justement la clé de cette histoire, qu'il ne faut pas donner, car il faut suivre Fausta aveuglément, comme le veut Schifano, au rythme d'une tension, d'une folie, dont on sait d'emblée qu'elle sera meurtrière, dans l'archaïsme d'une féminité violente, sexuelle, sanguinaire.

Depuis l'adolescence, Fausta a séduit trop d'hommes, à commencer, à son corps défendant, par son propre père. Elle en a repoussé ou ignoré beaucoup. On prétend même que l'un d'eux a fini à la Trappe pour tenter d'oublier. Elle en a accepté d'autres, et sans doute en a-t-elle aimé. Mais Fausta à la chevelure de feu, à l'œil assassin et à la parole sans détour n'est pas de celles que les hommes épousent. Trop fatiguant sans doute ! A la « renarde » les nuits de folies, les gémissements d'amour, la jouissance effrénée, la débauche même ; à « bobonne » les jolis enfants, les soirées pantoufles, le petit déjeuner prêt à l'heure, les chemises bien à leur place dans l'armoire... « Moi baisée, eux casés », constate Fausta. « En amour, je vomis le compromis. J'ai fini par vomir les hommes. »

Le mot est dit : *Les Rendez-vous de Fausta* est le roman d'une vengeance minutieuse, non seulement contre les hommes, mais contre la vie même. Fausta, méticuleusement, accomplit ce que les légendes ont colporté sur les femmes, et sur les ruses en particulier : sorcière, diablesse, elle porte le feu, le sang, la folie, la mort. Elle transmet ce que les femmes ont gardé au fond d'elles-mêmes, mais qui leur a permis de traverser des siècles d'humiliations : leur rage.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ LES RENDEZ-VOUS DE FAUSTA, de Jean-Noël Schifano, Gallimard, 280 p., 85 F.
— Les chroniques napolitaines de Jean-Noël Schifano sont reprises en poche (folio n° 2008).

(1) Voir le premier roman de Jean-Noël Schifano *La Danse des ardents*, Gallimard 1986.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Pascal Pia ou la tentation du néant, de Roger Grenier

La tendre indifférence du monde

A pitié est mal vue. Le mot évoque des bondiauseries. Pour s'y risquer, il faut avoir gardé le don d'admirer, qui n'est pas affaire d'humilité, comme on croirait, mais d'orgueil bien compris. Roger Grenier a préservé ce don en évitant les projecteurs où se rue la gent écrivante. En cela, il rejoint l'homme qu'en ami il s'est juré de célébrer aujourd'hui, à la façon que Pia aurait, seule, admise, c'est-à-dire sans le sortir de l'ombre où tous deux se sont tenus.

Qui connaît Pascal Pia ? La rage biographique qui nous a saisis depuis dix ans n'a pas réussi à le débusquer, sinon, en passant, sur la route des glorieux, Malraux, Camus. Il est de ceux qui hantent les index de « noms cités » sans jamais accéder au statut de sujet à part entière.

Il n'est pas seul de son espèce. Il y aurait une collection à créer, à l'approche des bilans de l'an 2000. On y recenserait les obscurs qui ont marqué le siècle sans laisser d'œuvre, qui se sont contentés d'inspirer les auteurs à renom, éternels seconds rôles, souffleurs de la coulisse. On y mettrait pêle-mêle Lucien Herr, Groethuysen, Parain, Doyon, Sachs, Bove et Viattola suivraient. Pia y aurait une place d'honneur, comme ayant le moins subi ce sort répété mineur, comme l'ayant revendiqué, même, jusqu'à l'obsession.

QU'EST-CE qui fait qu'un homme doué et grisé de littérature choisit le mutisme ? Grenier se garde de fouiller dans les raisons d'un renoncement qui n'a rien à voir avec l'impuissance ou la sécheresse. Les enfances très pauvres ont parfois cet effet de susciter, envers la société qui règle la circulation et la reconnaissance des talents, beaucoup plus que de la méfiance : de l'irréconciliable.

Pia laisse, d'official, un Baudelaire et un Apollinaire dans la Bibliothèque idéale de Gallimard (1952, 1954), des milliers d'articles à *Combat* et à *Carrefour* : pas de quoi nourrir une thèse. Et pourtant, quel connaisseur exceptionnel des chefs-d'œuvre passés ! Quel conseiller judicieux, celui à qui Camus dédia son *Sisyphée*, et Grenier son *Rôle d'accusé* ! Quel créateur, aussi, pourvu que ce fût à l'abri de pseudonymes, de mystifications, de pastiches. On naît hors-la-loi, c'est une seconde nature.

Orphelin de père, Pia, contrairement à son futur ami Camus, s'entend mal avec sa mère. Dès 1916, à treize ans, il fait le groom, chante dans les cours, tient une baraque de loterie sur le « Sébasto ». On le croise chez Adrienne Monnier, avec Malraux chez Doyon, mais aux mondanités plus ou moins tapageuses de l'après-première guerre il préfère le secret des bibliothèques, avec une dévotion pour les œuvres maudites. En 1920, il visite l'« enfer » de la BN, dont il dresse la catalogue. Il jure le *Kama-sutra*. Ses idoles sont Rimbaud, Baudelaire, Jarry et Apollinaire, du nom de qui il signera plusieurs érotiques.

AU fait, on ne s'est pas assez interrogé sur le lien qui semble exister entre le goût ardent des livres, la bibliophilie, la lexicographie, le fétichisme des mots eux-mêmes, et une certaine érotomanie. La relation est nette chez Bataille, Léautaud, et plusieurs vivants à qui il appartient de se reconnaître. Par érotomanie, il faut moins entendre une agitation des sens — elle semblait modérée, chez Pia — qu'une assimilation des deux activités — sexe et lecture — en ce qu'elles peuvent être pareillement réprochées, a-sociales, transgressives.

Les fréquentations de Pia vérifient son mépris de l'historicisme. Il voit Malraux, il signe en sa faveur après les histoires d'Indochine, il plaide à Paulhan, qui lui confie des notes dans la NRF, mais sa faveur va aux éditeurs clandestins, aux fouineurs impénitents, aux victimes de la censure, les Du Perron, Carrington, Genon-Beaumont et autres aventuriers du second rayon, avec qui il n'a de cesse de monter des canulars, de tourner la loi, et de braver une respectabilité que la littérature se devrait, selon lui, de déifier, au lieu de lui emprunter ses critères bourgeois.

C'est Pia qui commande à Aragon le *Con d'Irène*, et qui pousse Bataille à écrire *Histoire de l'œil*. L'érudit, en lui, excite le franc-tireur, et justifie la faussaire. Il tire fierté d'abuser les experts patentés en faisant entrer dans le premier Baudelaire de « La Pléiade » un apocryphe de son cru. On lui doit au moins deux faux Louys. Il propose à Gide de contresigner la préface d'un Rimbaud dont il se chargerait. Il vante le charme vrai que peut offrir un faux bien venu. Seul compte le plaisir pris. La personne de l'auteur, il s'en bat l'œil.

(Lire la suite page 19.)

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Les musulmans dans la société française

sous la direction de Rémy Leveau et Gilles Kepel
Collection « Références » 208 p., 56 F

Les immigrés et la politique. Cent cinquante ans d'évolution

Catherine Wintol de Wenden
Prix Joël Saugéaux
400 p., 190 F

Le Front national à découvert

sous la direction de Nonna Mayer et Pascal Perrineau
368 p., 200 F

Mots/Les langages du politique

Racisme et antiracisme - Frontières et recouvrements
sous la direction de Simone Bonafous et Pierre-André Taguieff
mars 1989 128 p., 70 F

27, rue Saint-Guilhem

Paris 7^e. Tél. : 45.49.50.21

Nanterre le l'affrontement

Le premier...
Le second...
Le troisième...
Le quatrième...
Le cinquième...
Le sixième...
Le septième...
Le huitième...
Le neuvième...
Le dixième...
Le onzième...
Le douzième...
Le treizième...
Le quatorzième...
Le quinzième...
Le seizième...
Le dix-septième...
Le dix-huitième...
Le dix-neufième...
Le vingtième...
Le vingt-et-unième...
Le vingt-deuxième...
Le vingt-troisième...
Le vingt-quatrième...
Le vingt-cinquième...
Le vingt-sixième...
Le vingt-septième...
Le vingt-huitième...
Le vingt-neufième...
Le trentième...
Le trente-et-unième...
Le trente-deuxième...
Le trente-troisième...
Le trente-quatrième...
Le trente-cinquième...
Le trente-sixième...
Le trente-septième...
Le trente-huitième...
Le trente-neufième...
Le quarantième...
Le quarante-et-unième...
Le quarante-deuxième...
Le quarante-troisième...
Le quarante-quatrième...
Le quarante-cinquième...
Le quarante-sixième...
Le quarante-septième...
Le quarante-huitième...
Le quarante-neufième...
Le cinquantième...
Le cinquante-et-unième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixantième...
Le soixante-et-unième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septantième...
Le septante-et-unième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingtième...
Le quatre-vingt-et-unième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinquante-dixième...
Le cinquante-et-dixième...
Le cinquante-deuxième...
Le cinquante-troisième...
Le cinquante-quatrième...
Le cinquante-cinquième...
Le cinquante-sixième...
Le cinquante-septième...
Le cinquante-huitième...
Le cinquante-neufième...
Le soixante-dixième...
Le soixante-et-dixième...
Le soixante-deuxième...
Le soixante-troisième...
Le soixante-quatrième...
Le soixante-cinquième...
Le soixante-sixième...
Le soixante-septième...
Le soixante-huitième...
Le soixante-neufième...
Le septante-dixième...
Le septante-et-dixième...
Le septante-deuxième...
Le septante-troisième...
Le septante-quatrième...
Le septante-cinquième...
Le septante-sixième...
Le septante-septième...
Le septante-huitième...
Le septante-neufième...
Le quatre-vingt-dixième...
Le quatre-vingt-et-dixième...
Le quatre-vingt-deuxième...
Le quatre-vingt-troisième...
Le quatre-vingt-quatrième...
Le quatre-vingt-cinquième...
Le quatre-vingt-sixième...
Le quatre-vingt-septième...
Le quatre-vingt-huitième...
Le quatre-vingt-neufième...
Le cinqu

● PSYCHOLOGIE EN MIETTES

Cesare Musatti, le vétéran de la psychanalyse

Né en 1897 à Venise, Cesare Musatti est l'une des figures les plus originales de la psychanalyse italienne. De formation scientifique, ce mathématicien découvrit Freud en 1913 dans la revue *Scientia* : « Je venais tout juste de m'éveiller mentalement », confie-t-il dans les souvenirs et fragments d'auto-analyse réunis sous le titre *Musatti au miroir*.

Face à la psychanalyse, Musatti garda toujours une distance ironique : s'il mit son humour communicatif et sa clarté mathématique au service de l'orthodoxie freudienne, ce fut avec une légèreté qui rappelle l'attitude d'un René Hald en France. Avec la même simplicité, il fut l'ordonnateur des *Œuvres complètes* de Freud chez l'éditeur Boringhieri (entreprise qui fut achevée en 1980).

Au terme de sa vie, il s'offre le plaisir d'errer dans les méandres de sa *Psychopathologie de la vie quotidienne* et de pointer les effets de sa névrose sur celle de ses patients : seul un psychanalyste perturbé peut entendre quelque chose aux symptômes, telle est son intime conviction.

Le retour d'Octave Mannoni

Octave Mannoni, comme Cesare Musatti, est un de ces esprits malicieux qui posent des questions apparemment naïves sur le degré zéro de l'interprétation (ne serait-ce pas le mot de Sancho à Don Quichotte : « Écoutez bien ce que vous dites ? »), sur le rire provoqué par le châtouillement, sur l'hospitalisation psychiatrique (est-on sûr quand on interne un « fou » que ce soit le « bon » ?), sur le divin de Procruste, sur le langage schizophrénique ou le « vœu de mort » chez les mères.

Si les essais d'Octave Mannoni procurent toujours un tel plaisir, c'est qu'ils abordent les sujets les plus interdits, et parfois les plus graves, sans jamais s'appesantir, ni prétendre prouver quoi que ce soit... « Une autre fois, nous irons plus loin ou ailleurs, peu importe », semble nous dire Octave Mannoni.

Et nous sommes prêts à le suivre, tant il excelle à distiller de la fantaisie dans nos angoisses et de l'humour dans une théorie trop souvent bâtonnée. Un regret seulement : qu'il n'ait pas actualisé son étude sur les mouvements antipsychiatriques ; elle date de 1973. On aurait été curieux de connaître la suite du feuilleton commenté par Octave Mannoni.

Freud, Proust, Lacan

PROFESSEUR à l'université de Londres, auteur d'ouvrages consacrés à Mallarmé et à Michaux, Malcolm Bowie mérite-t-il de susciter le plus vif intérêt avec son premier livre traduit (excellamment) en français par Jean-Michel Rabaté : *Freud, Proust et Lacan*.

Dans son introduction, Malcolm Bowie s'inquiète : comment sauver le discours des sciences humaines de la redondance ou du bavardage ? Eh bien, tout simplement en suivant son exemple, c'est-à-dire en alliant une culture d'une richesse exceptionnelle à une ironie cinglante et à un goût marqué pour les controverses.

Les questions qu'il pose, notamment quand un discours scientifique entre dans une zone de turbulence entre désirs et faits, nous mènent tout droit à la connaissance comme passion, comme passion illicite. Car, ainsi que le relevait Musil, le désir du savoir est du même ordre que l'érotisme ou la mégalomanie : il produit un caractère déséquilibré. Et pour citer Lacan, Malcolm Bowie cite Kierkegaard : « Il n'a aucune stabilité dans son existence, mais il se hâte dans une disparition perpétuelle... »

Enfin, les analyses de Malcolm Bowie sur le désir, ce nouveau principe cosmologique de notre époque laïque, raviront tous ceux qui sont un peu fêchés qu'on ait condensé en ce petit mot tout simple un tourbillon de réalités qui s'appelaient autrefois appétit, avidité, concupiscence, cupidité, inclination, nostalgie, envie, attente, ambition...

ROLAND JACCARD.

- ★ MUSATTI AU MIROIR, de Cesare Musatti, traduit de l'italien par Anne Gaglianelli, Buchet-Chastel, 151 pages, 100 F.
- ★ UN SI VIF ÉTONNEMENT, d'Octave Mannoni, Seuil, 252 pages, 110 F.
- ★ FREUD, PROUST ET LACAN, de Malcolm Bowie, traduit de l'anglais par Jean-Michel Rabaté, Denoël, 282 pages, 149 F.

QUAND VERCORS, WIESEL, PIERRE-BLOCH, LEVINAS, TOURAINE, FERRY, SULLEROT, TOULAT, GROSSER, MEMMI, HANNOUN, TAGUIEFF, FRYDMAN

ET 23 PERSONNALITÉS S'INTERROGENT SUR LES DROITS DE L'HOMME...

1989. LES DROITS DE L'HOMME EN QUESTION



384 p., 115 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE, PARIS 7^e, 36-15 DOCTEL

A LA VITRINE DU LIBRAIRE



PHOTOGRAPHIE

Les Mères noires du Portugal

« Elles sont les Mères, ces femmes que Goethe situait hors du temps et de l'espace, antérieures au Ciel et à l'Enfer, bien vieilles, bien terreuses, les yeux perdus et vides, ou vifs comme des braises attisées. Solitaires ou innombrables, les voici devant toi, graves, silencieuses, presque solennelles dans leur immobilité ; elles ne savent plus qu'elles furent la première rose de l'homme et sa première lumière. » Ces Femmes en noir d'Alentejo (province au sud du Portugal) dont parle avec une si belle éloquence le poète Eugénio de Andrade, Claude Sibertin-Blanc, refusant l'anecdote les a photographiées avec respect et pudeur.

Ridées derrière le vêtement noir, ces visages, ces corps, traduisent davantage une suspension du temps que sa fuite ou sa fin dans la vieillesse. Comme figées dans un présent éternel, ces femmes du Portugal, enracinées dans la terre qui les a vues naître, sont bien plus que les images d'un folklore national. C'est ce plus, « hors du temps et de l'espace », qui permet à Eugénio de Andrade de les nommer des « Mères ».

Afin cependant, de ne pas perdre de vue la nature de cet environnement, on pourra lire les pages éclairantes de João Fátala qui concluent le livre. L'auteur y analyse l'usage, la tradition et la signification du costume noir des femmes portugaises.

P. Ke.

★ FEMMES EN NOIR, présentation d'Eugénio de Andrade, photographies de Claude Sibertin-Blanc, avec un texte de João Fátala. Ed. de la Différence, 52 p., 135 F.

ORTHOGRAPHE

L'un et l'autre

s'écrit (ou s'écrivent)

L'orthographe française ne sera pas réformée ; Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, l'a dit. Chariot et mourir conserveront un seul « r », charrie et nourrir deux. Dieu seul sait pourquoi, mais il faut s'y faire. Il est désespérant, en revanche, de se casser la tête à chercher si l'on doit écrire *aéro-club* ou *aéroclub*, *linéolun* ou *linéolum*, au juger ou au jugé. L'un et l'autre s'écrit (ou s'écrivent), et cela ajoute aux difficultés déconcertantes de la langue française.

Pour remédier à l'ambiguïté que provoquent ces bizarreries, le Conseil international de la langue



140 pages, 66 illust., 27,5x24,5.

L'AGE BAROQUE

G.C. Argan

Un livre d'art au prix d'un roman. 128 FF. le vol.

SKIRA

Un livre d'art

● EN POCHÉ

« Tenir en échec les puissances environnantes du monde hostile », écrivait Henri Michaux dans la préface d'*Epreuves, exorcismes*. Entre 1940 et 1944, elles avaient, ces « puissances », un nom et un visage. Insérées par le poète en sous-titre de son livre, ces dates suffisaient à les identifier. Les nommer davantage aurait fait basculer la poésie dans la « circonstance ». Parmi les nombreux témoignages sur ces temps de détresse, celui de Michaux est sans doute le plus beau, le plus terriblement nécessaire. Le Mal, ici désigné, n'est rien que lui-même, et non le repère secret de quelque bien qui s'y dissimulerait : « Les idées, comme des boucs, étaient dressées les unes contre les autres. La haine prenait une allure sainte. La violence faisait rire et l'enfant fut poussé à mordre. Le monde était tout drapé... Des peuples, les uns gagnaient, les autres perdaient, mais tous restaient ennemis dans une misère qui faisait le tour de la Terre. » (Poésie, Gallimard.)

« Ce sont les échos plus lointains de la première guerre mondiale que l'on peut entendre dans le beau roman de Marcel Brion, *La Folie Céladon*, écrit en 1930 et réédité en Livre de poche (n° 8 571).

« Dans la collection Tel, chez Gallimard, est repris l'essai de Jamal Edine Barchaï sur le *Podique arabe*. Cette réédition est augmentée d'une préface inédite (n° 142).

« Les Français et les siècles, de Claude Hagège, publié en 1987 chez Odile Jacob, reparait dans sa série en Points Seuil (n° OJ 3).

« Parue la même année, l'enquête de Dominique Nora sur les Possédés de Wall Street, est rééditée en Folio-Actuel (n° 17).

« Avec les Grands Philosophes, Karl Jaspers donnait sa vision de l'histoire de la philosophie, de « ceux qui donnent la mesure de l'humain » (Socrate, Bouddha, Confucius et Jésus) à « ceux qui fondent la philosophie et ne cessent de l'engendrer » (Platon, Saint-Augustin et Kant). Ce célèbre ouvrage, dont la traduction de l'allemand avait été dirigée par Jeanne Hersch, est repris en trois volumes en Presses-Pocket dans la collection Agora (n° 33, 34, 35).

« Un Que sais-je ? d'Alain de Libera, la Philosophie médiévale, vient de paraître (N° 1 044).

d'Algérie, et *la Barque*, évocation d'un charme libanais aujourd'hui évanoui dans l'horreur.

Le Buis-guerrier et le Buis — homme de plume — se dédoublent dans *Un amour à la Légère*. Le cavalier — la Légère, c'est l'avant-garde de l'armée de Napoléon — a gardé son cheval et son grade. Le romancier est devenu romancier : une sorte de George Sand en plus affolant. Et il s'aime. A la dure et à la légère. La brève liaison entre « une femme chef de chasse du troupeau » et un couple fidèle aux voltes imprévisibles, comme le dit la dame, n'a à vrai dire qu'un intérêt mineur. Buis entraîne son lecteur dans un cliquetis de gourmettes, la sabretache au côté, sabre au clair dans l'existence pétaradante des hussards de la grande époque, sauveur d'un lit à une bataille, il reconstruit avec amour, un souci extrême du détail et ces images accumulées qu'il affectionne, la campagne de 1809.

Bien entendu, le héros meurt à Wagram. C'est le sort des hussards

qui vivent à la pointe de leur sabre et de leurs amours. La romancière survit. Sans trop de peine : elle écrit.

J.P.
★ UN AMOUR A LA LÉGÈRE, de Georges Buis, Seuil, 238 p., 95 F.

SOUVENIRS

Anarchiste de cœur et de raison

Dans le premier volume de ses *Souvenirs d'un anarchiste* (1), Maurice Joyeux nous narrait avec entrain les révoltes, les coups de poing et de tête, et les insouciances qui lui valurent de passer près de dix années en prison.

Dans le deuxième volume, *Sous les plis du drapeau noir*, nous le retrouvons en 1945, à sa libération de la prison de Montluc. Plus que jamais anarchiste de cœur et de raison, ce diable de petit homme, alors âgé de trente-cinq ans, redécouvre Paris et trouve un emploi d'ajusteur dans un atelier de l'île de Jatte.

Naturellement, c'est lors d'une manifestation du 1^{er} mai qu'il rencontrera sa future compagne, Suzy Chever. Maurice Joyeux excelle dans l'art du portrait. Il a des phrases gourmandes autant qu'assurées, et il lui suffit de quelques lignes pour évoquer un ami disparu : « Je n'ai jamais tant ressenti qu'en sa présence ce qu'avait dû être l'esprit de François Villon », dit-il du poète Armand Robin.

Maurice Joyeux relate en détail les conflits internes qui secouèrent la Fédération anarchiste dans les années 50 et 60. Ces pages, pour intéressantes qu'elles soient, étouffent quelque peu le reste des mémoires, et l'on regrette que l'auteur, par trop pudique, n'ait pas consacré davantage de place à sa vie personnelle. Néanmoins, ici ou là, apparaissent les silhouettes de Georges Brassens, d'Albert Camus, de Benjamin Péret, d'André Breton, de Léo Ferré et de Roger Grenier, etc.

« L'anarchie est inaliénable. Ce qui change, ce n'est pas l'anarchie, mais le climat social et les moyens de la mettre en pratique », estime Maurice Joyeux, qui vécut fidèlement les journées ensoleillées de mai 68. Toutefois, son bonheur ne le rendit pas aveugle, et il ne fut pas dupe de ceux qui se parèrent du drapeau noir, plus par esthétisme que par sentiment.

Avec sa « mine de voyou de barrière », Maurice Joyeux a traversé le siècle en croyant aux lendemains de l'homme. Aujourd'hui, à soixante-dix ans, il demeure plus que jamais disponible.

P. Dra.

(1) Éditions du Monde libertaire (« Le Monde des livres » du 8 août 1986).

★ SOUS LES PLS DU DRAPEAU NOIR, *Souvenirs d'un anarchiste*, tome 2, de Maurice Joyeux. Éditions du Monde libertaire, 145, rue Assolot, 75011 Paris, 300 p., 120 F.

هكذا من الأصل

LA VIE LITTÉRAIRE

Le premier Salon européen de la BD de Grenoble

Une touche de différence avec Angoulême

DUPOND et Dupont ont leurs émules au sein des organisateurs de salons de bandes dessinées. Un mois et demi après la clôture du seizième Salon international de la bande dessinée d'Angoulême (le Monde du 27 janvier), c'est au tour du premier Salon de la BD de Grenoble d'essayer le feu des bulles, du 16 au 19 mars. Conçu par un ancien d'Angoulême entré en dissidence, Pierre Pascal, ce nouveau Salon bénéficie d'un budget de 7 millions de francs - Angoulême disposait cette année de 8,8 millions - souscrit pour l'essentiel par la ville d'Alain Carignon, la région, le conseil général, le ministère de la culture et la CRE.

Pourquoi deux salons à Angoulême ces dernières années, comme Dupuis, Albin Michel, voire le grenoblois Jacques Génat, qui profitera de l'ouverture de ce nouveau Salon pour célébrer ses dix ans, ont sans doute accéléré la conclusion du scénario en affichant leur soutien, Pierre Pascal joue le pari du professionnalisme et de l'Europe. Une cinquantaine d'éditeurs - français, belges, ouest-allemands, italiens, espagnols, scandinaves et même grecs - seront présents, tandis qu'auront lieu les traditionnelles rencontres-débats avec des libraires et des bibliothécaires.

Mais Grenoble fera aussi la part belle à la création, notamment en consacrant une exposition à la « jeune bande dessinée euro-

péenne » ou à « l'univers de Harvey Kurtzman », le créateur de Little Annie Fanny, en réservant une place de choix aux « fanzines » et à l'infographie.

Pourtant, l'originalité du Salon grenoblois de la BD réside surtout dans la création, à ses côtés et aux mêmes dates, du premier Salon européen de la presse pour la jeunesse. Une trentaine de magazines - essentiellement français ou belges - auront droit de cité et pourront attester du nouveau dynamisme de ce secteur souvent laissé pour compte, du Journal de Mickey à Okapi en passant par Blateau ou Toupie.

Concurrençant mais non rival d'Angoulême - « la guerre est finie » assure Pierre Pascal, - il reste maintenant au Salon de la BD de Grenoble à trouver son identité. La plupart des éditeurs de BD s'y rendront, tout en adoptant un regard d'observateur. Il y aura sans doute fort à faire pour dépasser sa notoriété le Salon d'Angoulême, devenu une véritable institution et capable, sous l'aiguillon de son cadet, de redonner du tonus à ses expositions, comme ce fut le cas cette année avec les expositions consacrées à Hergé ou à Franquin. Le Salon européen de la presse pour la jeunesse constitue cependant un atout pour Grenoble : une légère touche de différence qui devrait départager Dupont et Dupond.

YVES-MARIE LABÉ

Comment ils écrivent certains de leurs romans noirs

Guide d'écriture aux recettes aussi humbles qu'efficaces, *Polar : mode d'emploi* regroupe les conseils, avis et analyses des maîtres du roman noir américain. Avec beaucoup de déconfection, ils disent leur difficulté d'écrire et exposent leurs méthodes. Qu'ils s'appellent Rex Stout, John Dickson Carr, Stanley Ellin, Hillary Waugh, Joe Gore, William P. McGivern, ils donnent, selon Lawrence Sanders, préfet et directeur de l'édition américaine, « la sagesse concentrée et l'expérience de plusieurs centaines de membres des Mystery Writers of America » (1).

Polar : mode d'emploi, compilation des publications américaines de 1956 et 1976, présente tous les critères de qualité (érudition et édition) qui caractérisent la production d'Encre - l'ouvrage est complété

par une partie hexagonale dans laquelle François Guét, directeur littéraire (Rivages-Noir, entre autres), dit tout le bien qu'il pense des auteurs français. L'écrivain Jean Mazurin livre dans le détail toutes les ficelles et combines à destination de l'apprenti romancier à la recherche d'un éditeur. Anne et Pierre Lencoln exposent le point de vue d'agents littéraires.

A. Ad.

* *POLAR : MODE D'EMPLOI*, manuel d'écriture cinématographique sélectionné et traduit de l'américain par Stéphane Bourgois, éditions Encre, 160 p., 150 F. Disponible dans les FNAC et dans les librairies spécialisées ou chez l'éditeur BP 0119, 90801 Amiens Cedex.

(1) Syndicat des auteurs professionnels américains.

Un extrait de « Polar : mode d'emploi »

« Janice était timide »

Dans l'article « Comment je crée un personnage » publié dans *Polar : mode d'emploi*, John Dann Macdonald écrit en conclusion : « La définition des personnages était autrefois, dans le roman policier, l'équivalent de la charité sur les frises. C'est, présent, j'ai bien peur que cela soit devenu les frises elles-mêmes, tandis que les complications, l'intrigue sont devenues la charité, le superflu. Et cela requiert - fort justement, selon moi - la plus grande part du travail, tout en apportant les plus grandes satisfactions. C'est, après tout, l'art d'écrire sur les gens plutôt que sur les choses. »

Avant de parvenir à cette sentence, l'auteur de la *Tête sur le billot* examine les problèmes de construction d'un récit et, en particulier, les modes de narration. Nous publions l'extrait qu'il consacre à l'utilisation de la troisième personne dans un récit.

« Le traitement de la narration à la troisième personne est le plus simple. Il est applicable, bien sûr, aux personnages secondaires d'un roman policier à la première personne et à tous les personnages dans le traitement à la troisième personne. Ici, la règle du « montre-leur » prend tout son sens : La musique douce et agréable fut soudain interrompue par la voix dédaigneuse d'un annonceur. Elle esquissa une moue à mon intention et se leva, le visage grave, pour aller couper la radio. La pièce fut plongée dans le silence. Elle me tournait le dos et tira une ultime bouffée de sa cigarette. En se retournant lentement, elle voulut l'écraser dans un cendrier de verre près du

poste. Mais elle manqua son coup et, sentant ce qu'elle avait fait, pivota d'un mouvement brusque, le premier que je lui ai vu effectuer ainsi. Elle sifflota doucement entre ses dents, essaya les centres qui tombèrent sur le sol, et lécha son doigt pour froter rudement la surface polie brûlée ; continuant ce geste futile bien plus qu'il n'était nécessaire. Quand elle se retourna pour me faire à nouveau face, je vis que notre duel à fleurets mouchoir était terminé.

« L'extrait ci-dessus est plus satisfaisant à mes yeux - et je l'espère pour le lecteur aussi - que ceci : Je savais que ce calme et ces lents mouvements calculés étaient bideux. Je voyais très bien qu'elle était nerveuse, mais essayait de le cacher. Je savais que si j'attendais suffisamment, elle perdrait son calme. Ce serait peut-être une petite chose ; un petit défaut de la cuirasse. Et lorsqu'elle écrasa son mégot sur le dessus de la table, en restant complètement le cendrier, je sus que je l'avais bouleversée, et me rendis tout de suite compte qu'elle allait parler.

« Les deux passages donnent au lecteur la même information. Mais, dans le premier, il me semble que l'on ressent plus l'émotion de cette femme et le conflit qui l'agite. Il y a une plus grande empreinte du personnage sur la charpente de l'intrigue.

« Cela rejoint l'exemple classique : Janice se redressa et mit le talon d'oreiller sur sa tête. Puis, tout de suite, Janice était une jeune fille très timide. »

Les vingt et un ans de la Foire du livre de Bruxelles

Entre Francfort et Paris

POUR une Foire du livre installée depuis vingt ans au centre politique de l'Europe, affirmer sa vocation européenne n'est pas un luxe, ni un caprice, encore moins une originalité : c'est tout juste une nécessité.

A cette nécessité, M. François Dubrulle et M^{me} Danielle Vincenot, les nouveaux responsables de cette déjà ancienne manifestation, n'ont pas l'intention de se dérober. Ils comptent même, dans les prochaines éditions de la foire, donner davantage de relief à cette vocation communautaire, en la « déclinant chaque année d'une manière différente ». En tentant aussi de faire de Bruxelles, autour du livre, un pôle d'attraction et d'animation culturelles. En souhaitant enfin une « participation plus active » des exposants.

Inaugurée vendredi 10 mars par M. Valéry Giscard d'Estaing et ouverte au public jusqu'au 17 mars, la Foire du livre de Bruxelles accueille cette année quelque deux mille cinq cents éditeurs venus d'une trentaine de pays et douze écrivains européens (dont l'Italienne Elisabetta Rasy, l'Espagnol Manuel Vazquez Montalban, le Danois Henrik Stangstrup, le Portugais Almeida Faria, l'Allemand Werner Herzog...). Enregistrant habituellement un nombre d'entrées qui dépasse largement les 400 000, cette man-

ifestation peut légitimement prétendre, sur ce plan, concurrencer le Salon de Paris. Sur cinq niveaux du centre Rogier (un de plus que l'an passé), le public est le même que celui de Paris, du moins depuis le transfert du Salon au Parc des expositions).

Le propos des organisateurs est également d'intéresser davantage les professionnels du livre et de les amener, sur la route qui va de Francfort à Paris (avec un petit crochet récent par Genève), à concevoir l'étape de Bruxelles comme indispensable. Pour ce faire, de nombreux débats et tables rondes ont été prévus. La rencontre, lundi 13 mars, autour du livre européen a permis, même si les deux commissaires européens prévus ont fait faux bond, sinon de résoudre tous les problèmes, du moins de les poser ; en particulier celui d'une meilleure harmonisation des taux de TVA sur le livre (qui varie, selon les pays, de 0 à 22 %).

Une seule ombre, ou plutôt tache, au tableau, celle de la présence parmi les stands d'un éditeur qui propage en Belgique la « pensée » et les « travaux » des négateurs de l'existence des écrivains à gaz ou ceux des disciples d'Abel Bonnard. Un malaise, pour ne pas dire plus, terminait une fête par ailleurs réussie.

PATRICK KÉCHICHIAN

EN BREF

● A l'occasion de la parution aux éditions de La Différence de *Deux poèmes de Hölderlin*, traduits par François Fédier, François Fédier et Dominique Fourcade liront un choix de poèmes lundi 20 mars, à 20 h 30. Association Contrepoints, 198, boulevard de Charonne, 75020 Paris. Tél. 46-24-16-34.

● Une table ronde autour de MARTIN LOWRY, professeur à l'université de Warwick, et de son livre *Le Monde d'Aldous Huxley* : imprimeurs, intellectuels et hommes d'affaires dans la Venise de la Renaissance (éditions Promodis - Cercle de la Librairie) a lieu vendredi 17 mars, à 18 heures, à l'hôtel de Gallitot, 50, rue de Varenne, 75007 Paris.

● La Compagnie Moïse de la Tarande présente jusqu'au 15 avril une série de manifestations autour de l'œuvre de GEORGES PEREC. Outre une exposition des ateliers d'écriture et des lectures-débats à la Bibliothèque municipale, un spectacle adapté (par Agnès Sajaloli) de la *Vie, mode d'emploi* sera donné au Théâtre du Printemps (62, rue Buffon) du 4 au 8 avril. Par ailleurs, le Centre astral réédite en tirage limité un entretien de Gabriel Simony avec Percec, réalisé en 1981 et publié dans un numéro spécial de la revue *Jungle* paru en février 1983. Préface de Patrice Delbourg (40 p., 48 F).

● Le prix Mamezmann Tally est allé à JEAN-MICHEL TRUONG pour *Reproduction interdite* (Olivier Orban).

● Le prix de poésie Jean Mallier d'expression française a été attribué à AMINA SAÏD pour son manuscrit *Feu d'oiseaux* qui sera publié dans la revue *Sud*. Le prix « étranger », a été décerné au poète portugais EUGENIO DE ANDRADE pour son livre *Blanc sur blanc*, traduit par Michel Chandeigne et édité par La Différence.

● Le Prix d'étude Alfred de Vigny a été décerné à CHRISTIAN DE BARTILLAT, pour son *Histoire de la noblesse française, 1789-1989*. Tome premier. Les aristocrates de la Révolution au Second Empire (Albin Michel).

● Le VIII^e PRIX FERNANDO RIELO de poésie mystique a été remis à New-York au poète grec Takis Varvitsiotis pour son œuvre « la Pêche miraculeuse ».

● L'ASSOCIATION GLM propose pour 1989 un prix pour une œuvre typographique poétique, illustrée ou non, publiée depuis moins de deux ans ou réalisée à cette occasion. Le montant du prix sera de 20 000 F pour une œuvre non illustrée, et de 30 000 F pour une œuvre illustrée. Les dossiers sont disponibles au siège de l'Association Guy Lévis Mano, 6, rue Huyghe, 75014 Paris. Tél. : (1) 43-22-45-49.

Du corps

à la lumière

« Le corps et l'image de l'autre » : tel était le thème des Rencontres d'art et de littérature qui se sont réunies du 20 au 26 février à Marrakech à l'initiative de la faculté des lettres de l'université Cadi-Ayyad, du Centre de création de recherche et des cultures (CREARC) de Grenoble et de l'Institut du monde arabe.

Charles Juliet, Tahar Ben Jelloun, Jacques Sadet, Abdelwahed Meddeb notamment, ont animé ces journées d'échanges et de dialogues. Spectacles, colloques, expositions, lectures... ont alterné à la bibliothèque municipale, au Centre culturel français et dans le grand amphithéâtre de la faculté Cadi-Ayyad. Afin de ne pas laisser l'esprit de cette manifestation sans lendemain, les animateurs du CREARC, Fernand Garnier et Nicole de Portcharra, ont prévu d'organiser, en octobre 1990 à Grenoble, des rencontres qui auront pour thème : « La lumière ».

IMPRESSION LASER

EN LIBRE SERVICE !
Tirez vos documents Macintosh, PC ou portable sur notre imprimante à laser. Location Mac et formation à l'usage. **LASERMARK**
48 bd Richard Lenoir, 75011 Paris
Tél : 48 08 84 01
Lun - Ven 9.00-18.30 Sam 14.00-18.00

AUSTRALIE NOIRE

Verne et Agassiz ont découvert au 18^e siècle les Aborigènes inventeurs de 300 langues et de l'espace (l'empire du Rêve). Une grande exposition sur le thème de l'australité.
Au menu :
- la revue *Australisme*, 192 pages, 89 F.
- la librairie *autrement*

GILBERT SIMONDON

DU MODE D'EXISTENCE DES OBJETS TECHNIQUES

Nouvelle édition augmentée d'un classique de la pensée française technique.

L'INDIVIDUATION PSYCHIQUE ET COLLECTIVE

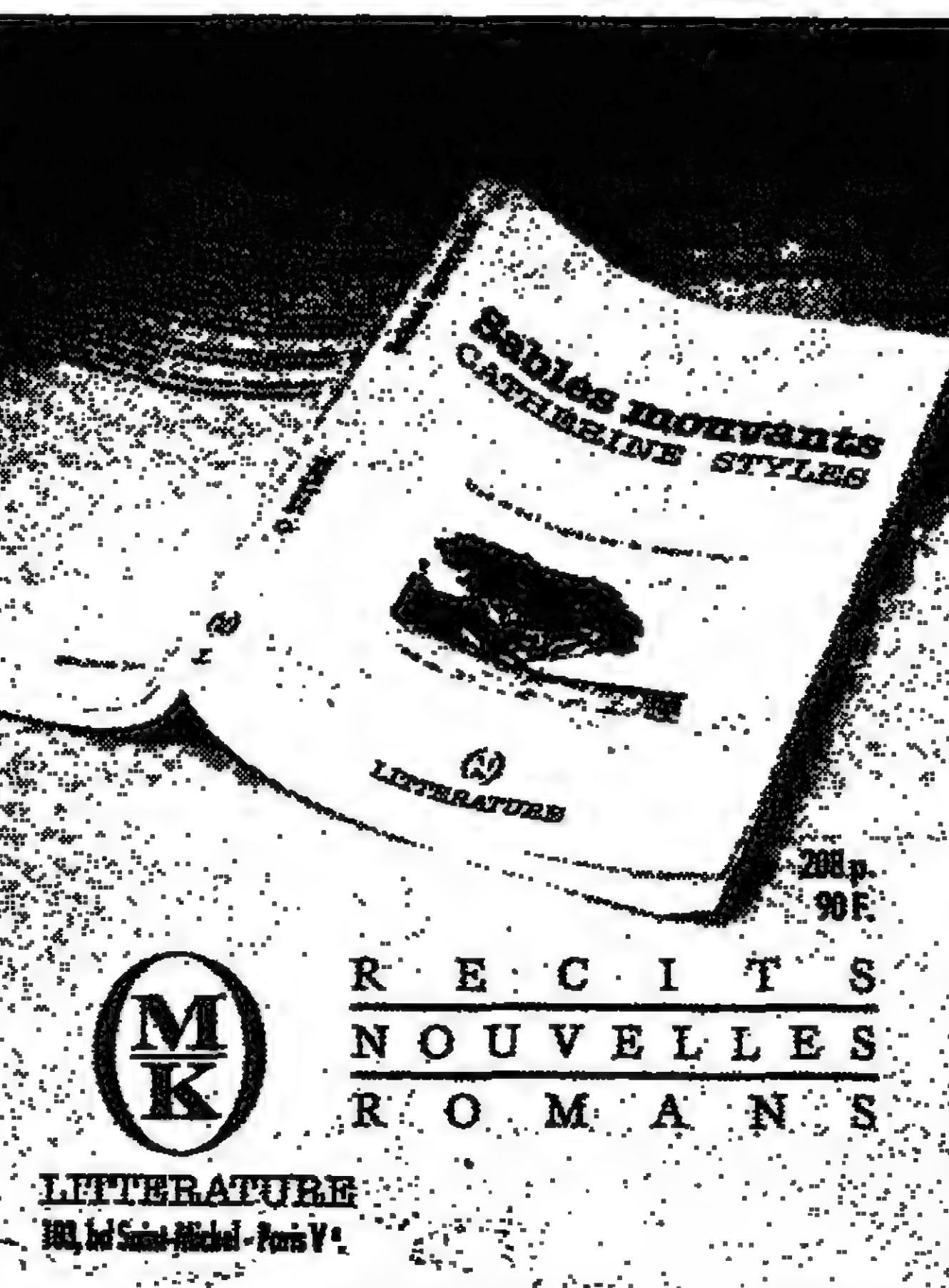
Une théorie de l'individuation dans les quatre perspectives de la sensation, de la perception, de l'affection et de l'émotion.

Aubier

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre. Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires.

Vos manuscrits sont à adresser à L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE ÉDITEURS 8, rue Copernic - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08 - Télax : 612358 F

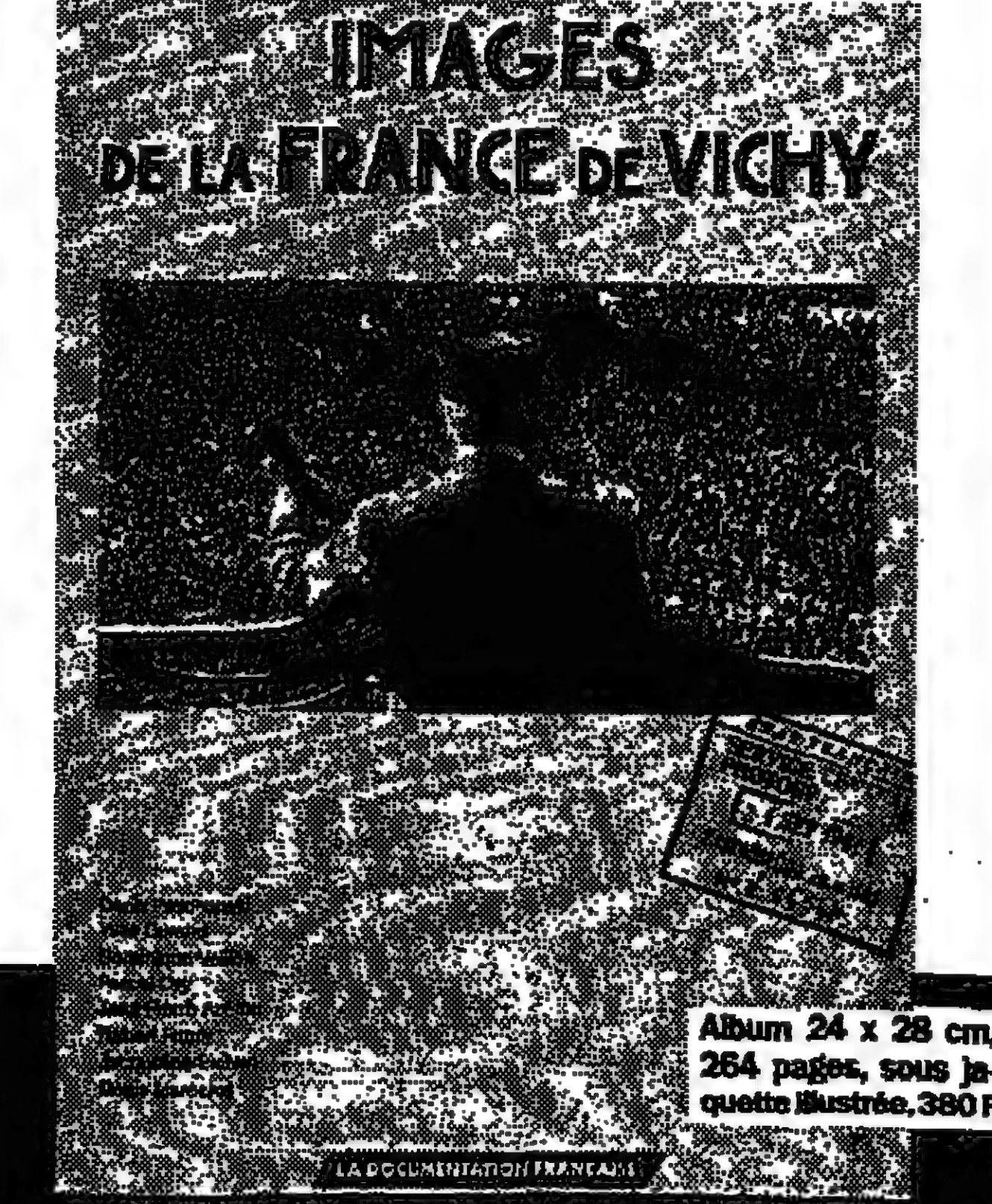


RECITS NOUVELLES ROMANS
L'ÉDITIONS DE LA DIFFÉRENCE
10, rue Saint-Michel - Paris V

INÉDIT : LE FONDS PHOTOGRAPHIQUE DE VICHY

COMMENTÉ PAR HUIT HISTORIENS DE RENOM

Du bel ouvrage. Certains photos peignent plus tard que les mots. OUEST FRANCE
Une contribution passionnante à notre histoire. LES ÉCHOS
"Un travail de l'histoire, le mariage de la culture, la mode, le style et de la vie de la présidence. Du plaisir dans le regard." L'EXPRESS
"Un très bel album. Des documents, sculpturaux." LA CROIX



IMAGES DE LA FRANCE DE VICHY
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
Album 24 x 28 cm, 264 pages, sous jaquette illustrée, 380 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE, PARIS 7 - 36-15 DOCTEL

● PORTRAITS

La bande à Boudard

Bonnot, Landru, le docteur Petiot... «Oncle Alphonse» mène l'enquête sur les grands criminels.

«ON m'a présenté comme un héros de roman-feuilleton, je suis bien obligé de tenir mon rôle», déclare Henri-Désiré Landru à ses juges. Alphonse Boudard considère, lui aussi, que les procès devant les cours d'assises ressemblent à de mauvaises pièces de théâtre : les acteurs, bien qu'ils soient les auteurs de leur texte, sont prisonniers de leur rôle. Quant au public friand de ce genre de spectacle, il ne s'est jamais consolé de l'abolition de la peine de mort.

Tous les lecteurs des romans Alphonse Boudard savent qu'il est un conteur-né. L'oncle d'Alphonse s'est installé aujourd'hui au pied des défunts bois de justice pour nous raconter les histoires édiifiantes de criminels qui défrayeront la chronique de leur temps. Bien évidemment, il ne les a pas choisis au hasard, et le récit de l'existence de chacun d'entre eux lui permet d'asséner quelques vérités de son cru sur les hommes et la société.

Pour Boudard, tout assassin, quel que soit son palmarès, n'est qu'un amateur plus ou moins doué si on le compare au professionnalisme meurtrier de certains États. En cela, bien sûr, il rejoint le plaidoyer de Charlie Chaplin à la fin de *Monseigneur Verdoux*. Mais, que l'on ne se méprenne pas, il ne transforme pas ses personnages en héros sans peur et sans reproche. «Avec l'apport du langage, note-t-il, l'homme peut se justifier d'une férocité que l'animal ne pratique

jamais hors de ses besoins de conservation.»

Enfant, Alphonse Boudard vénait Jules Bonnot. Le temps a quelque peu altéré cette admiration sans réserve, mais l'oncle Alphonse est encore sensible à la douceur du mot «anarchie», et la notion de «reprise individuelle» ne lui est pas devenue antipathique. Si Jules Bonnot donna son patronyme à la bande informelle dont il fut principalement le chauffeur, le plus intéressant de ces révoltés, qui brûlèrent leur existence afin qu'elle ne se consume pas à petit feu, fut Raymond Callemmin, dit Raymond la Science.

Ami de Victor Kilbatchichie, le futur Victor Serge, qui aimait alors la revue *l'Anarchie*, Raymond la Science avait, selon Boudard, bien des défauts : chaste, buveur d'eau, ennemi du café et du tabac. Comme il ne pouvait pas être tout à fait mauvais, il fut d'une constance exemplaire dans la haine : «Patrons, bourgeois, magistrats, policiers ne sont qu'une même pourriture. Et les ouvriers aussi parce que misérablement lâches devant leurs exploités», écrivait-il dans sa cellule.

Raymond la Science fera montre d'impertinence et de désinvolture durant son procès, et la vue de la Veuve lui inspira ce mot : «C'est beau, hein ! l'agonie d'un homme...» Quant à Jules Bonnot, il soutint à Choisy-le-Roi, le 28 avril 1912, un véritable siège

devant plusieurs milliers de curieux. Une compagnie de la garde républicaine, des fantassins, des gendarmes, des pompiers, des policiers, des membres de sociétés de tir et des chasseurs n'ayant pas eu raison de sa résistance, les forces de l'ordre utiliseront la dynamite. «C'était la première victoire de l'armée française depuis Sedan», commentera Galtier-Boissière.

L'assassin qui aimait les femmes

Alphonse Boudard a truffé ses histoires d'anecdotes personnelles et de digressions dans lesquelles son humour noir fait merveille. Les conquêtes féminines de Landru l'ont particulièrement inspiré. Les exploits du bel Henri-Désiré, qui a séduit deux cent quatre-vingt-trois femmes durant les quatre années de la première guerre mondiale, l'impressionnèrent plus que le sort de ses dix malheureuses victimes.

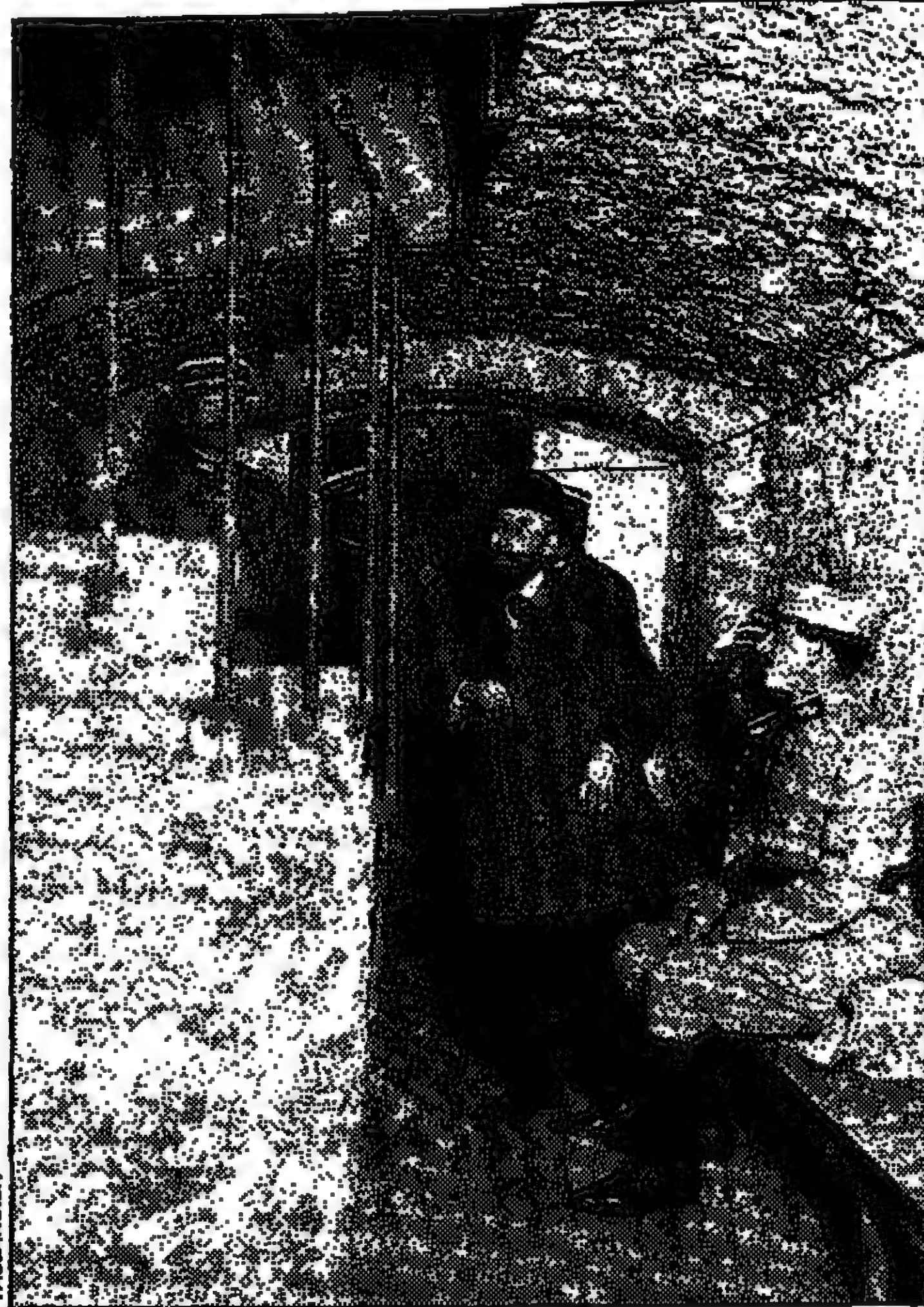
Sensible aux sincérités successives de Landru, l'oncle Alphonse lui pardonne même ses petites médiocrités de Français moyen et son avarice. Cet assassin qui aimait les femmes se conduisant en séducteur durant son procès, et il distribuait autant de bons mots que d'ouïlades : «Vous parlez toujours de ma tête, monsieur l'avocat général, je regrette de n'en avoir pas plusieurs à vous offrir.»

Alphonse Boudard ne croit pas que l'affaire Landru ait été utilisée

par le gouvernement Clemenceau afin de masquer son incapacité à obtenir des avantages pour la France lors des négociations qui aboutirent au traité de Versailles. Néanmoins, cela permit à la presse de l'époque d'étudier les problèmes qui se posaient au pays. Bien que les femmes n'eussent pas encore le droit de vote, Henri-Désiré Landru obtint quatre mille voix aux législatives de 1919. Il offrit la sienne, un rien narquois, au bourreau.

«Domage qu'il faille le guillotiner : il a une jolie tête», confia la dédicace Colette à l'avocate d'Eugène Weidmann, condamné à mort pour six crimes commis en quatre ans. La romancière ne pouvait prévoir qu'à l'aube du 17 juin 1939 des femmes trempaient leur mouchoir dans le sang du supplicié. Le scandale fut tel qu'un décret-loi spécifia quelques jours plus tard que, désormais, les exécutions capitales auraient lieu dans l'enceinte des établissements pénitentiaires. Dès lors, comme le souligne Alphonse Boudard, la guillotine devint le vice caché de la société française.

Après avoir évoqué les carrières criminelles du docteur Petiot et de Pierre Loutril, dit Pierrot le Fou, Alphonse Boudard clôt son ouvrage en racontant la triste aventure de Georges Rapiin, alias M. Bill. Le portrait de ce mythomane devenu assassin parce qu'il s'était trop identifié à ce qu'il rêvait d'être permet à l'auteur de critiquer un certain cinéma fran-



Colette à propos de Landru : «Domage qu'il faille le guillotiner : il a une jolie tête.»

çais des années 50 et 60, qui transformait les truands en héros noirs et solitaires. Moraliste, l'oncle Alphonse ? Oui, mais à la manière de Chamfort qui notait : «Jouis et fais jouir sans faire de mal à toi et à personne, voilà, je crois, toute la morale.»

PIERRE DRACHLINE.

★ LES GRANDS CRIMINELS, d'Alphonse Boudard, Le pré aux clercs, 362 p., 120 F.

— Alphonse Boudard préface le *Traité des tangogrammes* de Léon Guillemin. Des histoires dont les mots commencent tous par la même lettre. Une performance, un exercice de style souvent savoureux. Flammarion, 262 p., 95 F. Signalons également le livre de Robert Le Texier, commissaire divisionnaire honoraire : *De Ravachol à la bande à Bonnot*. Ed. France-Empire, 206 p., 92 F.

● ROMAN

Un mec, deux garces et un rafiau

(Suite de la première page.)

Il est courant qu'un écrivain raconte les aventures qu'il a vécues, je n'en avais encore jamais rencontré un qui décide de vivre ce que ses héros auraient dû accomplir si un sort funeste ne les en avait empêchés. Il y a dans cette démarche dingue quelque chose d'un peu sublime sur les bords. Du claqué-bec ! Du sans réplique ! De l'héroïsme littéraire ! Décidément, l'habit vert ne fait plus le moine ! Seigneurs, que va devenir la langue française si les académiciens se mettent à bander et à faire mieux que leurs personnages ! «Du sang gicla. A l'entrée de la grange, Isabelle voyait seulement une main de femme enfonçant une lame dans la gorge d'un mouton.»

En espérant des partances, à l'ombre du rocher, Poirot-Delpech se remémore le début de son livre auquel il vient de tourner le dos, les épreuves relues. Il sait que le sacrifice de l'animal est un prélude barbare à des noces paternelles qui hantera le lecteur puisqu'il le hante lui. Longtemps après avoir refermé le bouquin, le sang du mouton continuera de goutter dans la mémoire. Les vraies déclarations d'amour doivent-elles se faire à coup de couteau ?

«L'histoire d'une gisquette que double son julet»

Puisque me voilà promu critique critiquant, force m'est de te figurer un pourquoi du comment, manière que tu te plantes pas dans une histoire qui, justement, est belle parce qu'elle est simple. Pour résumer un bouquin tu peux t'accrocher à n'importe lequel des personnages. Exemple, tu peux dire : «C'est l'histoire d'un mec qui trompe sa gisquette.» Ou bien : «C'est l'histoire d'une gisquette que double son julet», voire : «C'est l'histoire d'une soubrette dont le patron fait du contre-cœur à sa gisquette.» Suffit de tirer sur un brin de laine pour que le pull redevienne pelote.

La, je te prends l'ouvrage par Christopher, le Jersais. Un insulaire britannique épris de la mer. Il est costaud, rouquin et sent probablement le cirque en déplacement. Il travaille dans un chantier naval du Cotentin. A ses moments perdus, il remet en état

un ketch délabré avec lequel il compte traverser l'Atlantique en compagnie d'Isabelle, sa polka, une exquise enseignante, pétroleuse de gauche et de charme, qui a foutu sa part de bordel dans la région en 1968 (l'action se déroule en 1969).

Christopher est mollement sponsorisé par Jacques-André Bréhal, le député-maire de Lihouville, un glandu de la politique, tyrannisé par sa mère et cocufié par sa femme, une mini-comme en cucul jupe. Le bruit court qu'il prend du rond. Sa mère le croit. Nous, on s'en fout car c'est un gazier pas excitant. Les Bréhal (madame surtout) sont très liés avec un personnage merveilleusement juteux : Pontaubault, l'écrivain. Le genre d'illustre qui marche en lui-même comme dans un sac. Le con rutilant à l'extrême, en charge de la littérature de demain. Il boit sec, baise mou, parle haut et frotte sa gloire à la peau de chamois tous les matins dans l'espoir de la faire briller.

Avant le début de l'histoire, tout baigne, si j'ose dire : les joueurs jouissent, les intellos pensent et les navigateurs s'apprennent à naviguer. Et puis Victoire entre en scène. Ah ! Victoire... Victoire l'inoubliable ! Clé de voûte de l'édifice ! Victoire, l'égoïste d'ovides dont «les longs doigts aux lourdes bagues s'attardent dans la laine sanglante». Cinquante balais, la mémo qui rôte, les illusions qui s'effiloquent. Mais elle est belle, fascinante : elle tourmente les femmes et empêche les mâles de dormir. Pourtant, depuis des années, elle ne fait plus l'amour qu'avec un clocher qu'elle chevauche pour le réparer.

Elle règne sur un phalanstère d'éclipsés de l'existence : des mecs étranges venus d'ailleurs qui vivent à sa botte et à ses frais, tandis qu'elle rayonne sur la contrée de tous ses feux de la Saint-Jean.

Victoire ! Une rencontre littéraire : mi-Bovary, mi-Karenine. Une vraie femme qu'on sait nue sous ses vêtements de charpentière. Taperçois son aisselle et tu crâques. Un regard d'elle te fait bredouiller les glandes.

A Gibraltar, Poirot vient enfin de trouver un rafiau (1) pour les Antilles. Des garçons de la belle étoile sont chargés de convoier le Swan de l'autre côté

de chez Proust. Poirot sera leur équipier. On peut lui faire confiance, n'est-ce pas de l'Académie française ? Notre indomptable plonge alors dans la tempête et les promiscuités douloureuses. L'écrivain célébré, aux grâces de dandy, se met à vivre dans la tambouillasse, les pets et les mal lavances. Il fait le quart comme les autres et le poing dans sa fouille. Sa mystérieuse Victoire est, je le devine, présente dans la cambuse, parce que les héroïnes de belle venue vivent longtemps à la colle avec celui qui les a inventées. Personnellement, mes plus frénétiques maîtresses, je me les suis tricotées moi-même avec une IBM à boules.

Le Paganini du non-dit

Le clocher de Victoire est moins phallique depuis qu'elle a fortuitement rencontré Isabelle. D'entrée de jeu, elle a saigné le mouton devant elle et pour elle afin de court-circuiter ses sens. L'hommage sauvage ! Elle sait tout de la vie, Victoire, tout de l'amour, tout de la solitude. Elle joue des éthers comme Menuhin du violon. Et quel merveilleux instrument que cette Isabelle de brasse ! Le désir assouvi se change en passion, oserais-je écrire si j'étais littérateur au lieu de faire romancier à la chaîne.

Le feu gagne. Victoire, la régnante, séduit également Christopher. Allons, bon : «ménage à trois !» vas-tu exclamer ; que de ligoter un truc pareil dans le Monde ça te fait froid aux miches, je gage ? Seulement c'est là que se place le miracle Poirot-Delpech. Moi, tu me donnes ce sujet à traiter, je t'en ponds vingt tonnes, livrables par semi-remorque. Je te narre tout bien la vaste régalade : ces dames en dégustation avec mister Christopher qui bat la mesure, dodeline à tout va du chauve à col roulé. L'embrasement général. La gigue, la digue : le feu d'artifice, le bouquet final ! Mais Poirot, lui, c'est le vrai puriste, classique de par-tout. Le Paganini du non-dit. Il ne décrit pas, il suggère à la capiteuse. Il languit de la plume. D'ailleurs tout son roman glisse comme un cygne sur l'eau calme du style châlié. «Le long des dunes, la bouse et la vase se

disputaient des frontières indécises, laissées à la fantaisie des marées.»

Couchés nus sous une voile à bord de l'Anyway, Victoire et son «petit couple» vivent sans pudeur leur embrasement. Elle en oublie son âge, cette maladie vérolante et, quand «ils» lui proposent de partir avec eux, elle cède, malgré ses arrière-pensées. «Savoir assortir ses joies aux rides de ses mains», la bourlingueuse écœurée a retrouvé une raison de vivre. Elle intéresse. Elle est aimée. Mieux que tout cela encore, elle est devenue indispensable.

Las ! Au cours d'une brève croisière d'essai à Jersey, le gros temps du retour lui fait comprendre qu'elle est inapte à naviguer ; à affronter «le golfe de Gascogne», si perfide, dont le père d'Isabelle (ancien marin à l'agonie) conjure sa fille de se méfier.

Mais elle tait ses angoisses. Le jour du départ arrive enfin dans une ambiance de kermesse : banderoles, flonflons, discours, sous-préfet Isabelle emmène un passager clandestin puisqu'elle est enceinte. Elle ira faire son chiare dans le chrono, sous les cocotiers.

Au moment de l'appareillage, Victoire craque. Elle jallit de l'Anyway pour se fondre dans la populace. Sa crainte de la mer aura été la plus forte. — Nous t'attendrons à Lisbonne ! lui crie Isabelle désespérée. Ce qui se passe ensuite, moi court-bouillonneur de coups de théâtre, j'ai trop le respect de l'intrigue pour te le débiller. Sache seulement que le ketch n'atteindra jamais le Portugal.

Poirot-Delpech, lui, débarque fin janvier à la Martinique. Il a les yeux brûlés par le sel, du Parkinson dans l'entrepoit, une barbe d'aventurier de cinéma selon Claude Lelouch. Il a accompli ce que ses héros n'ont pu faire. Mais a-t-il réussi ses retrouvailles avec lui-même ?

J'en doute. Car ce genre de retrouvailles-là ne s'opèrent pas de l'autre côté de la mer, mais de l'autre côté de la vie.

SAN ANTONIO.
★ LE COLFE DE GASCOGNE, de Bertrand Poirot-Delpech, Gallimard, 216 p., 75 F.

(1) En argot, rafiau, rafiot s'écrit rafiau (Cf. Simonin.)

Ghislaine DUNANT

L'impudeur

roman

GALLIMARD nrf

Le bain sacré
Ghislaine Dunant

224 pages
85 F.

RECITS
NOUVELLES
ROMANS

LITTÉRATURE
103, bd Saint-Michel - Paris 13^e

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le dix-huitième siècle des femmes

*Louise d'Épinay, un écrivain de haute tenue,
Emilie du Châtelet aux ambitieuses visées intellectuelles... et quelques autres.*

QU'EST-CE qu'une femme ? un académicien aussi distingué que, Antoine Léonard Thomas, pose la question dans un essai paru en 1772 et qui provoque aussitôt la moquerie des gens de lettres. Pas tant en raison des réponses qu'apporte Thomas que du lieu — comme on dirait depuis Althusser — d'où elles s'émettent. Thomas en effet est vierge. Sa chasteté n'est pas un vœu mais le résultat d'un malheureux caractère qui dissuade les dames de lui accorder les faveurs de leur intimité.

Diderot, pour qui aucun savoir n'est possible s'il ne s'appuie sur l'expérience et sur le sensible, prend dans sa ligne de mire le pauvre Thomas — qui a aussi le malheur d'écrire sans style et sans vivacité. Dans une lettre à l'abbé Galiani, ami très proche de Diderot et de M^{me} d'Épinay, cette dernière réplique également au discours de l'académicien ; mais son argumentation est à cent lieues de celle de Diderot. Il y a, comme le souligne justement Elisabeth Badinter dans la présentation de ce débat, deux philosophies qui s'affrontent. Du côté de Diderot, un matérialisme sensualiste pour qui les conditions physiologiques déterminent, dans une large part, les comportements moraux et psychologiques tout comme les destins historiques. Du côté de Louise d'Épinay, un rationalisme cartésien qui, au nom de l'universalité humaine de la raison, rejette du côté de l'accessoire et de l'animalité les différences physiques.

Elisabeth Badinter pense que l'humanisme rationaliste, l'accent mis sur la non-différence entre les hommes et les femmes, sont historiquement 'porteurs' de progrès de la condition féminine, alors que toutes les pensées de la différence sont potentiellement porteuses de discrimination et d'inégalité. Ce privilège absolu accordé à l'esprit l'amène même à suggérer que la virginité du brave Thomas lui permettrait de parer des femmes avec plus de « sérénité », sinon d'objectivité. Comme si, dans un tel débat, il

était possible — et même souhaitable — de ne parler qu'avec sa raison.

Mme d'Épinay, dans sa lettre à Gallani met l'accent, avec vigueur et justesse, sur le conditionnement éducatif des filles qui les rend inaptés à certains modes de penser et d'agir que l'on dit naturellement réservés aux hommes. Mais cette idée n'est pas chez elle une réflexion abstraite : elle est le résultat d'une expérience personnelle vécue d'abord dans la frustration et la docilité avant que les hasards du temps – et notamment sa rencontre avec Grimum et avec ses amis – ne lui permettent de se libérer des conformismes de sa classe, de son sexe et de son temps.

La rupture du front philosophique

La magnifique *Histoire de Madame de Montbrillat* qu'on vient de rééditer, dans l'édition de Georges Roth, sous le titre *les Contre-confessions*, de Madame d'Epimay, est d'abord l'un des meilleurs témoignages dont nous disposions sur la vie de la grande bourgeoisie au dix-huitième siècle. Sur sa lucidité et sur ses aveuglements, sur ses préjugés de caste et sur ses ouvertures intellectuelles. Sur le climat spirituel aussi dans lequel évoluaient ces fermiers généraux et ces banquiers, ces châteaux affairistes et ces magistrats opulents. Nous sommes au milieu du dix-huitième siècle et pourtant, souligne Elisabeth Badinter, il semble que nous barbotions déjà en plein Balzac tant l'argent a pris dans les préoccupations la place centrale autrefois réservée à Dieu et à la religion. Famille-amour-argent : les trois piliers de l'édifice bourgeois sont déjà en place, même si leurs bases sont encore hésitantes, même si des contradictions violentes rendent mobiles les lignes du tableau qui se fige dans la lourdeur de plomb du dix-neuvième siècle.

Le roman autobiographique de Mme d'Epina y était surtout

connu jusqu'à présent à cause du récit — certainement partisan — qu'il donne de la brouille entre Rousseau et le reste du parti philosophique, brouille d'une portée culturelle et politique considérable, et dont Mme d'Épinay fait un témoin actif. Tout le monde a sans doute un peu menti dans cette affaire — le « vertueux » Rousseau le premier — qui montre que les passions peuvent l'emporter sur la « claire raison », même lorsqu'elle met en jeu des plus prestigieux philosophes des Lumières.

Il nous importe assez peu de savoir qui, dans cette affaire de susceptibilité, de dépit et de fesses, avait tort ou raison. Personne et tout le monde, probablement. Mais cet épisode-clé de la vie intellectuelle du dix-huitième siècle, la rupture du front philosophique, souligne l'importance du rôle joué par les femmes dans l'établissement de la gloire littéraire. Rousseau, qui ne les aimait pas vraiment et qui souhaitait les renvoyer à la cuisine, sur pourtant les toucher davantage que ne le firent ses adversaires mieux disposés à l'égard de l'émancipation féminine; et c'est souvent chez elles que l'auteur de la *Nouvelle Héloïse* trouva ses défenseurs les plus véhéments. Le cœur à ses raisons...

M^{me} d'Épinay est un écrivain de haute tenue. C'est aussi, dans un siècle libertin, une femme fidèle qui restera liée à Grimm jusqu'à la mort. Elle a la larme facile et le sérieux bourgeois. Emilie du Châtelet, l'amie de Voltaire, appartient à une autre classe et comme à une autre époque. Louise d'Épinay se place volontiers dans l'ombre de Grimm, la marquise du Châtelet partage avec Voltaire d'ambitieuses visées intellectuelles. Ils sont associés — et dès le début de leur liaison, Voltaire ne s'est pas fait d'illusion sur la vertu de sa compagne : *« Que ma femme me fasse souvent cocu ; que madame de Champonin n'ait point d'indigestion ; je serai toujours très heureux »*, écrit-il en août 1734.

Il vient tout juste de s'installer à Cirey, près de Bar-sur-Aube, dans le château du marquis du Châtelet et de son épouse. Proscrit de Paris, il va demeurer quinze ans dans ces lieux et dans une situation quasi conjugale. M. du Châtelet ne jouant dans la pièce que le rôle d'un troisième larron épisodique et consentant. C'est à ces années Avec M^{me} du Châtelet qu'est consacré le second volume de la monumentale biographie sur Voltaire et son temps que dirige René Pomeau.

L'auteur de ce volume, René Vaillat, a respecté à la lettre l'espace de contrat moral qui lie aux lecteurs les entrepreneurs de ce projet biographique : pas d'hypothèses hasardeuses, pas d'interprétation parisienne : Vaillat n'avance rien qu'il ne puisse prouver, et il semble qu'il sache tout, ou presque. Déjà auteur, en 1978, d'une biographie de M^{me} du Châtelet, il met l'accent sur l'influence intellectuelle qu'a eue la marquise sur son compagnon, notamment dans l'établissement de ses conceptions scientifiques. Voltaire brillait toujours, improvisait avec génie mais sacrifiait parfois l'exactitude à l'allégresse de l'esprit.

**Audacieuse
et courageuse**

Il est amusant de voir que dans ce couple, les qualités et les comportements que la tradition attribue aux hommes et aux femmes changent de signe : Voltaire est intuitif, imaginaire, irresponsable, dissimulé, vaniteux, sans malice, sans pitié, sans pudeur, sans délicatesse, sans prudence, exact, obstiné, froidement déterminé. AudacieuX, courageux aussi : Jorgene, Voltaire, choyé par Frédéric II, ménagé par Versailles, couvert d'honneurs officiels, risque de se laisser aller à la facilité d'une gloire de cour, c'est elle qui le dispute et l'paignallonne, sans ménagement, pour le sortir de son assoupissement de thuriféraire.

M^{me} du Châtelet est une femme de tête. Ce qui ne veut pas dire qu'elle ignore ou méprise les plaisirs du corps mais qu'elle tient, par-dessus tout, à ne pas mêler les registres. Cette séparation, toute cartésienne, appartient culturellement à la première époque des Lumières, Bienôt Shaftsbury, Locke, Hume — et à leur suite Diderot, Rousseau et les encyclopédistes, vont jeter la pagaille, l'enthousiasme et la sensation dans l'air, trop bien rangée de la métaphysique cartésienne. Qu'est-ce qu'une femme? La moitié de l'humanité, si vous le voulez, répondront-ils. Mais nous ne savons toujours pas ce que c'est qu'un homme.

PIERRE LEPAPE.
★ QU'EST-CE QU'UNE FEMME ? d'Antoine Thomas, Diderot et M^{me} d'Épinay. Préface d'Elisabeth Badinter. P.O.L. 196 p. 65 F.

★ LES CONTRE-
CONFESSIONS, de M^{me} d'Épi-
may. Mercure de France. Coll.
« Le temps retrouvé », 1 660 p.,
234 F.

★ AVEC M^{me} DU CHATELET, de René Vailliot. Second volume de *Voltaire et son temps*. Voltaire Foundation. Université d'Oxford. 434 p.

- A signaler également : le n° 25 de la revue *Fluxus* consacré à Voltaire contient de « vraies fausses lettres inédites » de Voltaire à M^{me} Denis datées de 1750 - et réécrites en fait en 1753-54 - sur les espoirs et les déconvenues de son aventure prussienne (176 p., 72 F).

- Les Presses universitaires de France publient les actes d'un colloque tenu à Rouen en 1987 et consacré à l'enfant du pays, Fontenelle. De nombreux et savants articles, parmi lesquels une excellente contribution de Christiane Mervaud sur les relations (hostiles) de Voltaire et de Fontenelle (710 p., 550 F).

ROT-DELPECH, de l'Académie française

La tendre indifférence du monde

(Suite de la page 15.)

C'EST l'attirance, du défendu et de la désobéissance qui le jette dans la Résistance, plus que la réflexion politique. Son scepticisme reste entier, et son sens de l'absurde veille, ce même sens qui le fait admirer passionnément *l'Agent secret* de Conrad, vous savez, ce terroriste qui dynamite la... meridian de Greenwich. C'est son élégance, d'engager ses forces, et sa vie, au service de causes auxquelles, au fond, il ne croit pas.

L'espoir de réussir des « coups fumants » n'empêche pas qu'il s'impose souvent des besognes minuscules, harassantes, inutiles. A *Combat*, il peut passer des nuits entières à classer le plomb des petites annonces, à recopier le *Journal officiel*, à coller des enveloppes. Réflexes hérités de l'enfance protétaire ? Devant Louis Guilloux, même devant Guilloux, il ne l'avouera pas.

Avant *Combat*, qui date de l'Occupation et de la Libération, Pia aura joué les tâcherons à *Ce soir*, à Alger républicain, à *Paris-Soir*. Chaque fois, il part, ou on le chasse. Avec Baudelaire, il compte comme un des droits de l'homme celui de se contredire et de « s'en aller ».

D'ordinaire, les sceptiques de son acabit étendent leurs doutes à tout ce qui paraît de leur vivant et qui connaît le succès, y compris sous la signature d'amis. Pta n'a pas cette avarice. C'est lui qui transmet à Gallimard le manuscrit de *l'Étranger*, qui l'a ébloui. Il se réjouit de la gloire de Camus, à qui le lient, outre l'aventure d'*Alger républicain*, leurs origines modestes et le dédain pour ceux qui perdent assez savoir, au nom des déshérités.

Avec Grenier, les souvenirs communs remontent à *Combat* ; aux zouaves de

Constantine, où ils se sont succédé ; aux journaux de la rue Réaumur, riches en originaux sans biographie, comme l'auteur les aime.

Si Pia n'avait été qu'un lettré pittoresque et indéchiffrable, l'amitié s'effeuillerait à la tige de son obscurité voulue. Il y a davantage chez ce personnage camusien avant la lettre. Son nihilisme s'accommode de quelques certitudes, telle sa condamnation des écrivains qui ont composé avec le monde. Qu'il passe de l'anarchisme au gaullisme, puis à l'OAS, est secondaire, et s'explique par son culte de la marginalité.

Il dit détester la vie, à laquelle il trouve, avec Baudelaire, *« quelque chose de pernicieux »*, et avec laquelle il reprochera au Camus de la *Peste* de pactiser, mais il admet que les milliers de vers dont s'orne sa prodigieuse mémoire sont ses « fêtes », son bonheur. Sa conscience aigüe de l'absurde, moins nourrie de livres que de la rue, lui inspire un humour déconcertant, décapant, apparemment suicidaire, mais elle exclut le suicide — « trop facile ! » — et le cynisme, contre lequel le prémunir sa pudique fidélité au camp des victimes.

A l'occasion de cette œuvre de justice, Grenier nous offre un de ses textes les plus chargés d'affection, de nostalgie. On le sent porté par une vraie passion pour la cohorte des effacés volontaires qui ont choisi l'existence sociale, plus que le néant, par respect de l'Absolu littéraire et comme pour refléter, après, le Meursault de *l'Etranger*, la « tendre indifférence du monde ».

★ PASCAL PIA OU LA TENTATION DU
NÉANT, de Roger Grenier, Gallimard, collection
« L'un et l'autre », 138 p., 70 F.

Oui, vraiment
UN GRAND LIVRE,
à vous couper le souffle.
De rire. D'étonnement.
D'admiration.

Bernard Lortholary, *Le Monde*

PRIX GERARD DE NERVAL 1989



*Traduit de l'allemand
par Dominique Tassel*

Un des plus grands livres du siècle... Une œuvre cocasse et poignante, errant entre Cervantès et Rabelais... Albert Vigoleis Thelen a pris le bon parti. Il se bat avec ses armes : la culture et la dérision.

Paul-Jean Franceschini, *L'Express*

FAYARD

● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

Béhémoth et Léviathan

YAHVÉ avait pourtant pris grand soin d'en avertir le pauvre Job : la force du nombre, la brutalité de la masse auront toujours deux visages antagonistes et terrifiants. Béhémoth et Léviathan, l'hippopotame « nourri d'herbe comme le bœuf », « couché sous les lotus », et le crocodile, si féroce quand il s'éveille et dont la queue jette le feu. Le peuple sera à l'image de ces deux monstres sortis du chaos primitif et abandonnés à leur destin par la volonté du Créateur : l'insaisissable et doux herbivore, l'indomptable et redouté carnivore. Et bien longtemps après le Livre saint, aux heures si neuves de la Révolution anglaise, Thomas Hobbes signait du nom de ces deux brutes les premiers dialogues démocratiques entre le peuple et la souveraineté (1). Cette conversation n'a pas cessé dans les sociétés modernes, même si les citoyens donnent dans le zéphyre et dédaignent les avertissements venus d'en haut : deux livres très denses nous le rappellent fort à propos.

Guy Hermet n'est pas de ces politologues qui sophistiquent à la sortie des bureaux de vote ou ronronnent face à la caméra en distillant les sondages : il va son chemin, grand voyageur et grand lecteur, fort aussi d'une expérience d'historien



porté sur l'Espagne et l'Amérique latine, indifférent aux modes et plein d'humour flagrant. Pas à pas, il construit une histoire de l'élégance démocratique. Après deux essais réussis, *Aux frontières de la démocratie* aux PUF en 1983 et *Sociologie de la construction démocratique* chez Economica en 1986, il nous offre aujourd'hui la somme qui reprend et affirme ces propos d'étape tout en fixant l'obsession initiale : et si la démocratie non seulement excluait les masses, mais flétrissait en elles un motif intime pour la dégradation et la domination ?

Qu'on ne se méprenne pas sur l'objet de son livre. Hermet, sans théorisation superficielle, est un démocrate à l'ancienne chez qui le moraliste pointerait volontiers sous l'observateur. Mais il déplore sans condamner. Et sans proposer d'ailleurs quel remède à nos désordres. Il enregistre, il fouille sans aucune arrogance intellectuelle et c'est bien cette humilité assourdie qui fait mouche : son livre se veut un parcours comme un pamphlet rentré son procès-verbal de gendarmerie à la causticité de l'essai éronien.

EN Europe occidentale et en Amérique du Nord, nous dit-il, la démocratie est si bien reconnue qu'elle n'a plus recours aux signes positifs qui avaient assuré son triomphe. Et la plaidoirie de son bon pouvoir dispense ses gouvernés d'avoir à exprimer une conviction idéologique. Les citoyens, aurait dit Alain, n'y voient plus l'arme au pied face aux pouvoirs : « Ils perçoivent qu'ils sont les héritiers d'un système politique dont l'agrément réside précisément dans ses faux-semblants », Hermet retrouve ainsi le Tocqueville qu'inquiétait la promesse d'un « pouvoir immense et tutélaire... absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux... [aimant] que les citoyens se reposent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir » : car la scène politique sera alors empli d'une foule innombrable d'hommes semblables et ceux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs dont ils emplissent leurs âmes.

Notre acquiescement à une pratique séculaire n'entretient plus d'angoisse, poursuit Hermet. On se rassure à trop bon compte en dénonçant les non-démocraties, là-bas, à l'Est ou dans le tiers-monde. On entrebâille en fait jalousement la forme la plus triviale de la citoyenneté, cette « franchise personnelle » dont parierait déjà La Botie, qui érige en valeur suprême la préservation du statut des personnes et des groupes : l'intérêt général prend un tour postulat, la souveraineté est celle de l'avantage acquis. Ainsi se vérifie l'intuition d'un Thibaut qui voyait dans « le privilège pour tous » la version contemporaine de l'égalité. Ce n'est bien excité la plume de Hermet, prompt à analyser les formes de la démission des intellectuels, du désarroi des théoriciens, de la lassitude des électeurs ou des fausses petites revanches qu'on dispense aux gouvernés à coups de sondages, de gadgets et d'effets médiatiques. Sur fond d'amnésie historique, quel démocrate songe encore à civiliser ses politiciens ? Nous voici au temps de « la citoyenneté des plaisirs faciles ».

Le livre sait néanmoins dépasser ce type d'analyse débauchée. Il suit les lointains ravages de la loi d'airain des oligarchies gouvernantes dans les partis et les syndicats, bien repérés par Roberto Michels dès avant 1914. Il traque les anciennes formes populistes de la nostalgie de l'autorité chez

le bon peuple, son goût pour les retours de bâton et les chaînes en blanc, jusqu'aux pires heures du fascisme ou du nazisme. Et surtout, retrouvant une fois encore Tocqueville, il suit historiquement cette passion des petites gens qui les pousse à rencontrer dans leurs chefs non des tyrans mais des tuteurs. Il y a nécessairement, précise-t-il, un despotisme des opprimés dès lors qu'à l'âge moderne aucune révolte populaire n'a réussi à fonder une société non oppressive. C'est alors un jeu pour lui que de montrer comment la citoyenneté fut moins conquise qu'octroyée, comment les élites et les classes moyennes en firent l'aumône à un peuple consentant, pour mieux contenir les violences du Léviathan.

Au fond de l'argumentation, c'est Robespierre qui pointe, quand il s'écrit : « Si Dieu n'existait pas, il faudrait l'inventer... Quel est le génie qui puisse un instant rompre les chaînes de l'humanité, cette grande idée protectrice de l'ordre social et de toutes les vertus privées ? » Hermet, au vif de son livre si riche, a bien vu ce secret qu'on ne songe plus à dévoiler : « L'agencement présent de la légitimité du pouvoir s'est inscrit moins dans la perspective d'une rationalisation de l'usage qui pouvait être fait de la liberté que dans celle d'une simple

forme de sacralisation nouvelle de l'obédience des gouvernés aux gouvernants. »

C'EST dire que le sans démocratie repose, suivant le vœu de Robespierre, sur une croyance. Lucien Jaume a pris la question à bras-le-corps en historisant cette idée à ses débuts français, à l'époque des Jacobins. D'une lecture de tous les documents publiés, les délibérations aux Assemblées, le *Moniteur* ou les débats internes du célèbre club rassemblés il y a un siècle par Aulard à l'occasion du Centenaire de 1789, ce philosophe-historien dégage la part de l'esprit jacobin dont notre vie démocratique a hérité : « La difficulté d'unir la souveraineté dans le peuple avec son exercice par des représentants élus, l'exigence opiniâtre d'unité, la primauté du politique. »

Les jacobins posaient benoîtement que tous les citoyens constituaient le peuple souverain cher à Rousseau. Mais ils ont ajouté que la démocratie se fondeait aussi sur une exclusion nécessaire : « Ce qui constitue une République, précisait Saint-Just, c'est la destruction totale de ce qui lui est opposé. » Et Robespierre de passer en revue, montrant que le Terror était « moins un principe particulier qu'une conséquence du principe général de la démocratie appliquée aux plus pressants besoins de la patrie ». Dès lors, ils ont révisé d'imposer à jamais un pouvoir qui serait moins le gouvernement par les lois que le régime éthique des hommes de vertu, nous dit Jaume, « réglé par une logique de dichotomie à l'encontre des forces opposées au progrès ». Autrement dit, la logique de l'exclusion postule une impitoyable unité du peuple, une volonté démocratique forgée moralement contre l'individualisme destructeur de Locke et contre la souveraineté du despote guillotiné. Ainsi Léviathan, pensent les montagnards les plus jacobins, pourra « concilier des exigences devenues contradictoires : unité et diversité, intérêts et vertu, souveraineté et représentation ».

Ainsi le peuple démocrate devient peu à peu, comme l'avait pressenti Hobbes, puis l'auteur qui le porte et qui parle en son nom, jusqu'à « représenter » son unité par l'exclusion. On voit bien, à lire Jaume, tout le chemin qu'il faut parcourir après 1794, de suffrage pour tous en Républiques plus policées, pour persuader la démocratie à la française qu'elle ne saurait être jacobine sous peine de redoubler les errements de la Terreur. Mais l'exemplarité jacobine fut encore tout au long assez forte pour que notre vie politique ne se fût jamais tout à fait aux tréfonds apaisés d'un modèle anglo-saxon de la démocratie entendue comme un régime de compétition pacifique pour le pouvoir. L'entre-deux fut très français. Jusqu'à la prolifération des ailleurs dont notre démocratie vit aujourd'hui les ravages. Il n'était pas inutile que deux livres de cette qualité nous guident sur ce sentier tourmenté où Léviathan a perdu ses dents et où Béhémoth prolonge sa sieste sous les lotus.

★ LE PEUPLE CONTRE LA DÉMOCRATIE, de Guy Hermet, Fayard, 310 p., 140 F.
★ LE DISCOURS JACOBIN ET LA DÉMOCRATIE, de Lucien Jaume, Fayard, 508 p., 160 F.

(1) Son *Léviathan* était accessible. Mais grâce soient rendus à Pierre Naville de nous donner la première traduction sérieuse et commentée de son *Béhémoth* (Plon, 254 p., 140 F.).

Le puzzle français

Lorsqu'elle a découpé la France en départements, la Révolution a tenté d'allier rationalité administrative et diversités écologiques.

« D'ONNER enfin à la nation la connaissance exacte de ses richesses et de ses ressources » : telle est l'ambition que Chaptal, alors ministre de l'Intérieur, propose aux préfets des départements en germinal an IX (avril 1801). Chacun d'eux devra remplir scrupuleusement vingt-cinq tableaux précisant la topographie et la météorologie de la circonscription, le nombre et la division de ses habitants, leurs mœurs, leurs habitudes et leurs moyens d'existence, enfin l'état de l'agriculture et de l'industrie. Un mémoire descriptif, capable de « faire connaître et les hommes et les choses », accompagnera le dossier des renseignements statistiques. L'intention est claire : en comparant systématiquement les données de l'an IX avec celles de 1789, il s'agit de dresser le bilan de la Révolution. Partant, de la clore.

Dans un livre adroitement pensé et élégamment écrit, Marie-Noëlle Bourguet analyse la batterie de publications née de la circulaire de Chaptal, qui développait les initiatives de ses prédécesseurs au ministère, François de Neufchâteau et Lucien Bonaparte. Même s'il n'a pas couvert l'ensemble du territoire, tant s'en faut, le travail des préfets a porté des fruits nombreux : cinquante-deux mémoires départementaux, édités en divers formats entre 1801 et 1806, de multiples descriptions régionales, publiées parallèlement par les érudits locaux, des annuaires départementaux, des récapitulatifs nationaux (ainsi celle de Peuchet et Chalançon en 1810).

La lecture subtile de Marie-Noëlle Bourguet transforme ces textes ingrats en un passionnant document, non pas sur l'état de la France napoléonienne, mais sur la manière dont les administrateurs, et les notables qui les ont aidés, pouvaient la percevoir et la représenter. Pour les préfets, la leçon est bien rude, et la déception double : loin de rencontrer un pays unifié par sa nouvelle rationalité politique et administrative, ils doivent enregistrer l'infinité diversité des habitudes et des pratiques ; loin de reconnaître la société régnante et harmonieuse que promettaient les libertés révolutionnaires, ils doivent constater la force maintenue, et souvent salutaire, des solidarités et des coutumes anciennes. Du coup, à l'uniformité réclamée par Chaptal, ils répondent par l'inventaire éclaté des particularités locales ; à son exigence comptable, par un zèle d'éthnographes.

Climats et coutumes

Chez les hommes habitués à penser dans les schémas néohippocratiques, qui font des variations climatiques et topographiques les déterminants des écarts dans les mœurs et les coutumes, la tentation était dès lors forte de fragmenter le constat et de diviser l'observation afin d'établir les multiples différences repérables dans la circonscription qu'ils administraient. Le chatoiement de cette pluralité locale avait de quoi inquiéter l'autorité centrale, qui ne savait qu'en faire.



BÉRÉNICE CLEEVE

D'où, dans les dernières années de l'Empire, l'abandon du projet au profit d'enquêtes quantifiant les productions et les hommes à l'ancienne manière monarchique. D'où, dans la décennie 1830, la construction d'une « statistique générale de la France » à partir non plus de la juxtaposition d'inventaires départementaux, mais de la mise en séries de données homogènes et comparables qui, présentées dans l'ordre alphabétique des départements, sont agrégées par l'interprétation en des ensembles plus vastes, aptes à manifester les clivages majeurs divisant le territoire national.

Le commandement d'une cité

Cette dualité de perception, qui considère le département soit comme une individualité écologique singulière et bigarrée, soit comme une simple enveloppe administrative, reproduite à l'identique par le maillage territorial, a habité dès l'origine les débats qui aboutirent, en février 1790, à un nouveau découpage du royaume. Pour ouvrir un dossier postérieurement obscurci par les aigres controverses entre les défenseurs des régions naturelles, et pour ce, contempteurs de la départementalisation, et les admirateurs de la rationalité spatiale inventée par la Révolution, Marie-Vic Ozouf-Marignier a pris appui sur deux ensembles documentaires complémentaires : d'une part, les discussions menées à l'Assemblée nationale ; d'autre part, les lettres des localités pour réclamer l'attribution d'un chef-lieu ou protester contre un rattachement jugé injuste.

Les opinions échangées et les doléances exprimées livrent-elles les sentiments d'appartenance géographique, voire, comme le suggère le sous-titre de l'ouvrage, « la représentation du territoire français » ? Ou bien ne doit-on pas les tenir, plus radicalement encore que ne le fait l'auteur, comme autant d'argumentations polémiques, construites à la

manière des anciens mémoires judiciaires, et visant à préserver une position ou à soutenir une prétention ? A lire les textes de cette manière, on comprend bien pourquoi les plaidoyers des communautés (du moins les plus habiles) moulaient la défense des intérêts locaux dans les principes de partition adoptés par l'Assemblée.

Il s'agit, avant tout, de convaincre l'autorité parisienne, et ainsi de tirer profit de la réorganisation administrative pour régler de vieux comptes avec les cités voisines, prendre une revanche trop longtemps attendue ou conforter une domination déjà glorieuse.

A l'inverse, si le comité de constitution, mené par Sieyès et Thourer, tient bon sur l'exigence d'un maillage assez lâche et régulier, avec seulement quatre-vingts départements plus Paris (Miraubeau en aurait voulu cent vingt), il multiplie volontiers les concessions pour ce qui est du tracé des limites administratives, qui souvent retrouvent les anciens découpages provinciaux et les frontières naturelles (ou prétendues telles).

La division de l'espace national devient ainsi l'enjeu de constructions contradictoires du « naturel », classiquement appuyé sur le repérage d'un trait commun à une aire donnée ou bien identifié de manière plus moderne à partir du réseau de relations qui unifie un territoire sous le commandement d'une cité. Le résultat, en tout cas, donnera satisfaction puisque, à l'inverse du calendrier révolutionnaire, le cadre départemental sera accepté sans grandes réticences. Et durablement.

ROGER CHARTIER.
★ DÉCHIFFRER LA FRANCE. LA STATISTIQUE DÉPARTEMENTALE À L'ÉPOQUE NAPOLEONNIENNE, de Marie-Noëlle Bourguet. Ed. des Archives contemporaines, 476 p., 360 F.

★ LA FORMATION DES DÉPARTEMENTS. LA REPRÉSENTATION DU TERRITOIRE FRANÇAIS À LA FIN DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE, de Marie-Vic Ozouf-Marignier, préface de Marcel Rucyolo. Ed. de l'École des hautes études en sciences sociales, 363 p., 145 F. jusqu'au 30 mai 1989, 176 F. ensuite.

● AUTOBIOGRAPHIE

La longue traque de Simon Wiesenthal

(Suite de la page 15.)

Cet octogénaire cache bien son jeu. Lui dont on aurait parié que le sens de la dérision et de l'ironie laissait à désirer a même publié — sous le pseudonyme de Kukia — un opuscule sur l'humour dans les pays de l'Est, en 1963. Par lambeaux, il se défait même de la haine qui le mobilisait. Et quand il reprend, à la fin des années 50, sa grande traque de par le monde contre les bourreaux des camps, ce n'est plus en croyant à une culpabilité collective du peuple allemand mais à sa « responsabilité collective ».

Le titre de son dernier livre — *Justice n'est pas vengeance* —

traduit à sa manière cette évolution. On est loin du cinglant *Les assassins sont parmi nous*. Et Wiesenthal délaisse cette légende sombre qui voulait qu'un commando à ses ordres exécutât sans publicité les bourreaux de son peuple martyr, légende qu'il ne se donnait pas trop la peine de démentir autrefois.

Le Wiesenthal nouveau est un homme pondéré, trop au goût de certains jeunes juifs — et il s'en explique. Ainsi persiste-t-il à ne pas accabler Kurt Waldheim, le président de la République autrichienne accusé par le Congrès juif mondial d'être un criminel de guerre nazi, en comparant

son cas à celui d'un Eichmann : « L'un est responsable de la mort de millions de juifs. L'autre a commis la maladresse de contester avoir été informé de la déportation des juifs de Thessalonique ».

Mais dans son ouvrage qui soit dit en passant, n'a rien d'une autobiographie, le vieux chasseur s'emploie surtout à raconter les plus passionnantes de ses enquêtes pour un large public. Avec beaucoup de punch.

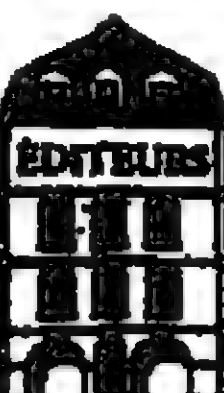
LAURENT GRELSAMER.
★ JUSTICE N'EST PAS VENGEANCE. UNE AUTOBIOGRAPHIE, de Simon Wiesenthal, Robert Laffont, 394 p., 115 F.

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M., 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

● SCIENCES

Quelle est la nature de l'univers ?

Pour comprendre l'univers, le savant britannique Stephen Hawking tente de réconcilier les théories de la relativité générale et de la mécanique quantique

LA nature et ses lois restaient cachées dans la nuit des temps. Dieu a dit : « Que vive Newton et la lumière fut ». Mais un journaliste anglais, John C. Squire, a ajouté à ce commentaire d'Alexander Pope : « Cela ne pouvait durer. Le Diable s'écria en hurlant : « Que vive Einstein ! » Et l'équilibre fut rétabli. » Cette anecdote confirme, comme l'écrit le Britannique Stephen Hawking, que nous nous trouvons « dans un monde déroutant ». « Nous voulons, dit-il, donner un sens à ce que nous voyons autour de nous et poser les questions : quelle est la nature de l'univers ? Quelle est notre place dans l'univers et d'où venons-nous, lui et nous ? Pourquoi est-il ce qu'il est ? »



Stephen Hawking

Pour tenter de répondre à ces questions, Stephen Hawking, quarante-sept ans, vient de rassembler dans un ouvrage d'un peu plus de deux cents pages le résultat de ses nombreuses recherches menées à l'université de Cambridge, où il occupe la chaire de physique mathématique et d'astrophysique tenue en son temps par Dirac et... Newton. Un travail de vulgarisation d'autant plus attachant, en dépit de passages difficiles et d'un sens de l'écriture qui gagnerait parfois à un peu plus de légèreté, que l'homme est atteint depuis plus de vingt-cinq ans d'une incurable maladie, une sclérose latérale amyotrophique, qui le réduit à se mouvoir en chaise roulante et à communiquer au moyen d'un ordinateur et d'un système vocal électronique.

Reste que Stephen Hawking est un des théoriciens les plus brillants de son temps, un de ces scientifiques enthousiastes que rien n'arrête, et qui, de toute son âme, veut nous faire partager sa passion pour la cosmologie et sa

propre vision du cosmos. Celle qui va des origines de l'univers, de cette explosion créatrice que fut le Big Bang, lorsque l'univers était presque un point « infiniment petit, infiniment dense » et immensément chaud, à l'hypothèse, que pratiquement personne ne réfute aujourd'hui, de trous noirs, grands et petits, où s'engouffrent et se perd toute matière. Des monstres de la physique qui seraient le stade ultime d'évolution de toute matière et où les forces d'attraction gravitationnelles seraient telles que la lumière ne pourrait s'en échapper. Pas étonnant donc que les trous noirs n'aient pas encore été mis en évidence par les astronomes, même si trois candidats sérieux — Cygnus X-1, LMC X-3 et A 0620-00 — semblent appartenir à cet étrange bestiaire.

Comment relier entre eux tous ces événements ? Comment témoigner de cette expansion de l'univers à laquelle nous assistons ? C'est ce que tente de faire

Stephen Hawking tout en reconstruisant qu'il est aujourd'hui très difficile de « concevoir une théorie qui décrive l'univers d'un seul coup ». « A la place, dit-il, on choisit de morceler le problème et d'inventer un certain nombre de théories partielles, chacune d'elles décrivant et prédisant une certaine classe limitée d'observations » tout en « négligeant les effets de quantités d'autres », ou en les « représentant par de simples séries de nombres ».

Le rêve des physiciens

Or, « aujourd'hui, écrit Stephen Hawking, les savants décrivent l'univers d'après deux théories partielles de base, la théorie de la relativité générale », (élaborée par Einstein) et la mécanique quantique, les deux grandes réussites intellectuelles de ce siècle. Seulement voilà, la première décrit la force de gravité — la fameuse attraction gravitationnelle — et la structure de l'un-

vers, en particulier celle des trous noirs, sur des échelles allant de quelques kilomètres à des millions de milliards de milliards de kilomètres. Et la seconde ne se consacre qu'au petit monde des particules élémentaires et donc à des phénomènes à l'échelle du milliardième de milliardième de centimètre.

Malheureusement, ces deux théories sont pour l'heure incompatibles : le rêve des physiciens, et tout particulièrement celui de Hawking, est de développer une toute nouvelle théorie qui les prendrait en compte toutes deux. Une sorte d'unification globale, « une théorie quantique de la gravité », dont on connaît déjà un grand nombre des propriétés qu'elle devra satisfaire. Une tâche difficile et de très longue haleine à laquelle Stephen Hawking a donné un début de concrétisation avec ses travaux sur l'évaporation des trous noirs, qui prédisent que ces objets ne seraient pas aussi noirs qu'on le dit et pourraient, en accord avec la mécanique quantique, produire malgré tout des particules élémentaires.

Un début de pont, donc, jeté entre ces deux piliers de la physique actuelle réputés incompatibles et qui pourraient valoir, dit-on, un prix Nobel à Hawking, même s'il traite un peu trop brièvement, dans son dernier livre, d'une théorie d'un nouveau genre, celle des supercordes, qui pourrait elle aussi transformer notre conception de l'espace et du temps. Éléments non ! Mais pour un petit nombre d'initiés seulement.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

★ UNE BRÈVE HISTOIRE DU TEMPS, de Stephen Hawking. Traduit de l'anglais par Isabelle Naddeo-Soriano, Flammarion, 238 p., 89 F.

● PHILOSOPHIE

Expliquer le vivant

Deux livres pour découvrir les « sciences cognitives »

CONNAISSEZ-VOUS les « sciences cognitives » ? Si ce n'est pas le cas, deux livres de Francisco Varela vous aideront à vous plonger dans ce courant de recherches dont les origines remontent aux années 40 et qui est actuellement en pleine effervescence.

Né au Chili en 1946, neurobiologiste de formation, Varela vit à Paris et enseigne à l'École polytechnique. Ses quatre premiers livres ont été publiés à l'étranger. Les deux derniers sont en France, mais ils ont d'abord été rédigés en anglais. L'un, *Autonomie et Connaissance*, constitue une réflexion approfondie sur les capacités d'auto-organisation propres aux êtres vivants. L'autre, sobriement intitulé *Connaître*, entend faire le point sur les acquis et perspectives actuelles en matière de « sciences cognitives ».

C'est par ce dernier que le lecteur non-initié aura intérêt à commencer.

Il y apprendra que l'épistémologie génétique (Piaget) et la cybernétique (Wiener) se sont unies pour engendrer, à partir de 1940, l'idée d'une « science de l'esprit » centrée sur l'explication de la perception, du langage et, d'une façon générale, des processus d'acquisition des connaissances. Que cette science a d'abord eu pour but (Turing, von Neumann) de représenter le fonctionnement du cerveau sur le modèle d'un ordinateur. Que des technologies sophistiquées — qu'on regroupe sous le nom d'*intelligence artificielle* — sont issues de ce rapprochement. Mais que, depuis le début des années 80, les jeunes chercheurs ont de moins en moins tendance à se satisfaire de l'équation « cerveau = ordinateur ». Et qu'ils s'efforcent plutôt de replacer le fonctionnement de l'intelligence dans le vaste contexte, à la fois biologique et social, qui est le sien.

Pour Varela comme pour Jean-Pierre Dupuy ou Henri Atlan, il convient d'aborder les problèmes du vivant, dont l'esprit n'est qu'une manifestation, dans une perspective globalisante. C'est pourquoi leur attention se tourne vers l'auto-organisation. Cette capacité de faire émerger de l'ordre à partir du désordre, de produire des structures inédites pour lutter contre l'entropie, est, selon eux, le trait commun à tous les organismes vivants, quelle que soit leur nature.

Neurobiologie, informatique, linguistique, épistémologie doivent désormais s'unir si elles entendent penser cet objet mou qui résiste à tout et d'abord à la compréhension : la vie. Que le lecteur s'arme de patience ! Il lui faudra, à lui aussi, savoir un peu de tout pour suivre Varela. Mais s'engager sur le chemin que ce dernier nous montre, n'est-ce pas une aventure intellectuelle digne des plus excitants romans de science-fiction ?

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.

★ CONNAÎTRE, et AUTONOMIE ET CONNAISSANCE, de Francisco J. Varela, les deux ouvrages au Seuil, 122 p., et 247 p., 75 F et 120 F.

« Ma Thémagie ? » Métamagique !

« MA sœur Molly qui, pour des raisons inconnues, ne peut ni parler ni comprendre, a tout mon amour. Sa triste condition a toujours été un mystère qui m'a conduit depuis de nombreuses années à m'interroger sur l'esprit, le cerveau et l'âme. »

Ces émouvant aveu, à la fin d'un livre de neuf cents pages consacré aux jeux mathématiques, explique sans doute bien des choses. Son auteur, Douglas Hofstadter, ne réussit pas à nous intéresser aussi longtemps à des questions de pure logique s'il n'était clair que, à travers ces jeux qui ressemblent souvent à des canulars de polytechniciens, un autre but était poursuivi : l'élucidation du fonctionnement mental. Tâche aussi ancienne que la philosophie elle-même mais qui se trouve ici reprise dans la perspective de ce qu'on appelle aux États-Unis les « sciences cognitives », un mélange singulier de logique formelle, d'informatique, de linguistique et de psychologie.

Dans ce secteur de pointe, Douglas Hofstadter est loin d'être un inconnu. Deux de ses livres ont déjà été traduits en français : *Gödel, Escher, Bach* (1) et *Vues de l'esprit* (2). Celui qui sort aujourd'hui, *Ma Thémagie*, rassemble vingt-cinq chroniques rédigées pendant deux ans et demi pour la revue *Scientific American*. Le titre, comme la table des matières et le livre tout entier, reposent sur un jeu de mots, qui fait allusion au caractère « métamagique » de l'entreprise cognitive. En simplifiant, on pourrait dire que Hofstadter se propose de rechercher ce qui se cache au-delà des apparences magiques de la création artistique ou scientifique. Pour lui, cet « au-delà » de la magie se résume presque toujours par une « structure », c'est-à-dire la mise en œuvre d'une organisation complexe entre des éléments.

Reste à découvrir les lois de cette organisation. C'est là que l'approche pluraliste pratiquée

par les spécialistes des sciences cognitives révèle à la fois son intérêt et ses limites. Son intérêt tient à la manière dont elle met en lumière des analogies jusqu'ici méconnues entre, par exemple, certains processus biologiques et d'autres informatiques, entre cerveau et ordinateur, entre langues naturelles et langages artificiels (3).

De ces jeux de miroirs, on sort quelque peu étourdi : l'art humain n'arrivera, semble-t-il, jamais à surpasser la nature, tant les ressources de l'art « spontané » qu'utilise le vivant dépassent et devancent celles du chercheur en son laboratoire. Mais celui-ci, après tout, n'est-il pas lui aussi un vivant ?

Renvoyé d'un extrême à l'autre, d'une étude de Chopin à une formule mathématique, ou d'un dessin d'Escher à une poésie de Lewis Carroll, le lecteur éprouve donc rapidement un vertige décevant. Peut-être ce vertige annonce-t-il la découverte prochaine d'un grand secret ? Mais peut-être veut-il dire, tout simplement, que les sciences cognitives n'ont pas encore trouvé le terrain solide sur lequel elles pourraient se développer ? A moins que, sciences d'une espèce radicalement nouvelle, elles n'aient précisément pour caractéristique de déployer ce jeu de renvois pour lequel la notion même de terrain solide doit disparaître ? Chacun appréciera en fonction de ses convictions ; mais nul, je crois, ne regrettera de s'être plongé dans ce livre remarquablement astucieux et par moments fort drôle.

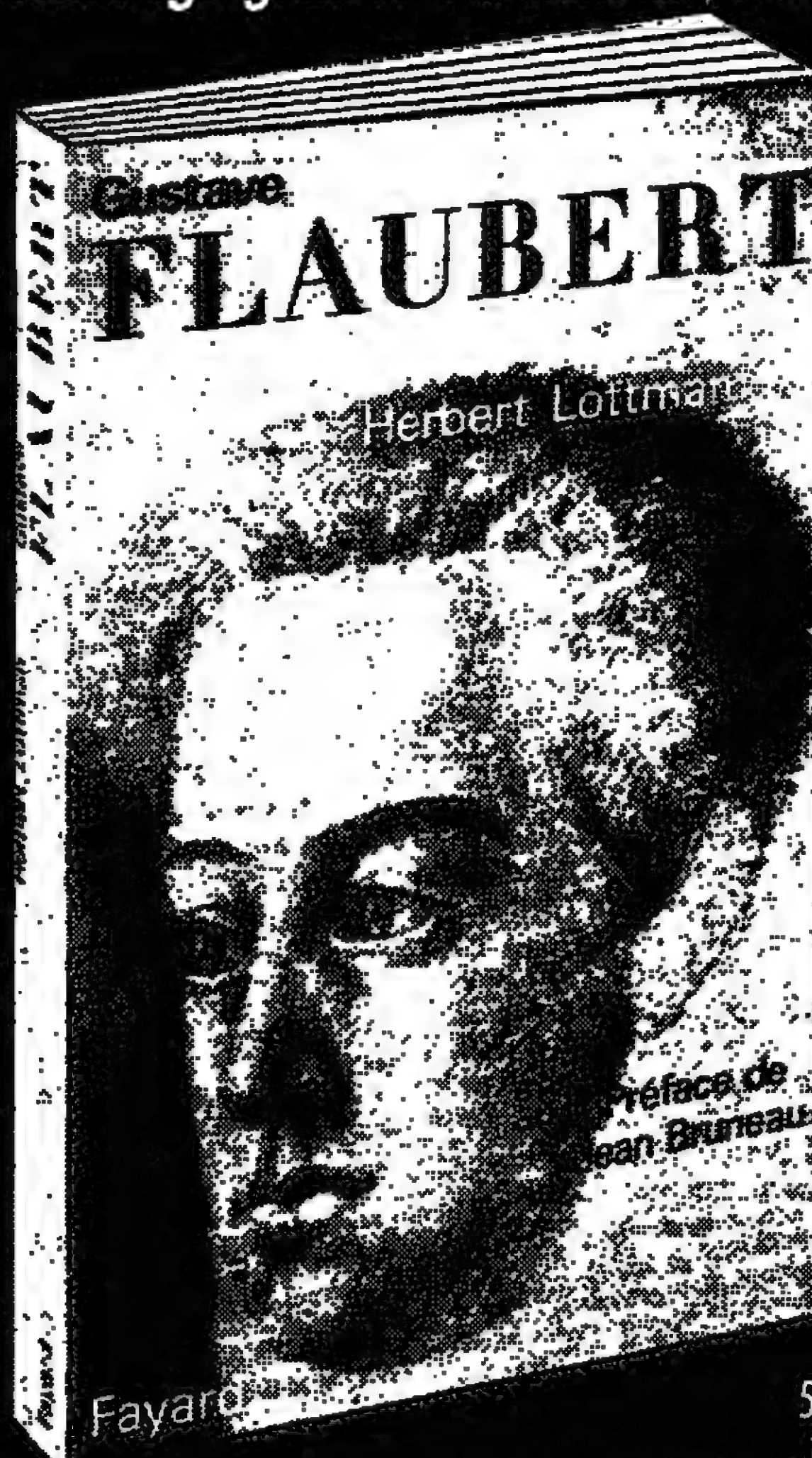
Ch. D.

★ MA THÉMAGIE, de Douglas Hofstadter, Inter Editions, 900 p., 265 F.

(1) Inter Editions 1985.
(2) Inter Editions 1987.
(3) Signalons le livre de l'Américain John Haugeland qui vient de paraître en français : *L'esprit dans la machine. Fondements de l'intelligence artificielle*. Ed. Odile Jacob, traduction de Jacqueline Henry, 250 p., 150 F.

Gustave FLAUBERT

Il nous manquait un ouvrage tel que celui de Herbert Lotman... Avec sa chronologie rigoureuse, ses inventaires, la récapitulation de l'emploi du temps de son héros et du temps qu'il faisait à tel ou tel autre moment de la vie de celui-ci — détail magique qui transporte le lecteur à l'endroit même dont on lui parle —, l'ouvrage se présente comme une sorte de carte minutieuse de la vie de Flaubert. Et, de même que la carte d'un pays ou d'une ville que nous connaissons à fond nous aide à bien situer les monuments, les rues, les palais que la mémoire a élus, cette carte-biographie nous offre l'occasion de mieux percevoir la cohérence reliant les innombrables contradictions d'un personnage génial. Hector Bianciotti, *Le Monde*



580 p.
150 F

L'intérêt du livre d'Herbert Lotman est de faire la synthèse des connaissances biographiques avérées ou controversées. Partant d'une formidable documentation, vérifiant point par point les affirmations de ses prédécesseurs, il nous donne le récit le plus complet à ce jour et le plus digne de foi de la vie de Flaubert. Pas un détail qui ne s'appuie sur une citation, pas une hypothèse qui ne se trouve étayée par des preuves tangibles. Chez Herbert Lotman, la rigueur est l'alliée fidèle de la fascination.

Lire

FAYARD

MARIAGE, MARIAGES

Compagnonnages, Remariages, Unions à l'essai... Si le scénario change, le mystère demeure.

Un numéro de la Revue Autrement.

208 pages, 89 F.

En librairie

autrement

D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Irina Ratouchinskaïa et la résistance du matériau humain

★ **GRISE EST LA COULEUR DE L'ESPOIR**, d'Irina Ratouchinskaïa, traduit du russe par Madeleine et Vladimir Berelowitch. Plon, 416 p., 130 F.

★ **AU PAYS DES GARES PENSIVES**, d'Irina Ratouchinskaïa, poèmes de prison traduits du russe par Françoise Lesourd, Christian Bourgois, 130 p., 70 F. (Édition bilingue.)

LES poètes, on le sait, peuvent être dangereux... « L'honneur des poètes » fut le titre d'une des plus prestigieuses collections publiées dans la clandestinité, sous l'Occupation. Honneur donc aux jeunes poètes qui furent, qui sont encore, dans les camps d'où ils procèdent une formidable liberté. Non pas les camps de Staline, mais ceux de Brejnev, d'Andropov, de Gorbatchev qui la libéra cependant. Car toute poésie, partout, de tout temps, ne peut être que dissidente, résistante. Ou alors, elle n'est pas. Voilà ce que nous rappelle, avec une force, une dignité peu communes, une jeune femme, Irina Ratouchinskaïa, qui a fêté ses trente-cinq ans la semaine dernière et qui, en septembre 1982, à Kiev, avait été condamnée à sept ans de camp de travail et cinq ans d'exil intérieur pour « propagande et agitation antisoviétiques ». A cause de ses poèmes !

Après plus de quatre ans dans les camps de Mordovie, libérée, sans explications, fin 1986, deux jours avant la rencontre entre M. Gorbatchev et M. Reagan à Reykjavik, émigrée à Londres, elle a appris en mai 1987 qu'un décret du Soviet suprême les privait, elle et son mari, de la nationalité soviétique. Deux livres d'elle paraissent simultanément en français : un recueil de poèmes écrits en camp, intitulé *Au pays des gares pensives*, et un récit autobiographique, *Grise est la couleur de l'espoir*. Deux livres qui, même si l'on a lu beaucoup de récits de concentrationnaires (1), s'imposent par un ton original, une écriture provocante, pleine de hargne, d'humour et de liberté. De talent aussi.

« Toute la Mordovie est couverte de camps », écrit-elle. Comment vivre dans une société intolérante et avoir une idée des droits de l'homme ? C'est la question à laquelle elle tente de répondre. Croquante, cette fille d'Ukraine, née en 1954 à Odessa, a pu lire la Bible pour la première fois à vingt-trois ans, une Bible en vieux slavon du dix-huitième siècle, donnée par des amis juifs qui avaient émigré. Sa mère enseignait la littérature russe, son père, ingénieur, travaillait dans un institut si secret qu'elle ignore encore aujourd'hui tout de ses activités. Elle est mariée depuis dix ans avec Igor, un ami d'enfance, et le père d'Igor, physicien, membre de l'Académie des sciences d'Ukraine, a perdu son emploi lors de l'arrestation d'Irina.

« Pourquoi devrions-nous choisir entre la patrie et la liberté ? Nous voulons et la patrie et la liberté, répète Irina, la lutte. Maintenant, les gens se battent pour leur liberté dans toutes les Républiques ; aujourd'hui encore, beaucoup sont arrêtés, envoyés en prison ou en hôpital psychiatrique. Vous, à l'Ouest, vous pouvez apprécier Gorbatchev, mais en Russie il y a toujours des atteintes aux droits de l'homme. Il y a toujours des prisonniers de conscience. Pourquoi, par exemple, mon ami Vladimir Vassiliev est-il toujours dans un hôpital psychiatrique ? Il avait été arrêté pour ses poèmes en 1971 ; sa famille a longtemps cru qu'il était mort. »

Ces deux ouvrages se complètent. La prose, aux couleurs grises de l'uniforme des prisonniers politiques, est celle d'un témoin. Le récit a paru en semizdat, d'abord en russe, puis il a été traduit en polonais, estonien, letton, lituanien. Personne ne connaît le tirage des semizdats, parce que maintenant, avec les ordinateurs, on imprime beaucoup plus facilement qu'avant, même si les photocopies restent difficiles d'accès, sinon interdites.

« Au camp, j'ai écrit trois recueils de poèmes, dit-elle. Regardez. » Elle sort de son sac un minuscule rouleau de papier à cigarette, de 4 centimètres de large sur 1 mètre de long, couvert d'une écriture minuscule d'une finesse si extrême qu'il faudrait presque le lire à la loupe : le livre des « gares pensives », ces gares qui ne voient passer que les trains des prisonniers, tient là tout entier... « J'ai été arrêtée à Kiev et j'ai passé six mois en prison avant



le jugement, puis plus de quatre ans au camp. Je crois que j'y ai beaucoup appris : les traditions des prisonniers de conscience et la façon de survivre et de résister aux pressions du KGB, grâce à l'entraide. Il y avait toutes les croyances : catholiques, pentecôtistes, baptistes, orthodoxes. Des agnostiques aussi. Nous priions toutes ensemble ; nous célébrions les fêtes de chacune d'entre nous. Chacun respectant la croyance de l'autre. Beaucoup sont devenus croyants au camp : tel Anatoli Koriakine. Quand les gens sont en difficulté, ils viennent à Dieu. Le camp n'est pas un lieu pour discuter d'opinions politiques, le seul ennemi est le KGB. Tout conflit entre prisonniers est une faute : nous avons appris cela en lisant Evguénia Guinzbourg, Soljenitsyne. L'entraide est l'essentiel. Le camp où j'étais, un camp spécial pour prisonniers politiques, existait depuis le temps de Lénine. »

En franchissant le seuil de sa cellule, elle s'était promis de noter et de se souvenir de tout : les brimades, le cachot, les grèves de la faim, le combat pour la dignité, — de sorte que tout le monde sache ce qui se passait dans sa « petite zone ». « Privée de visites, interrompue nos lettres, l'information parvenait de toute façon à qui de droit et au moment voulu. Comment ? Ce sont nos secrets de zeks. » Voilà sa glanée à elle. Ce livre *Grise est la couleur de l'espoir*, rédigé en un mois et demi en 1987, d'après le journal précis qu'elle n'a pas cessé de tenir, qu'elle faisait sortir clandestinement et qui constitue le squelette précis du récit : « la chronique de la petite zone », le camp des détenues politiques, « où les gens n'ont rien de terrible, justement parce

que ce sont des gens. Certes, nous sommes toutes entassées dans un seul baraquement, nous sommes vêtues comme des mendiantes, nous subissons des perquisitions où tout est mis sens dessus dessous, mais nous restons des êtres humains. »

SURTOUT, elle ne peut pas vivre sans écrire des poèmes. « Mon poète préféré est Ossip Mandelstam, que j'ai découvert à vingt-trois ans. Et Brodsky, que j'ai lu en semizdat à Leningrad. Je lisais l'Partie du discours dans les trolleybus et je ralais la station où je devais descendre. Mon auteur de prose préféré ? Mikhaïl Boulgakov, j'aime tout ce qu'il a écrit. Nous sommes devenus dissidents quand nous avons appris l'exil de Sakharov en 1979, il nous fallait protester contre cette violation des droits civiques. »

Une maxime règle sa vie : ne jamais croire le KGB, ne jamais avoir peur. « Tout le monde a peur, mais il faut se contrôler, se comporter comme si on n'avait pas peur. » Ne pas croire, ne pas grandir, ne pas pardonner. « Parestroïka, explique-t-elle, est un mot communiste qui consiste à reconstruire le système d'une autre manière. Il faut vouloir la liberté pour tous, pas seulement pour les membres du parti. »

Ce qui frappe chez Ratouchinskaïa, c'est la force d'une personnalité hors du commun : la vigueur, la tendresse — « LTBJ » inscription secrète : « Je t'aime plus que la vie. », — la pitié, la gaieté, l'humour aussi, éclatant à chaque page, par exemple quand Tatiana Ossipova pleure devant la mort de Cyrano de Bergerac, la Lituaniennne, qui a l'âge de sa mère et qui a été condamnée pour la première fois, encore scolaire, lors de l'invasion de son pays par les Russes. Elle peut être féroce et mordante aussi, plus que la chatte Niourka, par exemple quand elle évoque Valentina Terechkova, la cosmonaute, présidente du Comité des femmes soviétiques, qui a ordonné le port de l'uniforme, parce qu'elle avait constaté, lors d'une visite du camp, que les détenues « étaient mieux vêtues » qu'elle !

Tout recommence dans la vie, tout recommence la route, la nuit, cette main où la mienne

est cachée, écrit-elle dans le dernier poème du recueil *Dénouement*. Libérée sans avoir été brisée, libre d'avoir survécu dignement. Avant, triomphé, et c'est l'essentiel, du test sauvage sur la résistance du matériau humain.

(1) Rares sont les livres sur les camps de femmes. Le témoignage de Ratouchinskaïa s'impose après les deux grands livres d'Evguénia Guinzbourg : *Le Vertige* (1967) et *Le Ciel de Kolyma* (1980) au Seuil.

Séférís, l'homme blessé

Le journal du Prix Nobel de littérature 1963, mort en 1971. Un testament pudique.

LE *Mercur* de France avait déjà publié, il y a une quinzaine d'années, une petite partie du journal de Georges Séférís (1900-1971). Prix Nobel de littérature en 1963. Il nous donne aujourd'hui l'essentiel de ce texte, dont l'original compte mille trois cents pages. Séférís a tenu son journal de l'âge de vingt-cinq ans à sa mort. Il l'a corrigé et retravaillé en vue de sa publication, ce qui explique son unité de ton et sa pudeur : l'auteur ne dit pas un mot, par exemple, au sujet de ses rencontres féminines. La sexualité est bannie de ces pages, à l'exception d'un passage où Henry Miller confie à Séférís et à quelques autres qu'il eut tellement envie de communiquer avec Dieu en découvrant la Crète qu'il voulut se masturber.

Séférís parle beaucoup des autres, de ceux qu'il aime, de ceux qu'il a connus. Convince qu'on ne peut écrire de la poésie que dans sa langue maternelle, il est surpris par cette déclaration que fait Eluard lors d'un voyage à Athènes : « Moi, je pourrais écrire même en chinois, et c'est pourquoi je n'admets pas qu'un poème soit intraduisible. » Il cite ce commentaire de T. S. Eliot, qu'il connaît à Londres, sur les guerres civiles : « Ce qui est pénible, c'est la sympathie qu'on éprouve pour l'ennemi. » Soucieux, dès sa jeunesse, d'élaborer un art poétique profondément grec, Séférís n'a cessé de dialoguer avec les cultures étrangères, notamment avec la poésie et la musique françaises. Il fut séduit par Debussy, dont la musique, écrit-il, « n'est pas constituée de sons, mais de silence ».

Il considère vraisemblablement que le voyage fait partie de l'identité grecque. A plusieurs reprises, il se définit lui-même comme un marin, qui « n'est heureux nulle part ». Il faut dire que son métier de diplomate l'obligea à voyager beaucoup. Il a toujours gardé, néanmoins, les yeux fixés sur la Grèce. Dans les moments les plus mélancoliques de sa vie, il lit

Homère et Eschyle, pour se ressaisir, « se redresser ». Homme de grande culture, il considère en même temps que l'instruction peut détruire la véritable culture. Il cite, avec ravissement, une image, cette boutade du poète Malacassis : « Et pour quoi faire la culture ? Est-ce que par hasard Homère connaissait Shakespeare ? » Séférís éprouve une vive admiration pour la prose du général Macriyannis, un homme presque illettré, et pour les peintures naïves de Théophilos. Sa poésie aspire à la simplicité des chansons populaires.

« Sans fioritures ni commentaires »

Il partage le goût de Cavafy pour « la sèche description des événements, sans fioritures ni commentaires ». Il évoque souvent la difficulté qu'il a à composer ses poèmes. « Faire un poème, écrit-il, c'est conduire au combat une armée de dix mille hommes contre une armée adverse égale en nombre, tout en sachant que, pour vaincre, il faut exterminer tous ses ennemis, mais qu'il suffit, pour être vaincu, qu'un seul de vos hommes soit tué. » Le poème achevé rend la feuille de papier transparente comme le « verre qu'utilisent les pêcheurs pour voir dans la mer ».

Son métier de diplomate a dû l'ennuyer prodigieusement, car il n'en dit pas un mot. Il parle en revanche longuement des malheurs que son pays a connus au cours de la période que couvre son journal — plusieurs dictatures, une guerre civile — et n'a pas de mots assez durs pour fustiger l'incapacité et l'aveuglement de la classe politique grecque. « Ren-trant à la maison par le boulevard Amalias, j'ai perçu, sur un bout de terrain exigu, des chevaux de bois, sans cavaliers, et qui tournaient tandis que pleuraient l'orgue de Barbarie. Impression fulgurante que c'est

là l'image de la vie politique de notre pays. Il a la nostalgie de la Grèce même quand il se trouve dans son pays. » Où que je voyage, écrit-il, la Grèce me blesse. Le seul homme politique qui trouve grâce à ses yeux c'est Vénizélos (1). Il note que lors de ses funérailles, certains pêcheurs peignaient leurs barques en noir. Les dernières pages du journal sont bien sombres. On y relève ce court poème : « On te prendra l'ombre des arbres, on te la prendra/On te prendra l'ombre de la mer, on te la prendra/On te prendra l'ombre de ton cœur, on te la prendra/On te prendra ton ombre... »

VASSILIS ALEXAKIS

★ **PAGES DE JOURNAL** (1925-1971), de Georges Séférís, traduit du grec et présenté par Denis Kohler, *Mercur* de France, 474 p., 172 F.

(1) Homme politique grec (1864-1936) qui dirigea plusieurs gouvernements de 1910 à 1933.

Le verbe contre l'anéantissement

Le poète yiddish Avrom Sutzkever témoigne pour les disparus et se fait l'émissaire des survivants

LE temps de l'enfance et de l'adolescence, même s'il est de dure réalité et passé sous le signe du déracinement, recèle des trésors de clarté, des réserves d'énergie pure que le pire avenir ne saurait anéantir. Poète de cette permanence éblouie, Avrom Sutzkever est aussi l'homme de plusieurs résurrections. Né en Lituanie en 1913, il dut fuir les pogroms et partir avec sa famille pour la Sibérie. Sur les rives d'un fleuve pris six mois par an dans les glaces, l'irrich, il connut l'exaltation de l'espace sans fin, et le mystère d'une si vaste blancheur en regard d'une si longue nuit. C'est dans ce clair-obscur que devait mourir son père.

Revenu à Smorgon, puis fixé à Vilno en 1922, Sutzkever s'attacha à cette ville-symbole que l'on appelait « la Jérusalem de Lituanie ». Là s'était développé au cours des siècles l'un des centres culturels et politiques les plus actifs du monde juif. Ses années de formation eurent donc pour

cadre le lieu où s'était épanouie la philosophie des Lumières juive, où s'était formé le Parti ouvrier juif, où Herzl avait prophétisé la renaissance possible d'une nation juive. Sutzkever allait préserver en lui ce triple héritage.

Quand les nazis investirent Vilno, les juifs furent parqués dans le ghetto. Au cours de l'assaut, Sutzkever réussit à s'évader par les égouts et rejoignit les partisans dans les forêts alentour. En mars 1944, il fut évacué sur Moscou. Sans relâche, il cria sa douleur, son horreur. Il fut comme le porte-parole des massacrés et témoigna en leur nom au procès de Nuremberg. Dans Vilno libéré, il fut l'un des premiers à retourner. Des soixante mille habitants juifs de la ville, il ne restait qu'une poignée de survivants — quelques centaines. Il écrivit à Ehrenbourg : « Je n'ai trouvé personne. Rien que des cendres. On a déterré les juifs de Vilno, et on les a brûlés. Les cendres humaines sont gluantes et grises. »

J'ai rempli un sachet de cendres (c'est peut-être mon enfant ou ma mère) et je le garde sur moi.

Avrom Sutzkever quitta Moscou, puis l'Europe, en 1947, pour se fixer définitivement en Israël. Depuis, à travers son œuvre, à travers la revue littéraire qu'il fonda en 1949 et qui s'intitule *la Chaîne d'or*, il n'a cessé d'animer deux défis : celui de la mémoire, et celui de la langue même de cette mémoire, le yiddish. Avec lui, avec son acharnement à dire la tragédie collective, mais aussi les songes et les émerveillements des individus, c'est toute une communauté qui perdure mot à mot, chant après chant.

Plus encore qu'une conscience meurtrie qui témoigne, Avrom Sutzkever a été l'émissaire de la survie intellectuelle, morale et spirituelle de nombre de gens. Il a voulu que la monstruosité de l'holocauste ne puisse défaire à jamais les liens entre les générations. Presque seul, et pour des millions de disparus, il a miraculeusement maintenu ensemble les maillons de la chaîne d'or du peuple juif d'Europe.

Je suis ton gouffre, en enfer ta cendre qui pleut.
Je suis ton tout dernier regard, [recommence-le].
Comme un adieu, je suis ton [ultime étincelle].
Et je veux embraser une averse [avec elle].
De ton premier amour je suis [le légataire].
La verte jalousie de ceux qui te [sont chers].
Je suis journal intime. Tu [dances sur ses pages].
Un démon applaudit : « C'est [divin] ! », dans l'orage (...)
Je suis ta jeune mort. Où que [je sois, qu'importe].
Ton squelette est en moi. Car [c'est moi qui le porte].
ANDRÉ VELTER.

★ **OU GITENT LES ÉTOILES** d'Avrom Sutzkever, traduit du yiddish par Charles Dobzynski et Rachel Ertel, Le Seuil, 216 p., 120 F.

NUMERO 20 en kiosques

Terrain de jeux et de découvertes littéraires en tout genre. Neuf de débats et d'échanges d'idées, ouverte à tous, sans esprit de chapelle, de frontière ou de mur d'enceinte. Lettre internationale continue à nous ouvrir des fenêtres sur le monde. A faire des couverts d'été...

Nicole ZAND

LE MONDE

abonnements :
France : 140 F
Europe : 160 F
autres pays : 195 F

le n° : 42 F

14-16, rue des Petits-Hôtels
75010 Paris, tél. : 42 47 07 34



هكذا من الأصل

Société

Après l'assassinat d'une lycéenne à Suresnes

Fragiles « beurettes »

Plus tôt sages et discrètes, les adolescentes d'origine maghrébine défrayent rarement la chronique. Mais, de temps en temps, un drame dont elles sont les héroïnes involontaires vient rappeler leur existence et leur fragilité : un mariage forcé, une fugue, une séquestration... et même le crime de sang avec l'assassinat à Suresnes, par ses frères, d'une lycéenne marocaine qui fréquentait un Français non musulman.

Le drame de Suresnes, marqué par la mort de trois personnes (Le Monde du 15 mars), a conduit deux secrétaires nationales du Parti socialiste, Mme Geneviève Domenech-Chich et Yvette Roudy, à réclamer, de manière urgente, « une loi précisant les droits et les devoirs de chacun sur la question du statut personnel de la femme ».

Un tel problème pourrait-il vraiment être résolu par une loi ? Il est sûr, en tout cas, que celles qu'on appelle les « beurettes » méritent attention et parfois assistance. Parce qu'elles sont vulnérables. Parce qu'elles sont nombreuses. Et parce que c'est d'elles que dépend en bonne part l'intégration des musulmans en France dans les années à venir.

Une injustice flagrante semble régner dans beaucoup de familles maghrébines. Si le garçon est libre de ses mouvements, autorisé à « zoner » presque à sa guise, la fille est tenue de rester à la maison, d'y remplir certaines tâches ménagères, et malheur à elle si elle s'écarter !

L'attitude de ces adolescentes est généralement plus subtile qu'il y paraît. Par tactique, soumission ou conviction — ou par un mélange des trois —, elles renvoient l'image qu'on attend d'elles. Comme le souligne Azouz Bouag, écrivain et chercheur, « elles jouent le jeu de l'invincibilité », contraintes en permanence de « négocier le droit d'être elles-mêmes » (1).

Soumise, aux influences contradictoires de la famille, de l'école et de la télévision, certaines finissent par craquer. C'est souvent la fugue. Mais une

fugue sans but précis, qui ne vise pas forcément à se fondre dans la société française. Cette course dans le vide peut se terminer dans la drogue ou la prostitution.

C'est parfois aussi la tentative de suicide : les filles d'Algérie, de Marocains et de Tunisiens constituent le groupe social le plus atteint par ce fléau. Celles qui tentent de se donner la mort — en absorbant des médicaments, dans la plupart des cas — sont deux fois plus nombreuses que les Françaises du même âge et cinq fois plus nombreuses que les « beures » âgées de quinze à vingt-cinq ans.

Les familles venues du Maroc exercent généralement sur leurs filles un contrôle plus étroit que celles venues d'Algérie. C'est dû au caractère plus récent de cette immigration et à son regroupement par villages d'origine. Les « beurettes » marocaines, comme Ibrahim Jhalil, la victime du drame de Suresnes, sont souvent nées hors de France, mûrissent assez bien la langue de leurs parents et ont gardé des liens avec leur pays d'origine. Tirées entre deux cultures, elles ont des réactions plus difficiles à interpréter que celles de leurs camarades franco-algériennes : chez elles, la famille peut prendre la forme d'une cage... au Maroc.

Mais on aurait tort d'enfermer ces adolescentes dans le rôle de victimes. Ce qui les caractérise, au contraire, c'est la réussite. Réussite à l'école, dans la famille et en société.

Tous les enseignants le constatent : en général, une « beurette » a de meilleurs résultats scolaires que ses frères. Elle consacre plus de temps et d'attention à ses études, car elle sait qu'elle n'a pas d'autre moyen de s'en sortir. Cette réussite lui vaut une certaine autorité à la maison, les familles maghrébines attachant une importance considérable au diplôme, signe d'ascension sociale.

Pourtant, les adolescentes d'origine maghrébine sont moins nombreuses que les garçons à accéder à l'enseigne-

ment supérieur. Et si elles trouvent plus facilement du travail, c'est aussi parce qu'elles acceptent plus volontiers des emplois précaires.

A elle seule, la réussite en classe n'explique pas la place qu'occupent ces filles à la maison. On assiste à un nouveau rapport de forces hommes-femmes, dû à l'immigration. Celle-ci a mis fin, en effet, à la famille traditionnelle, élargie aux oncles, aux tantes, aux grands-parents. Depuis qu'elles vivent seules avec leur mari et leurs enfants, souligne le sociologue Adil Jazouli, les femmes maghrébines ont acquis davantage de pouvoir. Ce sont elles qui gèrent le budget, les rapports avec l'école — même si elles sont alphabètes ! — et les démarches auprès des services sociaux. Cette féminisation des tâches profite aux filles, par contre.

La gestion des relations internes et externes de la famille est de moins en moins un affaire de père et de grands frères, précise Adil Jazouli. Il se constitue « un axe d'alliance mère-filles qui, avec des manifestations différentes, exprime une commune réalité d'émancipation personnelle, donc une remise en cause progressive de la suprématie masculine au sein de la famille » (2). Et même quand ces jeunes filles trouvent un emploi, elles mettent plusieurs années avant de quitter vraiment la famille. Elles aident financièrement les parents, pourvont à l'argent de poche des plus petits, se font parfois « taxer » par leurs frères adultes.

L'intégration par le couple

Les adolescentes maghrébines ne se distinguent pas seulement à l'école et à la maison. Elles ont accès à d'autres lieux « légitimes » par leurs parents, comme les maisons de jeunes et les associations. On les a vues, ces dernières années, créer une quantité de petits mouvements féminins ou occuper des postes-clés dans des mouvements plus importants. Hayette Boudjem est vice-présidente de SOS-Racisme, Djida Tazdait présidente des JALB (Jeunes Arabes de Lyon et banlieue), Kaïssa Titous était, à la

dernière élection présidentielle, directrice de campagne de Pierre Juquin... Et plusieurs « beurettes » viennent de se présenter, pour la première fois, sur des listes municipales.

Hors de la maison, ces filles de Maghrébines ont une carte importante à jouer, dans la mesure où elles ne provoquent pas les mêmes réactions de rejet, sinon de peur, que leurs frères et leurs cousins. Etant à la fois très présentes dans leur famille ou plutôt bien acceptées dans la société, elles peuvent grandement favoriser l'évolution de leur communauté et une certaine « laïcisation » de l'islam en France.

Cela n'empêche pas des Français « de souche », qui sentent leur identité culturelle menacée, de ne voir en elles que des mères en puissance, dangereusement fécondes. La Marianne en tchador du *Figaro Magazine* se demandait, en 1985, « si nous serions encore français dans trente ans ».

Qu'on se rassure : peu de « jeunes Maghrébines » seront demain des « mamans » traditionnelles, évoluant au milieu d'une nuée d'enfants. Elles se marient, de plus en plus, avec des jeunes « du pays ». Des « beurs » qui ont, eux aussi, une vision de plus en plus occidentale de la famille. Et même si les mariages avec des Français « de souche » restent peu nombreux, ils augmentent aussi. S'y ajoutent beaucoup d'unions libres, impossibles à comptabiliser, qui continuent « une intégration par la sexualité », dont parlait récemment Pierre-Patrick Kaltenbach, président du Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles (FAS).

Cette intégration-là ne se fera pas sans drames. Il faudra apprendre à l'accompagner, en respectant les traditions et les convictions des uns, la liberté et les droits des autres.

ROBERT SOLÉ.

(1) *Hommes et migrations*, juin 1988, 40, rue de la Dûe, 75020 Paris.

(2) *Presse et immigration en France*, septembre-octobre 1988, CITEMI, 46, rue de Montreuil, 75011 Paris.

Un colloque sur l'islam et la sexualité

La parole libérée

Le *Cahiers de l'Orient* (1) n'ont rien d'une revue révolutionnaire, encore moins licencieuse. Mais la journée d'études qu'ils ont organisée, mercredi 15 mars à la Bibliothèque publique du centre Beaubourg, à Paris, avait comme un goût de transgression... « Erotisme et sexualité dans le monde arabo-musulman » : un tel thème n'avait jamais fait l'objet d'un débat public à Paris. L'institut du monde arabe n'en avait pas voulu. Des ambassades avaient discrètement envoyé leurs observateurs, dans un public dominé par plusieurs associations dont les « Naines bleues ». Quant aux journalistes, ils avaient profité des menaces, mais étaient restés chez eux. Un seul orateur s'était dérangé à cause du climat créé par l'affaire Rushdie.

Les organisateurs avaient fixé très haut la barre de leur ambition : comment parler sérieusement de sexe en pays musulman sans reproduire le discours dominant ? Quelle place lui faire dans des sociétés pressées par d'autres urgences (identité nationale, développement) ? Le *banquet sexuel* est-il possible pour un musulman, et à quelles conditions ?

Il était vain d'espérer en une journée répondre à de telles questions. Mais la porte fut assez ouverte pour libérer la parole, laisser s'exprimer la litane des interdits, des frustrations et des perversions sexuelles dans les sociétés musulmanes, pour déplorer enfin l'appauvrissement de la littérature érotique arabe.

Discriminations

Aucun sujet tabou. Ni celui des mutilations sexuelles chez les petites filles qui perdurent dans certains pays. Ni le récit pittoresque, par Slimane

Zeghidour, de la vie des eunuques qui continuent à garder à La Mecque et à Médine (il en reste près d'une quarantaine) pour séparer les femmes des hommes dans les lieux saints de l'islam. Ni le rappel, sous forme de réquisitoire, par Juliette Minces et Souad Benani, des discriminations frappant les femmes dans la législation musulmane sur le mariage, le divorce, la garde des enfants, l'héritage, etc. La polygamie, la répudiation restent des pratiques courantes, soulignant des tentatives d'indignation chez les filles d'immigrés en France.

Les conséquences de cet encadrement de la sexualité sont tragiques, en France même. « Out, des filles sont encore renfermées du lycée à seize ans, renvoyées en Algérie, mariées de force », s'est écriée Souad Benani.

Beaucoup de discriminations sexuelles tiennent au poids des traditions patriarcales, des privilèges

sociaux, plus qu'à celui de la religion. Plusieurs orateurs ont souligné combien, dans les textes sacrés de l'islam, la sexualité était exaltée — « un don de Dieu, une aumône, une prière », — et combien la tradition islamique avait été libérale hier face à l'érotisme arabe.

Les temps ont changé. Dans cet affrontement toujours recommencé de l'islam avec la modernité, deux voix se sont élevées au cours de cette journée : celle de Mohamed Arkoun, protestant contre la « sacralisation » du droit musulman et en appelant au jugement des historiens et des sociologues ; celle d'Abdelwahab Bouziane, juriste tunisien, affirmant : « C'est au Caire, à Tunis, à Ibad, que les problèmes peuvent évoluer. Il n'y aura pas d'émancipation par procuration ».

HENRI TINCO.

(1) 80, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : 45-55-19-75.

JUSTICE

Au tribunal de Paris

« Belle du Seigneur » et ses inspiratrices ou les secrets de l'alchimie littéraire

C'est une « bien curieuse fleur », l'inspiration littéraire et qui pousse sur une drôle de fumure. A quoi peut ressembler le carreau d'un écrivain ? A une jungle peut-être avec ses sables mouvants, ses maquis imprévisibles, ses redoutables dangers, ses mille tentatives. Ceux qui s'y aventurent risquent gros.

De son vivant, Albert Cohen avait toujours interdit farouchement l'accès à cette Amazonie intime. Et Dieu sait s'il dut en subir des conséquences. L'auteur de *Belle du Seigneur*, le héros de votre livre, cet amoureux ténébreux et désespéré, c'est vous ! Ariane, sa conquête, c'est encore vous ! Ou bien est-ce une autre ? Et laquelle alors, parmi toutes les femmes que vous avez aimées ?

Jusqu'à son dernier souffle, le vieux dandy genevois se défendait avec les pauvres armes laissées aux écrivains : la supercherie, les fausses pistes, le demi-aveu aussi-tôt suivi d'une raclade effarouchée du genre : « Qu'est-ce que vous me faites dire ? » Mais sa mort, en 1981, mettait sa veuve, Bella Cohen, et sa fille d'un premier mariage, Myriam Champigny, en charge de la protection du territoire sacré. Gardiennes outragées de sa mémoire, toutes deux assignées, mercredi 15 mars, devant le tribunal de grande instance de Paris, les éditions Robert Laffont et Mme Nathalie de Saint-Phalle, auteur d'un ouvrage intitulé *Jane Filion, ou la Belle d'un seigneur*.

Les précédents épisodes du feuilleton sont connus. Mme de Saint-Phalle, en 1986, pour le compte du mensuel *Globe*, découvre miraculeusement en une non-généralisatrice parisienne, l'Ariane de *Belle du Seigneur*, alors qu'Albert Cohen avait dédié son roman à Bella. Cette découverte est délibérément oubliée dans la chronologie accompagnant la réédition du roman dans « La Pléiade ».

Pour se venger de cet affront, Jane Filion décide de s'autoproclamer Ariane, dans un livre cette fois, toujours rédigé par Mme de Saint-Phalle. Mais le tribunal des références avait rejeté à l'automne dernier la demande d'interdiction du livre (Le Monde daté 30-31 octobre 1988). Aujourd'hui, la famille ne demande plus seulement l'interdiction. Si le livre devait continuer à être distribué, elle demande le changement du titre — rappelant par trop celui du roman — ainsi que la suppression d'une analyse graphologique de l'écriture de Cohen où l'on apprend, entre autres, qu'il « est un personnage extrêmement complexe, obsédé par lui-même (...) ambigu, profondément destructeur ». Elle demande enfin la suppression de plusieurs passages dans lesquels Jane Filion résume la teneur de quelques lettres reçues d'Albert Cohen.

Bien que les avocats nient seuls la parole dans une audience civile, Bella Cohen a tenu à venir en personne au palais de justice. Aimablement, la présidente lui a proposé de se retirer pour ne pas entendre les horreurs qui vont être proférées

sur son ex-mari. « Je préfère entendre », seront ses seuls mots au cours de l'audience. Soit. Elle va entendre.

Le concours de la météo

Rien de bien neuf sans doute. Une énumération exotique et certainement pas exhaustive des amours de Cohen. Out' fut un grand menteur devant l'éternel. En un mot, que l'écrivain fit son miel des aventures amoureuses de l'homme. On s'en serait un peu douté. Mais le livre poursuivi tente d'aller plus loin. Constatant avec une puissante volonté d'analyse, sa philosophie pourrait tenir en quatre lettres : COFD. Solal rencontre Ariane à tel endroit, dans telles circonstances. Or Cohen a rencontré Jane Filion dans des circonstances sensiblement différentes. Cohen est Solal et Jane Filion est Ariane. Trois cents pages durant, l'auteur a accumulé de nombreux exemples comparables.

Pour démontrer l'opération, M^{re} Daniel Jacoby, conseil de Bella Cohen, a eu recours aux mêmes méthodes. Jane Filion prétend avoir rencontré Cohen sous le pseudonyme de « Geneviève Domenech-Chich ». Or, dans la nuit du 11 au 12 juin 1929, « aucune précipitation n'a été enregistrée sur Genève » — la météo suisse l'a confirmé à l'avocat. Jane prétend avoir « descendu en courant » les marches de l'université pour venir à la rencontre de Cohen ? Or, « photo à l'appui », le bâtiment en question ne comporte pas de marches. M^{re} Jacoby a même fait expérimenter les plumes des lettres prétendument envoyées par Cohen à Jane Filion pour démontrer qu'elles ne peuvent avoir été insérées dans les enveloppes que M^{re} Filion prétend avoir reçues.

A l'inverse, la défense — M^{re} Paul Lombard pour les éditions Laffont et Jean-Yves La Borjone pour M^{re} de Saint-Phalle — se prévaut d'aveux de Cohen notamment à Jacques Chancel, lors d'une « Radioscopie ».

« Elle s'appelle comment, cette jeune femme ? »

— Jane. J.A.N.E.
— Jane, c'est donc Ariane ?
— Oui.
— Et vous étiez déjà Solal ?
— Oui.

Il est vrai qu'il va se rétracter un peu plus tard. « A-t-elle existé ? », lui demande-t-on vers la même époque dans le *Nouvel Observateur* : « Un peu... ».

« Un peu... ». Tout est dit, c'est-à-dire que rien n'est dit, qu'il est désespérément vain de chercher à arracher une vérité d'un vieil enfant taciturne comme Albert Cohen. Reste, comme dit M^{re} Lombard « une querelle post mortem de femmes », c'est-à-dire le spectacle poignant de deux amoureuses, d'hier et d'aujourd'hui, s'efforçant de faire déborder leurs souvenirs par les hommes d'aujourd'hui. Dans un petit cimetière helvétique il en est un qui doit doucement rigoler. Jugement, le 19 avril.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

MÉDECINE

Refusant des contrats avec les séropositifs

Les assureurs s'inquiètent des conséquences de l'épidémie de sida

La Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) a publié, mercredi 15 mars, un communiqué précisant sa position face aux risques que constitue, selon elle, la progression de l'épidémie de sida. Les termes de ce communiqué sont implicitement approuvés par les ministères de la santé et de l'économie. Ces précisions ont été apportées après la publication le même jour par le *Quotidien du médecin* et par le *Quotidien de Paris* d'extraits d'un document présenté comme étant un rapport d'experts pouvant engager la profession de l'assurance, ce que conteste formellement la FFSA (1).

L'inquiétude des assureurs face aux conséquences de l'épidémie de sida va croissant. En France, les sociétés étrangères de réassurance ont, les premières, tiré le signal d'alarme. « Il est indispensable de suivre très précisément les développements de l'infection par le virus du sida et d'en mesurer les répercussions sur les assurances invalidité. Cette branche est particulièrement menacée », explique un expert de la

Compagnie suisse de réassurance dans un document interne.

« Les assureurs-vie sont très conscients de la menace du sida. La plupart ont décidé de prendre des mesures afin de pouvoir parer au danger d'antisélection par un examen approprié des propositions et des risques », peut-on lire dans un récent document interne de la Könische Ruck, la plus ancienne société de réassurance du monde. Ce document précise notamment : « Le point capital des actions est l'introduction de questions supplémentaires dans la proposition et les rapports médicaux. Il est d'usage que la personne assurée soit questionnée pour une infection par le virus du sida, pour des traitements en rapport avec sa maladie et pour des tests déjà passés. Une procédure plus stricte est constatée, en particulier sur les marchés australien et britannique. Dans ces pays, une partie des sociétés essaient de résoudre le problème à l'aide de questionnaires supplémentaires contenant des questions sans équivoque sur la vie intime des personnes à assurer ».

« Pour d'autres marchés, comme l'Allemagne et les Etats-Unis, l'inter-

diction de telles mesures n'est pas possible. Du moins à présent. La demande d'un test HIV, obligatoire à partir d'une certaine somme, est devenue d'usage dans le monde entier. Au début, ce test était seulement exigé quand il s'agissait de sommes assez élevées. A présent, on remarque une tendance nette à exiger un test pour des sommes plus faibles. Seul l'avenir nous montrera si les mesures prises jusqu'à présent peuvent se révéler suffisantes et si le seul de capital nécessaire à un test HIV ne sera pas abaissé de façon draconienne ».

Un autre document, établi par la Suisse de réassurance, souligne qu'en 1986, les assureurs américains ont dépensé 123,86 millions de dollars pour les sinistres relevant du sida, soit 1 % de l'ensemble des prestations versées pour des décès. « En outre, précise la compagnie, cette part atteindra 10 % de l'ensemble des prestations versées d'ici le milieu des années 1990 ».

Risque majeur

En pratique, les compagnies d'assurance ont toutes décidé d'intégrer le dépistage de la contamination par le

virus du sida (sérologie HIV) à l'ensemble des examens médicaux imposés lorsque les capitaux engagés (assureurs-vie ou emprunt immobilier) dépassent un certain seuil. Celui-ci est, par exemple, d'environ un million de francs en France, de 800 000 FF en Suisse et en RFA, de 600 000 FF aux Etats-Unis, de 400 000 FF en Finlande, ou de 1 750 000 FF au Danemark. Ces compagnies entendent bien évidemment, à partir de ce dépistage, ne pas établir de contrat avec des personnes dont l'espérance de vie est, en l'état actuel des connaissances, limitée. Elles doivent toutefois faire face à un autre risque majeur : celui de l'augmentation du nombre de décès précoces par le sida de personnes déjà couvertes par un contrat d'assurance. « Qui, précise la Fédération française des sociétés d'assurances, bénéficie des garanties de leur contrat en cas de séropositivité ou en cas de sida déclaré ».

Dans le milieu des assurances, on fait valoir que la stratégie vis-à-vis du sida n'est nullement différente de celle adoptée depuis longtemps face aux autres risques médicaux (affections cancéreuses ou cardio-vasculaires notamment), ou consiste soit à augmenter les tarifs, soit à ne pas donner

suite à la demande de contrat. On se base donc sur le principe qu'un risque couvert ne peut être qu'aléatoire.

Cette attitude revient cependant à interdire à des personnes apparemment en bonne santé la réalisation de certains projets personnels. Elle pose aussi le problème du respect du secret médical vis-à-vis d'une maladie dont on connaît les liens avec la sexualité. Si elle est parfaitement compréhensible dans une logique économique, la stratégie des assureurs ne peut pas, à terme, ne pas conduire à une forme d'exclusion sociale de personnes contaminées.

C'est dire l'importance qu'il faut accorder aux études en cours chez un certain nombre d'assureurs français visant à mettre au point un système (assurance mixte liée à un prêt hypothécaire remboursable) permettant — pour les emprunts immobiliers, notamment — aux compagnies de remplir leur rôle qui est, malgré tout, de prendre des risques, fussent-ils calculés.

JEAN-YVES NAU.

(1) Le document présenté comme un rapport est en réalité un mémoire d'étude effectué pour l'Institut des assurances françaises. La FFSA indique qu'elle « ne cautionne en aucun cas cette étude ».

M. Joxe va procéder à une large consultation de la communauté musulmane en France

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur — et, à ce titre, chargé des cultes — a reçu, pendant une heure, mercredi 15 mars, le cheikh Abbas, recteur algérien de la Mosquée de Paris, ainsi que MM. Guernoul, ancien sénateur, et Benabib, président de l'association Comaître l'Islam. Ce fut, indique un communiqué, « la première d'une série de consultations à engager, avec des personnalités musulmanes, des experts, des théologues, sur les problèmes de la communauté française et étrangère vivant en France ».

Exprimant le vœu personnel que Saliman Rushdie soit traduit pour diffamation devant la justice britannique, le cheikh Abbas n'a pas demandé l'interdiction en France de son livre. Celle-ci avait été soulevée par un comité de coordination regroupant la Fédération nationale des musulmans de France, l'Union des organisations islamiques de France, l'Association des étudiants islamiques de France et la Mosquée de Paris.

Cette conversation a donc surtout eu un caractère « exploratoire ». Depuis des années, la création d'un consistoire islamique (ou d'un Conseil supérieur de l'Islam en France), représentatif, légitime, démocratique, est souhaitée par le gouvernement français pour faciliter les relations entre les pouvoirs publics et une communauté musulmane de 3 millions de personnes. Mais elle se heurte à des conflits de personnes, d'associations et surtout d'origine nationale.

H. T.

Education



Le financement de l'enseignement supérieur

L'augmentation du nombre des étudiants et la rénovation de l'enseignement supérieur vont coûter très cher. Jusqu'où peut aller l'effort de l'Etat ? Comment diversifier les sources de financement en faisant appel à de nouveaux partenaires (collectivités locales, entreprises...) ? Peut-on accroître la participation des usagers, grâce à de nouvelles formules de bourses ou de prêts ? Comment améliorer la productivité de l'enseignement supérieur et la gestion des établissements ? Toutes ces questions, essentielles pour l'avenir, qui seront débattues au cours du colloque organisé par le Monde et la Revue française de finances publiques, avec le soutien de la Commission des Communautés européennes et de la Caisse des dépôts, les 26 et 27 avril, à l'université Paris-Dauphine.

Des responsables des universités et des grandes écoles, des représentants des milieux économiques des collectivités locales, des experts français et étrangers participeront à ces débats, dont les conclusions seront tirées par M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale. Trois tables rondes seront consacrées à l'examen des politiques budgétaires en France et à l'étranger depuis quinze ans ; à la stratégie des établissements et à leurs relations avec partenaires et usagers ; et au management des universités. Tous ces sujets seront traités dans un numéro spécial magazine de « Campus », qui paraîtra dans le Monde du 26 avril.

F. G.

(Renseignements et inscriptions : M^{me} Véra Courbarier, EJA Formation, 26, rue Vercingétorix, 75014 Paris. Tél. : 43-35-01-87. Participation : 1 500 francs.)

Histoire de la science

La Fondation de l'Ecole normale supérieure et la revue la Recherche organisent un concours, doté de 60 000 francs de prix, destinés à récompenser des travaux, individuels ou collectifs, concernant l'histoire de la science française, de la fin de la seconde guerre mondiale à la fin des années 60. Remise des dossiers avant le 30 avril.

(Fondation de l'ENS, 45, rue d'Ulm, 75005 Paris.)

L'Europe des valeurs

Les élèves de l'Ecole des Mines de Paris accueilleront

M^{me} Simone Veil, lundi 20 mars à 18 h 30, pour une conférence suivie d'un débat sur le thème : « De l'Europe économique à l'Europe des valeurs. »

(Ecoles des Mines, 60, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris.)

Musique cubaine

L'Association culturelle internationale de l'université Paris-VIII organise un « atelier international du rythme » à Matanzas (Cuba), du 15 au 30 juillet. Prix du séjour : 6 600 francs.

(Renseignements : Daniel Chastelain, ACL, département musique, université Paris-VIII, 93526 Saint-Denis ; ou Havanatour, 24, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris. Tél. : 47-42-58-58.)

Défense

Un deuxième avis-escorte français pour l'Uruguay. La France négocie l'achat par l'Uruguay d'un second avis-escorte (2 200 tonnes à pleine charge) après l'acquisition, en septembre 1988, d'un premier, le Victor-Schoelcher. Ces navires, d'un prix unitaire moyen de 100 millions de francs, sont achetés d'occasion par l'Uruguay, après une remise en état, la fourniture d'un lot suffisant de pièces de rechange et la formation des équipages par la France. Le second avis-escorte qui intéresse l'Uruguay serait le Commandant Bourdais.

Sciences

Difficultés résolues à bord de Discovery. — Les problèmes d'électricité, qui avaient fait craindre un moment un retour prématuré sur terre de la navette américaine Discovery (le Monde du 16 mars), ont été réglés. La défaillance, qui provenait apparemment du mauvais fonctionnement d'une valve, avait conduit le centre de Houston à envisager d'écouter la mission des cinq astronautes. La valve a finalement été bloquée en branchant l'un des deux systèmes de réchauffage du réservoir d'hydrogène. L'équipage a poursuivi ses expériences, filant notamment de l'espace un orage impressionnant au-dessus de l'Australie et l'éruption d'un volcan au Guatemala. (AFP.)

Le Monde AFFAIRES

ENTREPRISES QUE FAIRE DE VOS PROFITS ?

Après des années de vaches maigres, les entreprises françaises investissent à nouveau et multiplient les acquisitions. Un bonheur mitigé pour les PDG, qui s'interrogent désormais sur les limites à ne pas dépasser.

Egalement au sommaire :

- **EXCLUSIF** : le premier témoignage de Michael Milken, le pasteur de Wall Street.
- **Louis Gerstner** : le numéro deux d'American Express nommé PDG de RJR Nabisco. Le portrait d'un antihéros.
- **Santé** : les hôpitaux clés en main, une spécialité française.

Demain dans

Le Monde

Chaque vendredi, les affaires, c'est l'affaire de tout le Monde.

Bicentenaire

Deux rencontres internationales à Paris

Droits de l'homme : la perestroïka en vedette

La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen a donné lieu, du 6 au 11 mars à Paris, à deux rencontres internationales. A la Sorbonne, un colloque universitaire organisé par le doyen Colliard a traité des origines et de la pérennité de la Déclaration. A l'UNESCO, une conférence internationale des juristes (AIJD) a réuni trois cent cinquante spécialistes, représentant une cinquantaine de pays, pour faire le point sur l'actualité, l'universalité et les perspectives de la Déclaration. Les Soviétiques et les pays de l'Est — à l'exception notable de la Roumanie — étaient venus en force. Les Américains aussi. La Chine était absente.

En matière des droits de l'homme, « qui aurait imaginé, il y a peu d'années encore, de tels progrès », s'exclama M. Joël Nordmann, président de l'AIJD, en ouverture de la conférence, ce « dialogue nécessaire entre juristes attachés à des systèmes politiques différents » ? Et M. Guy Braibant, membre du Conseil d'Etat, remarquait en conclusion : « Que ce dialogue ait eu lieu, c'est déjà un succès ». Grâce soient rendues aux constituants de 89 et à la perestroïka.

Le thème des droits de l'homme fait l'actualité. Il est capable de modifier non seulement le comportement des gouvernements-gouvernés mais aussi les rapports des Etats entre eux. « On est en pleine révolution dans un domaine qui est à la pointe de modernité dans l'évolution politique internationale », estimait M. Daniel Soulez-Larivière. D'autres évoquaient la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe qui vient de confirmer « de manière novatrice » le caractère universel des droits de l'homme, faisant de leur respect un facteur de la paix et de la sécurité internationale. M. Edwige Avic, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, soulignait pour sa part que la référence aux droits de l'homme était les signataires de l'Acte final d'Helsinki « n'est plus ni sujet tabou ni ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat ».

Cette remarquable conjonction entre l'héritage du passé devenu référence universelle et ses prolonge-

ments planétaires actuels (ce que M. Jean-Noël Jeanneney, président de la Mission du Bicentenaire, a appelé « la fécondité vivante » des idées de 89) n'est nulle part plus évidente aujourd'hui qu'en Union soviétique. Et Moscou n'allait pas manquer, dans ce contexte hautement symbolique, l'occasion d'une offensive de charme humaniste. Avec la foi des nouveaux convertis.

C'est surtout cela qui a fait le succès de la rencontre. Détente Est-Ouest : Déclaration universelle de 1948 ; progression des notions d'Etat de droit et de garanties juridiques ; multiplication des organismes de contrôle : tout cela a joué. Mais, sans la perestroïka, vedette incontestée de ces journées, l'unanimité qui a marqué les débats aurait encore fait défaut. Et les juristes américains ne seraient certainement pas venus si nombreux.

Hymne à l'universalisme

Les Soviétiques ont soufflé le chaud sur une assemblée visiblement ravie. Pour le premier d'entre eux, M. Alexandre Soukhovarov, procureur général de l'URSS, « il n'y a pas d'alternative au renforcement des normes humanistes » ; il « voit mieux aujourd'hui la primauté du droit international » et constate que « partout en URSS de vastes espaces s'ouvrent au progrès humaniste ».

Le vice-président de l'Académie des sciences, M. Vladimir Kouznetsov, évoquait la « renaissance » des valeurs et principes humanistes en URSS. Et, pour l'avènement de l'« Etat socialiste de droit », soulignait l'importance « des mécanismes nécessaires à l'affirmation des droits et libertés qui doivent devenir les éléments incontournables de notre système politique et juridique ». Tout tendait à confirmer le processus de libéralisation en cours.

Perestroïka aidant, on a assisté à un processus d'« égalisation » entre les deux tendances conflictuelles : droits civiques contre droits économiques et sociaux. Reflet de l'antagonisme Est-Ouest, ces positions ont traditionnellement nourri un dialogue de sourds marquée à coups de langage de bois. Ce ne fut pas le cas cette fois. Des deux côtés, on s'est accordé sur l'essentiel : du moins l'affirme-t-on. Cet « alignement » soviétique a facilité le rapproche-

ment des thèses et permis, in fine, de dégager un consensus informel sur l'« universalisation des valeurs humanistes ». Bref, on estimait avoir fait « un grand pas ».

Dans ces conditions, beaucoup ont entonné l'hymne à l'universalisme. On a ainsi évoqué un « nouvel ordre juridique international », un « droit mondial pour le village planétaire », l'« idéologie universelle des droits de l'homme » et ceux-ci comme « symptôme, moyen et stratégie d'unification mondiale ». M. Kouznetsov a appelé de ses vœux « la dépolitisation des rapports entre les Etats » et prôné un rôle accru des droits de l'homme, de l'ONU et des organisations non gouvernementales.

Cet universalisme, on l'a retrouvé au chapitre des nouveaux droits, ceux qui devront demain protéger l'homme et son environnement face à l'évolution des sciences et des techniques. Mais, là encore, le tiers-monde a paru marginalisé. Comme si, pour les grandes techniques, comme pour les grands principes, l'essentiel se résument avant tout à un dialogue entre gens d'un « grand Nord » (Est et Ouest réunis).

Violations en tout genre

Tout cela est bien beau ; trop sans doute. Et l'unanimité des propos ne saurait faire oublier la triste réalité. Celle-ci, avec son cortège de violations en tout genre : arbitraire, dénis de justice, détentions, tortures, exécutions, mais aussi inégalités et sous-développement, a suscité les regrets de rigueur. Certes, « il ne s'agit pas ici de condamner mais de dialoguer ». Mais, alors que la perestroïka (malgré tout sous bénéfice d'inventaire) servait à illustrer les développements positifs, on s'est le plus souvent cantonné pour les exemples négatifs dans le flou des généralités. Alors que, là aussi (Tibet, Irak, Roumanie, Algérie, etc.), l'actualité était fournie.

Il aura fallu attendre le dernier jour pour qu'un intervenant officiel, le ministre de la justice du Sénégal, M. Ibrahim Fall, ose souligner les problèmes que posaient, au regard de ces droits fondamentaux dont on débattait depuis trois jours, l'affaire des *Versets sataniques*. Sur un autre thème controversé, M. Mohammed Badjani, de la Cour internationale de justice, a mis en garde les dirigeants qui seraient « tentés de ren-



voyer aux calendes grecques les droits civiques et politiques en faisant dépendre leur épanouissement de la réalisation préalable des droits économiques ».

Enfin, dans ce flot d'exégèses, de déclarations d'intention et de proclamations d'attachement aux idéaux d'août 1789, le thème des garanties est venu rappeler, comme l'avait fait d'emblée M. Pierre Arraialange, les « facteurs essentiels sans lesquels les droits ne sont que des fantômes de droits » : volonté politique de les traduire dans les faits (« Que seraient la perestroïka et la glasnost sans la décadence personnelle de M. Gorbatchev ? ») ; sensibilisation permanente et contrôle, sous des formes diverses : juridictions, associations et presse. Car, soulignait le ministre de la justice, « l'homme libre est d'abord un homme informé ».

Au-delà des proclamations de façade, seule une minorité d'Etats démocratiques, on le sait, souscrivent vraiment à ces garanties. Sans elles, des millions de personnes ne peuvent ni jouir des droits essentiels de l'homme ni s'en prévaloir devant la justice. Reste à espérer que la combinaison du Bicentenaire et de la Perestroïka, qui arrive à point nommé, permettra d'étendre et d'accroître ce mouvement vers l'universalité, que les participants de la conférence n'ont pas cessé d'appeler de leurs vœux.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

► M. Mitterrand plantera un « arbre de la Liberté ». — M. François Mitterrand sera, mardi 21 mars, à Saint-Gaudens, dans le sud de la France, pour participer à la journée nationale durant laquelle vont être plantés des « arbres de la Liberté » dans de nombreuses communes de France. Située près de la Charente (berceau de la famille du président), la commune de Saint-Gaudens (337 habitants) fut, selon la légende révolutionnaire, la première commune où fut planté un tel arbre, le 10 mai 1790, grâce à l'action d'un curé patriote, l'abbé Norbert Pressac de la Chagnaye. Ce chène fut malheureusement coupé en 1961. — (Corresp.)

Sports

FOOTBALL : l'élimination de Monaco en Coupe d'Europe

Fin de saison catastrophique

L'AS Monaco a été éliminé en quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football, mercredi 15 mars à Cologne (RFA), par l'équipe turque du Galatasaray d'Istanbul. Dominés lors du match aller en principauté (victoire des Turcs 1-0), les joueurs monégasques n'ont pu rattraper leur retard et ont concédé un match nul (1-1). Plus qu'un échec, un gâchis.

COLOGNE de notre envoyé spécial

La série continue, noire et ridicule. Après la chute d'un empire réputé riche et indestructible (les Girondins de Bordeaux), l'enterrement d'une formation incapable d'assumer un glorieux passé (l'équipe de France, mise hors course pour la Coupe du monde 1991), le football français vient de s'offrir le couronnement d'une saison catastrophique. L'AS Monaco, champion de France en titre, a concédé un match nul (1-1) à Galatasaray, un club qui ne dispose évidemment pas des moyens financiers de son adversaire monégasque et n'avoue certainement pas les mêmes ambitions.

Pourtant, Monaco est bel et bien tombé malgré ses internationaux français (Patrick Battiston, Manuel Amoros, Jean-Luc Ettori et Fabrice Pothier) ou étrangers (l'Anglais Glenn Hoddle, l'Ivoirien Youssouf Fofana) et une valeur marchande au moins cent fois plus élevée que celle de son adversaire.

Alors, on évoquera les excuses habituelles. Bien sûr, Glenn Hoddle se sou-

viendra d'un match aller lamentable, qui avait, dès la première manche, hypothéqué les chances monégasques. « C'est ce jour-là et non pas mercredi soir que nous avons été éliminés ». Bien sûr, le milieu de terrain Fabrice Pothier se réfugiera derrière l'absence de joueurs essentiels, comme l'avant-centre anglais Mark Hateley ou les Français José Touré et Marcel Dib : « Au complet, nous nous serions qualifiés sans aucune difficulté ».

Des allures de blockhaus

Bien sûr, certains souligneront le manque de réussite sur plusieurs occasions de but. Et d'autres ne manqueront pas d'évoquer une ambiance hostile aux Monégasques (quoique toujours bon enfant). Pour la venue de l'équipe d'Istanbul, dont le stade est suspendu pour les compétitions européennes, l'enceinte de Cologne avait en effet revêtu des allures de blockhaus. Police montée, maîtres-chiens, soldats en armes, hélicoptères. La crainte d'une action de l'extrême droite locale (contre les nombreux immigrés turcs vivant en RFA) ou de l'extrême gauche turque (à l'instar du premier ministre, M. Turgut Ozal, présent dans les tribunes en compagnie de quelques ministres) avait amené les autorités allemandes à faire fouiller chacun des soixante mille spectateurs. Des spectateurs en majorité acquis à la cause du club d'Istanbul, venus de toute l'Europe du Nord et des côtes du Bosphore, drapeaux au vent, barrières de rouge et de jaune, les couleurs de l'équipe.

Un public déchaîné, des absents de marque, un handicap insurmontable... Explications de circonstance. L'entraineur monégasque, Arsène Wenger, a même eu, à l'issue de la rencontre, l'audace de glisser le classique : « Il n'y a pas de petite équipe ». Et d'ajouter : « Ne parlons pas de gâchis, Galatasaray est une bonne formation. Il ne faut pas sous-estimer le football turc ».

Une fois de plus, comme la semaine précédente à Glasgow avec l'équipe nationale (le Monde du 11 mars), le

football français s'est simplement enlisé dans sa médiocrité et sa suffisance. L'AS Monaco a gâché une occasion unique de participer aux demi-finales européennes. Pour avoir subi la pression de joueurs turcs. Pour n'avoir pas su profiter de nombreuses occasions de but. Pour avoir été scrupuleusement fidèle à l'image actuelle du football français, triste, vide et instigante... PHILIPPE BROUSSARD.

COUPE DES CHAMPIONS (quarts de finale)

*STEALUA BUCAREST (Roum.) b. Göteborg (Sue.) 5-1 (0-1) ; *GALATASARAY (Turq.) et Monaco (Fra.), 1-1 (1-0) ; *MILANAC (Ita.) b. Brème (RFA), 1-0 (0-0) ; *REAL MADRID (Esp.) b. HSV Eintracht (F.R.G.), 2-1 s.p. (1-1).

(Les clubs qualifiés sont en lettres capitales. Entre parenthèses figurent les résultats des matches aller.)

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-86
MINTEL 38.15 CODE A3T
puis OSP

CONSULTATION POUR LA REPRISE DU GRAND CAFE COLBERT

La Bibliothèque nationale cherche un exploitant susceptible de reprendre le GRAND CAFE COLBERT sis à PARIS, 2, rue Vivienne. Le dossier de consultation est à retirer à l'accueil du 61, rue de Richelieu, entre 9 heures et 18 heures, du lundi au vendredi inclus. Les offres devront être déposées au plus tard le 17 avril 1989 à 12 heures.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 30 MARS 1989 à 14 h 30
APPARTEMENT et CAVE à PARIS 10^e
12, rue d'ALIX
Occupé - Mise à Prix : 100 000 F
S'adresser à M^{me} Yves TOURAINE, avocat à Paris, 48, rue de Clichy, tél. : 48-74-45-85 M^{me} Patrick MIZON, Syndic à Paris, 60 bd de Sébastopol.

Vente au Palais de Justice de Nanterre, le JEUDI 30 MARS 1989 à 14 heures
APPARTEMENT de 5 PIÈCES
principales au 8^e étage du Bâtiment A, avec cave et PARKING
COLOMBES (Hauts-de-Seine)
3215, rue Auguste-Renoir
MISE A PRIX : 290 000 F
S'adresser à Maître Catherine DENNER-YHALPHEN, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine, 12, rue de Paris 92100 Boulogne - Tél. : 46-05-36-94.

Vente sur saisie immobilière, Palais de Justice de Créteil
le JEUDI 30 MARS 1989, à 9 h 30
UN PAVILLON à L'HAY-LES-ROSES (94)
Il, rue de l'Église - s/p-sol, garage, cave - Rez-de-ch. : entrée, cuis. Séjour avec coin repas, Cab. toil. av. w.c. - Etage : 3 ch. S. de Bas, w.c. - Cont. totale 230 m².
M. P. : 350 000 F S'adr. : SCP. CASTINEAU, MALANGEAU et BOTTILLER-COISSAUX, avocats associés à Paris (6^e), 2, carrefour de l'Odéon - Tél. : 46-33-02-21 - Tous avocats près T.G.L. de Créteil - Sur les lieux pour visiter.

550 من الأصل

Culture

Un entretien avec Robert Lion, directeur de la Caisse des dépôts

«Pour une architecture véritablement contemporaine»

Le choix du projet de Jean Nouvel, une tour sans fin de 400 mètres de haut, pour le « triangle de la folie », un terrain étroit à la lisière de la Défense, a mis en lumière le rôle de la Caisse des dépôts et consignations dans le développement de certains grands projets. Un rôle que les opérations plus purement financières, comme son intervention dans le capital de la Société générale, ont tendance à masquer et dont il faut chercher les origines dans les années 50.

« Comment la Caisse des dépôts s'est-elle intéressée à l'urbanisme ? » Jusqu'aux années 50, la Caisse des dépôts était un simple organisme financier, sans aucun prolongement opérationnel. A partir de 1953, François Bloch-Lainé l'a conduite à intervenir de manière active, et non plus seulement financière, dans l'aménagement et la construction, le tourisme social, etc. A l'époque, ce qu'on appelle aujourd'hui le développement local manquait d'acteurs : la profession de promoteur n'existait pas ; les HLM manquaient d'envergure ; la construction marquait le pas. La Caisse des dépôts a donc décidé de retrouver les manches. Ainsi a-t-elle créé de multiples filiales. Ainsi a-t-elle contribué à l'urbanisme du pays.

« L'urbanisme de cette époque a été souvent présenté de manière négative. Ainsi, quand j'étais à la direction de la construction, on parlait de « sarcelles » pour contester les grands ensembles. Or Sarcelles était une création de la Caisse des dépôts. Avec le recul, je considère pourtant que ce type de réalisation est un succès. Il faut le comparer à ce qu'aurait été une urbanisation dispersée, avec de petits paquets d'HLM et de constructions privées, avec la prolifération du tissu pavillonnaire. Je ne suis pas enthousiaste de l'architecture de Sarcelles, mais il s'agit d'une première en France sur le plan de la maîtrise de l'urbanisation (si l'on met à part quelques exemples fameux des années 30, tels Sarcelles, Châtigny-Malabry ou Villeneuve et cette première est un succès).

« En définitive, quel volume de logements a construit la Caisse ? » Environ 500 000 logements en trente-cinq ans. Les deux tiers étaient destinés à l'accession à la propriété et ne lui appartenaient donc plus, même si certains ensem-

bles sont gérés par des entreprises du groupe. Et un tiers, c'est-à-dire un peu moins de 2 000, en locatif, dont la moitié en HLM. A cela il faut ajouter d'importantes réalisations de bureaux et d'équipements collectifs, tels que des hôpitaux, réalisés principalement pour les collectivités locales.

« A quel correspond aujourd'hui la présence de la Caisse à la Défense ? »

« Jusqu'au projet tête Défense, le groupe de la Caisse était absent de la Défense. Notre présence aujourd'hui tient à quelques initiatives que j'ai contribué à prendre. D'abord, c'est à la suite d'un article paru dans votre journal en janvier 1981 — un pamphlet intitulé « Sans suite à la Défense », qui dénonçait le choix de M. Giscard d'Estaing, le président de la République, de l'idée, au printemps suivant, de remettre en question l'opération tête-Défense. Dans la foulée, j'ai fait partie du « groupe des quatre » qui conseillait M. François Mitterrand sur les grands projets. Pour tête Défense, nous avons conçu l'idée d'un « carrefour de la communication », puis lancé un grand concours international, d'où est issu le projet de Speerckelsen. J'ai pris la responsabilité de l'opération tête-Défense par délégation de celui que je regarde comme le maître d'ouvrage supérieur de cette opération, c'est-à-dire le président de la République. Le groupe de la Caisse des dépôts m'a appuyé en participant au capital de la société d'économie mixte tête Défense, que dirige aujourd'hui Jean-Louis Subileau, et en mettant des équipes à sa disposition.

« A quel tient votre intérêt personnel pour l'architecture ? »

« J'ai eu la chance de rencontrer l'urbanisme et l'architecture, de même que les hommes qui en sont

les acteurs, à la direction de construction pendant cinq ans, aux HLM pendant sept ans. Depuis, l'architecture fait partie de mon domaine intérieur. Je n'aurais cependant jamais été moi-même maître d'ouvrage. J'ai eu la chance de pouvoir passer à l'acte et de tenter mon coup d'essai avec l'Arche. Le coup de maître, ce sera, j'espère, la tour sans fin...

« Je me suis censuré »

« Une opération comme la tête Défense ne déséquilibre-t-elle pas la Caisse ? »

« En aucun cas ! Elle déséquilibre surtout le directeur général de la Caisse dans son emploi du temps. Sur le plan financier, j'ai été amené à me censurer deux fois ici. D'abord, quand il s'est agi d'acheter les parcelles de l'Arche, j'ai proposé aux services immobiliers de la Caisse de prendre le deuxième rang, car je craignais des commentaires du genre : « Si la Caisse achète, c'est que l'opération est tellement hasardeuse que Lion doit demander à ses services de voler à son secours ». Aujourd'hui, nos services immobiliers me reprochent de ne pas les avoir laissés acheter toute la parcelle nord, qui se révèle un excellent placement ! Je me suis censuré une deuxième fois en refusant d'envisager que les services de la Caisse des dépôts emménagent dans l'Arche. Celle-ci est un bon investissement, mais surtout une opération prestigieuse à mettre au crédit de notre groupe, qui l'a réalisée sans l'appui d'aucun promoteur extérieur.

« Qu'est-ce qui s'est passé pendant la « collaboration » ? »

« J'ai été l'objet d'une tentative d'OPA sauvage dont je ne citerai pas le raider, sinon pour dire qu'il était accompagné de collègues architectes qui ont honteusement accepté de concevoir des projets sur le périmètre de l'opération tête Défense quand celle-ci était déséquilibrée par la suppression du Carrefour de la communication.

« La suppression du Carrefour de la communication vous a posé beaucoup de problèmes ? »

« M. Juppé m'a demandé de continuer la construction de ce projet, tout en ayant rayé d'un trait de plume ce qui faisait sa finalité : le thème du concours de 1982 et du jugement de 1983, l'esprit du projet, c'était la communication. Le gouvernement imposait une mutilation

capitale sur tête Défense, et disait tranquillement : ce n'est plus qu'une opération de promotion ; on m'a même suggéré de mettre un supermarché dans le toit de l'Arche ! Je me suis battu. Un répit m'a été donné pour trouver une autre destination à ce toit, qui est la partie la plus noble de l'opération, tout en promettant de dédommager l'Etat qui l'avait acheté. Il a fallu alors doubler la densité des « collines », ces terrains qui entourent la Grande Arche. C'est d'ailleurs ce qui a permis l'opération. Mais pour l'Arche, nous sommes restés totalement fidèles au projet de Speerckelsen, ce qu'on doit largement à Paul Andreu, son associé et successeur.

L'ouest et l'est

« Venons-en au « triangle de la folie ». Comment êtes-vous arrivé sur ce petit triangle ? »

« J'ai toujours été préoccupé de ce qui allait se faire autour de l'Arche. Le « triangle de la folie » était particulièrement proche et sensible. Pour ce terrain, nous avions d'ailleurs une esquisse de Speerckelsen : l'architecte danois imaginait déjà ici une tour très haute. Nous avons voulu contrôler au moins cette parcelle stratégique. Après des péripéties juridiques assez sportives, M. Métégarie a donné la promesse de droits à construire sur ce terrain à la société que venait de constituer, pour acquérir le socle de l'Arche, le groupe Maxwell et la Caisse des dépôts. Ensuite, nous nous sommes dit : premièrement et immodestement qu'il fallait être exemplaire pour le choix du maître d'œuvre. Deuxièmement, qu'il y avait très peu d'occasions données aux architectes français de travailler sur un ensemble immobilier important, par exemple une grande tour. D'où le lancement de ce concours, dont cinq cents architectes ont demandé le dossier et pour lequel nous avons eu trois cent trente réponses.

« Le problème du déséquilibre entre l'est et l'ouest de la capitale ne se trouve-t-il pas aggravé par la présence d'un ensemble de bureaux comme la tour ? »

« D'autres groupes que la Caisse des dépôts construisent déjà, ou s'approprient à construire, à proximité du périmètre de la Défense des ensembles de bureaux beaucoup plus importants que la Tour sans fin, mais dont on ne parle guère. Ensuite, dès lors qu'on avait opté sur un terrain si étroit, pour un geste architectural fort, pour un repère visible qui relie l'Ouest à la capitale, il n'était pas envisageable de construire un immeuble de logements. Notons pourtant que, dans le projet Nouvel, un quart de l'ensemble pourrait être réalisé en logements. Enfin, notre groupe envisage de réaliser dans les environs immédiats de tête Défense plus de logements que de bureaux. Cela rend pleinement acceptable, à mon avis, un programme de bureaux ambigus. Mais bien entendu, c'est à l'autorité municipale et à l'Etat d'en décider.

« De toutes façons, un pôle tertiaire très important dans ce quartier est un atout pour Paris, pour la France, peut-être même pour l'Europe. On ne peut pas avoir à cet égard une attitude timide. Je suis partisan d'un rééquilibrage vers l'est : j'ai poussé à ce que le ministre des finances soit à Bercy, rejoignant en cela les positions du maire de Paris et du président de la région, à l'époque Michel Giraud. Dans le même sens, je suis très intéressé par un nouveau développement urbain dans le secteur Tolbiac à Paris. Mais ne dédaignons pas une demi-mesure à l'ouest.

« Les conditions du concours ont été vivement critiquées, en particulier par l'ordre des architectes ? »

« C'est une critique dérisoire, et qui n'est assortie d'aucune contre-proposition intéressante. Si nous avions choisi un architecte sans concours, comme nous pouvions le faire, comme un promoteur privé l'aurait fait à notre place, comme M. Chirac l'a fait pour la porte Maillot par exemple, nous aurions été tout autant critiqués. On nous aurait accusés d'agir de manière dictatoriale et antidémocratique. Si nous avions opté pour un concours fermé, on nous aurait reproché de ne pas donner l'occasion à davantage d'architectes de ce pays — pourquoi pas à tous ? — de travailler sur un projet aussi passionnant. Nous l'avons ouvert, en demandant à ceux qui voulaient concourir de remettre une esquisse, c'est-à-dire un dossier léger.

Le concours a été jugé par un jury international qui comprenait plusieurs des plus grands architectes de ce temps. Nul n'en a critiqué la composition. L'anonymat a été parfaitement respecté, personne ne l'a mis en question.

« Quelles sont maintenant les chances de réalisation de la Tour sans fin ? »

« Il faut que vous demandiez cela au maire de Puteaux et aux autorités représentant l'Etat, et puis que vous écoutez ce qu'en dit l'opinion... Je trouve normal qu'un pareil projet soit discuté. A ma connaissance, pour le moment, il est peu contesté, mais il doit faire encore l'objet d'études approfondies. Les décisions ne doivent pas être prises à la légère.

« Comment voyez-vous le rôle des constructeurs du groupe de la Caisse dans l'architecture aujourd'hui ? »

« Nous contribuons, je le veux, au développement d'une architecture véritablement contemporaine, avec courage s'il le faut. Nous avons des exemples auxquels nous référons : le président Pompidou quand il a accepté le projet de Beaubourg, l'actuel président de la République lorsqu'il a accepté l'Institut du monde arabe, la pyramide du Louvre, tête Défense. L'architecture suppose des maîtres d'ouvrage éclairés. Je tire mon chapeau à ce que fait, par exemple, Jean Bouquet, le maire de Nîmes. Je pense qu'avec le temps il apparaîtra en phase avec son époque, autant que respectueux de l'image de sa ville. Je me félicite aussi quand je vois le maire de Lille choisir Rem Koolhaas, en s'appuyant sur notre groupe, pour réaliser le nouveau grand quartier autour des gares TGV.

« Si notre groupe peut être un élément de référence, un pionnier en matière d'architecture, cela passe en grande partie par une pédagogie, ou plutôt une présence et un accompagnement, auprès des municipalités. Tout en étant respectueux de la volonté des élus, les équipes de nos filiales, la SCIC et la SCET, qui sont sur le terrain, doivent contribuer à familiariser les élus avec les grands courants de l'architecture de notre temps.

Propos recueillis par

Frédéric EDELMANN.

PHOTO

Arnaud Claess à la galerie Michèle Chomette

Un inventeur du visible



Arnaud Claess, extrait de la série « Images »

Un livre et une exposition permettent de suivre l'évolution d'un auteur qui est l'un des plus radicaux de sa génération.

Depuis près de quinze ans, Arnaud Claess bâtit, par paliers, une des œuvres les plus exigeantes de la photographie française. Installé à Arles, il enseigne à l'Ecole nationale de photographie. Sans souci des modes, il évolue à son rythme. Chacune de ses expositions consacre une étape nouvelle de son travail.

« La période urbaine de « Contre-temps », marquée par le reportage, a succédé le double jeu des paysages, « miniature » et « mimétique », puis le cycle plus intime des « Continuités » (Le Monde du 4 février 1986). On retrouve la même cohérence dans les trente-huit photographies faites ces trois dernières années. Réunies sous le titre « Silences », elles sont l'expression de plus en plus personnelle de sa relation au monde.

« Je ne photographie jamais rien de particulièrement spectaculaire, dit Arnaud Claess dans ses notes de travail. Peut-être les choses évidentes permettent-elles de mieux voir que rien n'est évident. » Porté par sa méfiance des apparences immédiates, il traduit moins les choses que les sensations qu'elles procurent. Décryptant la nature en détail, il contemple d'un œil avide, faussement serein, la texture d'un roc, un pan de mur ou un sous-bois.

Plus intuitif que rationnel, Arnaud Claess ne choisit pas ses sujets. Ceux-ci s'imposent à lui spontanément, pour des raisons ignorées, et leur sens se révèle souvent après coup. En voyage, chez lui ou en promenade, il pratique la disponibilité comme une discipline. « Photographier est pour moi une activité quotidienne. Un jour passé sans appuyer au moins une fois est un jour un peu moins plein que les autres. »

En Provence, dans le Berry ou à Berlin, Arnaud Claess pose sur tout ce qui l'entoure un regard apparem-

ment distant. A mi-chemin de l'expérience et de la sensation, il excelle à transcrire la vacuité des moments creux. Prises dans des lieux banals, ses vues sans événements sont volontairement dénuées de signification. Elles atteignent une intensité maximale lorsqu'elles montrent des sujets anodins, qu'il s'agisse d'un tuyau, de formes ébauchées ou d'un gros plan de bovin dont la placidité le captive.

Cette nouvelle série n'est pourtant pas une suite de variations sur des sujets qui l'obsèdent. A l'affût de lui-même, Arnaud Claess explore au plus profond ses sensations. Il ne restitue pas seulement le caractère énigmatique de la réalité. Ses images sont le produit de pulsions inconscientes. Elles recèlent un climat angoissant, une gravité inédite, une violence insoupçonnée.

Autre innovation : lui-même figure désormais dans ses images. Il

se met en situation, couché dans une chaise ou debout dans une ruine, raide, à demi nu, caché derrière des lunettes noires. Ce ne sont pourtant pas des autoportraits au sens propre, mais plutôt des apparitions, comme chez Bellmer ou Friedlander. Claess se défend d'investir le terrain de l'autobiographie. Il intègre simplement son entourage à la réalité pour en faire un élément de son œuvre.

Ce périple est conçu comme un songe. Sans cesser de plier le réel à sa rigueur, Arnaud Claess opère de discrets glissements vers l'irrationnel. A l'abri du tumulte, il progresse sans tricher.

PATRICK ROEGERS.

« Arnaud Claess, « Silences », photographies 1985-1988, galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 3^e, jusqu'au 15 avril. Sous le même titre, parution d'un livre aux éditions Marval, postface de Lotte Malle, 150 F.

Patrick Zachmann et Gladys Zachmann et Gladys sont lauréats ex aequo du prix Niépce 1989, a annoncé, mercredi soir, le jury, la Société des gens d'Image. Ils se partagent la somme de 70 000 F attribuée par la fondation Hewlett-Packard-France. Une exposition leur sera consacrée au Centre national de la photographie à Paris, palais de Tokyo. Agé de trente-trois ans, Patrick Zachmann est associé à l'agence Magnum depuis juin 1985. Il s'est fait connaître par ses nombreux reportages à l'étranger, notamment ceux sur la diaspora chinoise. Agée de trente-huit ans, Gladys — c'est son pseudonyme — est une photographe indépendante qui a été choisie pour sa démarche rigoureuse, illustrée notamment par le reportage sur le Japon qu'elle avait présenté au concours.

THEATRE NATIONAL DE LA COLLINE
15 RUE MALTE BRUN 75002 PARIS
MIGAMBERT 43 66 43 60

20 DERNIERES. GRAND THEATRE. SOREE 20H
LA VEILLEE
France Inter
LARS NOREN
mise en scène JORGE LAVELLI
avec Roland Bertin, Françoise Brion, Catherine Hiegel, Patrice Kerbrat

- C'est superbe. **Télérama**
- Un exceptionnel travail de mise en scène. Quatre comédiens ardents, tenaces, brillants. **Quotidien de Paris**
- Mise en scène par Jorge Lavelli, avec la précision d'un match de boxe. **Libération**
- Lavelli est un latin baroque et il a lancé le quatuor dans une furia flamboyante. **Le Monde**
- Jorge Lavelli cassant les vieux murs du naturalisme, ouvrant portées fenêtres, aère Noren, l'ouvre comme une boîte, le fait éclater, bref le renouvelle et le déséquilibre. **Le Figaro**

15 DERNIERES. PETIT THEATRE. SOREE 21H
NATIONALITE FRANÇAISE
YVES LAPLACE
mise en scène HERVE LOICHEMOL

COMICS OPERA
CAMIL SATIE
JUSQU'AU 26 MARS A 18 H 30
ROSEAU THEATRE
42.71.30.20

Festival MOZART
au profit de la Ligue Nationale Française Contre le Cancer
GRAND AMPHITHEATRE DE LA SORBONNE
20 h 30, avec
10 mars Devy ERLIH
Guy DEPLIS
15 mars Devy ERLIH
Christiane EDA-PIERRE
21 mars Devy ERLIH
Marie-Claire JAMET
Christian LARDE
Ensemble instrumental de Dugny
Direction : Françoise VUILLEMOZ
Renseignements et réservations
L.F.F.C.C. - 45-54-14-30

هكذا من الأصل

Communication

Le marché commun de l'audiovisuel

Polémique entre le gouvernement et les professionnels sur la « télévision transfrontière »

Le marché commun de la télévision ? L'idée n'est pas nouvelle et a vu, depuis plus d'une décennie, les Européens s'opposer à son sujet. D'un côté, les partisans du libre-échange préconisent la libre circulation des images. Une libre circulation qui, en l'état actuel de la production européenne, ne pouvait bénéficier qu'aux programmes... américains. De l'autre, les tenants d'une certaine identité culturelle du Continent, qui voyaient dans la constitution de ce marché commun, l'occasion de dynamiser l'industrie européenne de l'image en imposant aux chaînes de télévision un minimum de règles et de quotas. Par tradition, mais aussi parce qu'elle figure parmi les derniers pays européens à avoir une industrie cinématographique à défendre, la France se situait dans ce camp-là. A-t-elle failli en acceptant le compromis de Bruxelles et, par voie de conséquence, le texte voisin de Strasbourg ?

« L'échec est patent », clament à l'unisson auteurs, producteurs et artistes-interprètes. L'idée des quotas n'a-t-elle pas été abandonnée au profit d'une formulation beaucoup plus vague prévoyant la diffusion d'une proportion majoritaire d'œuvres européennes... « chaque fois que c'est réalisable » ? (Le Monde du 15 mars). « Mieux valait, à la limite, pas de directive du tout, affirmant ainsi plus d'un professionnel, et laisser le domaine culturel hors du champ d'intervention de l'Europe. La France aurait au moins pu sauvegarder ses acquis, alors qu'elle ne pourra plus désormais s'opposer à la réception sur son territoire d'un programme émis par un autre pays d'Europe occidentale. Tous les germes d'une dérégulation sauvage sont en place. » Ces professionnels se sentent trahis et soupçonnent le gouvernement d'avoir bradé leurs intérêts et ceux de la culture française pour des raisons diplomatiques.

« Faux », rétorque-t-on, tant au ministère de la communication qu'à celui des affaires européennes. Sans nier toutefois que la conjonction politique ait joué dans la soudaine accélération des négociations. A Bruxelles, il y avait d'abord les Espagnols, qui, soucieux de voir un accord se conclure sous leur égide (ils assurent pour six mois la présidence tournante de la Communauté), ont joué « un rôle très positif et très constructif dans l'élaboration d'un compromis ». « Non seulement, assure-t-on, Madrid s'est montrée très soucieuse

Deux jours à peine après le compromis des Douze à Bruxelles sur le projet de directive « Télévision sans frontières », le Conseil de l'Europe a adopté, mercredi 15 mars à Strasbourg, sa propre convention « Télévision transfrontière ». Cette concomitance — nullement fortuite — témoigne de la brusque accélération de la construction de l'Europe audiovisuelle. Et, déjà, se développe une polémique. Le gouvernement français estime qu'il n'a pas trop reculé par rapport à ses positions initiales. Mais auteurs et producteurs se mobilisent dans l'espoir d'empêcher les deux textes — très proches sur les chapitres essentiels de la réglementation publicitaire — d'entrer définitivement dans les faits.

de comprendre les positions françaises, mais elle s'est aussi efforcée de les faire partager. » De son côté, le Conseil de l'Europe souhaitait aussi que les choses aillent vite et soient bouclées avant les festivités de son quarantième anniversaire, le 5 mai prochain. Un vœu que Paris avait d'autant moins de raisons de contester que M^{me} Catherine Lalumière, ancien ministre et actuel député socialiste, doit normalement être désignée par l'Assemblée de Strasbourg pour succéder à M. Oreja comme secrétaire général de l'institution.

« Mais il serait totalement fallacieux, ajoute-t-on au ministère des affaires européennes, de dire que nous avons bradé nos intérêts et renié nos objectifs culturels pour de simples raisons d'opportunité. Nous avions le choix entre un minimum d'harmonisation et la loi de la jungle. Toute position de repli était illusoire, la télévision par satellite est déjà là. » Le gouvernement estime, au contraire, « avoir obtenu le maximum », dans un contexte et un rapport de forces défavorables. L'immense majorité de nos partenaires ne partageaient pas nos soucis et la position de la Commission de Bruxelles — malgré l'attitude « exemplaire » du nouveau ministre européen chargé de la communication, M. Jean Dondelinger — s'est révélée parfois « fluctuante ».

« Victoire à la Pyrrhus »

Mais obtenir « le maximum », était-ce suffisant ? Le compromis adopté par la France sauve-t-il l'essentiel des ambitions culturelles — la défense de la création européenne, — dont Paris s'est fait le chantre ? La réponse est plus que nuancée. La « clause de non-retour » (1), décriée en extrême par M^{me} Edith Cresson, ministre des affaires européennes, est déjà qualifiée par le PDG de Canal Plus, M. André Rousselet, dans la Tribune de l'Expansion, de « quitus

hypocrite pour renoncer à atteindre une protection réelle de la fiction européenne ».

Un second point positif est mis en avant par le gouvernement pour justifier son succès relatif. La France a obtenu de ses partenaires la possibilité pour chacun des Etats membres de conserver pour ses chaînes nationales une réglementation plus stricte que celles imposées à l'échelle communautaire. « Voilà qui laisse intacts », se réjouit-on dans les milieux gouvernementaux, les aspects « d'aide et de défense de la création prises adoptées depuis longtemps par notre pays » : les quotas linguistiques qui, sous couvert d'une défense de la langue, protègent en réalité les producteurs nationaux (la concurrence belge, suisse et québécoise demeure négligeable) ; la chronologie des médias (la diffusion d'une même œuvre successivement en salles, en vidéo, puis sur les chaînes cryptées et en clair), qui permet une meilleure valorisation de la production.

« Victoire à la Pyrrhus », rétorquent les professionnels. Que deviendront ces garde-fous lorsque

des chaînes francophones mais basées hors de France, viendront concurrencer nos télévisions nationales. Les Bouygues et autres Hertz n'auront pas d'autres possibilités que d'envoyer les contraintes françaises par-dessus bord pour résister à la concurrence. Quel gouvernement, quel CSA, pourra alors s'y opposer ?

La menace est bien réelle. Car des pans entiers de la réglementation nationale seront alors menacés. La chronologie des médias en premier lieu, qui réduirait de trois à deux ans le délai de programmation des films sur les chaînes de télévision en clair (de deux à un an en cas de coproduction du diffuseur), annulant les avantages actuellement consentis à Canal Plus (qui a fait de la diffusion de films frais l'une des clés de son succès). Mais c'est aussi toute sa réglementation en matière publicitaire que la France pourrait être amenée à revoir. Sera-t-il encore possible d'interdire à la grande distribution l'accès à la publicité télévisée ? Les règles très strictes édictées par la CNCL en matière de télé-achat auront-elles encore un sens ? Les conséquences de l'accord de Bruxelles sont encore loin d'avoir été toutes mesurées.

PIERRE-ANGEL GAY.

La convention adoptée à une large majorité

La convention sur la télévision transfrontière, élaborée dans le cadre du Conseil de l'Europe, a été adoptée à une très large majorité : seize voix pour, quatre abstentions (Belgique, Danemark, France et Turquie). Malte et l'Islande étant absents au moment du vote. Son ouverture à la signature de vingt-deux Etats membres est prévue pour le 22 mars et elle entrera en vigueur une fois ratifiée par sept pays au moins.

La taxe prévoit notamment « la diffusion, chaque fois que cela est réalisable », d'une majorité d'œuvres européennes, ainsi qu'un délai de deux ans entre la diffusion d'un film en salles et sa diffusion sur une chaîne de télé-

vision en clair (un an pour les coproductions du radiodiffuseur). La durée de la publicité est limitée à 15 % du temps d'antenne quotidien et à 20 % maximum par heure.

Des règles sur le partage, sur l'insertion des coupures publicitaires dans les programmes ainsi que des procédures de conciliation et d'arbitrage en cas de différends. Bien que les règles de programmation soient quasi identiques à celles de la directive communautaire, les deux textes s'inscrivent dans des cadres juridiques très différents. La convention ne s'applique qu'aux Etats signataires, alors que la directive s'imposera à l'ensemble des pays de la CEE.

La CFDT critique la lettre de M. Miot à la direction des NMPP

La récente lettre qu'a adressée le président du Syndicat de la presse parisienne (SPP), M. Jean Miot, au directeur général des Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP), dans laquelle il lui demande de moderniser les NMPP en négociant un accord avec le Livre COT (le Monde, 15 et 16 mars) a entraîné une vive réaction de la CFDT. La fédération des travailleurs du livre et de l'audiovisuel (FTLAC-CFDT) indique dans une mise au point « sa stupeur ». « M. Miot avance aujourd'hui le visage découvert, ignorant délibé-

ment la représentativité de la CFDT aux NMPP — 20 % dans les secteurs ouvriers », note la CFDT.

En rappelant que la direction des NMPP vient d'être condamnée pour discrimination syndicale à l'encontre de la CFDT, le syndicat affirme : « M. Miot ne saurait ignorer que les nouvelles techniques et la modernisation des NMPP ne concernent pas la seule COT. Il doit savoir que si la CFDT est attachée au pluralisme de la distribution, elle l'est tout autant au pluralisme syndical. »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4961

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT
I. Fument beaucoup quand ils sont mauvais. II. N'est évidemment pas causé. III. Peut faire des pourchues. IV. Accusé quand on est touché. Antrope, par exemple. Peut servir de fourrage. VI. Est moins solide quand elle est en fonte. VII. Dans une série de sept. Une bombe ne lui fait pas peur. VIII. Mis en quatre, par exemple. On y voit parfois du sang. IX. Un homme qui n'a pas de

veste. Chez le marchand, peuvent se voir à côté des fraises. — X. N'expose pas. N'a pas un grand lit. — XI. Dessous de table.

VERTICALEMENT
1. Qui ne s'ouvre pas facilement. — 2. Pronom. On peut se reposer sur lui les yeux fermés. — 3. Terme musical. Flat. Est plus favorisé que le quatuor. — 4. Est moins belle à voir quand elle est nue. Lie. — 5. Utile pour faire le trottoir. Peut faire rougir. — 6. Evité adroitement. Possessif. — 7. Qui a donc suivi. — 8. Pas imaginaires. Donner de la force. — 9. Abréviation. Un homme que ne compte pas.

Solution du problème n° 4960

Horizontalement
I. Grimaud. — II. Oisillons. — III. Nat. Lys. — IV. Rot. Ir. — V. Les. Aile. VI. Eau. Nère. — VII. Ur. Oc. Ruc. — VIII. Ratières. — IX. Nue. Hâ. — X. Ace. Mulet. — XI. Aérium. Té.
Verticalement
1. Gonfleur. Aa. — 2. Ria. Errance. — 3. Istres. Turc. — 4. Mi. Oie. — 5. Alliance. Mu. — 6. Ulysse. Rhum. — 7. Dos. Irréel. — 8. Iléus. Et. — 9. Estrées. Gué.
GUY BROUTY.

Les projets de M. Robert Maxwell « The European » sera hebdomadaire

L'Europe n'est pas une idée simple. Le patron de presse britannique Robert Maxwell, entrepreneur affiché, s'en rend compte chaque jour. Son projet de quotidien destiné aux cadres et aux hommes d'affaires, The European, paraîtra bien en septembre mais... avec une périodicité hebdomadaire. Le dirigeant de Maxwell Communication a annoncé, mercredi 15 mars à Londres, que le démarrage du titre selon cette périodicité lui semblait propre à « établir la base d'une publication quotidienne ».

The European hebdomadaire vise un objectif de diffusion similaire à celui du projet quotidien, soit cinq cent mille exemplaires. Les retards et les problèmes du nouveau titre de Robert Maxwell sont dus à des désaccords sur la composition de la rédaction. Récemment d'ailleurs, la partie française de la rédaction, basée auparavant à Londres, avait rejoint Paris. Mais, au siège londonien du groupe de presse, on se refusait à commenter le changement de périodicité et les problèmes internes au groupe. Quant à la rédaction parisienne, elle est actuellement en congé.

Robert Maxwell a pris une autre décision « européenne » : il vient de demander à l'un des dirigeants de l'une de ses filiales, Sir John Hos-

kins, de démissionner de la présidence de Pergamon AGB, une société créée à l'automne 1988 après le rachat d'AGB (sondages, enquêtes).

Sir John Hoskins, qui dirige le braintrust de Margaret Thatcher, s'était risqué à critiquer, jeudi 9 mars devant l'Institut of Directors, qu'il préside, l'organisation de la CEE. Il avait notamment fustigé les « eurocrates » et la « corruption rampante » qui sévissent au sein de cette « organisation bureaucratique ». Cela n'a pas été du goût de M. Maxwell. « En raison de nos divergences fondamentales sur l'un des problèmes cruciaux de notre époque, a indiqué le patron de presse, Sir John et moi-même ne pouvons plus siéger côte à côte au sein de Pergamon AGB. Désormais libéré de ses obligations, Sir John peut donc parler encore plus ouvertement s'il le souhaite. »

Ces incidents n'empêchent pas « Captain Bob » de continuer à conclure des affaires. Mais outre-Atlantique. Son groupe vient de racheter l'éditeur américain Josselyn, spécialisé dans les livres d'éducation. Pour 57 millions de francs, payés cash.

Y.-M. L.

Huit licenciements au groupe Liaisens. — Le second groupe de presse professionnelle française, le groupe Liaisens, s'apprête à licencier huit salariés. Ces licenciements économiques touchent trois rédacteurs de l'Echo de la presse et cinq de Sonovision, deux titres que le groupe Liaisens a récemment rachetés à leur fondateur, M. Noël Jacquemart, après le dépôt de bilan de sa société. Parmi les licenciés figurent M. Christian Jac-

quemart, rédacteur en chef de Sonovision et fils de M. Jacquemart, et M^{me} Josette Jacquemart-Jouart, maquettiste et fille du fondateur. Le groupe Liaisens a aussi décidé d'arrêter la publication de Sonovision-Hebdo, supplément au mensuel. Ce dernier va adopter une nouvelle formule rédactionnelle après le lancement de celle de l'Echo de la presse, en janvier. Un comité central d'entreprise du groupe Liaisens est convoqué pour lundi 20 mars.

L'enquête Médiamétrie sur les radios

RTL renforce sa première place

Médiamétrie vient de publier les résultats bimestriels de l'audience radio (janvier-février 1989), à partir de 5 581 personnes interrogées entre le 2 janvier et le 26 février. 77,8 % d'entre elles ont écouté au moins une fois par jour une radio (76 % en novembre-décembre 1988). L'ensemble des stations périphériques perd 0,4 % par rapport au précédent sondage, alors que l'ensemble des stations de Radio-France gagne un point tandis que les radios locales privées gagnent 1,6 %.

Selon cette enquête — 36 000 Médiamétrie — c'est RTL qui renforce sa première place en audience cumulée (20,6 % contre 19,9 % dans l'enquête précédente) (1) au sein des radios généralistes, devant France-Inter (14,7 %) et Europe 1 (13,2 %) qui, elle, perd 1,1 % par rapport à novembre-décembre 1988. Radio-France n'a cependant pas rattrapé son score de janvier-février 1988 (16,4 %).

Parmi les radios musicales et thématiques, NRJ obtient 10,8 % d'audience cumulée, Nostalgie 4,6 %, Europe 2 3,6 %, Skyrock 3 % et Fun Radio 2,8 %. France-Info pour sa part obtient 3 % d'audience (au lieu de 3,4 % précédemment).

(1) 1 % représente environ 440 000 personnes.

Agence ANSA : reprise du travail. — L'agence de presse italienne ANSA, paralysée depuis mercredi 8 mars par la suspension des activités de production et de diffusion, a repris le travail mercredi 15 mars dans la soirée. La direction de l'ANSA avait décidé de suspendre ses activités après avoir constaté que les ouvriers des services de transmission avaient refusé, le 8 mars, de transmettre les dépêches, alors que s'ouvrait la première étape du plan d'information de l'agence. La plus longue suspension des services dans l'histoire de l'ANSA a été stoppée grâce à la médiation du ministre du travail italien, M. Rino Formica.



HOTEL DES VENTES
9, rue Drouot, 75009 PARIS
Téléphone : 48-00-20-20
Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Régisseur C.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 45-63-12-68
Les expositions auront lieu à la ville des ventes, de 11 heures à 18 heures, sauf indication particulière. * c'est le statut de la vente.

SAMEDI 18 MARS

S. 8. — Vins. — M^{me} CHAMPELLAND, GIFFER, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24.
S. 9. — Mobilier d'architectes et de créateurs. Verreries des années 50. — M^{me} CHARBONNEAU.

LUNDI 20 MARS

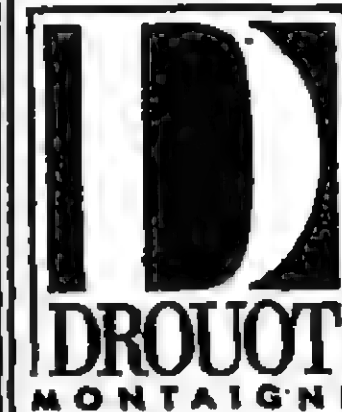
S. 1. — ANITA DE CARO. — M^{me} ROBERT.
S. 2. — Précieux objets de vitrine. — M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.
S. 3. — Bijoux, bibelots. — M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 5. — Antiquités préhispaniques. — M^{me} BOSCHER, STUDEF, FROMENTIN, M^{me} TILORIER, BEAUSSANT, M. Roudilhon, expert.
S. 6. — Bijoux, argenterie ancienne et moderne. — M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 7. — Tableaux symbolistes. Sculptures : Camille Claudel. — M^{me} BINOCH, GODEAU.
S. 10. — Sculptures et mobilier de style. — M^{me} OGER, DUMONT (ARCOLE).
S. 13. — Tableaux anciens. Très bon mobilier de 18^e. PARIS AUCTION (M^{me} RUBEYRE. Tél. : 47-70-87-05). MM. Lods, Nègre-Alex et Nègre.
S. 14. — 14 h 45. Objets d'art et de bel ameublement des 18^e et 19^e siècles. Important ensemble de bois doré : cadres, consoles d'appui, Glaces, tableaux, éléments décoratifs. — M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Dille, expert.

MARDI 21 MARS

S. 6. — 14 h. Livres anciens et modernes. — M^{me} COUTURIER, de NICOLAY.
S. 8. — Tableaux, gravures, petits bijoux, métal argenté. — M^{me} MILLON, JUTEAU.

MERCREDI 22 MARS

S. 1. — Haute époque : Staline, objets de curiosité, ameublement. — M^{me} DAUSSY, de RICQUES.
S. 2. — Tels, bib., mob. — M^{me} BOISGIRARD.
S. 3. — Bijoux, argenterie. — M^{me} ROGEON.
S. 4. — Tableaux, bibelots, meubles anciens et de style. — M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 6. — Suite de la vente du 21 mars. — M^{me} COUTURIER, de NICOLAY.
S. 7. — Tableaux, bibelots, mobilier. — M^{me} CHAMPELLAND, GIFFER, VEYRAC. Tél. : 42-94-10-24.
S. 8. — Tableaux. Mobilier d'époque et de style. PARIS AUCTION (M^{me} RUBEYRE. Tél. : 47-70-87-05).
S. 11. — Meubles, tableaux, objets d'art. — M^{me} LENORMAND, DAVEN.
S. 12. — Beaux bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne des 18^e et 19^e (Boites en cr.). — M^{me} RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY (ARCOLE). MM. Serret, Monnet, Portier, experts.
S. 13. — Tableaux, bibelots, mobilier. — M^{me} RENAUD (ARCOLE).



DROUOT MONTAIGNE
15, avenue Montaigne, 75008 PARIS
JEUDI 23 MARS, à 21 h
ART ABSTRAIT ET CONTEMPORAIN
M^{me} BRIEST - Commissaire-priseur
24, av. Matignon, 75008 Paris.
Tél. : 42-68-11-30.

HOTEL DES VENTES DE SOEAUX (92330)
38, rue du Docteur-Roux. Tél. : 46-60-84-25.

JEUDI 23 MARS à 20 h 30
Après cessation d'activités et à divers
FOURRURES, BIJOUX
Expert : M^{me} de Heeckeren. Tél. : 47-27-28-02. (Expo : jeudi 23/3, de 11 h à 13 h et 14 h à 17 h.) M^{me} SIBONI, commissaire-priseur.

ETUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BENOCH, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDEF, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
Catherine CHARBONNEAU, 134, Fbg Saint-Honoré (75008), 43-59-66-56.
COUTURIER, de NICOLAY, 10, rue de l'Université (75007), 49-27-02-14.
DAUSSY, de RICQUES, 46, rue de la Vierge (75009), 42-74-38-93.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (successeur de RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAVEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-66-95.
PARIS-AUCTION : de Cagoy, Cardinet-Kalick, Deurborgne, Dumoussier-de Buron, Hochbaum-Couturier, Ribeyre, 4, rue Drouot (75009), 42-47-03-99.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RABOURDIN, CHOPPIN DE JANVRY, 4, rue Rossini (75009), 47-70-34-91.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 47-27-85-34.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 46-78-81-06.
TILORIER, BEAUSSANT, 32, avenue Paul-Doumer (75116), 45-03-38-24.

SOMMAIRE

- Le déficit du commerce extérieur américain est repassé en dessous de 10 milliards de dollars (lire page 33).
- La grève de quarante-huit heures au Brésil a donné satisfaction aux deux syndicats qui l'organisaient (lire page 33).
- La Corse a vécu mercredi et jeudi dans l'atmosphère de mai 68 (lire ci-dessous).
- Le recours à l'intérim augmente, ce qui pousse les intéressés à s'organiser (lire ci-contre).

Le lent retour de l'intérim dans la légalité

Depuis la fin de l'année dernière l'intérim a mauvaise presse. De nouveau, arrive d'abord la circulaire de M. Jean-Pierre Soisson en date du 26 décembre, qui rappelle et précise les limites du recours au travail temporaire mais invite aussi les inspecteurs du travail à faire diligence. Parallèlement, le ministre du travail exprime son inquiétude devant les excès d'une formule d'emploi qui commence à connaître un succès jugé trop facile (+ 30 % de progression en un an). Il laisse d'ailleurs entendre, à mi-mot, qu'il pourrait intervenir (le Monde du 27 décembre 1988).

Survient, ensuite, les affaires de l'usine Citroën d'Autry-le-Roi, puis de la Comatec avec la grève des nettoyeurs de métro parisien, qui mettent en évidence les difficultés engendrées par certaines pratiques.

Dans un cas, l'entreprise automobile de l'usine Citroën d'Autry-le-Roi, puis de la Comatec avec la grève des nettoyeurs de métro parisien, qui mettent en évidence les difficultés engendrées par certaines pratiques.

Préférant procéder à des embauches conditionnelles en période d'incertitude, le travail temporaire est sans doute en train de perdre cette caractéristique pour devenir un moyen constant de régulation. Il représente 1,6 % de la population active avec 5 millions de missions et serait responsable du quart ou du tiers des créations nettes d'emplois.

Après des années de tension, les entreprises ont pris l'habitude de gérer l'aléatoire en maintenant un volant d'intérimaires de façon prolongée. « On pouvait comprendre cette attitude aux premiers frémissements de la relance économique », fait-on observer au ministère du travail, « maintenant que le mouvement se poursuit depuis deux ans, il ne paraît pas normal qu'on en reste à la prolifération des statuts précaires ».

Dans la pratique, apparaissent des méthodes dont les exemples de Citroën ou de la Comatec témoignent. Pour une production donnée, même stable, des chefs d'entreprise ont tendance à définir un équivalent en postes fixes légèrement inférieur aux besoins. La perspective de

l'introduction des nouvelles technologies sous la forme de robots pour la société de nettoyage, l'espoir de gains de productivité nouveaux ou même la crainte de renouer tôt ou tard avec un retournement du marché, comme le redoute l'industrie automobile, toujours surprise de vivre une embellie, expliquent alors un usage permanent et injustifié, au regard de la loi. Celle-ci, en effet, interdit d'employer les missions sur un même poste et n'accepte que les remplacements inopinés ou dus aux surcroûts imprévus d'activité.

Malgré cela le phénomène tend à se développer dans nombre de secteurs. On a ainsi appris que l'usine Citroën de Rennes employait 1 200 intérimaires pour 14 000 salariés et, dans le groupe PSA (Peugeot) on a voulu faire un rapide inventaire pour ne pas subir, à son tour, les feux de l'actualité. Ce qui n'a pas empêché la création, le 4 mars, d'un comité clandestin chez Peugeot-Sochaux, soucieux de défendre les intérêts de 1 300 intérimaires dont la situation sera examinée au cas par cas selon la direction.

Au-delà des modes de rémunération et des primes non versées qui ont fait l'objet des premières réclamations, c'est bien la question de la précarité insituée qui est en cause. En demandant leur intégration, acquiesce de droit en théorie, les intérimaires d'Autry ne font que mettre en évidence la généralisation d'un abus dont ils demandent réparation.

« Puisque l'avenir, pour nous, c'est le travail temporaire, autant faire bouger les choses », expliquent, désabusés, ces jeunes qui ont accumulé des preuves. Tel ouvrier, en poste depuis le 11 septembre 1987, a successivement travaillé sous quatre contrats et cinq avenants, justifiés par « la montée en cadence de l'AX », l'augmentation de la production due à la baisse de la TVA, le démarrage de l'AX Diesel, la sortie de l'AX Air France ». Tel autre, avec onze contrats successifs et quatre avenants sur la même période que le précédent, a en outre participé « à la montée en cadence de l'AX 5 portes, à la montée en cadence de l'AX K-Way, au surcroît de travail dû à l'AX Sport ». D'autres, encore, ont effectué beaucoup de remplacements à la suite des absences temporaires de MM. Diarra, Haman, Bouharrou, Diallo, Zagalbel. « Je suis sur un même et unique poste », affirme l'un, « sur un poste permanent », confirme un second.

En fait, les techniques de commercialisation et la gestion des effectifs font que, désormais, un employeur considère son activité comme une succession ininterrompue de moments exceptionnels, justifiant le recours à l'intérim. Même s'il est tenté de verbaliser, l'inspecteur du travail en arrive souvent à abandonner les poursuites quand il prend conscience de la situation. Surtout si on lui fait comprendre que, en cas de condamnation, l'entreprise faillite peut réduire sa production en France et poursuivre sa « délocalisation » à l'étranger.

Prises au même piège, les entreprises de travail temporaire forment elles aussi les yeux, assurent les responsables des syndicats professionnels. Aménagées à traiter de gros volumes de missions sur l'ensemble

Trouver un arrangement

Concrètement, le ministère avance donc à pas prudents, toujours soucieux de trouver un arrangement. A la faveur des affaires portées à la connaissance du public, telles que Citroën-Autry et Comatec, il tente une pédagogie en misant sur la dissuasion. Plus précisément, des négociations sont menées avec la direction de Citroën, dans l'espoir d'aboutir à un règlement acceptable du contentieux. Ailleurs, et dans le cas de la Comatec, il a agité la menace d'une enquête ultérieure pour convaincre de la nécessité de trouver une porte de sortie dans le conflit des nettoyeurs. La mission est désormais en cours. Peu à peu, on espère ainsi en revenir à la conformité avec le décret, sans avoir provoqué l'irréparable.

Cette habileté tactique présente cependant des inconvénients. Parvenus en fin de mission, les intérimaires qui protestent sont particulièrement vulnérables. Leur contrat peut être arrêté alors qu'ils espèrent l'embauche définitive. Licenciés de fait, ils n'ont d'autre possibilité que de se tourner vers les prud'hommes, comme ceux d'Autry. Ils obtiendront certes gain de cause, sur le fond, mais ne seront pas forcément réintégrés et il leur faut être patients. Le jugement a été fixé au 16 septembre.

En outre, la méthode retienne s'appuie sur le cas des grandes entreprises où la pression sociale, mais aussi l'intervention des pouvoirs publics, peuvent s'exercer. Elle s'applique difficilement aux PME-PMI où les intérimaires ne pourront pas faire valoir leurs droits avec le même écho. Ce qui revient à ignorer leur sort ou, comme dans le cas de la Comatec, à condamner à l'action de grève les salariés en question.

A moins que la permanence organisée par les intérimaires d'Autry (1) ne réussisse à populariser les exemples et à entretenir l'attention.

ALAIN LEBEAUCHE

(1) Tous les samedis, 24, rue de la Chine, Paris-20^e, de 14 à 16 heures. Permanence téléphonique : 48-33-53-59.

Fermeté du gouvernement face à l'agitation

Les grèves de fonctionnaires paralysent la Corse

(Suite de la première page.)

Sur le fronton de la mairie, entre les palmiers et les affiches électorales du maire bonapartiste, M. Charles Ornano, les grévistes ont accroché une banderole : « Personnel communal en grève ». Des Ajacciois lisent les journaux. Le *Provençal* publie une enquête comparant les prix de vingt-huit produits de base d'où il ressort que, si le café coûte 5 F de plus à Ajaccio qu'à Marseille, l'huile, le vinaigre, le pain grillé, sont moins chers et que le sel est vendu 3 F de moins. Mais c'est trop tard. Le mouvement est lancé. La CGT des impôts, elle, a calculé que la vie courante (alimentation, essence, assurances) revient à 33 000 F plus cher par an aux Corsais. Et ses tracts bleus circulent.

allures sobriantes-initiées. « C'est un ras-le-bol accumulé », dit un garde forestier.

Selon l'édition locale de *Nice-Matin*, c'est même presque déjà la « chénille ». Plusieurs dizaines de milliers de dossiers s'entassent dans les locaux des organismes sociaux. Les ordres commencent à encombrer les trottoirs de Bastia. Les personnes âgées se présentent tous les jours dans les bureaux de poste dans l'attente d'une hypothétique versement de leur retraite. Quatre cents dossiers de revenu minimum d'insertion sont en souffrance pour la Corse-du-Sud. N'étant pas remboursés par les caisses de Sécurité sociale, les pharmaciens n'assurent plus le tiers payant. On commence à faire des stocks de produits alimentaires d'urgence. Le Trésor étant en grève, les salaires de mars risquent de ne pas être versés. Les commerçants manquent de clients.

Le mouvement part dans tous les sens. Pendant que les dockers de l'Île-Rousse bloquent deux carteries pour obtenir trois embauches, les personnels de FR 3 Bastia protestent contre l'occupation de la station d'Ajaccio par le syndicat nationaliste (STC). Les douaniers évacuent la piste de l'aéroport de Figari et un « barrage filant » apparaît pendant quelques heures à la sortie d'Ajaccio. Les enseignants, qui ne mettent plus de notes depuis des semaines pour protester contre les projets Jospin, se mettent en grève à leur tour pour deux jours.

Il est trop tard pour dire aux Corsais qu'une existence ne se mesure pas qu'au prix du yaourt et de la moutarde. Ils se sont mis à comparer, et quand on voit les fils électriques qui traînent dans la rue, la facture et au palais de justice, la comparaison va plutôt à l'avantage du continent. Dans une île où le jeu de l'honneur et de la fierté a toujours consisté à cacher la misère d'un intérieur derrière si possible un BMW, sur un territoire où l'on a surtout revendiqué noblement la reconnaissance du peuple corse, de sa langue et de sa spécificité, l'éclatage des salaires et des prix est une sorte de révolution culturelle, et les nationalistes, comme dit l'un d'eux, sont « un peu gênés ».

Mercredi 15 mars la moitié des effectifs de la fonction publique ont défilé dans les rues de Bastia et d'Ajaccio : au total dix mille personnes en tout, des professeurs, des agents de l'ANPE, soit la manifestation de salariés la plus importante depuis 1968 selon les Renseignements généraux, et même depuis l'après-guerre selon la CGT. A Ajaccio il n'y a pas eu d'incident. « C'était un peu calme », regrette un garde forestier. A Bastia, quelques dizaines de fonctionnaires ont fait des heures supplémentaires en brûlant des pneus et en jetant par-dessus les grilles de la préfecture les ordures que ne ramassent plus les employés communaux, en grève à presque 100 % (70 % à la mairie d'Ajaccio).

Le gouvernement fait la sourde oreille. Il n'a transmis officiellement aucune réponse à la revendication de prime d'insécurité de la CGT, ni à celle de parité des salaires entre la Corse et le continent exprimée par FO et la CGT. M. Ange Pantaloni, député de M. Bernard Trojani, du STC, il n'a pas non plus répondu à la demande de rendez-vous du député UDF José Rossi, ni à la lettre pressante de candidats PS aux municipales d'Ajaccio. M. Ange Pantaloni. « On se contente de l'envoi d'un M. Toulmon, qui a montré du mépris pour les salariés en les interrogeant d'entrée sur l'absentéisme », proteste M. Pantaloni. L'inspecteur des finances Robert Toulmon, venu à Bastia à la veille de la manifestation, a préféré rester à Paris. Il a fait venir la directrice du service régional de l'INSEE, M^{me} Jacqueline Artigebielle, pour poursuivre son enquête sur la vie et les déplacements des fonctionnaires insulaires.

Après une longue période de tensions, de violence, c'est une sorte de retour du réel, et chacun a quelque chose à inscrire sur son cahier de doléances.

Les lycéens manifestent contre la fermeture des cantines et le non-nettoyage des salles de classe. Les chauffeurs de bus défilent pour protester contre la circulation « anarchique » à Ajaccio. Les étudiants de Corte lancent des œufs sur la mission gouvernementale d'évaluation de l'enseignement supérieur. Les commerçants dénoncent les « désordres de l'économie insulaire ». En s'étendant au-delà de la fonction publique, le mouvement social en Corse commence à prendre des

allures de mouvement social. « C'est un ras-le-bol accumulé », dit un garde forestier.

Selon l'édition locale de *Nice-Matin*, c'est même presque déjà la « chénille ». Plusieurs dizaines de milliers de dossiers s'entassent dans les locaux des organismes sociaux. Les ordres commencent à encombrer les trottoirs de Bastia. Les personnes âgées se présentent tous les jours dans les bureaux de poste dans l'attente d'une hypothétique versement de leur retraite. Quatre cents dossiers de revenu minimum d'insertion sont en souffrance pour la Corse-du-Sud. N'étant pas remboursés par les caisses de Sécurité sociale, les pharmaciens n'assurent plus le tiers payant. On commence à faire des stocks de produits alimentaires d'urgence. Le Trésor étant en grève, les salaires de mars risquent de ne pas être versés. Les commerçants manquent de clients.

Le mouvement part dans tous les sens. Pendant que les dockers de l'Île-Rousse bloquent deux carteries pour obtenir trois embauches, les personnels de FR 3 Bastia protestent contre l'occupation de la station d'Ajaccio par le syndicat nationaliste (STC). Les douaniers évacuent la piste de l'aéroport de Figari et un « barrage filant » apparaît pendant quelques heures à la sortie d'Ajaccio. Les enseignants, qui ne mettent plus de notes depuis des semaines pour protester contre les projets Jospin, se mettent en grève à leur tour pour deux jours.

Reclamant un statut européen pour les salariés

Le Parlement de Strasbourg pousse les feux de l'Europe sociale

STRASBOURG de notre envoyé spécial

« Les conditions de travail sociale ne peuvent être laissées au libre jeu des forces du marché. » Le Parlement européen a donné sa réponse, mercredi 15 mars, à la question qui lui était posée sur la dimension sociale du grand marché de 1993. A une écrasante majorité — 238 voix pour, 34 contre (conservateurs britanniques et 19 abstentions, dont les élus du RPR) — l'Assemblée demande aux gouvernements membres un véritable statut européen pour les salariés de la CEE, allant bien au-delà de la position de la Commission de Bruxelles.

M^{me} Vasso Papandréou, commissaire chargé du dossier, a tenté à la fois de contenir l'ardeur des parlementaires et de les apaiser en leur offrant quelques pages. Elle a ainsi annoncé que l'expert communautaire proposera à bref délai une liste plus longue que celle contenue dans la charte du Comité économique et social de la CEE sur les droits sociaux fondamentaux (au nombre de vingt-sept).

En échange, le responsable européen a été contraint de rejeter de manière catégorique l'idée d'un

« calendrier rigide » pour l'harmonisation sociale avec pour objectif « la convergence progressive et au plus haut niveau des systèmes de sécurité sociale moyennant une phase transitoire pour les pays dont le retard est important ».

Certaines dispositions de la résolution de Strasbourg donnent une idée précise de l'ampleur des requêtes formulées par la majorité parlementaire. Elle affirme ainsi « le principe de la démocratie économique » : droit des travailleurs à l'information, à la consultation et à la négociation, bref à la participation. Dans cette optique, l'Assemblée donne son accord à la proposition de Bruxelles sur la société de droit européen qui prévoit, en contrepartie d'une fiscalité allégée pour les entreprises choisissant ce statut, l'obligation pour ces dernières d'accorder aux travailleurs une participation dans leur gestion.

Le texte invite aussi les Douze à élaborer « des réglementations minimales » sur les droits et la protection des représentants des salariés, la durée et la flexibilité du temps de travail et les fusions transnationales. Il demande en outre l'octroi de crédits communautaires afin de cofinancer, avec les autorités

nationales et régionales, « un véritable programme en faveur de l'emploi ». En outre, l'Assemblée préconise l'adoption d'une réglementation communautaire fixant « un salaire approprié répondant à des conditions d'existence décentes ». Les autres recommandations sont suffisamment précises pour être très contraignantes si elles devaient être retenues par les Douze.

Il en va ainsi de l'octroi aux salariés migrants des prestations sociales versées dans le lieu du travail. S'agissant des chômeurs, il est préconisé de consentir le bénéfice des indemnités à ceux qui sont établis dans un Etat membre différent de celui du dernier emploi.

La résolution recommande par ailleurs qu'« un revenu acceptable, un habitat et un environnement satisfaisants constituent des droits devant être intégrés dans le traité de Rome ». Les députés européens se soucient enfin des travailleurs migrants en provenance de pays tiers en souhaitant que les Douze mettent fin « à toute discrimination à l'égard des personnes arrivées dans la Communauté dans le cadre d'un regroupement familial ».

MARCEL SCOTTO.

Sans nier les handicaps importants qui demeurent, résultant de sa situation géographique de l'enseignement supérieur ou de l'insuffisance de l'industrie de haut niveau technologique, il n'est pas comarable que les gouvernements successifs ont fait jouer à l'égard de cette région la solidarité nationale et aussi européenne. Dans le contrat de plan, qui va couvrir la période 1989-1993, l'Etat affecte à la Corse, pour les grandes opérations d'équipement, 3 300 F par habitant alors que l'Aquitaine aura, par exemple, 770 F et les Pays de la Loire 880 F.

Enfin, à regarder les chiffres de l'emploi, la situation dans l'île n'est pas spécialement catastrophique puisque, entre janvier 1988 et janvier 1989, le nombre de demandes d'emploi enregistrées a baissé de 3,8 %, soit près de quatre fois plus que la moyenne nationale. Mais le niveau du chômage y reste, cependant, plus élevé que pour l'ensemble du pays.

F. Gr.

La situation dans l'île n'est pas spécialement catastrophique puisque, entre janvier 1988 et janvier 1989, le nombre de demandes d'emploi enregistrées a baissé de 3,8 %, soit près de quatre fois plus que la moyenne nationale. Mais le niveau du chômage y reste, cependant, plus élevé que pour l'ensemble du pays.

POUR LES ACCROS DU SON "LIVE"

NOUVEAU

AIWA
le miracle japonais

F150
Bolonneur lecteur-enregistreur à tout usage en direct. Enregistrement en stéréophonie par micro stéréo extérieur fourni avec l'appareil. Auto-Reverse et Dolby BNR en lecture. Dispositif "Super Bass" de renforcement des basses. Sélection de bandes: Normal/Metal/Chrome.

*Marque déposée de Dolby Laboratories.

AIWA FRANCE S.A.: 117, rue d'Aguesseau - 92100 BOULOGNE - Tél.: (1) 46.04.81.90

SOLDES

HERMÈS

CAHEN

Économie

AFFAIRES

Le recentrage du groupe de M. Jérôme Seydoux

La filière laine et les transports aériens seront les points forts de Chargeurs SA

Entouré de ses principaux collaborateurs, MM. Édouard Malone, directeur général et Jean-Pierre Lagrange, directeur général adjoint de Chargeurs SA, et de M. René Lapauze, président d'UTA, M. Jérôme Seydoux, patron du groupe, a fait le 15 mars devant la Société française des analystes financiers une revue méthodique de toutes les branches que contrôle le holding Chargeurs et a livré les chiffres de l'activité en 1988.

Grâce à de nombreuses et substantielles acquisitions effectuées l'an dernier, dans les domaines du négoce, du peignage et du tissage de la laine (activités qui étaient absentes du chiffre d'affaires consolidé de 1987 mais qui en 1988 représenteront environ 10 milliards de francs) le groupe Chargeurs SA aura réalisé en 1988 15,57 milliards de francs de chiffre d'affaires au lieu de 10,74 milliards l'année précédente. La marge brute, elle, est passée de 1,7 milliard à 2 milliards et la trésorerie disponible demeure

stable aux alentours de 4 milliards de francs.

Relativement déçu par ses initiatives prises dans les domaines de la télévision et de la production télévisuelle, M. Seydoux a, l'an passé, poursuivi une stratégie à la fois de consolidation (transports aériens et terrestres), de désengagement des branches minoritaires (transport maritime) et d'offensive dans les métiers du textile, en l'occurrence le cycle de la laine que Chargeurs SA cherche à contrôler d'amont en aval. Certes, la rentabilité de cet ensemble reste modeste mais il a permis de dégager des profits d'ici deux ou trois ans. « Être leader mondial dans un secteur », a lancé M. Seydoux, « ce n'est pas être gros, c'est être bon ». Visiblement, le groupe Chargeurs, avec les acquisitions récentes de Roudière, une partie de Proust, Lepoutre, P.-J. Tiberghien, Drummond et Grande-Bretagne, Innen und Richter en RFA, notamment, vise à conforter son rang de numéro un européen et mondial dans le négoce, le peignage, les laines et les tissus, et l'on peut penser que le mouvement d'acqui-

sition et de remise en ordre n'est pas achevé.

La vente de Spontex pour 1,1 milliard de francs à l'indien 3 M est encore en attente. Le gouvernement français, apparemment réticent, donnera sa réponse avant le 31 mars.

Vente de navires

Autre opération qui, elle aussi, procède de cette trilogie stratégique « d'assainissement-redressement et éventuellement cession à des tiers » : la vente, « lorsque le moment sera opportun », des sept navires porte-conteneurs que le groupe possède encore et qu'il loue à des armateurs occidentaux. Une vente qui pourrait représenter près de 780 millions mais qui sonnera le glas d'une activité qui fut dans les années 1960-1980 le fleuron du groupe.

Chargeurs exploite encore sous le pavillon des Bahamas un navire de croisière, le *Mermoz*, et vient de s'associer à 50-50 avec Accor pour toute opération de développement. « Il y aura vraisemblablement des investissements importants dans le

domaine des croisières au cours des prochaines années », a précisé le président de Chargeurs SA.

Mais ce sont encore une fois les transports aériens qui procurent au groupe l'essentiel de ses profits, puisque sur 913 millions de francs, UTA et Aériennavie (la branche charter) apportent 729 millions. L'année 1988 a été très bonne pour les avions du groupe (après deux exercices médiocres), notamment pour les charters et le fret.

Mais le développement d'UTA, dont la flotte va se renouveler profondément d'ici 1992, est actuellement contrarié — ici aussi — par l'attitude du gouvernement français : pour défendre Air France, il refuse à UTA des droits de trafic vers les États-Unis ou vers certaines villes européennes. Plainte a été déposée devant les autorités européennes. Enfin, toujours au chapitre des transports, Causse-Walon a renforcé sa place de leader européen du transport routier d'automobile sur camions et remorques avec 11 % du marché.

Son chiffre d'affaires a progressé de 8 %, et les opérations de rachat

d'entreprises en Allemagne, Belgique, Pays-Bas, demain peut-être en Grande-Bretagne et au Portugal, se multiplient. L'objectif est qu'en 1992, Causse-Walon représente 20 % du marché européen « moitié par croissance interne, moitié par acquisition d'entreprises étrangères ou nationales », a indiqué M. Malone.

Quant à la télévision — en l'occurrence la Cinq — M. Seydoux n'a plus pour elle les yeux de Chimène. Sa participation dans la chaîne est tombée à 7,3 % et il n'envisage pas de suivre l'augmentation de capital qui sera prochainement proposée aux actionnaires. Le groupe nourrit actuellement davantage d'ambition dans les projets de télévision britannique British Satellite Broadcasting (BSB) dont les lancement sont prévus en août 1989 et juin 1990. De nombreux accords ont déjà été conclus pour des programmes de sport, musique, informations, de cinéma, de divertissements. Impliqué pour 12 % dans BSB, Chargeurs SA y a déjà investi 461 millions de francs.

FRANÇOIS GROSHCHARD.

Daimler-Benz espère une Europe de l'automobile et de l'aéronautique libérale

« La commercialisation des voitures japonaises en Europe doit être libre », le libéralisme est, pour M. Reuter, président du groupe ouest-allemand Daimler-Benz, qui s'exprimait, mercredi 15 mars, à l'occasion des journées de l'Action automobile, la façon de renforcer l'industrie automobile européenne et non de l'affaiblir. Même s'il acceptait « des mesures transitoires », M. Reuter estime que tout protectionnisme serait désastreux pour l'Europe sur le plan politique.

Concernant l'aéronautique et la reprise, en cours, par son groupe, de MBB (Messerschmitt-Boelkow-Blohm), M. Reuter estime que l'office allemand des cartels, qui examine actuellement l'opération, répondra probablement négativement. Aux termes de la loi allemande, les experts ne doivent regarder que le marché allemand, regrette M. Reuter, pour repérer une éventuelle position monopolistique et non pas le marché européen. Mais Daimler fera appel auprès du gouvernement de Bonn pour obtenir une dérogation, et « d'après nos pourparlers, le gouvernement donnera son accord, probablement à l'automne ».

Bonn partage, en effet, la volonté de Daimler de restructurer l'aéronautique européenne et, en particulier, la fabrication d'Airbus. Ayant acquis sa « maturité », Airbus doit adopter des critères de gestion privée pour éviter « les gâchis » d'argent politique. Autre exemple d'un surplus de dépenses effectuées pour « des raisons de prestige » par les États : la bataille des avions de combat (Rafale et EFA) qui déchire l'Europe.

TRANSPORTS

Neuf avions de plus pour Air France

M. Bernard Attali, président d'Air France, a reçu le 15 mars, l'accord de son conseil d'administration pour acheter neuf avions supplémentaires. Deux Airbus A-310-300 neufs acquis auprès de Warden seront livrés au mois d'août prochain. Un Airbus A-310 sera livré en décembre 1990 pour remplacer celui qui a été détruit à Habsheim, en Alsace l'an dernier. Enfin, Air France prendra six options supplémentaires pour des Boeing 737-300 qui s'ajouteront aux douze déjà commandés. D'autre part, la Lufthansa allemande a annoncé le 15 mars sa décision d'acheter 3 Boeing 747-400 et 3 Airbus A-310-300 et de se lancer dans les activités de leasing d'avions.



GROUPE SEGIN

UN RÉSULTAT NET 1988 EN PROGRESSION DE 45 %

Les comptes provisoires et non audités du groupe Segin pour l'exercice 1988 confirment les prévisions.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 416 MF, en croissance de 27 % par rapport à l'exercice 1987. Il faut noter la cession d'activités moins rentables en 1987 un chiffre d'affaires de 21,4 MF.

L'objectif a été atteint également quant au réajustement vers l'ingénierie qui a presque triplé en un an et qui représente 27 % du chiffre d'affaires total, aux côtés de la télématique et de la monétique.

Le résultat net — part du groupe — provisoire et non audité, s'établit à 19,5 MF, en progression de 45 % sur l'exercice 1987.

Sur la base d'un chiffre d'affaires net de redevances télématiques, la rentabilité nette du groupe passe ainsi de 4,8 % à 5,3 %.

Le redressement de la filiale d'Air France

Méridien cherche des partenaires minoritaires

« Les hôtels Méridien devront rester une filiale majoritaire d'Air France et ce principe est inscrit en lettres d'or au fronton de notre société », M. Rodolphe Frantz, PDG de la société des hôtels Méridien, est aujourd'hui d'autant plus affirmatif qu'il y a moins d'un an, son entreprise et lui-même se débattaient dans les pires difficultés.

Nommé en juin 1987, M. Frantz qualifie la période qu'il a vécue de la « plus dure » de sa vie professionnelle. Méridien enregistrerait cette année-là une perte de 65 millions de francs. Empêtrée dans des accords avec des investisseurs américains, la chaîne était contrainte aux États-Unis de leur racheter pour 328 millions de francs des participations dans les hôtels de San Francisco, de Newport Beach, et de la Nouvelle-Orléans. Le Cour des comptes consacrait des pages cuisantes à cette affaire dans son rapport de juillet 1988. Le personnel commençait à désespérer et le groupe ACCOR offrait ses services.

Fallait-il qu'Air France jette l'éponge ? Travaillant dans le plus grand silence, le PDG de Méridien a très vite établi un diagnostic. Il a allégué son état-major et s'est mis à l'ouvrage.

Le règlement de « l'affaire américaine » n'est intervenu que le 2 février. Méridien est alors parvenu à se défaire de ses parts dans les murs des trois hôtels concernés, sauf celui de la Nouvelle-Orléans où il conserve 1 % du capital immobilier, tout en gardant le contrat de gestion de chacun de ces établissements. Ainsi, dix millions de dollars seront-ils économisés chaque année à terme, même s'il n'a pas été possible de recouvrer la totalité des sommes investies.

L'image de la chaîne ne semble pas avoir souffert de ses déboires. Le magazine *Lodging Hospitality* classe son hôtel de New-York à la neuvième place des meilleures établissements américains, celui de Boston à la dixième et celui de San Francisco à la quarante-septième.

M. Frantz s'est appliqué à élaguer les hôtels qui ne correspondaient pas à la catégorie quatre étoiles luxe. Écarter donc ceux de Tours, de Syrie et peut-être un jour à Dakar. En revanche, il a tenu à montrer par des ouvertures (Delhi, San Diego, Antalya, Vancouver, Lagos, Nassau) que l'avenir passait par un développement. Cinquante-trois hôtels ne suffisent pas tout à fait et il voit le chiffre idéal autour de quatre-vingts à cent établissements. D'autre part, il a choisi de miser sur une clientèle de loisir haut de gamme « parce que ce marché se développe plus vite que la clientèle d'affaires » et « parce que notre bonne réputation nous permet de ne pas y investir un centime ».

Reste que Méridien continue à être gêné par son manque de fonds propres et par la relative pauvreté d'Air France engagée dans un renouveau coûteux de sa flotte.

« L'ouverture du capital de Méridien est donc une nécessité si nous voulons mener à bien un développement musclé et le plus tôt sera le mieux maintenant que la situation est assainie ». Les 65 millions de déficit ne se sont-ils pas transformés en 1988 en 137 millions de bénéfices ? Il appartiendra au président d'Air France — convaincu par les arguments du PDG de sa filiale — d'élargir bientôt son tour de table à des investisseurs français et étrangers, hôteliers ou non.

AL F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOFICOMI

Le conseil d'administration de la Société pour le financement d'immobiliers commerciaux et industriels (SOFICOMI) s'est réuni le 14 mars 1989 pour arrêter les comptes de l'exercice 1988, qui seront présentés à l'assemblée générale ordinaire fixée au 22 mai prochain.

En crédit-bail, la production est en nette progression par rapport à l'année précédente et atteint 340 millions de francs (+ 44 %). Les engagements d'acquisitions d'immobiliers destinés à la location simple s'élevaient quant à eux à 177 MF, montant sensiblement équivalent à celui de 1987, qui était de 161 MF.

Le total des engagements bruts de la société, après déduction des options et ajustements intervenus en cours de période, ressort, à fin 1988, à 2538 MF (+ 17,5 %), dont 927 MF au titre des investissements de location simple.

Les recettes locatives s'élèvent à 279 MF (+ 3,5 %). Cette plus faible progression s'explique notamment par l'allongement du délai de mise en exploitation des opérations récentes ; elles subissent en contrepartie une croissance plus forte en 1989. A celles-ci s'ajoutent des produits résultant pour l'essentiel de levées d'options d'achat sur des immeubles détenus en crédit-bail pour un total de 31,4 MF contre 49,7 MF, montant qui avait été exceptionnellement élevé en 1987.

Après dotation aux amortissements et provisions financières pour un montant total de 61,7 MF, le bénéfice net de l'exercice ressort à 141,8 MF, en progression de 7,1 %.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires de fixer le dividende net par action à 51,50 F contre 49,50 F, au titre de l'exercice précédent (+ 4 %), assorti d'un crédit d'impôt de 1 F contre 0,92 F, portant ainsi le dividende net global de 50,42 F à 52,50 F (+ 4,1 %).

GROUPE CRÉDIT UNIVERSEL

(B.N.P.)

EXERCICE 1988

Réunis sous la présidence de M. Michel Real del Sarte, les conseils d'administration de la Compagnie du crédit universel, holding du groupe, et de ses filiales ont arrêté les comptes de l'exercice.

En 1988, l'activité du groupe Crédit universel a augmenté de près de 21 %, avec 9,7 milliards de financements nouveaux sur l'année. Bien que répartie sur l'ensemble de ses marchés, cette progression résulte surtout d'une hausse sensible de ses activités de location et crédit-bail ainsi que du développement de l'affacturage.

Activité commerciale du groupe Crédit universel (en millions de F)	Production de l'exercice 1988	Δ %	Encours en capital (31.12) 1988	Δ %
Financement aux particuliers	3 566	+ 15	5 438	+ 21
Financement aux entreprises	3 678	+ 26	5 065	+ 25
Affacturage	2 236	+ 41	340	- 14
Financements immobiliers	189	-	692	-
Total	9 669	+ 20,6	11 535	+ 19,9

Le nombre de dossiers traités a augmenté de 18 %.

Les engagements de la clientèle (y compris loyers et agios à percevoir) s'élevaient à 15,2 milliards au 31.12.88.

Les résultats consolidés du groupe Crédit universel sont de 113,8 millions pour l'année 88. En regard de ceux de l'exercice précédent, ils sont en retrait d'un peu plus de 10 %. C'est principalement la baisse des marges, résultant du climat de vive concurrence qui régit actuellement les secteurs du crédit à la consommation et du financement des petits équipements aux entreprises qui explique cette évolution.

Pour sa part, la compagnie du crédit universel enregistre après prise en compte des résultats de ses filiales (le crédit universel, Locumivers, Universal Factoring et Unifimo) un résultat comptable de 38,4 millions.

Le conseil d'administration proposera lors de la prochaine assemblée la distribution d'un dividende net unitaire de 30 F, ce qui majoré de l'impôt fiscal (15 F) procurera un revenu global par action de 45 F. Il sera proposé à l'assemblée de payer ce dividende en action.



BANQUE FINANCIÈRE PARISIENNE

Le conseil d'administration réuni le 14 mars 1989, sous la présidence de M. Henri Darmas, a arrêté les comptes de la société pour l'exercice 1988.

Le bénéfice net consolidé du groupe BAFIP s'élève à 171 millions de francs (part du groupe), soit 42,75 F par action. La progression du bénéfice courant consolidé s'inscrit ainsi à 28,5 % sur l'exercice 1987.

Le conseil d'administration a décidé de convoquer une assemblée générale mixte le lundi 24 avril, à 9 h 45, au siège social de la BAFIP, 48, rue La Pérouse, 75116 Paris. Les actionnaires pourront se procurer au siège social de la BAFIP tous les documents auxquels leur qualité leur donne droit.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 18 F par action (contre 15 F au titre de 1987), formant, avec l'avoir fiscal de 9 F, un total de 27 F par action.

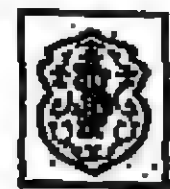
Republic National Bank of New York (France)

R.N.B.

Le Conseil d'Administration de la Banque, réuni le 14 Mars 1989 sous la présidence de Monsieur Michel ERNST, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 1988.

Le total du bilan ressort à 3.657 millions de Francs. Après amortissements, provisions et impôts, le bénéfice net de l'exercice 1988 atteint 7.768.000 Francs, résultat sensiblement égal à celui du précédent exercice. Les comptes seront soumis à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires convoquée pour le 24 Mai 1989.

Le Conseil d'Administration a également décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire afin d'augmenter en numéraire le capital social pour le porter à 200 millions de Francs. À l'issue de cette opération, les fonds propres et capitaux permanents atteindront 520 millions de Francs.



Siège social : 20, place Vendôme
75001 PARIS
Tél. : 42.60.38.64

DEMAIN
DANS
"LE MONDE
AFFAIRES",
L'EMPIRE
DES
SIGNES.



هكذا من الأصل

Économie

ETRANGER

Léger recul du déficit commercial aux Etats-Unis

Le dollar s'est nettement redressé mercredi 15 mars, après l'annonce de la contraction du déficit commercial en janvier et la publication d'un rapport de la Réserve fédérale. Celui-ci indique que la croissance américaine a été modérément soutenue depuis le début de l'année, mais que les pressions inflationnistes se sont renfor-

cées. Le dollar a atteint son plus haut niveau contre le yen depuis le début de l'année, à 130,65, et la Réserve fédérale est intervenue sur les marchés des changes. Jeudi, le dollar était toujours très ferme à Tokyo et en Europe, cotant 6,3450 F contre 6,3190 la veille au fixing.

Les fétichistes du commerce extérieur américain sont appelés à revoir, une fois de plus, leur vision statistique de l'évolution des Etats-Unis. Après avoir sauté un pas en annonçant des données corrigées des variations saisonnières, au printemps dernier, le département du commerce en a franchi un second en s'en tenant, à compter de janvier 1989, aux statistiques douaniers. Pour les importations désormais, comme pour les exportations, les chiffres se prendront plus en compte les coûts d'assurance et de fret. C'est sur cette base, dite FOB-FOB dans le jargon des spécialistes, qu'il convient d'apprécier l'amélioration des résultats de janvier annoncés mercredi 15 mars : un déficit de 9,5 milliards de dollars (60 milliards de francs) contre 11 milliards en décembre 1988.

Un résultat doux amer. Car si les importations ont baissé de 6,9 %, les exportations ont, elles aussi, reculé, de 4,3 %. La régression des importations comporte des signes encourageants. Les achats de biens de consommation reculent de 1,4 milliard de dollars et ceux d'automobiles de 1,3 milliard. Ammoncés quelques heures après la publication de l'indice des ventes de détail de février, en retrait de 0,4 % sur janvier, cette socialisme des consommateurs américains limite les inquiétudes inflationnistes qui dominent la scène américaine et internationale. Pour leur part, les importations de

biens d'équipement se tassent aussi, mais plus modérément. La baisse de 700 millions de dollars enregistrée en janvier ne peut, de l'avis des analystes, être considérée comme un arrêt de l'effort d'investissement des entreprises américaines. Au total, avec 37,29 milliards de dollars en janvier, les importations retrouvent leur niveau de l'automne, en dépit de la remontée des cours du pétrole. L'alourdissement de la note pétrolière de 200 millions de dollars est entièrement due à un effet-prix, les achats en volume ayant baissé de 3,8 %.

Retour à l'excédent avec l'Europe

Le tableau des exportations est nettement plus préoccupant. Certes, leur recul paraît moins spectaculaire si l'on se souvient du niveau record atteint en décembre par les ventes américaines. Là encore, les Etats-Unis retrouvent les niveaux de l'automne. Mais la diminution de 1,2 milliard des exportations de biens d'équipement et de 600 millions des automobiles tend à confirmer un élément souligné depuis des mois par les spécialistes. Comme l'industrie américaine, les exportateurs atteignent le maximum de leur capacité. La lente remontée des prix qu'ils pratiquent en est une simple illustration. Seul l'agro-alimentaire poursuit sur sa lancée et enregistre un excédent de 644 millions de dollars, sensiblement supérieur aux 485 millions de décembre.

Par zones géographiques, trois éléments retiennent l'attention : la forte dégradation des échanges avec le Canada, le déficit passant en un mois de 985 millions à 1,75 milliard de dollars ; l'amélioration avec le Japon, le solde négatif étant ramené à 3,53 milliards, contre 5 milliards en décembre ; le premier excédent

que les Etats-Unis aient enregistré avec l'Europe depuis septembre 1983. Ce dernier changement est encore marginal, ce surplus étant de 46 millions de dollars. Il confirme, malgré tout, la tendance des mois précédents : ce sont les Européens qui font l'essentiel des frais de l'amélioration des échanges extérieurs américains.

Un ensemble de données encore trop ténues pour permettre des conclusions définitives. Mais, au-delà de l'effervescence ponctuelle des marchés, les experts américains continuent de penser que le redressement du commerce extérieur se poursuivra à une allure d'escargot cette année. L'amélioration de l'an dernier, un déficit de 119,76 milliards sur les nouvelles bases statistiques, contre 152,12 milliards en 1987, sera difficile à renouveler.

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

Après deux jours de grève générale

Les syndicats brésiliens estiment avoir atteint leur objectif

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant.

Le Brésil est sorti de deux jours de grève générale, les 14 et 15 mars, dans un feu croisé de déclarations contradictoires. Pour les syndicats, le mouvement a été un succès, le plus important dans l'histoire du pays. Pour le gouvernement, il s'agit d'un échec, qui ne fait que consolider sa politique économique, choisie pour cibler par les manifestants. En réalité, les deux centrales qui avaient organisé la grève, la CUT et la CGT, ont atteint en grande partie leur objectif : le pays n'a pas été totalement paralysé, sans doute, mais personne ne s'attendait qu'il le soit. Néanmoins, les arrêts de travail ont été nombreux dans la plupart des grandes villes, sauf à Belo Horizonte et à Brasília.

Les incidents ont été relativement limités : des accrochages ici et là

entre la police et les piquets de grève, et des sabotages d'autobus pour empêcher de rouler. Rien à voir avec le tableau apocalyptique que le ministre de la justice, M. Dias Correa, avait brossé d'avance à la télévision. Le gouvernement s'est d'ailleurs quelques peu ridiculisé. Lundi, il avertissait solennellement la nation qu'un climat de « violences » et d'« anarchie » était préparé pour le lendemain par des « minorités » qui voulaient faire pression « sur le reste de la société ». Le chaos était aux portes, à l'en croire, voire la subversion.

Le « plan voleur »

Vingt-quatre heures se passent, et le même gouvernement affirme que la grève ayant été un fiasco, ses promoteurs ont montré leur « faiblesse » selon leur « impuissance ». Il n'est plus question de complot contre la démocratie, mais de la tranquillité qui règne dans le pays.

La vérité, évidemment, est à mi-chemin, et même plus près des affirmations syndicales que de celles du gouvernement. Les deux centrales ont réussi dans beaucoup de villes à paralyser les transports, et c'était la clé du mouvement. Rio-de-Janeiro, Salvador, Recife, Curitiba, Porto Alegre se sont retrouvées sans autobus et sans trains. A Sao-Paulo, seuls les autobus ont cessé de rouler. Un peu partout, il y a eu des arrêts de travail dans les écoles, les banques, l'industrie, les hôpitaux, et autres services publics. Chez Volkswagen et chez Ford, les chaînes de montage se sont arrêtées. Brasília a été la seule ville importante où aucun débrayage n'a eu lieu. Plusieurs centaines de manifestants, néanmoins, se sont réunis mercredi sur l'esplanade des ministères pour

protester contre le « plan voleur » : le programme d'austérité mis en œuvre il y a deux mois sous le nom de plan Été, qui a écorné sérieusement les salaires.

A Sao-Paulo, la grève a servi de révélateur des intérêts en conflit depuis qu'une militante du Parti des travailleurs (PT), M^{me} Luiza Erundina, a été élue pour occuper la mairie. Les milieux d'affaires et l'establishment n'ont toujours pas assimilé cette élection. Ils ont bombardé M^{me} Erundina de critiques parce qu'elle a permis à la compagnie municipale d'autobus — qui contrôle 30 % du transport urbain — de se mettre en grève. « Le masque est tombé ! », écrit le journal de droite O Estado de Sao-Paulo, qui reproche au maire d'être resté une militante, reproche qu'il ne lui adresserait sans doute pas si elle militait pour le patronat. M^{me} Erundina a répondu à ses adversaires avec une dignité qui manque à l'éditorialiste — particulièrement venimeux — du journal.

Le gouvernement a utilisé des arguments du même tonneau à propos des villes où la grève a été largement suivie : selon lui, rien n'aurait été possible sans la complicité de leurs maires. Allusion à Porto-Alegre et à Vitória, gouvernées, comme Sao-Paulo, par le PT, et à Rio-de-Janeiro, dirigée par une formation populiste, le PDT. Les grévistes sont rentrés chez eux avec la promesse de Brasília que leurs pertes salariales seraient compensées prochainement. Les centrales se disent prêtes, s'il le faut, à convoquer une autre grève, autrement dit à provoquer de nouveaux renforts officiels, qui voient des conjonctions partout : internes, à cause de la gauche et des syndicats, et à l'étranger, à cause des défenseurs de l'Amazonie.

CHARLES VANHECKE.

REPÈRES

Matières premières

Légère hausse des prix en francs

Le prix international des matières premières importées par la France a très légèrement augmenté en février de 0,2 % en francs par rapport au mois précédent. Le prix exprimé en devises a, pour sa part, diminué de 0,4 %. Le prix des matières premières alimentaires a subi une baisse de 2,3 % en francs sur un mois, alors que celui des matières premières industrielles a augmenté de 0,8 %. La plus forte hausse, en francs, a concerné en février les bois tropicaux (+ 3,8 %).

Production industrielle

+ 0,9 % en janvier au Japon

L'indice révisé de la production industrielle au Japon au mois de janvier fait état d'une progression de 0,9 % par rapport au mois précédent. Il s'agit de la troisième hausse mensuelle consécutive. Selon les statistiques du gouvernement, la croissance de la production industrielle a été particulièrement forte dans les secteurs des biens d'équipement et des matériaux de construction. L'indice provisoire de janvier avait fait état d'une hausse de 1,2 %.

Dans le monde de la finance
Meeschaert-Rousselle
est une race à part



“Jusqu'à maintenant
nous avons travaillé pour vous
avec discrétion,
il serait temps que cela se sache”

L'univers financier a changé.

Pour ses clients, Meeschaert-Rousselle a su anticiper chaque mutation, s'adapter à toute la gamme des interventions sur les marchés. Tout en gardant immuables son éthique, sa rigueur, son professionnalisme.

Nous réservons nos services aux professionnels : banques, institutions, entreprises. C'est notre raison d'être et votre garantie d'une totale disponibilité.

Notre expertise découle directement de la compétence, de la créativité de nos vendeurs et traders, de nos analystes et ingénieurs. Alliée à nos moyens financiers, elle assure la liquidité de vos actifs. En couvrant le champ

de tous les instruments financiers. En utilisant toutes les méthodes de l'intermédiation.

Négociations de blocs, contrepartie : ils savent, pour vous, trouver la meilleure solution.

Cet esprit d'innovation se retrouve aussi dans la recherche de moyens techniques sans cesse plus évolués et dans l'organisation de “back-offices” toujours plus efficaces pour le dénouement de vos opérations.

Nous sommes prêts à partager avec vous l'expérience des hommes, la pertinence des conseils.

Des réflexes rapides : ceux d'une race à part...

MEESCHAERT-ROUSSELLE
L'INTERMEDIATION EN ACTION

TRANSPORTS

GROUPE SEGN

Bank of New York (France)

B.N.F.

Marchés financiers

L'Al Saudi Banque va fusionner avec la Banque franco-libanaise

L'Al Saudi Banque, dont le renouveau agit la place de Paris en 1988, va fusionner avec la Banque franco-libanaise, filiale à 90 % de la Banque Indosuez. Le nouvel ensemble, avec un bilan d'une dizaine de milliards de francs, sera présidé par Bernard Verheul, en charge du Moyen-Orient à Indosuez, et devra porter le nom de Banque française de l'Orient (BFO).

« L'Al Saudi Banque manquait de fonds propres et de fonds de commerce », constatait M. Antoine Jeancoeur Galligani, président d'Indosuez. Les décisions prises le 15 mars devraient résoudre à ces deux handicaps et marquer la phase finale du plan de reprise établi l'an dernier. Des prêts risqués à des particuliers et à des pays en voie de développement, responsables d'un « trou » supérieur à 2 milliards, avaient, en outre, contrarié les créanciers et les banques de la place à contribuer au sauvetage (Le Monde du 15 octobre 1988), à la demande des autorités bancaires françaises.

Les repreneurs de l'Al Saudi Banque vont porter le capital de celle-ci de 100 à 600 millions de francs, en maintenant à une exception près leur niveau de participation. Indosuez, en apportant la Banque franco-libanaise, sa filiale et 10 millions en « cash » détiendra 35 % du capital. Le groupe Hariri et la Banque Al Saudi Al Fian, en injectant des capitaux frais, détiendront chacune 30 % de la Banque; enfin, le groupe Thomson (principal créancier de l'ancienne Al Saudi Banque), qui était entré à hauteur de 5 % du capital en 1988, verra sa part réduite à

2,5 %, permettant ainsi l'arrivée d'un nouvel actionnaire, la Banque franco-libanaise du Liban (2,5 %).

Son actionnariat et sa fusion avec la Banque franco-libanaise (qui devrait être effective en juin prochain) résolvent du même coup les problèmes de fonds de commerce de l'ex-Al Saudi. Le groupe de l'homme d'affaires saoudien Rafik Hariri tout comme la banque Al Saudi Al Fian, quatrièmes banques saoudiennes détenues par des intérêts du pays et à 40 % par Indosuez, apporteront un contrat d'affaires à la future BFO. Quant à la Banque libano-française, fondée en 1976 par la Banque libano-française du Liban, qui en détenait alors 90 % du capital, elle apporte quelque 7 000 comptes représentant près de 3 milliards de francs de dépôts et les relations très étroites avec son ancienne société mère, principale banque du Liban.

Avant de repartir sur de nouvelles bases, l'Al Saudi Banque aura quand même réservé une (dernière) mauvaise surprise à ses repreneurs. L'été dernier, ceux-ci avaient estimé à 2,1 milliards de francs les pertes sur le portefeuille de crédits. Depuis, la dégradation des risques pays et la découverte de nouveaux risques privés ont amené l'état-major à estimer la perte supplémentaire à quelque 10 %. Malgré cela, les actionnaires estiment que leur nouvelle filiale a sa place comme banque française tournée vers le Moyen-Orient en recentrant son activité sur deux secteurs : la gestion pour les particuliers et l'immobilier de patrimoine.

C. B.

LVMH : M. Racamier fait appel

M. Bernard Arnault et M. Henry Racamier, qui contrôlent, avec le britannique Guinness, le capital de LVMH, se retrouveront le 23 mars devant la Cour d'appel de Paris qui statuera sur l'appel de M. Racamier, président de Louis-Vuitton contre le jugement du tribunal de commerce. A la suite d'un référé de M. Arnault, président de LVMH, le tribunal avait désigné le 9 mars un mandataire de justice. Celui-ci a décidé la convocation, le 24 avril, d'une assemblée générale de Louis-Vuitton afin de réformer le statut de cette société.

Béghin-Say convoque une assemblée générale extraordinaire

Le conseil d'administration de Béghin-Say a décidé de convoquer pour le 28 avril une assemblée générale extraordinaire de la société afin de soumettre aux actionnaires les opérations visées par l'enquête de la Commission des opérations de Bourse. Le 7 mars, la COB rendait ses conclusions dans l'enquête ouverte le 19 juillet sur la société dirigée par M. Jean-Marie Vernes. La COB confirmait que des irrégularités avaient été commises lors d'un échange de titres entre le groupe sucrier français et Européen Sagar.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

eparcourt SICAV

pour le placement de vos disponibilités à court terme
performance 1988 (dividende net réinvesti) : + 9,61 %
valeur de l'action au 30.12.1988 : 4300,11 F.

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de Monsieur Gilbert ANCIAN proposera à l'assemblée générale qui aura lieu le 3 avril 1989, de fixer le dividende de l'exercice clos le 30 décembre 1988 à :

EN FRANCS	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	BRUT
• Obligations françaises non indexées	232,66	23,42	256,08
• Créances négociables	6,74	—	6,74
TOTAL	239,40	23,42	262,82

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

Gestion : Groupe Caisse des dépôts et consignations

CHEZ L'ÉCUREUIL ET LA POSTE

LLP LE LIVRET PORTEFEUILLE

Le conseil d'administration réuni le 9 février 1989 a arrêté les comptes de l'exercice 1988. La valeur liquidative actualisée de l'action LE LIVRET PORTEFEUILLE atteignait 660,23 francs le 30 décembre 1988, contre 543,80 francs le 31 décembre 1987. En tenant compte du réinvestissement du dividende net, la performance annuelle a été de + 24,9 %.

Les revenus distribuables au titre de l'exercice 1988 permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira le 21 mars 1989 de fixer le dividende net de l'exercice 1988 à 20,20 francs par action. Compte tenu d'un crédit d'impôt de 3,17 francs par action, le dividende brut unitaire pour l'exercice 1988 s'établit à 23,37 francs au lieu de 20,53 francs pour l'exercice 1987.

Ce coupon, sous réserve du vote du conseil d'administration, sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 6 avril avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

Sège social : 56, rue de Lille, 75007 PARIS
Bureaux : 5, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS - tél. 49.27.63.00

NEW-YORK, 15 mars ↑

Nervosité

Malgré la bonne nouvelle émise par le commerce extérieur américain, la Bourse de New-York était nerveuse, mercredi, subissant de larges fluctuations tout au long de la séance. L'indice Dow Jones a évolué dans une fourchette de hausse de 5 à 18 points pour finalement s'établir à 2 320,54, en progrès de 14,29 points. Le marché a été assez actif avec 168 millions de titres échangés. Le nombre des hausses a dépassé sensiblement celui des baisses : 788 contre 597. Le cours de 540 titres est resté inchangé.

Le raffermissement du dollar après l'annonce d'une construction du déficit commercial, en janvier, supérieure aux prévisions (9,5 milliards de dollars contre 11 milliards en décembre) a stimulé le dollar ainsi que la cote. Les investisseurs attachent notamment de l'importance à la baisse des importations, un signe pour eux de ralentissement de la croissance économique susceptible de contenir l'inflation et la hausse des taux d'intérêt. L'enthousiasme des investisseurs a été toutefois tempéré par la crainte que l'indice des prix de gros, publié vendredi, ne réserve une surprise désagréable.

De Pont de Nemours, British Petroleum et Johnson & Johnson étaient fermes. Motorola et IBM ont cédé du terrain.

VALEURS	Cours de 14 mars	Cours de 15 mars
Alcatel	91 1/8	91 1/2
A.T.T.	88 3/4	88 3/4
Chrysler	33 3/4	33 3/8
Du Pont de Nemours	88 3/8	88 1/2
General Electric	46 1/2	46 1/2
IBM	117 1/2	117 1/2
Johnson & Johnson	82 3/4	82 3/4
Motorola	84 3/8	84 3/8
Petroleum	77 7/8	77 7/8
Pont de Nemours	118 1/4	117 1/2
S.A.T.	53 1/4	53 1/2
Shell	49 7/8	50 7/8
Standard Oil	32 3/4	32 3/4
Union Carbide	30 1/2	30 5/8
U.S.S.	31 7/8	32 1/8
Veracorp	81 3/8	81 3/4

LONDRES, 15 mars =

Réduction des pertes

Les cours des valeurs ont réduit leurs pertes en milieu de séance, mercredi, au Stock Exchange où l'indice Footsie a obtenu en repli de 4,2 points à 2 121,2. Le volume des échanges a été soutenu avec 619,5 millions de titres échangés contre 544,3 millions la veille. La raffermissement dans le budget présenté, mardi, de la nécessité de réduire encore de 2,4 milliards les dépenses a encouragé les investisseurs institutionnels.

Toutefois, l'annonce d'une réduction du déficit commercial américain de 9,5 milliards de dollars pour le mois de janvier a été un élément de soutien en fin de journée permettant de réduire les gains. La plupart des secteurs ont enregistré une baisse, notamment les banquiers (Midland), les automobiles (Jaguar), les brasseries (Guinness), les électroniques (ITT), les miniers (RITZ) et les actions liées à la construction (Redland). En revanche, certaines compagnies d'assurances ont gagné du terrain dans le sillage des réformes fiscales des assurances proposées dans le budget (General Accident).

Mercredi, le directeur des finances au Trésor, M. Norman Lamont, a indiqué que le nombre d'actionnaires en Grande-Bretagne est resté stable depuis un an aux environs de 9 millions, soit 20 % de la population adulte contre 7 % en 1979.

FAITS ET RÉSULTATS

• Modification au sein d'OPAR (ex-Oldfield-Caly). — La structure du capital d'OPAR, ex-Oldfield-Caly, devrait être modifiée à la suite d'un accord conclu avec le groupe de M. Christian Pellerin, président du groupe immobilier Sarr-Serri. Actionnaire majoritaire de cette firme de caractéristique salubre, il devra céder sa participation à M. Gilbert Salomon, président d'Optorg, M. Salomon, l'un des fondateurs de la Socopa, s'était associé à M. Pellerin pour racheter Oldfield en mai 1987, reprenant alors les parts de M. Jean-Claude Minnen.

• EFP : hausse de bénéfices de Philip Holzman (RFA). — Le groupe Philip Holzman, numéro un allemand du bâtiment et des travaux publics, a réalisé l'an dernier un bénéfice en hausse par rapport aux 22 millions de deutschemarks (75 millions de francs) de 1987. Le montant exact n'a pas été toutefois communiqué. Le chiffre d'affaires consolidé s'est stabilisé à 5,8 milliards de deutschemarks (19,7 milliards de francs) après trois exercices consécutifs marqués par un net recul. Il a été réalisé à hauteur de 2,7 milliards en RFA; 2,6 milliards aux États-Unis et le solde dans les autres pays étrangers (en baisse de 40 %).

• Les Banques populaires créent une société d'assurances. — Après avoir distribué des produits d'assurance-vie, les Banques populaires lancent la gamme de leurs produits et vont distribuer de l'assurance IARD à leurs clients. Fructueusement, la nouvelle compagnie d'assurances

PARIS, 15 mars ↑

Hausse

Suspendue depuis quelques jours à la publication des statistiques économiques américaines, la Bourse de Paris était mercredi, en début d'après-midi, très hésitante. Elle attendait la publication des chiffres de commerce extérieur des États-Unis pour janvier. Ils ont réservé une bonne surprise. Aussi bonne que ceux des ventes au détail pour février. En effet, les ventes américaines ont baissé de 0,4 %, contre une hausse de 0,7 % le mois précédent. Vers 14 heures, l'indice CAC 40 était en hausse de 0,2 % après un repli de 0,2 % à l'ouverture. En clôture, il avait gagné 0,89 %.

Les investisseurs n'ont toutefois pas voulu s'engager sérieusement sur le marché tant que les chiffres n'étaient pas tombés. Même si l'on constatait, ici et là, des velléités de hausse.

Les experts se montrent, par ailleurs, confiants sur l'avenir du marché. Surtout après la réunion mardi de la SAPE. Cet organisme, qui est composé d'économistes analysant de la place, estime que les bénéfices des sociétés devraient progresser en 1989 de 13 %, après les 20 % de l'an dernier. D'autre part, il table sur un repli des prix du pétrole et des taux d'intérêt, ce qui provoquerait une nouvelle étape de hausse à la Bourse. Le niveau des 500 points pour l'indice CAC (240) est à présent évoqué pour le fin de l'année. Mardi, cet indice était à 437,28.

Le MATIF était en nette reprise, l'échéance mars gagnant 50 centimes.

Le marché était donc encore très calme. Mardi, le chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel est tombé à 800 millions de francs. Une mière par rapport aux 2 milliards traités lors d'une séance « normale », et aux 4 milliards et plus en pleine euphorie boursière.

Les Chàngours, au plus haut, ont continué à être recherchés ainsi que la CGE.

TOKYO, 15 mars =

Prises de bénéfice

Les prises de bénéfices déclenchées en seconde partie de la séance ont, en raison, jeudi, de la hausse initiale enregistrée à la Bourse de Tokyo. L'indice Nikkei, qui avait gagné la veille 376,13 yens, a fini la séance sur un repli de 2,24 points à 32 092,24 yens dans un marché irrégulier.

Après une ouverture ferme dans le sillage de Wall Street (170 yens de hausse au cours de la première heure), les prises de bénéfices se sont manifestées, les investisseurs étant préoccupés par la hausse des prix du brut et par la forte progression du dollar face au yen. Le billet vert a atteint, jeudi matin, son plus haut niveau depuis octobre 1988 face à la monnaie japonaise.

VALEURS	Cours de 15 mars	Cours de 16 mars
Asahi	702	698
Fujitsu	1400	1390
Canon	1850	1850
Fuji Bank	2630	2610
Industrial Bank	1980	1980
Industrial Bank	2450	2450
Mitsubishi Heavy	1110	1110
Sony Corp.	8910	8910
Toshiba Motors	2000	2000

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Associés	438	438	La gelée de miel	334	334
Asystel	255	250	Lois Investissement	288	288
B.A.C.	338	338	Locatix	164	164
B. Dumas & Assoc.	510	510	Métallurgie	176	176
B.I.C.M.	512	512	Métallurgie Intermat	886	886
B.I.P.	788	788	Métallurgie Intermat	182 50	182 50
Bolton	500	502	M.L.M.	705	705
Bolton Technology	888	888	Molier	220	222
Bolton Lyon	1887	1887	Novel-Delmas	948	948
Château de Lyon	810	810	Novel-Legrand	240	240
Colson	895	895	On Gec-Fin	305 30	305 30
Conif	350	350	Prat	432	432
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	131	131	P.F.A.S.A.	483	483
C.A.T.C.	1294	1294	Prat	482	482
C.D.M.E.	346	346	Prat	482	482
C.E.S. Int.	839	839	Prat	482	482
C.E.L.D.	232	232	Prat	482	482
C.E.P.	1780	1780	Prat	482	482
C.E.P.-Comptabilité	1228	1228	Prat	482	482
C.E.L. International	687	687	Prat	482	482
Château d'Origny	908	908	Prat	482	482
C.N.I.M.	340	340	Prat	482	482
Concept	817	817	Prat	482	482
Conseil	346	346	Prat	482	482
Coval	135	135	Prat	482	482
Dela	1381	1381	Prat	482	482
Dela	1085	1085	Prat	482	482
Dela	380	380	Prat	482	482
Dela	98	98	Prat	482	482
Dela	21 80	21 80	Prat	482	482
Dela	248	248	Prat	482	482
Dela	238	238	Prat	482	482
Dela	686	686	Prat	482	482
Dela	220	220	Prat	482	482
Dela	250	250	Prat	482	482
Dela	258	258	Prat	482	482
Dela	610	610	Prat	482	482
Dela	282	282	Prat	482	482

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 15 mars 1989

Nombre de contrats : 13 732.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars dernier	Juin dernier	Mars dernier	Juin dernier
Accor	600	15	—	10	—
CEC	440	2,38	16	37	42
EN-Applique	440	10,78	29	6,50	—
Lafarge-Capelle	1 600	35	—	2	38
Michelin	218	8,88	8,40	27	38
MSE	1 700	—	47	—	—
Parifair	440	27	47	3	—
Pengard	1 700	53	138	27	68
Saint-Gobain	560	23,58	58	5	28
Société générale	440	36	—	—	14
Thomson-CSF	240	4,50	17	8,68	15,58

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 mars 1989

Nombre de contrats : 82 355.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 89	Juin 89	Sept. 89
Dernier	105,80	104,80	105,04
Précédent	104,96	104,16	104,44

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Juin 89	Sept. 89	Juin 89	Sept. 89
103	2,09	—	0,48	0,95

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,337 F 1	PARIS (INSEE, base 100 : 30-12-88)
	Valeur française : 184,4
	Valeur étrangère : 180,2
	(Sib, base 100 : 31-12-81)
	Indice global CAC : 448,8
	(Sib, base 1000 : 31-12-87)
	Indice CAC 40 : 1 639
	(OMR, base 100 : 31-12-81)
	Indice OMF 50 : 489,59
	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	Industrielles : 2 386,25
	Industrielles : 2 386,25
	LONDRES (indice Financial Times)
	Industrielles : 1 761,1
	Mines d'or : 132,3
	Fonds d'Etat : 86,65
	TOKYO
	Nikkei Dow Jones : 32 092,24
	Indice général : 2 437,7

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou déq.	+ ou -	Rep. + ou déq.	+ ou -	Rep. + ou déq.
SE-UL	63410	63400	- 90	- 75	- 165	- 135
S. can.	52951	52950	- 163	- 133	- 314	- 287
Yen (100)	48534	48516	+ 143	+ 170	+ 324	+ 365
DM	33765	33804	+ 62	+ 79	+ 131	+ 158
Franc	33802	33835	+ 44	+ 56	+ 96	+ 116
FR (100)	16,1708	16,1594	+ 28	+ 139	+ 116	+ 276
SE	3,0402	3,0403	+ 56	+ 113	+ 195	+ 224
L (1 000)	4,6159	4,6213	- 128	- 122	- 295	- 241
F. imp.	10,9977	10,9229	- 438	- 375	- 768	- 688

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-UL	5 3/4	10	9 15/16	10	1 1/16	10	1 1/8	10	1 1/8	10	7/16	10	9/16
DM	5 3/4	7 7/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Franc	6 1/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8	6 5/8
FR (100)	7 3/4	8 1/4	7 15/16	8 1/4	7 15/16	8 1/4	7 15/16	8 1/4	7 15/16	8 1/4	7 15/16	8 1/4	7 15/16
SE	4 1/2	4 3/4	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
L (1 000)	11	11 3/4	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8	12 3/8
F. imp.	12 7/8	13 1/8	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1

Marchés financiers

BOURSE DU 15 MARS

[illegible]**Comptant** (selection)[illegible]

SICAV

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 6 1/8	COURS DES BILLETS A court Vente
Euro-Unit (\$ 1)	6 328	6 318	6 480
ECU	7 062	7 056	
Allemagne (100 DM)	353 840	353 840	361 000
Autriche (100 S)	138	139	16 800
France (100 F)	300 400	300 320	281 250
Pay-Bas (100 fl.)	86 960	86 920	83 800
Portugal (100 Esc)	50 320	50 000	50 000
Irlande (100 Ir£)	10 912	10 880	10 850
Grèce (100 drachmes)	4 026	4 027	3 700
Italie (1 000 lire)	4 620	4 617	4 450
Suisse (100 S.F.)	369 300	369 000	369 000
Espagne (100 Ptas)	90 000	90 000	90 250
Arabie (100 riyals)	48 180	48 188	48 700
Israël (100 ach.)	5 448	5 441	5 200
Perse (100 rials)	4 118	4 113	4 550
Chypre (100 Cyp£)	5 284	5 280	5 400
Corée (100 won)	4 898	4 898	4 820

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS par franc.	COURS 16/3
Or fin (à la main)	80320	80250
Or fin (à la main)	80450	80330
Pièces d'Amérique (16)	484	483
Pièces d'Inde (10 R)	388	388
Pièces indiennes (20 R)	487	486
Pièces indiennes (20 R)	484	483
Souverain	535	535
Or Louvré	2580	2580
Pièces de 10 dollars	1832 50	1830
Pièces de 5 dollars	955	955
Pièces de 50 pesos	3010	2980
Pièces de 10 florins	422	420
Or Louvré	.....	.....
Or Louvré	.....	.....
Or Louvré	.....	.....
Or Louvré	.....	.....
Or Louvré	.....	.....
Argent Louvré	.....	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82. posto 4330

e: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - *: marché continu

